

# LA KOUUMIA

BULLETIN DE LIAISON

ASSOCIATION DES ANCIENS  
DES GOUMS MAROCAINS  
ET DES A.I.  
EN FRANCE



Reconnue d'utilité publique - Décret du 25 février 1958 - « J.O. » du 1<sup>er</sup> mars 1958

14, rue de Clichy, 75009 PARIS — Tél. : 874-52-93

N° Commission paritaire : 296-D-73 du 15-5-1972 — Routage 206

# LA KOTUMIA

BULLETIN DE LIAISON

ASSOCIATION DES ANCIENS  
DES GOUMS MAROCAINS  
ET  
EN FRANCE

Publication trimestrielle - Comité de Direction : 1937 - N° 22 - 10 pages - 17 francs  
Le journal est édité par l'Association des Anciens des Goums Marocains - 10, rue de Valenciennes  
et imprimé par la Société d'Éditions - 10, rue de Valenciennes

9 MARS 1983

9 MARS 1984

**HOMMAGE**  
**AU**  
**GÉNÉRAL D'ARMÉE**  
**AUGUSTIN GUILLAUME**  
**1895-1983**

Les anciens des Tabors marocains  
et de la 3<sup>e</sup> D.I.A.



## SOMMAIRE

<b>Le mot du président</b>		5
<b>Le général d'armée Augustin Guillaume (1895-1983)</b>	Jean Saulay	7

### UN GRAND SERVITEUR DE L'ÉTAT

<b>Les débuts du capitaine Guillaume aux A.I.</b>	Edouard Pasquier	35
<b>Du Tadla au Rhin</b>	Général Leblanc	41
<b>La direction des Affaires politiques</b>	Général Guillaume	45
<b>La campagne 1942-1945 :</b>		53
– <b>Le général Guillaume et les Goums</b>	Général Partiot	57
– <b>Auroch déchainé</b>	Bernard Simiot	65
– <b>3° D.I.A. :</b>		73
– <b>Allocution prononcée aux obsèques du général d'armée Augustin Guillaume</b>	Général Tricon-Dunois	75
– <b>Le général Guillaume, chef de guerre</b>	Général Huré	76
– <b>Le général Guillaume et l'état-major de la 3° D.I.A. vus par le chef du 4° bureau</b>	Général Fritsch	81
– <b>Souvenirs</b>	Général Bonhoure	83
<b>Moscou, 1945-1947 :</b>		87
– <b>Attaché militaire à Moscou</b>		87
	Georges de Bouteiller, ministre plénipotentiaire, ancien ambassadeur	
– <b>Préface de l'ouvrage « La guerre germano-soviétique »</b>		89
	Maréchal de Lattre de Tassigny	

**Le commandement des F.F.A. :**

- Le général Guillaume en Allemagne (1948-1951) Louis de Maigret 93

**La Résidence générale :**

- Le général Guillaume, résident général de France au Maroc 105  
Michel Léonet

**Le chef d'état-major des Forces armées :**

- Une année avec le général Guillaume Général Gaudeul 115

**VIE CIVILE**

**Le maire de Guillestre** Pierre Chouvet, mairie de Guillestre 121

**Rhin et Danube : un grand président national** Pierre Chancogne 123

**AUGUSTIN GUILLAUME**

**Le général Guillaume écrivain** Jacques Heurgon, 127  
de l'Institut,  
ancien officier du 2<sup>e</sup> bureau de l'E.-M. de la 3<sup>e</sup> D.I.A.

**Histoire d'une amitié : Augustin Guillaume et Jean de Lattre** 135  
Mme la maréchale de Lattre de Tassigny

**Deux camarades de Saint-Cyr : Augustin Guillaume et Emile Hogard** 139  
Général Hogard

**Portrait d'un père** Françoise Guillaume 143

**INFORMATIONS PARTICULIÈRES A LA KOUMIA (tirés à part) :**

- Cérémonies anniversaires (encart orange) I
- Programme du congrès national de la Koumia à Toulouse les 26 et 27 mai 1984 (encart orange) II
- Carnet XI
- Additif, rectificatif, changements d'adresses n° 10 I à IV

## LE MOT DU PRÉSIDENT

*Conformément au vœu exprimé par notre dernière assemblée générale, le bureau et son équipe rédactionnelle vous présentent aujourd'hui un numéro spécial de LA KOUMIA, entièrement consacré au général d'armée AUGUSTIN GUILLAUME, à l'occasion du premier anniversaire de son décès.*

*Ce document, qui parviendra donc à tous les abonnés à notre bulletin de liaison, a été élaboré grâce à la collaboration de nombre de ceux qui, amis ou subordonnés directs du général GUILLAUME pendant les principales étapes de sa carrière, ont bien voulu nous confier leurs témoignages.*

*Que tous, et en tout premier lieu Mme la maréchale de Lattre, en soient remerciés et que l'évocation du glorieux passé de celui qui fut notre chef incite chacun de nous à mieux servir la France et l'amitié franco-marocaine.*

Général FEAUGAS.



## LE GÉNÉRAL D'ARMÉE AUGUSTIN GUILLAUME (1895-1983)

Dernier d'une famille de six enfants, Augustin Léon Guillaume naît le 30 juillet 1895 dans le gros bourg de Guillestre, Hautes-Alpes, où son père, « officier de santé », a la responsabilité médicale de tout le canton.

A la fin de ses études secondaires, il se présente au concours d'entrée à l'Ecole spéciale militaire de Saint-Cyr en 1913 et est reçu dans un rang très honorable : 57<sup>e</sup> sur 534.

La guerre, alors, paraît inévitable, imminente même, et les jeunes élèves-officiers s'y préparent dans la fièvre. Le 22 avril 1914, au cours d'une grande revue passée à Vincennes en l'honneur des souverains britanniques, le Président de la République, Raymond Poincaré, épingle la croix de la Légion d'honneur sur le drapeau du « Premier bataillon de France ». Tout naturellement, la jeune promotion sera baptisée « Promotion de la Croix-du-Drapeau », le 31 juillet 1914.

Le 2 août, avec leur galon de sous-lieutenant, les élèves des deux promotions, « Montmirail » et « La Croix-du-Drapeau », reçoivent l'ordre de rejoindre immédiatement leurs régiments. Le sous-lieutenant Guillaume est affecté au dépôt du 16<sup>e</sup> bataillon de chasseurs à pied à Lille, où il est chargé de l'instruction des réservistes mobilisés. Quand il peut enfin partir pour le front, au mois d'octobre, son bataillon est engagé dans la « course à la mer », au cours de laquelle les deux armées cherchent à se déborder mutuellement. A peine a-t-il le temps d'être cité à l'ordre du jour de sa division pour son courage et son sang-froid, qu'il est fait prisonnier, le 11 novembre. Dès lors, son destin est scellé pour toute la durée de la guerre, malgré trois tentatives d'évasion manquées, qui le conduisent de camp de concentration en camp de représailles, jusqu'au jour de sa libération, en juillet 1918, à l'occasion d'un échange de prisonniers.

Au cours de ces quatre longues années, il se met à l'étude du russe, de l'arabe aussi, peut-être parce qu'un de ses compagnons de captivité, le capitaine Nivellet, lui parle longuement de la vie passionnante que mènent au Maroc les officiers du Service des renseignements qui, déjà, l'attire.

Après un court séjour à l'Armée d'Orient, sous les ordres du général Franchet d'Esperey, il est rappelé en France pour terminer à Saint-Cyr son instruction militaire interrompue... par la guerre ! Il participe au mémorable défilé de la Victoire, le 14 juillet 1919, où tout un peuple acclame son armée, puis, à la fin de son second passage à l'Ecole spéciale militaire, il demande et obtient son affectation au Service des renseignements du Maroc.

Il est promu capitaine le 25 septembre 1919 : il a vingt-quatre ans.

Au Maroc, il piaffe d'impatience pendant deux ans au bureau régional de la région de Meknès, commandée par le général Poymirau, le légendaire commandant du 1<sup>er</sup> régiment de tirailleurs marocains pendant la guerre. Il voit enfin ses rêves se réaliser, en recevant le commandement du poste d'Affaires indigènes de l'« Oued Amassine », dans la région de Khenifra, et celui du 12<sup>e</sup> goum mixte marocain, qui y est stationné.

En 1921, à l'occasion d'une inspection de son poste, il fait la connaissance du capitaine d'état-major de Lattre de Tassigny, qui accompagne le général

Poeymirau. Une amitié fraternelle se noue rapidement entre les deux hommes, qui ne s'éteindra qu'à la mort du futur maréchal de France.

Au printemps 1922, il prend part aux opérations du Groupe mobile de Meknès dans la haute vallée de la Moulouya, où il doit « inventer », selon le mot du maréchal Lyautey, un poste d'Affaires indigènes et de goum à Aghbalou n'Serdane, dans le cercle d'I'tzer, que va commander, à partir du 31 août, le chef d'escadrons de Loustal.

Il s'impose rapidement aux tribus dont il a le contrôle, mais il s'attire les foudres du service de l'intendance pour avoir distribué une partie de la réserve d'orge de son goum aux insoumis, chassés de la haute montagne par la neige et le froid en hiver, qui viennent chercher refuge et subsistance autour du poste.

Qu'importe... Ce commandement en bordure de la dissidence le passionne, et, comme le dira plus tard un autre capitaine, Henri de Bournazel : « La vie est belle. »

Et pourtant, en avril 1924, le capitaine Guillaume quitte Aghbalou n'Serdane et le 15<sup>e</sup> goum, pour préparer, en France pense-t-il, le concours d'entrée à l'Ecole supérieure de guerre. Mais c'est à Belgrade, où il est nommé adjoint de l'attaché militaire à l'ambassade de France, qu'il s'y prépare, avec la volonté bien arrêtée de revenir le plus tôt possible au Maroc, où il sait que le lieutenant-colonel de Loustal l'attend, dès qu'il se décidera à abandonner ses « utopies slaves ».

A la fin de son stage à l'Ecole supérieure de guerre, il est affecté, en septembre 1928, à l'état-major du général commandant supérieur des troupes du Maroc, où il assure la liaison permanente avec la direction des Affaires indigènes. Mais à peine a-t-il pris ses fonctions qu'il apprend qu'il est attendu au Tadla pour y être l'adjoint du chef de bataillon Nivelles, son ancien compagnon de captivité, qui commande le cercle de Beni Mellal.

Ce brusque retour à la vie d'action le ravit. Mais le Maroc qu'il retrouve en 1928 n'est plus celui qu'il a quitté quatre ans plus tôt. En 1925, l'insurrection d'Abd El-Krim a entraîné le départ du maréchal Lyautey et son remplacement par un haut fonctionnaire, M. Théodore Steeg, ancien gouverneur général de l'Algérie, qui n'a nul souci de poursuivre la politique de son prédécesseur. Il ne tarde pas à formuler des directives impératives pour la conduite des opérations militaires : adopter une attitude strictement défensive et éviter les pertes. A tout prix.

Or, après le « Maroc utile », entièrement pacifié par le maréchal, il reste à occuper le « Maroc indispensable », c'est-à-dire le territoire des tribus guerrières de l'Atlas central et du Sarhro, toujours en dissidence, dont la soumission à l'autorité temporelle du sultan est nécessaire pour permettre à l'ensemble du pays de se développer dans l'ordre et la sécurité.

En ce qui concerne le versant atlantique de l'Atlas central, cette mission est confiée au colonel de Loustal, qui, nommé en avril 1929 au commandement du territoire du Tadla, offre au capitaine Guillaume d'être le chef d'état-major de son groupe mobile. Celui-ci accepte avec enthousiasme ce poste de confiance, attribué traditionnellement à un colonel.

1930... Les nuages s'accumulent sur le Rhin. Le gouvernement décide de régler définitivement le problème de la pacification du Maroc avant l'hiver 1934 et consent un effort militaire important pour y parvenir, et pouvoir ensuite se consacrer au renforcement des garnisons de notre frontière de l'est.

Des quatre points cardinaux les groupes mobiles de Meknès, du Tadla, de Marrakech et des confins algéro-marocains investissent l'énorme masse de l'Atlas central. Au Groupe mobile du Tadla, le capitaine Guillaume, promu chef de bataillon en septembre 1932, devient le collaborateur immédiat du général de Loustal, coordonnant avec une sûreté de vue remarquable la préparation politique et militaire des opérations, utilisant au mieux les troupes supplétives dans d'audacieuses opérations de nuit, qui créent la surprise et ménagent le sang des hommes.

Parmi les officiers des bureaux de renseignements de l'avant qui se distinguent le plus par leur sens politique et leurs qualités militaires, il remarque le capitaine Leblanc, à Taghzirt, les lieutenants Massiet du Biest à Arhbala, Boyer de Latour à Ouauizegth. Ils seront plus tard, en 1944-1945, ses fidèles compagnons d'armes.

L'achèvement de la pacification de l'Atlas central en septembre 1934 entraîne une réorganisation du territoire du Tadla, auquel est rattaché le cercle d'Azilal, relevant jusqu'alors de la région de Marrakech. Souhaitant avoir à la tête de ce cercle, un officier de son équipe, le général de Loustal y fait affecter le chef de bataillon Guillaume, en février 1934.

Après deux années passées à équiper son cercle et à habituer les tribus de soumission récente à cohabiter en bonne harmonie — à commencer aussi la rédaction d'un livre sur **La pacification de l'Atlas central** — le commandant Guillaume est nommé, en septembre 1935, à l'état-major du général Noguès, inspecteur général des forces d'Afrique du Nord et commandant désigné, en cas de mobilisation, du théâtre d'opérations en Afrique du Nord, le T.O.A.F.N.

Lorsque, quelques jours plus tard, le général Noguès est nommé résident général au Maroc, tout en conservant ses attributions militaires à l'échelon de l'Afrique du Nord, il conserve auprès de lui le commandant Guillaume dont les fonctions deviennent multiples. Il dirige à Paris, sous les ordres du colonel Juin, le 2<sup>e</sup> bureau de l'état-major du général. Mais celui-ci tient également à l'avoir près de lui à Rabat, pour coordonner la politique musulmane des trois pays du Maghreb, pour préparer aussi d'éventuelles opérations sur les frontières du bastion nord-africain : celle de la zone espagnole du Maroc, totalement ralliée à la cause nationaliste du général Franco, et surtout celle de la Tunisie, que les foules italiennes survoltées réclament avec Nice, la Corse et la Savoie.

Nommé lieutenant-colonel en mars 1939, il se voit confier par le général Noguès la direction d'un bureau politique, dont les tâches, toutes proportions gardées, sont comparables à celles du fameux « Arab Bureau » de l'état-major britannique au Caire pendant la Première Guerre mondiale.

C'est à ce poste qu'il assiste, la mort dans l'âme, à l'effondrement de l'Armée française et à la signature de l'armistice. Le 24 juin, le général lui montre les télégrammes de plusieurs territoires d'outre-mer, prêts à continuer le combat sous ses ordres. Mais comment combattre sans moyens matériels ? Il n'existe aucune usine de fabrication d'armement en Afrique. Les Anglais ont suffisamment à faire pour défendre leur île, et les Américains ne sont pas prêts... Dans ces conditions, la solution la plus raisonnable n'est-elle pas de conserver intactes l'Afrique du Nord et son armée, pour le jour où les circonstances seront favorables à la revanche ?

Le général Noguès donne immédiatement les ordres nécessaires pour que soit entrepris sans délai le camouflage du personnel et du matériel indispensables à une remise sur pied rapide de nos unités.

Dans le cadre de ces directives, le colonel Guillaume, nommé directeur des Affaires politiques à Rabat, se préoccupe aussitôt du camouflage des goums marocains, transformés en « mehallas chérifiennes » prises en charge par le budget du Protectorat, grâce au concours discret mais efficace du ministère des Finances du gouvernement du maréchal Pétain.

Malheureusement, en mars 1941, la commission de contrôle allemande au Maroc exige la dissolution des « mehallas chérifiennes » ou leur intégration dans les effectifs de l'armée régulière. Le colonel Guillaume se rend aussitôt à Vichy pour tenter d'obtenir l'annulation de ce « diktat ». Mais la décision appartient à la Commission central d'armistice, qui siège à Wiesbaden. Sceptique, le général Huntziger autorise le colonel Guillaume à s'y rendre, pour plaider lui-même la cause de « ses » goums.

Après une discussion très serrée, feignant de ne pas comprendre la langue allemande — qu'il possède parfaitement —, demandant les services d'un interprète, ce qui lui laisse le temps de la réflexion, il obtient partiellement satisfaction. Les « mehallas chérifiennes » sont maintenues, mais à l'effectif maximum de 16.000 hommes. En fait, cet effectif sera porté à 26.000 hommes, grâce à l'élasticité des subventions accordées par Vichy.

L'entraînement des goums se poursuit clandestinement, dans la montagne surtout, où le colonel Guillaume ose monter lui-même une manœuvre de deux jours en pays zaïan, en mai 1942, à l'insu de la commission de contrôle. Plus de cinq mille goumiers défilent devant le général Noguès et le pacha Hassan, amel des zaïans, à qui le colonel Guillaume peut glisser à l'oreille : « Comme vous le voyez, la partie n'est pas terminée ; elle n'a même pas commencé. »

Elle commencera dans des conditions dramatiques, le 8 novembre 1942, par le débarquement américain sur les plages marocaines, à Mehediya notamment, où tant de sang coulera « pour un secret trop bien gardé ».

Réagissant avec rapidité, les Allemands devançant les Américains et débarquent en Tunisie. Tandis que les divisions se constituent, deux Groupes de tabors marocains (G.T.M.), mobilisés presque instantanément, sont dirigés sous les ordres des chefs de bataillon Leblanc (1<sup>er</sup> G.T.M.) et de Latour (2<sup>e</sup> G.T.M.) sur le théâtre des opérations. Ils s'y battent magnifiquement, malgré leur armement désuet, au point que le général Patton demandera la participation d'un tabor marocain aux opérations de débarquement en Sicile en 1943.

L'outil forgé dans la clandestinité par le colonel Guillaume correspond bien à ce que le général Noguès et lui-même en attendaient et se révèle d'excellente qualité.

Pressentant que le général de Gaulle exigera son départ, le général Noguès se démet de ses fonctions le 4 juin 1943. Mais il signe encore, le 2, une dernière décision résidentielle, créant le « Commandement des goums marocains » et plaçant à sa tête le colonel Guillaume.

Le général Giraud, commandant en chef civil et militaire en Afrique du Nord, entérine cette décision, nomme général de brigade le colonel Guillaume et lui donne le commandement des goums du corps expéditionnaire en formation sous les ordres du général Juin.

Fort de ses quatre G.T.M., le Commandement des goums marocains constitue une entité militaire d'une essence particulière, possédant un caractère spécifique qu'il conservera jusqu'à sa dissolution en 1956.

Un petit état-major de guerre est constitué, sous les ordres du chef de bataillon Partiot, ancien adjoint du capitaine Massiet du Biest à Arh Бала.

Et la veillée d'armes commence...

Le premier G.T.M. appelé à embarquer, à Alger, est le 2<sup>e</sup>, du lieutenant-colonel de Latour, désigné pour participer à la libération de la Corse. Il échappe donc, pour un temps, à l'autorité du général Guillaume.

Deux autres G.T.M., le 4<sup>e</sup>, du lieutenant-colonel Soulard, et le 3<sup>e</sup>, du lieutenant-colonel Massiet du Biest, embarquent à leur tour, pour l'Italie, les 26 novembre et 11 décembre 1943. Ils sont déjà engagés lorsque le général Guillaume se présente, le 22 janvier 1944, à Venafro, P.C. du général Juin, qui lui donne la responsabilité d'une partie du front de la 2<sup>e</sup> D.I.M., du général Dody.

Lorsque le 1<sup>er</sup> G.T.M., du lieutenant-colonel Leblanc, maintenu au Maroc à la demande du résident général, arrive enfin en Italie, le 17 avril, le général Guillaume dispose de trois des quatre G.T.M. Il en prend le commandement et installe son P.C. à Campo, sur le bas Garigliano, dans l'attente de la grande offensive préparée par le haut commandement allié.

Après l'échec des attaques frontales contre le môle de Cassino, le général Juin propose aux généraux Clark et Alexander de lancer son corps de montagne dans le massif des monts Aurunci, qui, face au Garigliano, paraissent impénétrables. Derrière ces fortifications naturelles, pense-t-il, les Allemands doivent se croire à l'abri de toute offensive d'envergure. Si des troupes légèrement équipées, comme les goums marocains, parvenaient à s'y infiltrer, elles pourraient, en prenant à revers le gros des forces ennemies, ouvrir aux Alliés la route de Rome.

C'est ainsi que les trois G.T.M. du général Guillaume auront l'honneur de constituer l'avant-garde du corps de montagne. En vingt et un jours de combats ininterrompus, ils parviendront aux portes de la Ville Eternelle.

Après la prise de Rome, le haut commandement allié décide de rejeter l'ennemi jusqu'au-delà de Sienna, en brisant les positions qu'il aura eu le temps d'organiser. Le général Guillaume et ses goums sont chargés d'assurer la liaison entre la 3<sup>e</sup> division algérienne d'infanterie, la 3<sup>e</sup> D.I.A. du général de Monsabert, et les Américains à l'ouest. Par une large manœuvre de débordement, les premiers éléments du C.E.F. pénètrent dans Sienna sans combat, au milieu d'un enthousiasme indescriptible.

La campagne d'Italie est alors terminée pour l'Armée française. Le général de Lattre est nommé au commandement de l'armée « B », future 1<sup>re</sup> armée française, appelée à opérer sur le sol français.

Quel va être le sort des goums ? Le résident général au Maroc, M. Gabriel Puaux, demande leur retour pour participer au maintien de l'ordre. De son côté, le général de Gaulle n'est pas favorable à leur débarquement sur le territoire métropolitain.

Le général Guillaume se bat avec une énergie farouche, revendiquant pour les goums, après les sacrifices qu'ils ont consentis en Italie, le droit de poursuivre la lutte jusqu'à la victoire finale. Il trouve un allié en la personne du général de Lattre, qui a connu les goums au Maroc et sait ce qu'ils ont fait en Tunisie et en Italie. Le commandant de la 1<sup>re</sup> armée obtient du général de Gaulle que 6.000 goumiers soient affectés aux opérations de débarquement en Provence.

Faisant alors le siège des autorités américaines chargées du transport des troupes, le général Guillaume leur demande de ne pas se montrer trop pointilleuses pour le contrôle des listes d'embarquement... et finalement, ce sont 13.000 goumiers, soit les 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> G.T.M., qui débarquent sur le sol de France, en août 1944, le 4<sup>e</sup> G.T.M. étant renvoyé au Maroc pour donner satisfaction à M. Puaux.

Rattaché à la 3<sup>e</sup> D.I.A., le général Guillaume reçoit mission de déborder par le Nord une résistance allemande qui bloque la division à Aubagne, dans sa course vers Marseille. Rivalisant de vitesse, les trois G.T.M. déferlent sur la ville, dont les points névralgiques sont occupés à partir du 23 août. La reddition du général Schaefer, commandant la place, est obtenue le 28 et, le lendemain, les trois G.T.M. défilent sur la Canebière et le Vieux Port, dans un enthousiasme délirant.

Le général Guillaume est alors nommé au commandement de la 3<sup>e</sup> D.I.A., tout en conservant celui des goums marocains.

Au cours de la véritable « fuite en avant » de ses trois G.T.M. vers la vallée de la Durance et les Alpes, il a la joie d'entrer en soldat vainqueur à Guillestre, sa ville natale, avec le 3<sup>e</sup> tabor du lieutenant-colonel de Colbert — qui sera tué quelques jours plus tard au cours d'une reconnaissance dans la vallée du Queyras.

Poursuivant sa route, la 3<sup>e</sup> D.I.A. arrive « à bout d'essence et de munitions, sinon de souffle », devant la trouée de Belfort où l'ennemi, repliant en toute hâte ses débris, a pu s'établir en force. Renonçant à une attaque frontale, elle déborde la ville et s'enfonce dans la forêt vosgienne où, d'octobre à décembre, elle vit un véritable calvaire. Dans le froid et la neige, goumiers et tirailleurs, qui n'ont pas encore perçu leurs tenues d'hiver, se battent contre un ennemi résolu, acharné, qui se fait tuer sur place. Régiments et G.T.M., qui n'ont pas eu une semaine de repos depuis le débarquement, et pratiquement depuis le début de la campagne d'Italie, arrivent à limite d'usure, avec des pertes atteignant parfois le tiers des effectifs.

C'est pourtant à cette division exsangue que le général de Lattre confie la mission de défendre Strasbourg, que les Américains envisagent d'évacuer, après l'offensive allemande dans les Ardennes. « S'il le faut, dit-il au général Guillaume, tu t'enfermeras dans Strasbourg, tu feras Stalingrad... Tu t'en sortiras et tu auras l'honneur d'avoir sauvé Strasbourg. »

Quand la division arrive aux abords de la ville, les premiers éléments allemands commencent à franchir le Rhin. De furieux combats s'engagent, par une température de - 10° et 50 centimètres de neige sur le sol. L'affrontement dure seize jours et se termine à Kilstett où la division brise l'ultime assaut de la dernière offensive allemande sur le front occidental.

Commence alors la course à la Lauter, qu'il faut absolument atteindre avant les Américains, pour avoir un créneau sur le Rhin. Sans tenir compte des limites d'action qui lui sont fixées, le général Guillaume fonce vers le Nord, s'empare de Lauterbourg et commence sans désespérer à tâter la Ligne Siegfried qui — on le sait par les prisonniers — sera défendue sans esprit de recul sur l'ordre exprès du Führer.

C'est au 1<sup>er</sup> G.T.M. du colonel Leblanc que revient le redoutable honneur de « passer quand même », en liaison avec l'action de rupture engagée sur sa gauche par les Américains.

Le soir même du jour où il est engagé, le 3<sup>e</sup> tabor réussit à entrer en contact avec eux au-delà du « Westwall », perdant 85 tués dont son chef, le chef d'escadrons Abescat.

Le 25 mars, la 3<sup>e</sup> D.I.A. borde le Rhin sur toute sa longueur dans la région de Spire, après s'être emparée, par un extraordinaire coup de filet, d'un immense matériel et d'importants dépôts de munitions, abandonnés par l'ennemi dans sa fuite.

Le 31, le général de Lattre lance la division sur la rive droite du fleuve en utilisant tout ce qui flotte. Puis, contournant l'obstacle de la Forêt Noire, il l'engage sur l'axe Karlsruhe - Pforzheim, en bousculant les éléments de l'armée allemande disloquée, sans cesse reformés, sans cesse jetés dans la bataille, et qui se battent farouchement, avec un mépris total de la mort.

Le 15 avril, alors qu'il se rend auprès d'un tabor, le général Guillaume et sa légère escorte tombent dans une embuscade : le général est blessé au visage et au dos, le capitaine qui l'accompagne a un bras fracassé, les deux goumiers sont blessés, mais le chauffeur de la voiture est indemne. Quelques points de suture au poste de secours le plus proche, et l'on repart, en direction de Stuttgart, qui est occupée le 21.

Le 8 mai, les forces allemandes de l'ouest capitulent à Reims. Le lendemain à Berlin, où le général de Lattre a su imposer sa présence à côté de celle des grands chefs alliés, c'est la reddition inconditionnelle du III<sup>e</sup> Reich. C'est la Victoire...

Après un bref commandement par intérim du 2<sup>e</sup> corps d'armée, le général Guillaume est nommé attaché militaire à Moscou, auprès du général Catroux, désigné comme ambassadeur. Avant son départ, le général de Gaulle lui donne une mission particulière : savoir comment les Russes se sont battus, et pourquoi ils ont vaincu. Au prix de difficultés sans nombre, il parvient à rassembler les éléments d'une étude, qui sera publiée plus tard en France sous le titre « Pourquoi l'Armée Rouge a vaincu ».

Le 25 mars 1946, il reçoit rang et prérogatives de général de corps d'armée et cesse, au mois d'août de l'année suivante, ses fonctions d'attaché militaire.

Remis à la disposition du ministre, il est nommé adjoint au général de Lattre, inspecteur général de l'Armée de terre, avant de prendre le commandement supérieur des troupes françaises d'occupation en Allemagne, sous la haute autorité du général Kœnig, haut commissaire de la République et commandant en chef.

Puis, après le « coup de Prague » de mai 1948, lorsque l'Allemagne fédérale est admise au sein de l'Union de l'Europe occidentale et cesse d'être un territoire occupé pour devenir un pays allié, il prend le titre de commandant en chef des Forces françaises d'Allemagne, les F.F.A. au départ du général Kœnig, remplacé par un haut fonctionnaire investi des seuls pouvoirs civils, M. François-Poncet.

Les événements d'Extrême-Orient, le grave revers subi lors de l'évacuation de Cao Bang, en octobre 1950, vont modifier, bouleverser même, le cours de sa carrière. En effet, le général de Lattre est envoyé en Indochine avec les pouvoirs civils et militaires pour y redresser la situation. Le général Juin est désigné pour le remplacer au poste d'inspecteur général de l'Armée de terre, mais reste maintenu à son poste de résident général au Maroc. Puis, les rouages de l'O.T.A.N. se mettant progressivement en place, il est placé à la tête des forces terrestres du « Centre Europe », et doit cesser ses fonctions à Rabat.

Le général Guillaume est, à cette époque, inspecteur des Forces armées terrestres, aériennes et maritimes en Afrique du Nord. Il reçoit, le 1<sup>er</sup> septembre 1951, rang et appellation de général d'armée et est nommé, contre son gré, résident général au Maroc, sur la recommandation très pressante du général Juin.

Au Maroc, depuis la fin de la guerre, la situation politique a beaucoup évolué et les relations se sont dangereusement tendues entre le sultan Sidi Mohamed et le général Juin, représentant de la France. Un mouvement d'idées nationalistes s'est fait jour parmi la jeunesse intellectuelle des villes et un parti politique, l'Istiqlal, s'est créé, qui réclame l'indépendance du pays. Le sultan n'est pas resté insensible à l'action clandestine de ce parti, dont le général Juin s'efforce de ruiner les entreprises. Pour contrebalancer son influence, il s'appuie sur les

chefs traditionalistes, dont le pacha de Marrakech, Si el Hadj Thami el Glaoui, s'est fait le chef de file. A travers eux, il croit pouvoir toucher la masse rurale d'où sont issus les magnifiques combattants qu'il a menés à la victoire, en Italie.

Il en est résulté une grave tension entre le Palais et la Résidence. Lorsque le général Guillaume est appelé à succéder au général Juin, les relations sont pratiquement rompues, tandis que, par le canal de la Ligue arabe, le « problème marocain » est porté à l'ordre du jour de chaque session de l'O.N.U. et que, par réaction, au Maroc, le mouvement des pachas et caïds se développe et durcit sa position.

Débarquant à Casablanca du croiseur « Gloire » le 3 octobre 1951, le nouveau résident général s'adresse à la jeunesse marocaine et lui promet, dans le droit fil de la pensée du maréchal Lyautey et du général Noguès, de « lui assurer une part de plus en plus grande dans la gestion des affaires du pays ». Reçu le lendemain en audience solennelle au Palais Impérial à Rabat, il propose au sultan, pour tenter de renouer les fils rompus, une politique de concertation étroite et sincère, s'appuyant sur des conversations fréquentes, en tête à tête.

Au cours de la première séance de travail, Sidi Mohamed évoque, mais sans insister, la nécessaire révision du traité de protectorat. Le général se plaît à espérer qu'une interprétation plus large de ce traité, compte tenu de la rapidité avec laquelle le vieux Maroc s'est transformé, devrait répondre progressivement aux aspirations de la jeunesse marocaine.

Il n'en est rien et le parti de l'Istiqlal poursuit en les développant ses activités, avec l'appui réel, quoique discret, du Palais. Dans l'autre camp, le mouvement de « dissidence » des pachas et des caïds se développe à travers tout le pays, au moment où le général Guillaume, dont l'état de santé laisse à désirer, doit prendre quelques jours de repos en France au mois de juillet 1953.

La situation ne cesse de se détériorer : aux pétitions des uns répondent les manifestations des autres, qui parfois tournent à l'émeute, qu'il faut réprimer et qui fait des victimes. A l'O.N.U. le monde arabe prend fait et cause pour le sultan contre la France, tandis qu'à Paris, où les jeux du cirque se poursuivent au Palais Bourbon, le gouvernement flotte et hésite sur les instructions nettes et précises qu'il conviendrait de donner à son représentant à Rabat.

L'agitation et le désordre s'installent dans les grandes villes et la crise entre dans sa phase aiguë. Rentré en hâte au Maroc le 13 août, le général Guillaume est reçu le jour même, sur sa demande, par Sa Majesté, à qui il remet le texte d'une « Déclaration commune », dans laquelle il est précisé que les problèmes soulevés par l'évolution de l'Empire sont du ressort exclusif de la France et du Maroc. Il insiste pour que ce document diplomatique, à l'adresse évidente de l'O.N.U. soit signé rapidement. Après une longue hésitation, Sidi Mohamed s'y résoud, mais ajoute ce commentaire : « C'est un ultimatum ; je cède à la force. »

Les événements alors se précipitent. A Marrakech, les pachas et les caïds décident de ne plus reconnaître Sidi Mohamed comme chef religieux et refusent de dire la prière en son nom. Après avoir proclamé un autre chérif alaouite, ils rassemblent plusieurs milliers d'hommes en armes, avec l'intention de marcher sur le Palais Impérial à Rabat.

Le général Guillaume se trouve rapidement placé devant un dilemme lourd de conséquences : faut-il, au nom du Protectorat, soutenir un sultan qui n'est plus reconnu par une grande partie de la population, et employer la force contre nos amis, ou bien obtenir l'abdication du sultan, et, en cas de refus, le déposer ?

Il s'adresse une nouvelle fois au gouvernement, qui lui confirme ses instructions antérieures : « soutenir le sultan tant qu'il existe une chance de lui conserver son trône ». Toute liberté par ailleurs est laissée au résident général pour la manœuvre à opérer et pour le choix des moyens à employer.

Le 20 août, au matin, le général convoque le pacha de Marrakech et insiste auprès de lui pour obtenir l'arrêt de la sécession des caïds. Sombre, le vieux chef répond qu'il est trop tard pour tenter une solution de compromis. La seule issue au conflit est d'inviter le sultan à se retirer...

Paris, consulté une nouvelle fois, donne son accord à 13 heures. Tout se passe alors très vite. Le général Guillaume se rend au palais et, après lui avoir exposé la situation, demande à Sidi Mohamed son abdication volontaire. Devant

son refus, il l'invite à s'éloigner du territoire marocain pour la tranquillité du pays et la sécurité de sa famille. Le sultan s'incline aussitôt et monte avec ses deux fils à bord d'une voiture militaire qui les conduit à l'aéroport de Rabat où un avion les attend pour les emmener en Corse, accompagnés d'un officier.

Cette destitution de Sidi Mohamed sera violemment reprochée au général Guillaume, présenté en France comme le responsable de ce « coup de force » et de ses sanglantes conséquences. Son rappel est décidé et M. Francis Lacoste est nommé le 20 mai 1954 à Rabat.

En route vers la France, le général Guillaume apprend qu'il est nommé chef d'état-major général des armées, en remplacement du général Ely, nommé haut commissaire et commandant en chef en Indochine, après la chute de Diên Biên Phu.

Ses nouvelles fonctions revêtent un double aspect national et interallié. Sur le plan national, il est le conseiller du ministre des Forces armées et participe, à ce titre, aux divers conseils et comités au sein desquels sont débattues les questions intéressant la Défense. Sur le plan interallié, il représente la France au comité des chefs d'état-major des pays membres de l'O.T.A.N. et a de nombreux contacts avec les plus hauts responsables militaires de l'Alliance atlantique.

Le 28 février 1956, au cours d'une séance du Comité de Défense nationale présidée par le chef de l'Etat, M. René Coty, et consacrée aux mesures militaires à prendre pour faire face à l'évolution de la situation en Algérie, un membre du comité déplore que « l'Armée, une fois de plus, n'ait rien prévu ». Or, quelques jours auparavant, le général Guillaume avait présenté au ministre une analyse détaillée de la situation et proposé des solutions. Déplorant de n'être pas couvert par son ministre, il donne sur-le-champ sa démission et cesse, le 1<sup>er</sup> mars 1956, d'exercer ses fonctions.

L'incident n'est qu'un prétexte. En réalité, le général ne peut se résoudre à son impuissance à faire aboutir la moindre réforme, impuissance due à l'instabilité ministérielle, particulièrement stérilisante en matière de Défense nationale, où rien ne s'improvise : au cours des vingt et un mois pendant lesquels il occupa son poste, sept ministres se succédèrent au ministère de la Défense nationale...

Le 1<sup>er</sup> juillet 1956, sur sa demande, il est rayé des cadres de l'armée active, et se retire à Guillestre, où il retrouve les paysages et les compagnons de son enfance, qui apaisent ses tourments, mais non son inquiétude de voir la France engagée dans une partie périlleuse, mal défendue par ses institutions. Président de l'association « Rhin et Danube », qui regroupe les anciens de la 1<sup>re</sup> armée, il fait voter par le conseil national de l'association une motion réclamant le retour au pouvoir du général de Gaulle, et la porte lui-même à l'Elysée.

Elu maire de Guillestre en mars 1959, il se consacre, comme au début de sa carrière aux Affaires indigènes du Maroc, à l'équipement de sa commune, pour-suivant à un demi-siècle de distance l'œuvre entreprise par son père.

Après une première atteinte cardio-vasculaire qui le contraint à réduire ses activités, il ne sollicite pas le renouvellement de son mandat municipal en 1971. Il s'enfonce dans une retraite totale, occupant les loisirs de sa vie familiale à la rédaction de ses souvenirs, publiés en 1977 par les éditions France-Empire sous le titre **Homme de guerre**.

Sa santé se dégrade ensuite lentement, mais, si ses infirmités physiques le clouent progressivement sur son fauteuil, sa mémoire reste toujours aussi vive et son regard aussi pénétrant.

Il s'éteint le 9 mars 1983 à Guillestre, où il reçoit pour la dernière fois les honneurs militaires, au milieu de la foule de ses anciens collaborateurs et de tous ceux, officiers et sous-officiers, qui eurent l'honneur de porter la djellaba sous ses ordres.

Elevé à la dignité de grand-croix de la Légion d'honneur le 20 août 1952, il avait reçu, le 20 juin 1957, la plus haute distinction des soldats et des officiers généraux : la médaille militaire, que lui avait remise un médaillé militaire, le maréchal Juin, devant le Musée des gouds marocains, à Montsoreau.

Meylan, décembre 1983.

Jean SAULAY.

# Annexe I

## Citations

### Ordre de la division n° 18.729 en date du 4 novembre 1914

« Très bon officier. A su entraîner la compagnie qui lui avait été confiée. A toujours su se faire regretter de ses hommes pour son sang-froid et son courage. » — **Croix de guerre française avec étoile d'argent.**

### Ordre de la subdivision de Meknès n° 276 du 30 septembre 1921

« Officier du service des renseignements, chef de poste de l'Oued Amassine, qui a fait preuve de belles qualités militaires les 26 et 27 juin 1921, au cours des diversions prescrites pour dégager les environs de Bekrit, pendant le ravitaillement. S'est acquitté de sa mission avec beaucoup d'allant et de coup d'œil. » — **Croix de guerre des T.O.E. avec étoile d'argent.**

### Ordre des T.O.M. n° 293 du 30 décembre 1921

« Officier de renseignements de premier ordre. A su exercer sur les indigènes de sa région une action des plus heureuses, grâce à un tact et à un doigté parfaits. S'est signalé par sa bravoure et son coup d'œil à la tête de ses partisans et de ses goumiers et a pris une part brillante aux diversions de Bou Guedji (juin 1921) et aux opérations de Bekrit (septembre 1921). » — **Croix de guerre des T.O.E. avec palme.**

### Ordre des T.O.E. — Ordre général n° 351 du 28 juillet 1922

« Officier d'une valeur et d'un entrain exceptionnels. Vient de se signaler une fois de plus par ses brillantes qualités, au cours des opérations de 1922, en haute Moulouya, en particulier le 12 mai 1922, en refoulant, à l'avant-garde du groupe mobile, les cavaliers dissidents ; le 13 mai en attaquant, à la tête de son goum et de ses partisans, l'objectif d'Aghbalou n'Serdane et chassant l'ennemi des hauteurs voisines, puis le 23 mai en occupant les hauteurs de Bou Guedji. » — **Croix de guerre des T.O.E. avec palme.**

### Ordre des T.O.E. — Ordre général n° 522 du 8 mars 1925

« Officier de premier ordre. Après avoir rendu les plus grands services comme commandant d'un bureau de renseignements de première ligne et obtenu de nombreuses soumissions, a très habilement préparé l'occupation de la position d'Aman Islam en octobre 1923. Au cours de cette opération, a commandé lui-même de la façon la plus brillante les éléments légers placés en couverture au contact de dissidents nombreux et agressifs. » — **Croix de guerre des T.O.E. avec palme.**

### Ordre du corps d'armée. — Ordre général n° 13 du 15 mai 1929

« Comme adjoint au commandant du cercle de Beni-Mellal, a préparé avec beaucoup de soin et de méthode l'occupation de Kef en Nsour, du 27 mars au 8 avril, au cours des opérations sur l'Oued El-Abid, seul officier auprès du commandant du cercle, a fait preuve des plus belles qualités d'endurance, d'énergie et d'activité, étant toujours à la peine, mettant l'intérêt du métier au-dessus de tout. S'est dépensé sans compter, veillant à tout et contribuant largement au succès des opérations engagées. » — **Croix de guerre des T.O.E. avec étoile de vermeil.**

**Ordre de l'armée. — Ordre général n° 33 du 31 octobre 1929**

« A eu, comme chef d'état-major du groupe mobile du Tadla, la part la plus importante dans la réussite des opérations de l'été 1929, sur le haut Oued El-Abid. Après avoir cordonné par un travail méthodique et avec une sûreté de vue tout à fait remarquable, la préparation politique et militaire des opérations, communiquant à tous l'ardeur qui l'anime, a réussi, grâce à la ténacité de sa volonté, à réaliser dans les limites de temps imposées, tout le programme prévu par le commandement.

« Officier remarquable dont la culture générale étendue, la sûreté de jugement et l'expérience marocaine font un collaborateur précieux pour ses chefs. » — **Croix de guerre des T.O.E. avec palme.**

**Ordre du corps d'armée. — Ordre général n° 13. — Homologation n° 8066/TOE  
du 10 juillet 1930**

« Officier remarquablement doué et possédant une puissance de travail exceptionnelle, qui, à ses belles qualités d'officier d'état-major, allie celles d'un officier de troupe confirmé.

« Chef d'état-major du groupe mobile de Ouauouizeght, après avoir préparé minutieusement l'occupation du plateau du Sgatt, a assuré d'une façon parfaite, le 22 avril 1930, la liaison entre les divers échelons, n'hésitant pas à se porter fréquemment aux points les plus exposés. » — **Croix de guerre des T.O.E. avec étoile de vermeil.**

**Ordre de l'armée. — Ordre général n° 26 du 30 novembre 1930  
Homologation ministérielle n° 8079/T.O.E. du 20 janvier 1931**

« Officier d'une valeur exceptionnelle qui unit aux plus brillantes qualités militaires, un sens politique des plus avertis. Vient de montrer comme chef d'état-major du groupe mobile, dans la préparation et l'exécution des opérations qui ont abouti à l'occupation du pays Aït Ouierah, toute l'étendue de ses connaissances techniques et de son expérience marocaine. A été, par sa puissance de travail, la rectitude de son jugement et par la ténacité de sa volonté, une des causes déterminantes des succès remportés en 1930 par le groupe mobile du Tadla. » — **Croix de guerre des T.O.E. avec palme.**

**« Ordre de l'armée. — Ordre général n° 50 du 28 novembre 1932  
Homologation ministérielle n° 8162/T.O.E. du 3 janvier 1933**

« A eu comme chef d'état-major du groupe mobile du Tadla, une part des plus importantes dans la réussite des opérations qui ont reporté nos frontières jusqu'aux rives de l'Assif Melloul. A montré au cours de neuf années d'opérations au Maroc ses exceptionnelles qualités de bravoure et d'allant qu'il a encore affirmées en 1932, au cours de périlleuses reconnaissances en pays insoumis. » — **Croix de guerre des T.O.E. avec palme.**

**Ordre de l'armée. — Ordre général n° 57 des T.M. en date du 30 décembre 1933  
Homologation ministérielle n° 8212/T.O.E. en date du 5 février 1934**

« A donné pendant la préparation et l'exécution de nos progressions de 1933 de nouvelles preuves d'une puissance de travail exceptionnelle, d'une expérience marocaine consommée et d'un jugement très sûr.

« Officier de la plus grande distinction qui a joué, pendant cinq années d'opérations comme chef d'état-major du G.M. du Tadla un rôle de premier plan. A montré dans les circonstances les plus difficiles un remarquable équilibre, une froide bravoure et une indiscutable valeur. »

**Citation à l'ordre de l'armée. — Décision n° 161, J.O. du 17 décembre 1944**

« Par son énergie, la hardiesse de ses manœuvres, son courage personnel, a été à la tête de ses tabors un des principaux artisans de la prise de Marseille, enlevant au pas de course et de haute lutte des organisations puissamment fortifiées et défendues par un ennemi nombreux et déterminé. »

**Citation collective à l'ordre de l'armée. — Décision n° 337 du 27 janvier 1945  
du président du Gouvernement provisoire, chef des armées**

« Division d'élite qui, encore auréolée d'une immense gloire cueillie sur la terre italienne, à Castelforte, à Rome et à Sienna, vient récemment de prendre une part capitale à la libération de la France, notamment à Toulon, à Marseille et dans les Vosges. Sous les ordres du général Guillaume, chef tenace et manœuvrier hardi, la 3<sup>e</sup> D.I.A. portée le 3 octobre dans la haute vallée de la Moselle pour atteindre l'Alsace par une manœuvre de grande envergure au travers des cols s'est vue amenée à livrer pendant plus de vingt jours une bataille d'usure, acharnée et difficile, contre un ennemi décidé à tenir et jetant pour cela dans la bataille toutes ses réserves. Au travers d'une zone boisée particulièrement difficile, dans les conditions atmosphériques les plus mauvaises, cette grande unité, le 3 octobre, est montée à l'assaut d'un ennemi nombreux et solidement installé sur les hauts entre la Moselle et la Moselotte et l'a anéanti après cinq jours de combats au corps à corps, notamment au col du Brochet et à la Vrille ; le 9, a franchi de vive force la Moselotte, après avoir enlevé les villages de Bamont, Saulxures, puis, sans désespérer, s'est ruée à l'abordage des hauteurs nord et les a enlevées, cependant que ses blindés s'élançaient par Vagney sur la route Planois - La Bresse. A continué à progresser les jours suivants et a enlevé Cornimont, le 15, repoussant à la Tête-des-Cerfs, à la Piquante-Roche, au Rondfaing, à la Chapechatte toutes les contre-attaques lancées par un ennemi aux abois. La 3<sup>e</sup> D.I.A., en vingt jours n'a pas fait qu'avancer de 45 km en combattant, elle a obligé l'ennemi à dégarnir ses secteurs de Belfort et de Gérardmer, et à faire venir des réserves d'Allemagne. A ainsi ajouté à sa gloire celle d'avoir anéanti, sans repos ni renforts, la valeur de dix bataillons ennemis. »

**Citation à l'ordre de l'armée. — Décision n° 595, J.O. du 13 mai 1945**

« Officier général de la plus haute valeur. Brusquement désigné, le 5 janvier 1945 pour assurer avec la 3<sup>e</sup> D.I.A. la défense de Strasbourg que l'ennemi menaçait dangereusement, a fait face à cette situation critique avec un sang-froid remarquable. Par les dispositions prises et par les contre-attaques menées avec des troupes fatiguées mais auxquelles il avait su communiquer sa résolution, son ardeur et sa foi, a maintenu l'intégrité des positions dont il avait la charge en infligeant des pertes sévères à l'ennemi et en lui enlevant définitivement, après un mois de luttes incessantes, tout espoir de reconquérir Strasbourg.

**Citation collective à l'ordre de l'armée de la 3<sup>e</sup> D.I.A.  
Décision n° 705 — J.O. du 7 juillet 1945**

« Grâce à son indomptable énergie, à son inlassable persévérance, à la continuité de son endurance, tout à l'image de son chef, le général Guillaume, la 3<sup>e</sup> D.I.A., fidèle à son passé glorieux, et à peine sortie des luttes meurtrières et harassantes au cours desquelles elle venait de s'illustrer, concourt sans désespérer, de novembre à fin décembre 1944, aux manœuvres des grandes unités voisines. Le devoir de couvrir l'offensive du corps américain, à sa gauche, l'engage au début de novembre sur le Haut-du-Tot, la Forge et Rochesson où elle accomplit sans faiblir sa rude mission, dépassant tous ses objectifs. Dans ces âpres combats qu'elle a poursuivis dans la neige, la 3<sup>e</sup> D.I.A. n'a pas fait que d'avancer de plus de 20 kilomètres, elle a obligé l'ennemi à engager toutes ses réserves, à dégarnir le secteur de Belfort et celui de Saint-Dié et à faire venir des renforts d'Allemagne. L'avance du 1<sup>er</sup> corps sur Mulhouse, celle des Américains par Saint-Dié vont l'entraîner à nouveau, encore toute sanglante de ses pertes, sans moyens, sans

renforts, comme sans répit dans des efforts gigantesques au travers des hautes Vosges. C'est ainsi que, bousculant l'ennemi en retraite, elle prend Gérardmer, Le Tholy, Châteaulambert, les cols de Bussang, du Bramont et d'Oderen, venant coller en pleine neige à la route des crêtes où elle mènera un combat obscur et quotidien. Cependant, toujours sans désespérer, en décembre, elle concourt glorieusement au premier assaut sur Colmar, dégageant le col du Bonhomme, s'emparant d'Orbey et des hauteurs du Worhof qui dominent la capitale du Haut-Rhin, préparant ainsi la base de départ à partir de laquelle l'Armée française libérera l'Alsace. Lorsque, au début de janvier, Strasbourg est menacé, c'est à elle encore que l'on fera appel malgré son extrême fatigue et ses pertes. C'est dans ces conditions qu'elle repousse à Kilstett un des derniers assauts ennemis sur la ville. La reprise de l'offensive par l'armée voisine l'entraîne en pleine réorganisation vers de nouvelles gloires. Le 15 mars, elle brise la résistance ennemie à Oberhoffen, poursuivant les Allemands en retraite dans un élan irrésistible, s'empare de Lauterbourg, l'ennemi s'étant rétabli sur la Lauter, frontière franco-allemande, la 3<sup>e</sup> D.I.A. la traverse, ses premiers éléments avec de l'eau jusqu'à la poitrine, enlève de vive force les premiers retranchements de l'ennemi sur son sol et pénètre en Allemagne, la première, effaçant ainsi le dernier souvenir de l'armistice de 1940. Se heurtant enfin sur la fameuse Ligne Siegfried, la 3<sup>e</sup> D.I.A. cherche par tous les moyens à en vaincre les défenses et s'y infiltre jusqu'au moment où elle vient border dans sa zone le Rhin, dit hier encore Rhin allemand, faisant de très nombreux prisonniers et capturant un immense matériel. Par son action incessante, longue de près de six mois, grâce à ses qualités exceptionnelles, à sa vigueur physique et morale, la 3<sup>e</sup> D.I.A. a été un des artisans les plus efficaces de la libération totale de la Patrie et de l'invasion de l'Allemagne. »

**Citation collective à l'ordre de l'armée. — Décision n° 1245 du 16 janvier 1946,  
du président du Gouvernement provisoire de la République française,  
chef des armées**

Grande unité d'une incomparable valeur qui, sous les ordres et l'inlassable impulsion de son chef, le général de division Guillaume, toujours présent au point capital du combat, vient encore d'ajouter de nombreux et suprêmes lauriers à la moisson de gloire cueillie sur les champs de bataille de Tunisie, d'Italie de France et d'Allemagne. Le 31 mars 1945, à la tête de la 1<sup>re</sup> armée, elle franchit le Rhin par surprise, avec des moyens de fortune, dans la région de Spire en une action improvisée que ses splendides qualités de troupe de choc transforment en succès retentissant. Puis, sans désespérer, renforcée de groupes de tabors marocains et exploitant à fond son succès, elle rompt les môles de résistance de l'Heuchelberg et du Stromberg, manœuvre l'ennemi, le disloque et rejette les débris de la N° division allemande au-delà du Neckar et de l'Enz, capturant 2.500 prisonniers et un matériel important. Le 15 avril, débouchant de la tête de pont de l'Enz au nord, s'infiltrant sur la Nagold au sud ne laissant devant l'ennemi qu'un mince rideau qui l'abusera jusqu'au bout, la 3<sup>e</sup> division algérienne, par une manœuvre magistrale, encercle Pforzheim et y capture plus de 2.000 prisonniers. Faisant brusque volte-face, sans trêve ni repos, elle fonce alors tous moyens réunis vers Stuttgart. A marches forcées, tirailleurs algériens et tunisiens, gnomiers marocains, fantassins de France, spahis, chasseurs de chars, sapeurs et artilleurs d'Afrique avancent dans un élan irrésistible vers la ville, cisillant les débris des 16<sup>e</sup> et 47<sup>e</sup> V.G.D. dont la retraite se transforme en déroute. Le 22 avril, elle pénètre de haute lutte dans la capitale de Wurtemberg et les agglomérations environnantes, dont elle prend victorieusement possession. Plus de 18.000 prisonniers, des centaines de véhicules et de canons, un matériel immense tombent entre ses mains, des milliers de Français, captifs ou déportés, sont enfin libérés. Toujours en flèche de l'Armée française, toujours ardente à la lutte malgré la fatigue, grâce à une foi patriotique intense et une inlassable volonté de vaincre, la 3<sup>e</sup> division d'infanterie algérienne a pris la plus généreuse part à la victoire définitive. De la Tunisie au cœur de l'Allemagne, toujours égale à elle-même, digne des plus belles traditions de l'Armée d'Afrique, elle a écrit la plus belle épopée dont nos armes puissent s'enorgueillir. »

## CITATIONS AMÉRICAINES

### Citation à l'ordre de la Légion du mérite. — Grade d'officier Général de brigade Augustin Guillaume, Armée française

« Pour mérites exceptionnels dans l'accomplissement de services éminents au profit des forces alliées entre le 2 février et le 30 juin 1943, en sa qualité de directeur des Affaires politiques du Protectorat français au Maroc. Le général Guillaume a préparé les Goums marocains pour la lutte en Tunisie, où ils obtinrent de grands succès avec le peu de matériel et d'équipement dont ils disposaient. Par ses dispositions, ses ordres et l'exemple qu'il a donné, il a dirigé une œuvre d'importance essentielle, en mobilisant les ressources du Maroc français pour la poursuite de la guerre et en favorisant par son action personnelle le maintien de relations cordiales entre les services américains et la direction des Affaires politiques sur toute l'étendue du Maroc français. » Signé : Franklin Roosevelt, le 9 mars 1944.

### Attribution de la médaille « Bronze Star » au général de division Augustin Guillaume, commandant la 3<sup>e</sup> division d'infanterie algérienne

« Augustin, Léon Guillaume, général de division, 1<sup>re</sup> armée française pour services éminents rendus dans la bataille du 15 au 25 mars 1945 en France et en Allemagne.

« Comme commandant la 3<sup>e</sup> division d'infanterie algérienne, le général Guillaume a collaboré avec les forces américaines du VI<sup>e</sup> corps à l'assaut de la Ligne Siegfried en basse Alsace. Le 15 mars, fut lancée la dernière offensive alliée en vue de chasser les Allemands de France. Le général Guillaume, agissant sous les ordres du VI<sup>e</sup> corps, reçut le secteur bordant la Moder, immédiatement à l'ouest du Rhin. Il se heurta sur toute l'étendue de son front à une farouche résistance, constituée de points forts solidement retranchés et s'appuyant entre eux. Le camp d'Oberhoffen, clef de toute la ligne de défense de la Moder, fut défendu avec un acharnement particulier. Le général Guillaume, par une série d'attaques bien coordonnées et bien réglées, emporta ce point stratégique, tout en infligeant à l'ennemi de lourdes pertes en personnel et en matériel. Il exploita rapidement cette percée et, à l'issue du troisième jour, ses forces avaient occupé Drusenheim, Sessenheim et Soufflenheim. Bien qu'ayant subi des pertes relativement lourdes, il poussa hardiment en avant les éléments blindés qui lui étaient rattachés et, le 18 mars, il s'empara de Salmbach et de Lauterbach et franchissait la frontière allemande. L'énergie, les qualités tactiques et le sentiment du devoir montrés par ce chef furent une part déterminante du succès de l'opération. » — Le 16 juillet 1945. W.H.H. Morris Jr Major General U.S. Army Commanding.

## CITATION ANGLAISE

### Citation à l'ordre de l'Empire britannique. — Grade de commandeur honoraire

« Le général Guillaume, ancien commandant des Goums marocains, avait précédemment dirigé l'organisation et l'entraînement de ces troupes d'élite. Après la percée du 11 mai 1944, de longues semaines d'un travail acharné portèrent leur fruit, et le succès qui fut remporté rejaillit sur la personne du général Guillaume.

« A la tête de ses hommes, il franchit des chaînes de montagnes réputées jusqu'alors comme impénétrables, et ses troupes aguerries dans les attaques sans répit, de flanc, de front et aussi de surprise, chassèrent l'ennemi de cime en cime.

« Parmi de nombreux succès mémorables, l'attaque de surprise qui eut lieu entre le 15 et le 18 mai 1944 contre la Ligne des Orangers déclenche le mouvement tournant qui aboutit à la chute d'Esperia. Dans des circonstances analogues, il continue, entre le 29 juin et le 4 juillet 1944, à pénétrer profondément dans les

arrières de l'ennemi dans la région montagneuse, à l'ouest de Sienna, manœuvre intrépide, qui a contribué en grande partie à l'abandon par l'ennemi des lignes fortement retranchées indispensables à la défense de la région.

« Son élan, son énergie et son prestige personnel de chef pendant de longues marches forcées, d'une allure souvent accélérée, étaient hors de pair, et ses brillantes qualités tactiques dans la guerre des montagnes ont magnifiquement aidé la cause des Alliés. »

**CITATIONS ACCOMPAGNANT L'INSCRIPTION AU TABLEAU SPÉCIAL  
DE LA LÉGION D'HONNEUR ET DE LA MÉDAILLE MILITAIRE (pour mémoire)**

**Promu au grade de commandeur de la Légion d'honneur  
Décret du 9 novembre 1944. — J.O. du 19 novembre 1944**

« Commandant les Goums marocains qu'il a organisés et instruits après la campagne de Tunisie en vue des opérations en Europe, en a fait un instrument de guerre efficace pendant l'hiver 1943-1944 au cours des durs combats menés par le C.E.F. en Italie. Placé pour les opérations de mai 1944 dans le cadre du corps de montagne dont il a commandé le plus important groupement, a pris dans les résultats obtenus une part prépondérante par ses manœuvres audacieuses et habilement conduites, enlevant avec une rapidité foudroyante tous ses objectifs et montagnes comme Petralla, Rivole, Appolo, Rotondo, Lepono ou localités comme : Amaseno, San Stephano, San Giulliano. Animant sans cesse ses goums par son action personnelle, son ardeur, son énergie, a obtenu d'eux des efforts surhumains au cours des marches et des combats, où, au prix de sacrifices sévères, ils ont infligé des pertes considérables à l'ennemi et fait près de mille prisonniers. Officier général de haute valeur, titulaire de magnifiques états de services témoignant de l'ardeur et de la foi qui animent le général Guillaume dans la lutte contre l'ennemi. »

**Promu à la dignité de grand officier de la Légion d'honneur  
Décret du 10 mai 1945. — J.O. du 24 juin 1945**

« Chef tenace et manœuvrier hardi. Après s'être illustré en Italie à la tête des Goums marocains, a été appelé en pleine bataille de France au commandement de la 3<sup>e</sup> D.I.A. A conduit cette magnifique grande unité dans un combat inlassable, mais toujours victorieux. A rompu le dispositif adverse dans les Vosges, a arrêté à Kilstett l'un des derniers assauts ennemis sur Strasbourg puis s'est attaqué à Oberhoffen et s'est emparé de Lauterbourg. Est entré le premier en territoire allemand dans des conditions particulièrement difficiles et audacieuses en s'attaquant à la Ligne Siegfried et en capturant de très nombreux prisonniers et un important butin. A été ensuite l'un des meilleurs artisans de l'exploitation hardie qui a conduit l'Armée française du Rhin au Tyrol. Blessé, a refusé de se laisser évacuer. »

## Annexe II

COMMANDEMENT DES GOUMS  
MAROCAINS  
ETAT-MAJOR

### ORDRE GÉNÉRAL N° 1

Au moment où les Goums marocains vont s'intégrer dans le corps expéditionnaire français pour participer, aux côtés de nos alliés, à la libération de la Patrie, le général commandant les Goums marocains tient à rappeler à tous les officiers et sous-officiers français ayant l'honneur d'appartenir aux unités qui se préparent à partir, que l'objectif reste exclusivement de servir la France et d'effacer la défaite de 1940.

Les cadres officiers et sous-officiers ne doivent avoir d'autre préoccupation que d'exécuter les ordres qui leur seront donnés et de rester étroitement unis. Les scrupules de conscience ne sont plus de mise. Les discussions politiques, dont le seul effet est de nous affaiblir et de nuire à la cause commune, sont et demeurent strictement interdites.

Je suis persuadé que tous auront à cœur, dans les heures graves que nous vivons, de s'en tenir à cette règle simple : servir avec discipline et enthousiasme, sans commentaires inutiles.

Le présent ordre sera lu et commenté à tous les cadres français. Les commandants de groupe et les commandants de tabor veilleront à ce que ces prescriptions soient strictement appliquées.

Rabat, le 9 juillet 1943.

Le général GUILLAUME,  
commandant les Goums marocains,  
signé : GUILLAUME.

-----

COMMANDEMENT DES GOUMS  
MAROCAINS  
ETAT-MAJOR - 2° BUREAU

### ORDRE GÉNÉRAL N° 5

Après quatre années d'attente douloureuse, jour pour jour, sonne pour nous l'heure de la revanche.

Pour la première fois, trois groupes de tabors vont avoir l'honneur ardemment souhaité d'être à l'avant-garde d'une Armée française dotée de moyens puissants.

La tâche qui nous est confiée est d'une importance capitale. Pour la remplir nous devons aller jusqu'à l'extrême limite de nos forces : « Audace et Vitesse », tels sont les mots d'ordre.

Nos alliés, nos camarades des troupes régulières ont les yeux fixés sur nous. Soyons dignes de nos morts de Tunisie, de Sicile, de Corse, des Abruzzes. Nos frères prisonniers nous appellent, notre Patrie doit être libérée de ses chaînes.

En avant, mes amis, Vive la France !

P.C., le 10 mai 1944.

Le général de brigade GUILLAUME,  
commandant les Goums marocains.

-----

CORPS EXPÉDITIONNAIRE FRANÇAIS  
COMMANDEMENT DES GOUMS  
MAROCAINS

**ORDRE DU JOUR N° 6**

**Officiers, sous-officiers et goumiers des 1<sup>er</sup>, 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> G.T.M.**

La première manche est gagnée. Au col de la Palombara, puis à Montelanico, vous avez eu la grande joie et l'immense fierté de voir déferler vers la plaine, à la poursuite d'un ennemi ébranlé par vos coups, les troupes françaises blindées et motorisées, auxquelles vous avez ouvert la voie à travers les massifs Aurungi, Asoni et Lepini.

Du 13 mai au 2 juin, toujours à l'avant-garde du corps de montagne, vous n'avez connu ni trêve, ni repos, marchant et combattant nuit et jour.

Le 14 mai, vous engouffrant dans la brèche ouverte au Monte Majo, grâce au sacrifice des troupes du corps expéditionnaire français, et au Cerri par la bravoure des divisions U.S., vous nettoyez la vallée de l'Ausente. Le 15 mai, vous vous lancez à l'assaut de la muraille abrupte du Petrella. Vous en forcez la porte au Castello, au coude à coude avec les divisions américaines. D'un seul bond vous traversez tout le massif. A gauche, à l'avant-garde de nos alliés, vous foncez jusqu'au Moleta, débordant par le nord les divisions allemandes du littoral. Au centre, vous atteignez la position du Revole. A droite vous débordez Esperia et occupez le Belvedere.

Surpris décontenancé par la soudaineté et l'impétuosité de votre avance, l'ennemi réagit. Successivement, il jette devant vous ses meilleures troupes : groupe de reconnaissance, bataillons de Panzergrenadiers, chasseurs de haute montagne. L'une après l'autre, ces unités sont rejetées, détruites ou capturées. Terrorisés, les mêmes officiers, les mêmes hommes qui, hier encore, pleins de morgue, prétendaient asservir le monde, implorent, les mains levées, votre pardon. Quelle revanche !

Le 17 mai, au Revole le 400<sup>e</sup> groupe de reconnaissance et le 3<sup>e</sup> bataillon du 104<sup>e</sup> régiment de Panzergrenadiers sont mis en déroute. Le 18 mai, malgré la pénurie des munitions et l'absence de ravitaillement, vous vous emparez du Monte Croce. En même temps, vous occupez le Pezze et repoussez quatre contre-attaques de l'ennemi qui laisse plus de 100 cadavres sur le terrain.

Plus à l'est, en tête du groupement Bondis, vous bousculez dans un violent corps à corps un bataillon de Panzers installés depuis la veille dans des positions aménagées. Le même jour, le 2<sup>e</sup> bataillon du 104<sup>e</sup> régiment de Panzergrenadiers, qui tente de nous reprendre le Fagetto, est à son tour liquidé.

Le 20 mai, vous enlevez Campodimele, le 21 mai, dans une lutte farouche vous rejetez de l'Appiolo le 3<sup>e</sup> bataillon de haute montagne tandis qu'à gauche vous occupez le Vallerotondo et atteignez à droite les abords de Pico. Le 23 mai vous chassez l'ennemi du Schierano, le 25 mai vous enlevez le Rotondo, le Campitello, le Quattordici, le Calvo et le Calvili. Le 26 mai vous vous lancez en pointe sur l'Orticello, clé du col de la Palombara. Le 27 mai vous entrez à Castro dei Volsci et à San Stefano ; le 29 mai, à San Giuliano di Roma. Enfin, les 31 mai et 1<sup>er</sup> juin, progressant sur un front de 20 kilomètres dans un terrain tourmenté, vous atteignez d'une seule traite les lisières du Lepini, du Monte Lupone au Monte Gemma. Vous débordez Montelanico. L'ennemi est chassé de Gorga, où il laisse une centaine de cadavres des 29<sup>e</sup> Panzer, 3<sup>e</sup> et 94<sup>e</sup> divisions d'infanterie.

En ces vingt jours de marches et de luttes ininterrompues, sans sommeil, souvent sans nourriture, parfois à bout de munitions, vous n'avez jamais cessé de foncer vers l'avant jusqu'à l'extrême limite de vos forces. Du Garigliano à la plaine de Rome, épaulés par les magnifiques régiments de tirailleurs de la 4<sup>e</sup> D.M.M., puis par un détachement blindé, constamment accompagnés par le 69<sup>e</sup> R.A.M. et appuyés par l'artillerie motorisée, vous avez chassé l'ennemi de toutes les crêtes, débordant sans cesse les résistances qu'il opposait dans les vallées à vos camarades des troupes régulières.

Vous avez mis plus de 3.000 Allemands hors de combat, faisant près de 1.000 prisonniers. Vos propres pertes s'élèvent à un total de 1.189 dont 275 tués (15 officiers, 15 sous-officiers, 154 goumiers).

Les meilleurs d'entre nous sont tombés, face en avant, en pleine course, à la pointe du combat. Avant de fermer les yeux, ils ont eu la joie suprême de voir l'ennemi fuir devant eux. Nous conserverons jalousement leur souvenir.

Le Maroc est fier de vous. A l'annonce de vos victoires, la France enchaînée tressaille d'espoir. Demain, nous la libérerons. Nous avons battu l'Allemand. Nous le battons encore. Nous le tenons au collet. Nous ne le lâcherons plus.

P.C., le 4 juin 1944.

Le général de brigade GUILLAUME,  
Commandant les Goums marocains.

-----

COMMANDEMENT DES GOUMS  
MAROCAINS  
ETAT-MAJOR

### ORDRE DU JOUR N° 7

#### Officiers, sous-officiers, soldats et goumiers du groupement Guillaume

Sienna est à nous. Une nouvelle victoire s'inscrit sur nos drapeaux. Vous en avez été les meilleurs artisans. Soucieux d'épargner à cette cité, si riche d'art et d'histoire, les dévastations de la guerre, le commandement avait décidé de la déborder largement par l'ouest. Chargés, dans ce but, de l'effort principal avec des moyens qui n'ont jamais répondu à l'extension de votre front, vous y avez suppléé par vos qualités manœuvrières et par votre ardent esprit offensif.

Dans un pays difficile, exceptionnellement favorable à la défense, vous avez, pendant dix-sept journées consécutives, refoulé et en grande partie détruit la 20<sup>e</sup> division de l'air, division fraîche venue en renfort du Danemark, ainsi que les éléments des 29<sup>e</sup> et 90<sup>e</sup> divisions motorisées.

Trina, San Fiora, Arcidosso, Castel del Piano, Bracciano, Monticelli, Monte Nero, Casale, Santo, Lama, San Lorenzo Pantolina, Rosia, Poggio di Leono, autant de combats, autant de succès remportés au prix de durs efforts et de sanglants sacrifices. Mines semées sur toutes les routes et tous les chemins, destructions diaboliquement multipliées, barrages de feu sur tous les passages, contre-attaques d'engins blindés appuyées par une artillerie largement approvisionnée, rien n'a pu briser votre élan.

A l'aile gauche du C.E.F., la rapidité de votre avance vous a, plus d'une fois, placés dans une situation aventurée. Mais vous n'aviez qu'un souci, qu'un but : atteindre au plus tôt la Montagnola, clef de Sienna. Vous l'avez atteinte hier, harrassés de fatigue, vos rangs clairsemés par des pertes douloureuses.

Tirailleurs, goumiers, cavaliers, artilleurs, sapeurs et radios, vous avez de bout en bout fait preuve d'une splendide camaraderie de combat, ensemble vous avez versé votre sang : 135 tués, 614 blessés, tel est le prix de notre victoire.

Mais l'ennemi a payé plus cher encore sa défaite, laissant sur le terrain des centaines de cadavres et entre nos mains 210 prisonniers.

Au moment où, en Normandie et sur le front russe, les Allemands fléchissent sous le coup des Alliés, vous avez, par une victoire française, marqué une nouvelle étape vers la libération de notre pays.

P.C., le 4 juillet 1944.

Le général de brigade GUILLAUME,  
Commandant le groupement.

COMMANDEMENT DES GOUMS  
MAROCAINS  
ETAT-MAJOR

**ORDRE DU JOUR N° 8**

Depuis 1942, toujours à l'avant-garde des armées de la Libération, vous avez lutté victorieusement sur les champs de bataille de Tunisie, de Sicile, de Corse, d'Italie, de l'île d'Elbe.

Aujourd'hui, l'heure est enfin venue de tendre la main à nos alliés et à nos camarades des Forces françaises de l'intérieur pour bouter l'ennemi hors de chez nous.

La France nous attend. Elle peut compter sur nous pour tirer de ses bourreaux une juste vengeance.

Malgré les coups assenés à l'Allemand sur tous les fronts, une tâche difficile peut encore nous incomber.

Vous vaincrez comme vous avez vaincu tant de fois par la rapidité déconcertante de vos manœuvres, par l'allant impétueux de vos assauts.

Les populations que vous allez délivrer vous crieront leur enthousiasme. Sachez mériter leur admiration non seulement par votre bravoure, mais aussi par une tenue et une discipline exemplaires.

Demain, le cœur étreint d'une indicible émotion, nous foulerons de nouveau, en hommes libres, en vainqueurs, le sol sacré de la Patrie.

Pour achever d'effacer 1940, lançons-nous une fois de plus en avant.

Vive la France !

P.C., le 12 août 1944.

Le général de brigade GUILLAUME,  
commandant les Goums marocains.

-----

GOUMS MAROCAINS  
ETAT-MAJOR

**ORDRE DU JOUR N° 9**

**Officiers, sous-officiers et goumiers**

Marseille, porte de l'Empire, est libérée, vous pouvez en être fiers.

A peine débarqués, vous avez, à marches forcées, rejoint l'ennemi. Sept jours durant, vous lui avez, sans désespérer, assené de terribles coups. Au coude à coude avec nos vaillants compagnons d'armes de la 3<sup>e</sup> D.I.A. et de la 1<sup>re</sup> D.B. vous avez été de tous les combats.

Au nord, le 1<sup>er</sup> G.T.M., dans un large mouvement débordant faisait sauter au passage, dans un rude assaut, le verrou de Cadolive, solidement tenu. Plus loin, il forçait les défenses de Septèmes ; attaquait de front le secteur fortifié de Foresta à la Nerthe qu'il débordait plus à l'ouest pour fermer sur les hauteurs de l'Estaque la nasse tendue autour du puissant système de défense allemand couvrant Marseille.

Au centre, le 2° G.T.M., débordant Aubagne par le nord et par le sud, s'emparait de 17 pièces d'artillerie et ouvrait la voie aux blindés qui attaquaient de front, puis jalonnait d'éclatants succès chaque bond en avant, faisant tomber successivement le château de Forbin, Saint-Loup et les Comtes, où des batteries intactes étaient enlevées au pas de charge. Dévalant des hauteurs de Saint-Cyr, un goum surprenait le P.C. de la Feldkommandantur, obtenant la reddition d'un général, de trois colonels et de 1.250 hommes. Ayant atteint les défenses littorales, le 2° G.T.M. enlevait, dans un splendide élan, le parc Borély, le Roucas Blanc, enfin le fort Saint-Nicolas.

Au sud, le 3° G.T.M., avec des moyens très incomplets, était poussé entre le littoral et la route de Cassis à Marseille. D'une seule traite, il débordait par le sud le massif de Saint-Cyr, réduisait au passage près de l'Azargues un nid de résistance important, se jetait enfin résolument contre les ouvrages bétonnés de la côte, forçant à la reddition les garnisons de la Vieille-Chapelle, du Montredon et du Mont-Rose, bloquant pour finir, vers la Croisette, le fort Napoléon.

Destinée normalement à combattre en montagne, ne disposant le plus souvent que des batteries d'accompagnement du III/69 R.A.M. qui s'associèrent si brillamment à votre effort, vous avez vaincu par votre courage, par votre allant, par votre volonté ardente d'assener à l'ennemi un coup mortel.

Plus de 6.000 prisonniers, dont un général et cinq colonels ou lieutenants-colonels, plus de 120 officiers ont été capturés par vous. Une centaine de canons de tous calibres, un armement et des approvisionnements considérables sont tombés entre vos mains.

Cent cinquante des nôtres, dont sept officiers, dix-neuf sous-officiers, cent trente-cinq goumiers sont tombés glorieusement dans des combats. Cinq cent trente autres, dont dix-sept officiers, trente-huit sous-officiers, quatre cent soixante-quinze goumiers ont été blessés. Telle est pour nous la sévère rançon de la victoire, victoire française en terre française.

Vous avez montré dans la bataille de Marseille qu'entraînés pendant deux ans de luttes sur les champs de bataille de Tunisie, de Sicile, de Corse, d'Italie et de l'île d'Elbe, vous n'étiez pas seulement aptes à la guerre de montagne. Vous avez accompagné les chars, livré des combats de rue, pris d'assaut les casemates bétonnées, forcé à la reddition des forts âprement défendus.

Le commandement sait désormais qu'il peut tout vous demander.

Marseille n'est pour nous qu'une nouvelle étape vers la reconquête du sol national. Soyons prêts à de nouveaux combats et à de nouveaux sacrifices. Notre tâche ne s'achèvera qu'avec la défaite totale de l'ennemi.

P.C., le 28 août 1944.

Le général de brigade GUILLAUME,  
commandant les Goums marocains,

signé : GUILLAUME.

-----

III<sup>e</sup> DIVISION D'INFANTERIE  
ALGÉRIENNE

ETAT-MAJOR - 1<sup>er</sup> BUREAU

### ORDRE GÉNÉRAL N° 10

Je suis heureux de transmettre aux unités de la III<sup>e</sup> D.I.A. et aux Goums marocains, la lettre de félicitations que leur adresse, ce jour, le général de corps d'armée de Goislard de Monsabert, commandant le 2<sup>e</sup> corps d'armée.

C'est avec une profonde émotion et une légitime fierté que vous en prendrez connaissance.

Le chef prestigieux qui vous a conduits de victoire en victoire, du Belvedere aux Vosges par Rome, Sienna et Marseille, sait mieux que personne au prix de quelles épreuves et de quels sacrifices vous avez, sur tant de champs de bataille, triomphé de l'ennemi

En dix mois, 14.000 des vôtres sont tombés, tués ou blessés, mais le chiffre de 27.000 prisonniers restés entre vos mains laisse supposer celui des pertes sanglantes causées par vous dans les rangs ennemis.

Tout comme en 1918, la victoire finale sera acquise lorsque les forces allemandes, usées sur tous les fronts, ne seront plus en mesure de faire face aux derniers coups de boutoir. Ceux que vous venez de leur assener, dans une lutte sans merci, sous la pluie et la neige, dans l'épaisseur des forêts vosgiennes, hâteront l'heure où nos couleurs flotteront à nouveau sur Strasbourg délivrée.

P.C., le 17 novembre 1944.

Le général GUILLAUME, commandant la 3<sup>e</sup> D.I.A.

-----

2<sup>e</sup> CORPS D'ARMÉE  
LE GÉNÉRAL

### LETTRE DE FÉLICITATIONS

La 3<sup>e</sup> D.I.A., à laquelle il y a lieu d'associer intimement les Goums marocains, vient de mener, du 3 octobre au 5 novembre, une lutte sans précédent dans ses annales.

Sans doute au cours de cette lutte a-t-elle pu croire que le commandement ne se rendait pas compte de l'effort imposé. Il n'en est rien.

Au moment de quitter l'Italie, le général commandant le 2<sup>e</sup> C.A. l'avait prévenue de l'âpreté des épreuves qui l'attendaient et de l'effort prolongé qu'elles nécessiteraient.

Il connaît ses souffrances et ses fatigues. Il met tout en œuvre pour que chacun puisse jouir maintenant d'un repos si bien mérité.

La conscience du devoir accompli, la certitude de l'importance du résultat atteint doivent être son premier réconfort.

La 3<sup>e</sup> D.I.A. vient, dans un effort de plus d'un mois, dans la boue, la pluie et la neige, d'user dans des bois difficiles, un ennemi entraîné et nombreux.

Elle a attiré sur son front 16 bataillons venant non seulement du nord et du sud des Vosges, mais d'Allemagne. De ces bataillons, 9 ont été détruits et plus de 2.000 prisonniers sont restés entre ses mains. Usé jusqu'à la trame, l'ennemi a été obligé de faire appel à une nouvelle division, retirée de Norvège. Dans un dernier effort, la 3<sup>e</sup> D.I.A. vient de l'user à son tour.

Ceux qui ont eu, en Italie, puis en France, la glorieuse habitude de mesurer la victoire à la prise des villes importantes et à des progressions profondes n'ont peut-être pas encore pris conscience de l'ampleur de la bataille anonyme, bataille d'anéantissement que la 3<sup>e</sup> D.I.A. vient de remporter aux portes de l'Alsace.

Un avenir très proche prouvera pourquoi cet effort prolongé a été extrêmement nécessaire, et donnera la mesure de cette nouvelle gloire, qu'elle vient d'acquérir et dont le général commandant le 2<sup>e</sup> C.A. est fier d'être le premier à la féliciter et à la remercier.

Il espère que ces félicitations seront couronnées par une récompense, qui restera comme un de ses plus beaux titres de noblesse.

Dans un de ses derniers ordres du jour qu'il lui a adressé, il disait : « Soyez fiers de vos victoires, pour rester égaux à vous-mêmes. »

Vous vous êtes surpassés.

P.C., le 12 novembre 1944.

Le général GOISLARD de MONSABERT,  
commandant le 2<sup>e</sup> corps d'armée.

Signé : de GOISLARD de MONSABERT.

-----

1<sup>re</sup> ARMÉE FRANÇAISE

### ORDRE DU JOUR N° 8

#### Officiers, sous-officiers, caporaux et soldats de la 1<sup>re</sup> armée française

Vous venez d'inscrire sur vos drapeaux et sur vos étendards deux noms chargés d'histoire et de gloire françaises : « Rhin et Danube ».

En un mois de campagne, vous avez traversé la Lauter, forcé la Ligne Siegfried, et pris pied sur la terre allemande ; puis, franchissant le Rhin de vive force, élargissant avec ténacité les têtes de pont de Spire et de Germersheim, vous avez écrasé la résistance d'un ennemi désespérément accroché à son sol et conquis d'une traite deux capitales : Karlsruhe et Stuttgart ; le Pays de Bade et de Wurtemberg ; enfin, débouchant sur le Danube, le traversant aussitôt, vous avez voulu, renouvelant la victoire de la Grande Armée, que flottent nos couleurs sur Ulm.

Combattants de la 1<sup>re</sup> armée française, fidèles à l'appel de notre chef, le général de Gaulle, vous avez retrouvé la tradition de la grandeur française, celle des soldats de Turenne, des volontaires de la Révolution et des grognards de Napoléon.

Le 25 avril 1945.

Le général d'armée de LATTRE de TASSIGNY,  
commandant en chef de la 1<sup>re</sup> armée française,

signé : de LATTRE.

-----

3° DIVISION D'INFANTERIE ALGERIENNE  
 ETAT-MAJOR - 1<sup>er</sup> BUREAU

**ORDRE GÉNÉRAL N° 28**

**Officiers, sous-officiers, soldats de la 3° D.I.A. et des Goums marocains**

Au lendemain de la prise de Stuttgart, j'ai l'immense fierté de transmettre aux unités placées sous mon commandement l'ordre du jour n° 8 du général d'armée de Lattre de Tassigny, commandant en chef de la 1<sup>re</sup> armée française.

Toujours en flèche, en tête de la 1<sup>re</sup> armée française, la 3° D.I.A. et les Goums marocains, appuyés par les blindés de la 5° D.B. ont rompu le front de la Moder, foulé les premiers le sol allemand au-delà de la Lauter, traversé la Ligne Siegfried, franchi le Rhin, conquis Stuttgart.

Du 15 mars au 21 avril, 14.000 prisonniers ont été capturés par nous, un matériel considérable qu'il n'a pas été possible de dénombrer est tombé entre nos mains.

1940 est définitivement effacé.

Vive la France !

P.C., le 25 avril 1945.

Le général de division GUILLAUME,  
 Commandant la 3° division d'infanterie algérienne.

-----

3° DIVISION D'INFANTERIE  
 ALGÉRIENNE  
 LE GENERAL

**ORDRE GÉNÉRAL N° 31**

**Officiers, sous-officiers et soldats**

Il y a un an aujourd'hui, le 11 mai 1944, au lendemain de vos premières victoires au Monacasale et au Belvedere, vous vous lanciez furieusement à l'assaut des positions allemandes du Garigliano que vous enfonciez à Castelforte.

Depuis, vous n'avez cessé de combattre en tête de l'Armée française sur tous les champs de bataille de la Libération, en Italie, en France, en Allemagne.

En Italie, en mai-juin, vous vous êtes frayé un chemin vers Rome par Esperia, Santa-Oliva, Pico. En juillet vous avez pris Sienne.

En France, vous avez en août, tourné Toulon, libéré Marseille. En septembre, vous avez poursuivi l'ennemi à travers le Jura. D'octobre à janvier, vous avez, pas à pas, dans une lutte acharnée, chassé l'ennemi au-delà des Vosges. En janvier-février, vous avez sauvé puis dégagé Strasbourg.

En mars, au milieu des champs de mines, vous avez enfoncé les lignes de la Moder et achevé de libérer l'Alsace.

Franchissant la Lauter de vive force, vous avez, les premiers, foulé le sol ennemi.

En Allemagne, l'obstacle de la Ligne Siegfried ne vous a pas arrêtés. Dans la nuit du 30 au 31 mars 1945, toujours les premiers vous avez franchi le Rhin à Spire.

En avril, après de durs combats, vous avez refoulé l'ennemi au-delà du Neckar et de l'Enz, vous avez encerclé Pforzheim, puis, toutes forces réunies, en un suprême et magnifique élan, vous avez foncé sur Stuttgart, défendue par trois divisions.

En liaison intime avec la 5<sup>e</sup> D.B. qui, depuis la Moder, combattait fraternellement à nos côtés, vous vous en êtes emparé.

Les forces que l'ennemi n'a cessé, depuis un an, de jeter devant vous, ont été partout attaquées rejetées, détruites. 45.000 prisonniers et un matériel immense sont tombés entre nos mains.

En douze mois de luttes ininterrompues, vous n'avez connu aucun repos. Vous n'aviez qu'une passion : la France ; qu'une volonté : vaincre.

Vous avez chèrement payé vos victoires. Du Belvedere à Stuttgart, 16.000 des vôtres ont versé leur sang pour la Patrie. Parmi eux, plus de 4.000 ont consenti pour elle le sacrifice suprême que tous nous avons, d'avance, accepté.

Mais nos buts sont atteints : la France est libre.

Nos prisonniers retrouvent leurs foyers. Nos couleurs flottent fièrement au cœur de l'Allemagne. Sous l'égide du général de Gaulle, notre Patrie a retrouvé le chemin de la grandeur.

Le général de Lattre de Tassigny, commandant en chef de la 1<sup>re</sup> armée française qui, en votre nom, a reçu la capitulation de l'Armée allemande et le général de Goislard de Monsabert, votre ancien chef, commandant le 2<sup>e</sup> C.A., vous ont dit tous deux leur gratitude.

Du fond du cœur, je vous crie ma fierté de vous avoir conduits à la victoire.

P.C., le 11 mai 1945.

Le général de division GUILLAUME,  
commandant la 3<sup>e</sup> division d'infanterie algérienne,  
signé : GUILLAUME.

-----

COMMANDEMENT DES GOUMS  
MAROCAINS  
LE GÉNÉRAL

**Officiers, sous-officiers, goumiers des 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup> G.T.M.**

L'Allemagne est vaincue.

Le 8 mai, à Berlin, le général de Lattre de Tassigny, commandant en chef la 1<sup>re</sup> armée française, a reçu, au milieu des représentants des armées alliées, la capitulation des dernières forces ennemies.

Cette victoire éclatante, vous l'avez obstinément préparée sur tous les champs de bataille de la Libération de novembre 1942 à avril 1945, de la Tunisie au Neckar et au Danube.

En Tunisie, sommairement armés et équipés, vous avez acquis par vos exploits le droit de poursuivre la lutte en Europe à l'avant-garde des Alliés.

Vous avez, en Sicile, vaillamment représenté l'Armée française.

En Corse, vous avez libéré Bastia en attendant de prendre une part prépondérante à la conquête de l'île d'Elbe.

En Italie, votre marche foudroyante en tête du corps de montagne à travers les massifs Ausoni, Aurunci, Lepini, a déconcerté l'ennemi et ouvert la route de Rome.

Un mois plus tard, liant votre effort à celui de la 3<sup>e</sup> D.I.A., vous avez fait tomber Sienne.

En France, vous avez participé brillamment à la libération de Marseille, dégagé au passage Briançon, contribué de nouveau, aux côtés de la 3<sup>e</sup> D.I.A., à chasser l'ennemi des Vosges puis à sauver Strasbourg.

A partir du 15 mars 1945, vous avez, sur la rive gauche du Rhin, traversé la forêt de Haguenau infestée de mines, puis, pénétrant en Allemagne, forcé la Ligne Siegfried. Sur la rive droite, vous vous êtes enfoncés dans la Forêt Noire en même temps que, plus au Nord, vous participiez, au premier rang, à la marche au Neckar, à l'encercllement de Pforzheim, à la ruée sur Stuttgart.

En Tunisie, en Italie, en France, en Allemagne, votre apparition soudaine aux heures décisives de la bataille a jeté l'effroi dans les rangs de l'adversaire.

Au cours de trente mois d'une lutte ininterrompue, vous avez asséné à l'ennemi de terribles coups, lui faisant 14.500 prisonniers et vous emparant d'un immense matériel.

Vos pertes ont été lourdes. Depuis la Tunisie, 7.500 des vôtres sont tombés, tués ou blessés dans le combat, sans ralentir jamais votre course endiablée vers la Victoire.

Vous avez paré vos fanions d'une gloire impérissable.

L'Allemagne vous craint. La France vous acclame. Les Alliés vous admirent.

Votre chef, qui, aux heures les plus sombres de la défaite, mit sa foi en vous et vous prépara, dans l'ombre, pour la revanche, et qui, tant de fois, vous lança à l'assaut, est fier de vos succès. Vous pouvez rentrer au Maroc la tête haute. Déjà vos hauts faits sont entrés dans la légende. La France n'oubliera jamais la part prise par vous à sa libération.

P.C., le 11 mai 1945.

Le général de division GUILLAUME,  
commandant la 3<sup>e</sup> D.I.A.  
et les Goums Marocains.

-----

COMMANDEMENT DES GOUMS  
MAROCAINS  
LE GÉNÉRAL

#### ORDRE GÉNÉRAL N° 12

##### Officiers, sous-officiers, goumiers des 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup> G.T.M.

Désigné pour assumer les fonctions d'attaché militaire en U.R.S.S., je quitte le commandement des Goums que j'exerçais depuis cinq ans.

Ce n'est pas sans une intense émotion et sans une profonde tristesse que je m'éloigne de vous.

Au lendemain de la défaite de 1940, répondant à mon appel, vous avez, à l'insu de l'ennemi, formé ces magnifiques tabors qui, le jour venu, se sont lancés avec tant d'ardeur dans la bataille. De novembre 1942 à mai 1945, vous n'avez cessé de combattre sur tous les fronts, en Tunisie, en Sicile, en Corse, sur l'île d'Elbe, en Italie, en Provence, dans les Alpes, dans les Vosges, en Alsace, en Allemagne. Partout, vos fanions vainqueurs ont flotté fièrement en tête de l'Armée de la Libération.

Vous avez surmonté toutes les épreuves, accepté stoïquement tous les sacrifices. Votre but est atteint. La France est libre ; l'Allemagne est vaincue.

Le 14 juillet 1945, à Paris, vous avez eu l'honneur de recevoir du général de Gaulle un drapeau sur lequel s'inscrivent, en lettres d'or, vos victoires.

Votre tâche n'est cependant pas terminée. Dans quelques mois, vous serez tous rentrés au Maroc. Il vous appartiendra d'y faire rayonner le nom et le prestige de la France dans un pays qui, pour le salut du nôtre, a donné les meilleurs de ses fils.

Soyez fiers de vos exploits. Ils appartiennent à l'histoire.

En vous quittant, ma dernière pensée va vers nos camarades dont les tombes jalonnent chacune des étapes de notre épopée, de la Tunisie aux rives du Neckar et du Danube. Restons dignes d'eux. Honorons leur mémoire. Veillons sur leurs foyers.

Et que de nos poitrines jaillisse une fois de plus, comme aux jours de nos premiers assauts, un cri d'espérance et d'amour : Vive la France !

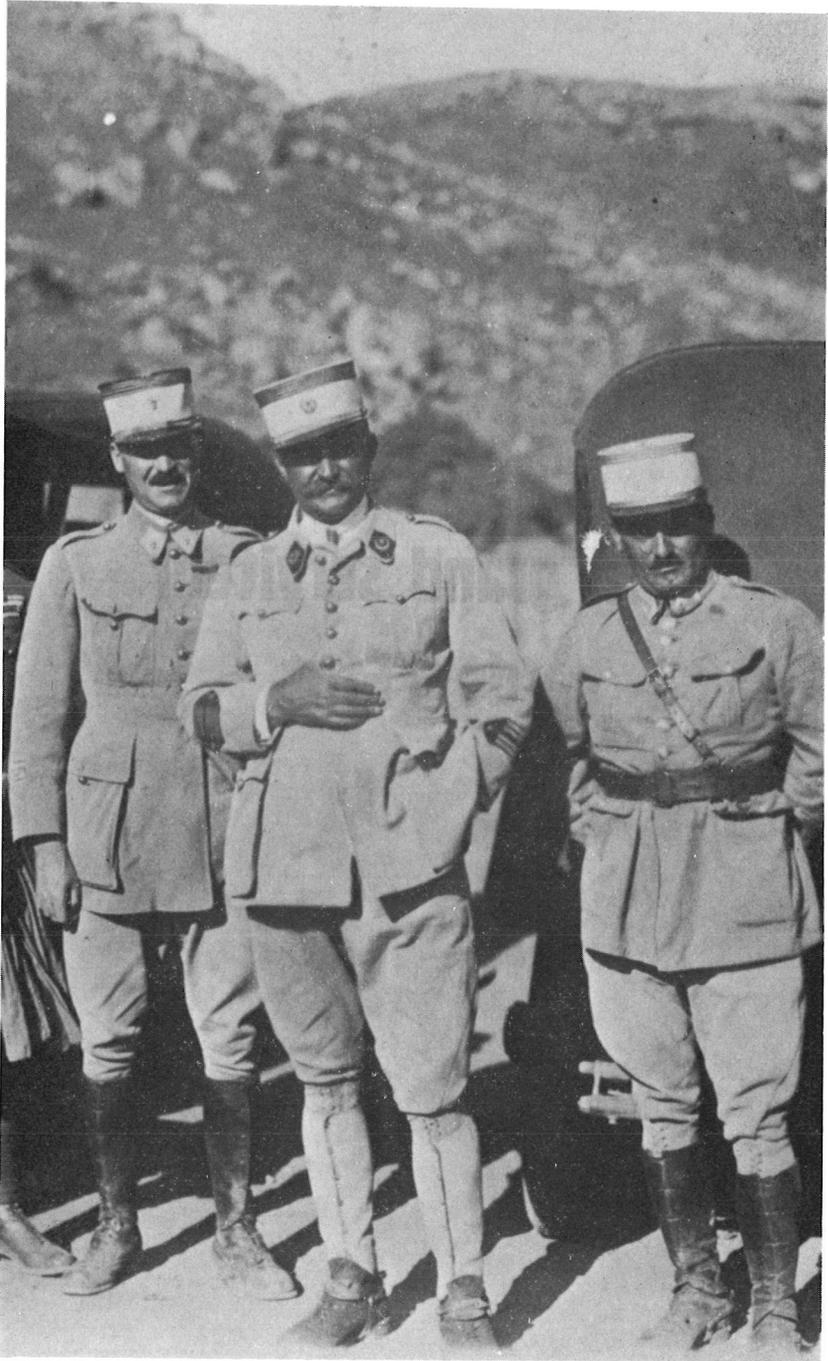
P.C., le 11 août 1945.

Signé : A. GUILLAUME.





**Un grand serviteur  
de l'État**



En 1929 le commandant Juin et le capitaine Guillaume entourent le colonel de Loustal.

## LES DÉBUTS DU CAPITAINE GUILLAUME AUX A.I.

C'est le 4 novembre 1919 que le capitaine Guillaume est affecté au service de renseignements du Maroc. C'est donc à cette date que commence sa vie d'officier d'A.I.

Il commande le 12<sup>e</sup> goum mixte en 1921, puis le 21<sup>e</sup> goum à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1922. Il est nommé à ce jour chef du poste d'Aghbalou n'Serdane.

C'est à ce titre que M. Edouard Pasquier nous communique les pages qui suivent, retraçant ses souvenirs des années 1922, 1923, 1924, alors qu'il servait dans cette dernière unité.

M. Pasquier intitule cet extrait de ses archives personnelles : « A la gloire du capitaine Guillaume, devenu général, puis résident général de France au Maroc. »

-----

Quelle grande satisfaction a été pour moi de servir sous les ordres de ce brillant officier des Affaires indigènes, sortant de Saint-Cyr, commandant l'annexe d'Aghbalou n'Serdane et le 15<sup>e</sup> moum mixte marocain, préparant l'Ecole de guerre ainsi qu'une grammaire berbère.

En même temps, il préparait les opérations militaires de la haute Moulouya, en collaboration avec le chef d'escadrons de Loustal, commandant le cercle d'I'tzer pendant les années 1922, 1923, 1924 jusqu'à la pacification complète de la haute Moulouya.

L'année 1922 verra le dégagement du col de Taghzeft (2.185 mètres d'altitude), d'importance vitale pour ouvrir et construire la route Meknès-Tafilalet par le col du Zad.

En juillet 1922, le commandement ayant refusé d'établir le poste d'Aman Islam au sud de la Moulouya, le capitaine Guillaume profita de la présence d'un peloton d'autos-mitrailleurs du 1<sup>er</sup> chasseurs d'Afrique. Le lieutenant Grenier fut mis à sa disposition pour effectuer la reconnaissance de l'Aman Islam.

Voici le récit de cette reconnaissance tel que l'a écrit le lieutenant Poinot et tel que le capitaine Guillaume l'a complété.

-----

## RÉCIT DU LIEUTENANT POINSOT

**Aghbalou n'Serdane, 26 juillet 1922 - Expédition en pleine nature dans la montagne dissidente.** — Nous sommes partis bien avant l'aube. Les moteurs des trois voitures blindées ronflent au milieu du camp. Le lieutenant Grenier répartit détachement dans les véhicules, officiers, sous-officiers et chasseurs chargés d'utiliser les canons et mitrailleuses au cours de cette sortie.

Le capitaine Guillaume était dans la voiture du lieutenant Grenier avec Bou Assidi en surnombre aux A.I., « par la suite, Bou Assidi, descendant d'une grande famille berbère est devenu caïd, super caïd, gouverneur et grand chef religieux de toute la région du Sud, de Ksar es Souk jusqu'au Sahara. J'ai eu le privilège de conserver son amitié jusqu'à sa mort. »

Attention aux cahots, ne vous montrez pas inutilement, etc.

La porte du poste s'ouvre à deux battants et les trépidantes machines s'engagent en file titubante sur la piste de Bou Irsan.

L'aube blanchit le ciel, mais la vallée où traînent de froids brouillards est encore bien sombre. Abandonnant la piste, les voitures roulent lentement dans les champs à demi moissonnés et cahotent affreusement au passage des séguias.

Enfermé dans ma boîte de fer, j'ai l'impression d'être dans un sous-marin par mauvaise mer. Je suis assis sur un strapontin, devant moi le conducteur, à ma droite l'adjudant chef de la voiture inspecte le bled à travers un hublot dont une crémaillère relève le volet, à l'arrière le mécanicien.

Au-dessus de nous, une tourelle renferme deux mitrailleuses dont les bandes sont engagées, deux ouvertures ovales s'ouvrent dans le toit pour permettre de sortir jusqu'à mi-corps en montant sur nos strapontins. La boîte qui nous enferme est en acier, à l'épreuve de la balle.

La voiture de tête, en passant le gué d'Aghbalou n'Serdane s'est enlisée dans le lit de la rivière sans pouvoir en sortir. Il a fallu la voiture pilote pour nous remorquer et retrouver la terre ferme.

Après avoir laissé le poste de Bou Irsan à notre droite, le jour était tout à fait venu ; nous avons traversé la Moulouya en franchissant le gué sans difficulté.

Nous sommes maintenant en plein bled insoumis, un petit frisson secoue les plus braves. C'est une étrange sensation que de se trouver un beau matin à 16 dans un bled où l'on n'aventurerait pas trois bataillons ! Ces étranges machines vont bien et malgré soi l'on songe aux pannes possibles, pensant que le groupe mobile se trouve à 30 kilomètres de là et qu'il n'est pas prévenu.

Roulant dans la plaine, nous remontons facilement, nous piquons droit vers le grand éperon de l'Aman Islan, à 6 km au sud de la Moulouya.

Les voitures se suivent à la file indienne, en tête la voiture de Grenier avec le capitaine et Bouasidi, puis celle du docteur Mitoir et la mienne fermant la marche.

Aman Islan. — Il est à peine 7 heures et le but de notre reconnaissance est atteint ; mais il faut monter sur le plateau et cela ne se fera pas sans peine.

Sur l'ordre de Grenier, nous sommes tous rentrés dans nos voitures : les panneaux sont fermés et d'étroites fentes permettent seules de voir à l'extérieur.

Mitrailleuses et canons de 37 sont prêts, ainsi que les grenades qu'il suffit de lâcher par les capots quand on est entouré de trop près.

La première voiture arrive sur le plateau et paraît s'y arrêter. Le bruit empêche d'entendre la fusillade, mais les capots s'ouvrent : les têtes de Grenier et du capitaine en sortent comme des diables d'une boîte à surprise, tout va bien. J'arrive à mon tour. On ne voit rien, mais nous avons dû être vus, car l'endroit était occupé.

Nous sortons des voitures, prêts à y rentrer au premier coup de feu. Une courte discussion s'engage sur les possibilités d'installer un poste. La mission se trouvant ainsi remplie, il ne restait plus qu'à rentrer.

Mais personne n'en a envie, puisque nous sommes sûrs de nous faire enguirlander. Donnons-nous au moins un motif à l'engueulade prévue.

Nous éloignant du bled reconnu, nous nous enfonçons dans la zone insoumise et roulons à bonne allure vers la montagne, le terrain se ravine : il nous faut suivre le faite de croupes pierreuses et parfois arrêtés par une coupure infranchissable, revenir en arrière pour trouver un passage. Les herbes porc-épic se multiplient, et leurs grosses touffes provoquent d'inraisemblables cahots à l'intérieur de nos blindés.

Les premiers insoumis apparaissent : ils filent dans les ravins, fuient vers la montagne à toute allure, mais ne tirent pas encore.

La blindée de tête s'arrête une minute pour saluer de quelques coups de canon un groupe qui disparaît dans un ravin. Quelques kilomètres encore, puis une large vallée et de l'autre côté une croupe boisée.

Traversant sans peine la vallée, nous abordons la pente ; mais cela se gâte, la crête est occupée et quelques claquements nous en informent.

Après un arrêt de quelques minutes pour arroser le bois de quelques obus et de quelques bandes de mitrailleuses, nous grimpons la pente raide et caillouteuse sans recevoir de balles.

Nos engins déconcertent évidemment les Chleuhs qui sont stupéfaits de les voir escalader les montagnes et circuler en forêt.

Nous avançons maintenant sur une croupe boisée parallèle à la montagne. Notre marche est lente, coupée de nombreux arrêts ; cachés derrière les arbres, les insoumis nous canardent copieusement : quelques balles claquent d'étrange façon sur le blindage, d'autres, plus nombreuses, sifflent autour des blindés, coupent les menues branches des arbres ou ricochent sur le sol, nous arrosant d'une pluie fine de petits cailloux.

Nous stoppons à chaque instant pour riposter à coups de canons et de mitrailleuses et poursuivons à coups de 37 des cavaliers galopant sur les contreforts boisés qui se détachent de notre mouvement de terrain.

Nous arrivons en vue de la grande vallée qui nous sépare de l'Amalou n'Aït Ali ou Brahim, la grande montagne. Le spectacle qui s'offre à nous est unique.

Cette vallée « lferd » était le refuge de tous les douars insoumis et l'annonce de l'arrivée des engins motorisés s'y est répandue comme une traînée de poudre. Les femmes affolées rassemblaient bestiaux et enfants, commençaient dans un affreux désordre le ploiement des grandes tentes pendant que les hommes se précipitaient au-devant des roumis pour ralentir leur marche et les détruire si possible. Mais au bout d'un instant, c'est le retour des cavaliers affolés.

## **LE GÉNÉRAL GUILLAUME, DANS SES SOUVENIRS, COMPLÈTE AINSI CE RÉCIT**

« Ils arrivaient comme des sangliers « Bou l'Kheirs » à travers la forêt, nos fusils étaient impuissants contre eux, ils étaient pleins de tarakas (mitrailleuses) et de canons et ils couraient plus vite que des hommes » m'a raconté un de ceux qui nous avaient canardés ce jour-là et qui est maintenant soumis.

A cette nouvelle épouvantable, l'affolement et le désordre augmentent : les gens chargent à la hâte mulets et bœufs avec ce qui leur tombe sous la main et se dirigent vers la montagne et puis c'est le redoutable crépitement des tarakas et le sifflement des obus de 37 dont les éclats sont décuplés par les échos de la montagne et par les hurlements de frayeur qu'ils provoquent.

Alors, c'est la grande déroute. Ces tribus qui auraient bravement combattu un groupe mobile s'enfuient dans un affreux désordre devant les étranges machines qui les terrifient.

C'est une grande muraille qu'il faut franchir ; troupeaux et bêtes de somme n'en ont pas la force et les bêtes essouffées s'égrènent au flanc de la montagne. Tout converge vers ce col situé à près de 3.000 mètres d'altitude.

Mais nous n'avons ni l'envie, ni les moyens de massacrer ces braves gens ; l'effet moral est suffisant, la cohue des fuyards s'y pressera pendant près de

six heures, tandis que les hommes les plus courageux, se glissant d'arbre en arbre, brûleront leurs dernières cartouches sur les monstres cahotants.

Nous avons plusieurs pannes. La voiture en détresse est aussitôt entourée par les trois autres qui forment avec elle un cercle infranchissable à l'intérieur duquel le mécanicien répare à l'abri des balles.

Nous arrivons maintenant sur un plateau à demi-déboisé qui termine notre avance et fait face à la vallée d'Iferd, entre la grande montagne d'Amalou et le piton rocheux d'Ouffit. Là se trouvent des douars ignorant notre arrivée ; quelques obus de 37 les en avisent et c'est une fuite éperdue dans la forêt proche.

Nous sortons des machines pour nous dégourdir les jambes. Il est 11 heures : nous cassons la croûte et nous contemplons le paysage. Bouasidi explore la forêt voisine. Le capitaine et Grenier font en auto un tour aux environs. Grenier revient et s'indigne : « Nous allons faire un vrai déjeuner, mais il ne faut pas rester comme cela en dehors des voitures. Se faire blesser serait trop bête. » Il a raison. Rentrez vite dans vos voitures.

De temps en temps, une balle perdue siffle au-dessus de nous. Nous n'allons pas loin, dans une vaste clairière ombragée bordant une falaise à pic d'où rien n'est à craindre.

Les voitures forment un demi-cercle à l'abri duquel nous installons un déjeuner champêtre devant un panorama merveilleux d'où l'on devine la Moulouya à la verdure de ses prairies ; plus loin encore de vagues petites taches blanches sont nos postes, dominés au nord par la forêt du Moyen Atlas.

Un guetteur veille de chaque voiture, mais les Chleuhs, lassés, nous laissent tranquilles et contemplent de loin les monstres immobiles qui les ont chassés.

Vers 1 heure, nous repartons. Il s'agit maintenant de descendre dans la plaine et ce n'est pas facile. Les pentes sont raides et nous devons nous engager dans un ravin encaissé où nos véhicules penchent d'inquiétante façon.

Nous voici sur la plaine. Les voitures vont vite. Nous rencontrons une grande piste qui longe le pied de la montagne.

Comme les jours sont longs, nous décidons de suivre cette piste qui doit mener aux villages de Timzizit et Taoricht. Nous longeons les hauteurs boisées qui nous dominent et de ces hauteurs, les insoumis, assez nombreux, nous canardent.

Quelques pannes obligent les mécaniciens à sortir ; ils le font en hâte, sous la protection des mitrailleuses. Il faut même former le cercle pour réparer.

Nos mitrailleuses tirent constamment ainsi que les canons. Il ne s'agit pas de se laisser approcher.

Le temps passe. Le terrain devient mauvais, nous n'arriverons pas à Taaricht. Nous nous décidons à piquer vers la Moulouya où nous trouverons une bonne piste pour nous ramener.

La poursuite continue. Les gens d'Oujjit nous accompagnent de crête en crête ; leur tactique rappelle Tafessasset et je songe à ce que coûterait pareille retraite à un groupe mobile.

Nous avons eu deux blessés légers : un chef de char qui était sorti a reçu une balle dans le gras de la cuisse. Un autre a été fortement contusionné à la main par une balle entrée par un volet resté ouvert.

Nous arrivons une heure plus tard sur la Moulouya. A 6 heures et demie, nous étions à la casbah des Aït Zahrouit où nous accueillait le capitaine de La Vigerie et ses Sénégalais. Nous avons fait une cinquantaine de kilomètres en terrain très difficile.

A l'issue de cette randonnée, j'adressai au commandant du groupe mobile le compte rendu télégraphique suivant :

« Q.G. du 27 juillet 1922, n° 208/P.. »

« Section AMC avec officier de renseignements Aghbalou n'Serdane effectuée dans la journée du 26 tournée de police et reconnaissance sur la rive droite Moulouya. STOP. Après avoir gravi pentes Aman Islan, section parcourt crêtes

nord Amalou n'Aït Ali ou Brahim, surprend campement insoumis et troupeaux et occasionne panique générale, section se porte ensuite région Timzizit. STOP. Insoumis tirent abondamment sur section, puis se retirent impuissants gêner progression. STOP. Pertes insoumis inconnues. STOP. Pertes amies : 1 blessé léger, 2 contusionnés par balle. FIN.

Signé : Guillaume. »

Cependant, notre mouvement n'avait pas échappé à l'observatoire du groupe mobile et ce n'est pas sans une vive inquiétude que le général de Chambrun en avait pris connaissance. Aussi ne fus-je pas surpris de recevoir, en écho de mon compte rendu, le télégramme suivant :

« Reconnaissance effectuée par A.M.C. sur la rive droite de la Moulouya constitue une grave imprudence. Peloton autos-mitrailleuses mis à votre disposition pour agir sur la Moulouya et non au-delà. STOP. Interdiction vous est faite de franchir la Moulouya sans mon autorisation. Signé : de Chambrun. »

Je devais apprendre par ailleurs qu'une proposition de citation à l'ordre de l'armée me concernant était supprimée. Enfin, une lettre personnelle du général de Chambrun se terminait ainsi : « J'espère que vous témoignerez à votre nouveau chef, le commandant de Loustal, plus de confiance que vous n'en avez témoignée à votre camarade. »

Un an plus tard, grâce au lieutenant-colonel de Loustal, qui s'était rangé à mon avis, le poste d'Aman Islan était enfin créé et la sécurité assurée dans un secteur où les insoumis avaient eu jusqu'alors l'occasion de nous infliger une série d'échecs.

Ceux-ci eussent été infiniment plus graves sans la crainte qu'avait infligée aux tribus insoumises la randonnée motorisée quelque peu audacieuse du 26 juillet 1922.

Et comme toujours en pays berbère, les chansons avaient rappelé cet événement mémorable et la terreur panique qui s'était emparée des guerriers les plus braves à l'apparition des monstres blindés contre lesquels ils avaient, en vain, épuisé leurs munitions.

... Hélas ! tout cela appartient maintenant au passé.

Fin du récit du général GUILLAUME.

(Archives de M. Edouard Pasquier.)



## DU TADLA AU RHIN

Pendant près de vingt ans, de la pacification du Haut Atlas marocain à la victoire de mai 1945, le général Guillaume et moi ne nous étions pour ainsi dire pas quittés et c'est le témoignage très personnel de cette longue amitié, scellée dans la même action et tendue vers les mêmes buts que je veux donner ici.

Je voudrais en même temps être l'interprète des sentiments de tous les anciens des Affaires indigènes et des Goums marocains qui savent tout ce qu'ils doivent au général Guillaume, notamment l'honneur et le bonheur d'avoir participé, le moment venu, au combat pour la libération de la patrie jusqu'à la capitulation de l'envahisseur.

Les très brillants débuts du capitaine Guillaume au Maroc à l'époque de la grande dissidence le désigneront en effet pour assurer plus tard de hautes responsabilités dans des circonstances très différentes, mais très difficiles, où il donna toute sa mesure : car elles exigeaient des vertus qu'il avait au plus haut point : la clairvoyance, la ténacité et une confiance à toute épreuve dans une victoire finale. Patiemment, sans manifestations intempestives et vaines, sans perdre de vue le but, mais avec l'intelligence des nécessaires et des possibles, cet esprit de résistance, cette sagesse et cette confiance dont le général Guillaume donnait l'exemple l'imposèrent. En 1940, le Maroc tout entier entra dans cette voie imprévue sans qu'il y eut de malentendus ni même d'explications à donner. Jamais notre corps ne fut mieux soudé, ni l'accord mieux réalisé entre Français et Marocains. Jamais, semble-t-il, nous ne sentîmes mieux les profondes affinités qui existent entre nous et ce peuple : ce peuple demeuré plein d'humour et de générosité, resté obstinément lui-même malgré les oppressions qu'il avait plus ou moins subies depuis des siècles et dont la paix française l'avait délivré. En sorte que la sombre période qui suivit la défaite de nos armes en 1940 fut quand même pour nous lumineuse. Mais pour qu'il en soit ainsi, pour maintenir cet état d'esprit, il fallait des chefs comme celui que fut à l'époque le colonel Guillaume, au poste de directeur des Affaires indigènes. Il avait l'irremplaçable avantage de ne pas être un inconnu dans un pays où les gens sont méfiants, mais où ils aiment bien ceux qu'ils connaissent et qu'ils ont adoptés ; et de son côté, il les connaissait et les aimait, surtout ceux de la montagne berbère où il avait si longtemps vécu, travaillé et lutté.

C'est d'abord dans l'Atlas central que je l'ai bien connu de 1929 à 1933, quand il était chef d'état-major du groupe mobile du Tadla, commandé par le général de Loustal et que j'étais chef du bureau de renseignements à Taghzirt, puis à Kebab, au contact de la dissidence, tandis que nos amis Boyer de Latour et Massiet du Biest avaient la même mission à Ouaouizeght et à Aghbala. Le capitaine Guillaume comprenait et réalisait parfaitement les idées — souvent peu conformistes — et la volonté de notre chef, modèle de bon sens, d'indépendance d'esprit et d'humanité dont les remarquables talents étaient si bien adaptés à la difficile mission qu'il avait reçue : pénétrer le Haut Atlas, coupé de gorges profondes, dont les sommets culminaient à près de 3.000 mètres. Dans cette vaste forteresse naturelle étaient comme retranchées des tribus mi-sédentaires, mi-nomades, réputées irréductibles et ingouvernables, aux hommes fiers de leur nom d'**Imazighen**, c'est-à-dire « hommes libres », mais divisées par des conflits locaux facilement sanglants et comme traditionnels.

A cette altitude, la saison chaude est relativement fraîche et chaque année les opérations avaient lieu pendant l'été. Le reste du temps était consacré à la

préparation des opérations et notamment au renseignement. Avec le général de Loustal, nous ne partions jamais dans l'inconnu. Soucieux d'éviter les pertes, il voulait que les mauvaises surprises soient exclues : et de fait, elle l'étaient. Par tous les moyens, le renseignement était donc toujours très poussé dans tous les domaines — terrain, économie, état d'esprit, armement, etc. — et il portait sur une quantité de détails. C'est à l'état-major du Tadla, dans le bureau du capitaine Guillaume, qu'un considérable travail était fait à longueur d'année pour collationner et analyser cette somme de renseignements. Doué d'une mémoire peu ordinaire, le capitaine Guillaume retenait et savait tout, et quand il venait nous voir dans nos postes avancés, il avait tout présent à l'esprit, en sorte que les échanges que nous avions avec lui étaient toujours faciles et fructueux, et, bien entendu, très amicaux. Il était, en outre, dans tous les détails, très attentif à nos besoins, en sorte que, sous sa direction, l'état-major et les services du Tadla fonctionnaient à la grande satisfaction des postes de l'avant. Sa haute conscience se reconnaissait à cette constante sollicitude. Il était profondément désintéressé. Il fut, pour son chef, le plus dévoué et le plus intelligent des collaborateurs et il contribua grandement à l'entente que le général de Loustal avait suscitée autour de lui avec le bon sens humble et souverain, désarmant, qui le caractérisait, qui était le secret de son prestige, de son autorité et de ses réussites.

1929-1933, de la Courtine de l'Oued el Abib au Tazigzaout, du plateau des Lacs au Koucer, des Aït Sokhman aux Aït Hadiddou et aux Aït Abdi, années remplies d'activité, marquées de combats et de succès, chargées des plus précieux souvenirs et que je ne peux évoquer sans faire apparaître, à côté de la figure du général de Loustal, celle du capitaine Guillaume.

La paix — une paix que ces tribus turbulentes n'avaient jamais connue —, succéda à ces années de patience et de lutte.

C'est grâce à ce climat apaisé et confiant que put être menée à bien la formation de « goums de réserve » qui recevaient une instruction sommaire chaque année pendant quelques semaines et qui, le moment venu, permirent la mise sur pied de tabors et de « groupes de tabors », aptes à une autre guerre que celle pour laquelle les goums avaient été créés initialement.

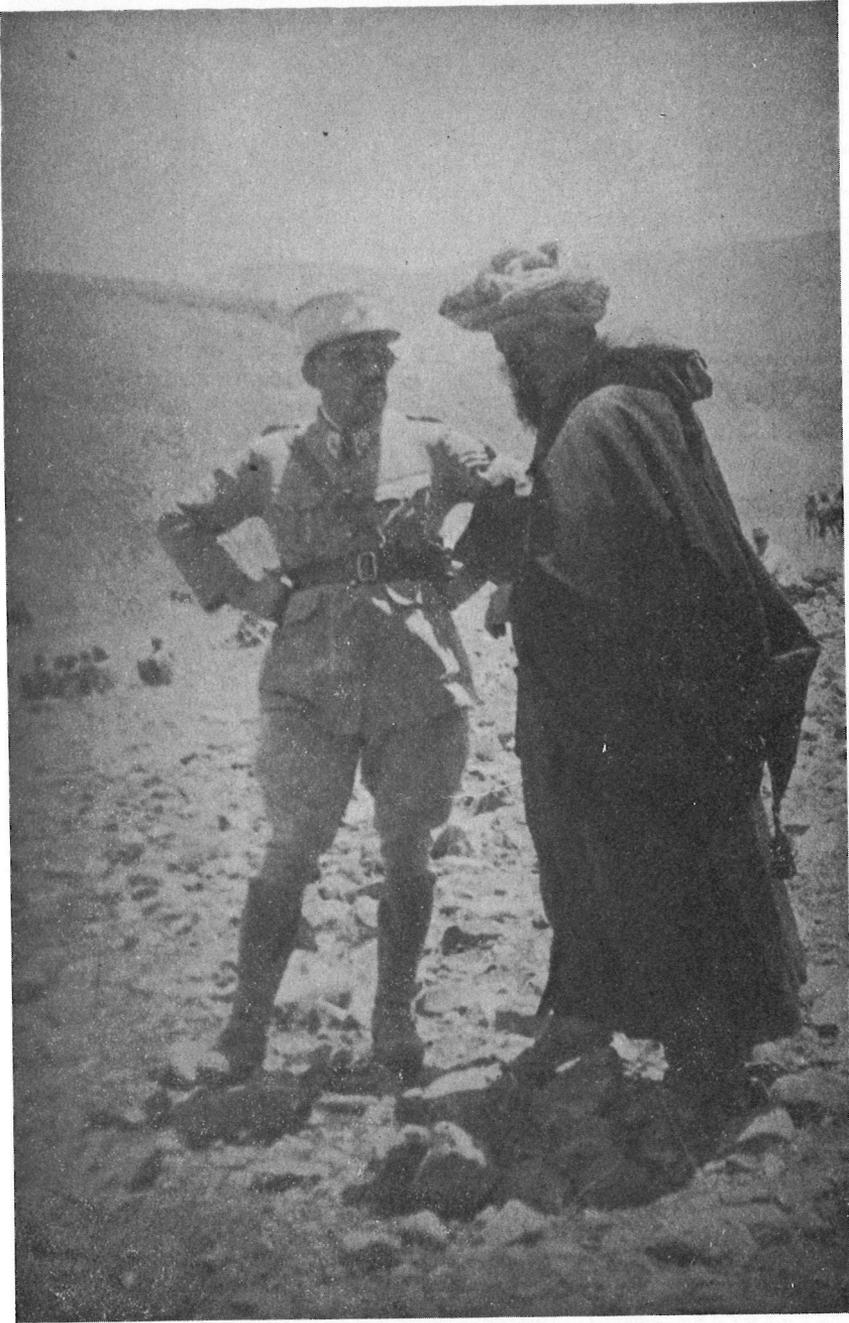
Le colonel Guillaume s'était fait très vite une idée bien arrêtée et bien précise sur cette transformation et sur cette nouvelle utilisation des goums et il en poursuivit la réalisation avec une obstination, une conviction et une compétence remarquables qui portèrent les fruits que l'on sait. Il eut à vaincre — ou à tourner — les plus grandes difficultés ; il y parvint et jamais on ne dira assez que c'est à lui que reviennent le mérite et l'honneur d'avoir été le créateur et le mainteneur de nos tabors et G.T.M., bien avant d'en recevoir le commandement, au début de 1944, quand ils furent, sur ses instances, engagés dans la bataille d'Italie avec le corps de montagne du C.E.F.I.

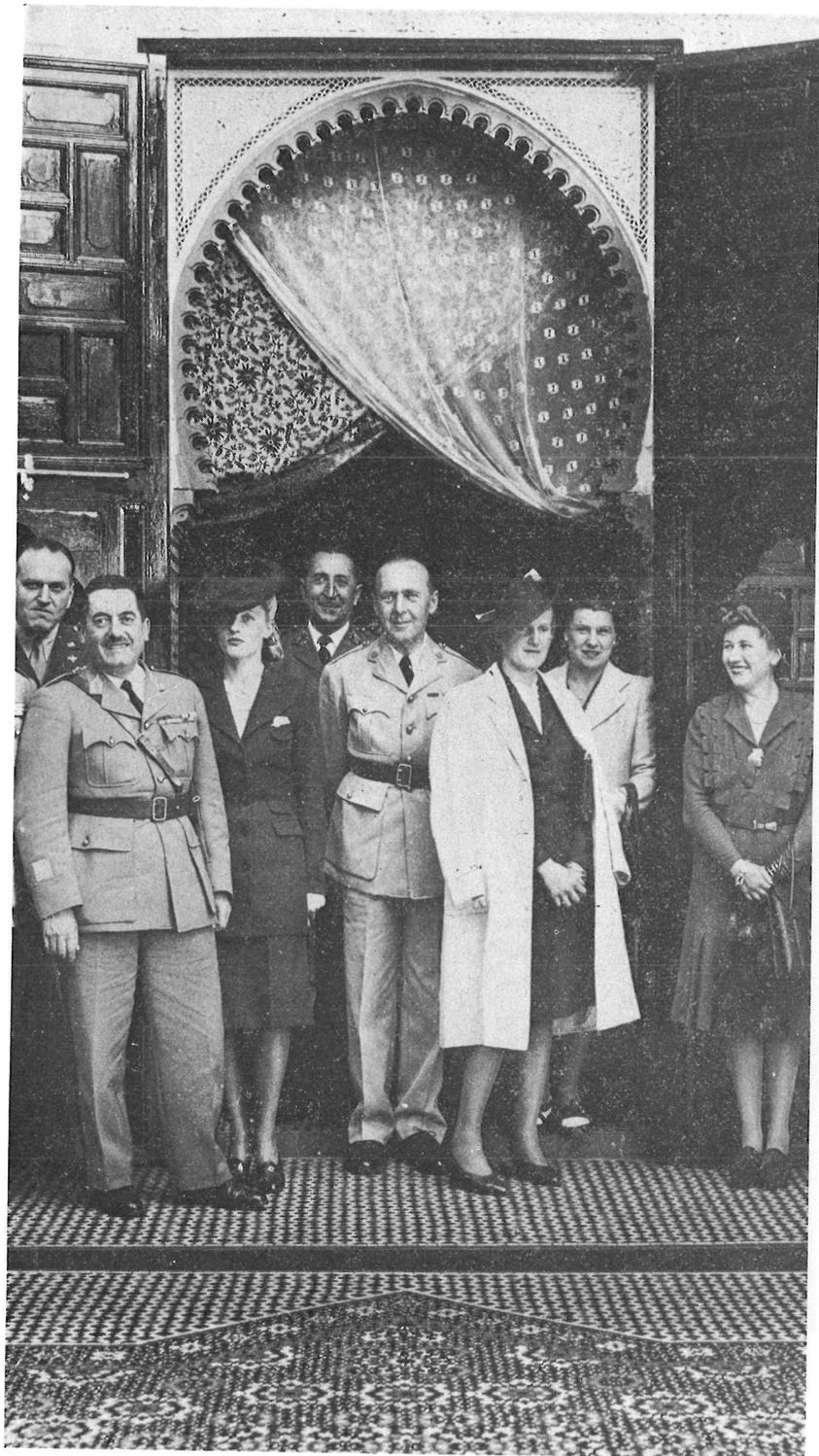
Evidemment, nul mieux que lui n'était qualifié pour conduire au combat ces unités, dans un terrain qui leur convenait et qui rappelait celui où nous avions tant évolué au Maroc quelques années auparavant... Sa ligne de défense ayant été enfoncée en mai 1944, l'ennemi se trouva constamment débordé par les crêtes — où les goums pouvaient se battre et progresser à leur manière — malgré les talents tout à fait remarquables que l'ennemi déployait pour mener son combat retardateur du Garigliano à Sienna.

Ce fut donc sous les ordres directs du général Guillaume que je fis avec mon groupe de tabors marocains cette étape victorieuse en direction du Rhin.

C'est par le rappel de ce souvenir émouvant et cher entre tous que je veux terminer ce bref, mais très affectueux hommage à sa mémoire.

Général LEBLANC.





## LA DIRECTION DES AFFAIRES POLITIQUES

A l'annonce de l'armistice de juin 1940, le général Noguès, commandant en chef en Afrique du Nord et son chef d'état-major, le colonel Verneau rejoignent le P.C. d'Alger. Le colonel Guillaume, sous-chef d'état-major opérationnel, demeure au Kouif et rend compte de la crise morale extrêmement grave que traversent les grandes unités du Sud Tunisien. L'ayant rappelé d'urgence à Alger, le général Noguès lui fit part, « la mort dans l'âme », de l'impossibilité de poursuivre la lutte en A.F.N. Il reproduit dans Homme de guerre (p. 93), ce que le général Noguès, ne disposant ni de la marine, ni d'aviation, ni de ravitaillement en matériel et en munitions, lui déclara :

Livrée à ses seules forces, l'Afrique du Nord serait hors d'état de s'opposer à une action germano-espagnole contre le Maroc, combinée avec une action italienne contre la Tunisie. Mieux vaut conserver intacte l'Afrique du Nord et son armée pour le jour où les circonstances seront favorables à la revanche.

Toutefois, le camouflage du personnel et du matériel aussitôt et rapidement entrepris est mené à bonne fin.

**C'est ce qu'écrivit le général Guillaume dans ce même ouvrage (p. 94) :**

L'opération fut réalisée très vite. Vingt mille armes individuelles avec 21 millions de cartouches, 60 canons, 200 mortiers, 4.000 armes automatiques, 200.000 coups de 75, 250 camions, 50 porte-chars, 10 chars H-35, avaient disparu dans la nature avant l'arrivée des commissions allemande et italienne. Des canons de 105 étaient dissimulés dans des grottes presque inaccessibles, des tonnes de munitions dans un poste du Moyen Atlas, 23 chars Somua envoyés en A.O.F. Tous les véhicules qui auraient pu tenter les Allemands s'étaient volatilisés, même les camions-citernes venus des Etats-Unis et encore en caisses ; on camoufla également les machines-outils et d'importants stocks de métaux bruts tels le nickel, le cobalt, constituant les cargaisons de navires réfugiés au Maroc en juin 1940. Aucun de ces dépôts clandestins ne sera découvert, en dépit des investigations des commissions d'armistice, disposant de moyens sonnants et trébuchants, ou autres, pour obtenir des renseignements de la part des indigènes.

**Et le général Guillaume ajoute :**

J'atteste ici que, quelques heures après l'armistice, le général Noguès, de sa propre autorité, engagea l'Afrique du Nord dans la voie de la résistance. Sa ligne de conduite, poursuivie par le général Weygand lorsque celui-ci sera délégué du gouvernement en Afrique du Nord, puis par le général Juin, a permis à notre « Armée d'Afrique » d'échapper dans une large mesure aux effets de la démobilisation et d'intervenir en Tunisie aux côtés des Alliés dès le lendemain de leur débarquement.

Ensuite, le général Noguès et son équipe marocaine regagnèrent Rabat.

Le général Guillaume est nommé directeur adjoint des Affaires politiques le 21 octobre 1940, puis directeur le 1<sup>er</sup> mai 1941, en remplacement de M. Sicot, atteint par la limite d'âge.

Cette période de 1941 et 1942 est magistralement relatée (1) par le général Guillaume.

**Écoutons-le :**

Nommé directeur adjoint des Affaires politiques, mon souci le plus urgent fut de camoufler par tous les moyens les forces supplétives sur l'ensemble desquelles j'exerçais mon nouveau commandement. Je pensais en effet que le contrôle des commissions d'armistice serait moins aisé sur des forces légères de police réparties sur toute l'étendue du Maroc, et plus particulièrement dans les régions montagneuses de l'Atlas, que sur des unités régulières casernées dans des villes. En réalité, il s'agissait essentiellement d'accroître clandestinement les effectifs et la valeur des unités de supplétifs, en vue de les rendre aptes à des opérations contre un adversaire européen. Ce but sera atteint grâce à l'aide et au dévouement d'une remarquable équipe d'officiers des Affaires indigènes, dont les commandants Aunis et Pantalacci, grâce aussi à la complicité sans défaillance de la population tant française que marocaine.

Dès le mois d'août 1940, les goums étaient transformés en « méhallas chérifiennes », bientôt prises en charge par le budget du Protectorat. Malheureusement, ce dernier ne disposait pas des ressources suffisantes pour assumer effectivement une telle dépense. Seule solution : obtenir du gouvernement de Vichy qu'il attribue à la Résidence générale, avec toute la discrétion indispensable, les fonds nécessaires à l'entretien des formations supplétives « civilisées »... Ma première visite à Vichy fut pour le général Verneau, devenu chef d'état-major de l'Armée de l'armistice. Celui-ci s'engagea à mettre à leur disposition des cadres qualifiés, volontaires pour servir dans les méhallas chérifiennes ; il ne pouvait distraire un seul centime de son budget strictement contrôlé par les commissions d'armistice. J'allai au ministère des Affaires étrangères : les portes m'en furent ouvertes grâce à l'amitié qui me liait à M. Lagarde, directeur des Affaires politiques, qui avait été en Allemagne mon compagnon de captivité, et en qui je pouvais avoir la plus entière confiance. Après en avoir discuté, nous arrivâmes tous deux à la conclusion que le procédé le meilleur pour obtenir, avec le maximum de discrétion, le concours financier de son ministère, était que ce dernier consentit une augmentation substantielle des « fonds de pénétration », fonds secrets alloués à la Résidence générale à des fins politiques. Une lettre au ministre des Finances, rédigée par M. Lagarde et par moi-même, fut soumise à la signature de M. Rochat, secrétaire général des Affaires étrangères. A la question posée au sujet du montant du concours sollicité, je n'avais pas hésité à répondre : « Un milliard, renouvelable sans explication. » A ma grande surprise, j'appris dès le lendemain que cette somme nous était acquise. Ainsi, grâce au gouvernement de Vichy, il allait être possible à la direction des Affaires politiques du Maroc de disposer jusqu'en novembre 1942 des fonds nécessaires à une augmentation progressive des effectifs des forces supplétives ainsi qu'au camouflage des unités régulières dissoutes !

Le reste fut moins facile. En mars 1941, les Allemands exigèrent brutalement la dissolution des « méhallas » ou leur intégration dans l'armée de transition au détriment des forces régulières dont les effectifs seraient réduits en conséquence. Sans doute, malgré nos efforts de dissimulation, avaient-ils été alertés par leurs services de renseignements et plus encore par nos voisins espagnols. Je repris le chemin de Vichy pour tenter de faire abroger ce « diktat » dont l'application aurait ruiné nos projets et démolit le plan de mobilisation de l'Armée d'Afrique que le général Weygand préparait en secret à Alger. La décision appartenant à la Commission allemande d'armistice, le ministre de la Guerre — c'était alors le général Huntziger — me dirigea, fort sceptique, sur Wiesbaden où elle siégeait. J'effectuai le voyage dans un avion militaire allemand en compagnie d'officiers de la Wehrmacht, situation ambiguë et cruelle mais que j'étais bien décidé à supporter pour sauver à la fois mes goums et nos espoirs. A Wiesbaden, le général Doyen, chef de la délégation française, ne me cacha pas son pessimisme : depuis plusieurs semaines, les ponts étaient rompus avec la commission allemande. Néanmoins, celle-ci consentit à me recevoir. J'avais devant

(1) Toujours dans le même ouvrage : **Hommes de guerre**, p. 95 à 108.

moi, assis à une longue table, une dizaine d'officiers d'état-major allemands, sanglés dans leurs uniformes, la poitrine étoilée de nombreuses décorations. Leur jeunesse me surprit. Devant l'un d'eux un volumineux dossier me laissait prévoir un interrogatoire serré. Je me risquai à demander l'autorisation de faire une déclaration préliminaire. On me l'accorda.

— Quelles que soient les informations dont vous pouvez disposer, l'essentiel n'est-il pas de savoir si les buts que nous poursuivons en Afrique du Nord, vous et nous, sont opposés ou, au contraire, conciliables ? Le nôtre est précis : conserver sous notre autorité un territoire qui, lors du règlement final de la guerre, sera notre seul et dernier atout. Or l'Afrique du Nord est exposée à deux dangers qui peuvent se conjuguer : une intervention étrangère et un soulèvement interne. Rappelez-vous le Rif : deux années de lutte et 300.000 hommes, par moitié espagnols et français, ces derniers commandés par le maréchal Pétain, ont été nécessaires pour venir à bout d'une rébellion née dans une petite tribu. Que se passerait-il si un tel soulèvement se produisait dans l'Atlas marocain ? Seriez-vous disposés à envoyer 300.000 hommes et davantage sans doute, pour rétablir l'ordre dans une région difficile, peuplée de tribus anarchiques et belliqueuses, dont la soumission n'a été obtenue qu'en 1934 ? Or les forces supplétives dont vous exigez la suppression assurent précisément le maintien de la sécurité intérieure du Maroc ; leurs effectifs sont à peine suffisants pour remplir une telle mission sur un territoire aussi vaste. Quant à l'intégration des goums dans l'armée de transition, elle conduirait à réduire l'effectif des troupes régulières au-dessous du minimum strictement nécessaire pour faire face à une intervention étrangère. Tel est le vrai, le seul problème.

Je subis alors, pendant plus de deux heures, le feu de questions variées, mais très précises. Heureusement, les comprenant avant que l'interprète les traduisit, j'avais le temps de préparer mes réponses. Le dossier épuisé, le président, en me remerciant, me fit savoir que la décision appartenait au Commandement suprême (O.K.W.). J'attendis donc à Wiesbaden le verdict. Il était à demi satisfaisant : les Goums étaient bien maintenus à leur effectif maximum, 16.000 hommes, mais les forces régulières d'Afrique du Nord devraient subir une réduction portant, au Maroc même, sur un régiment de tirailleurs et un groupe d'artillerie (1). Cette dernière mesure restera pratiquement sans conséquence, car le budget élastique des méhallas permettra le camouflage instantané des unités dissoutes. J'avais menti effrontément à la Commission allemande d'armistice. Les Goums avaient été ainsi sauvés mais je venais de passer les heures les plus douloureuses de ma vie.

En dépit de la décision de Wiesbaden, le renforcement et l'entraînement des Goums se poursuivirent à un rythme accéléré. L'effectif total des goumiers finira même par atteindre 26.000 au lieu de 10.000 environ en 1939. Sous l'étiquette de « méhallas chérifiennes », furent ainsi formés clandestinement des tabors de trois ou quatre goums, puis quatre « Groupes de supplétifs marocains » (G.S.M.) de trois tabors chacun (2), auxquels on ajouta dix tabors supplémentaires. L'entraînement des unités se poursuivit clandestinement, mais n'était-ce pas un coup de poker que de rassembler en mai 1942, en pays berbère, au nord de Khénifra, pour une manœuvre de deux jours, deux groupes de tabors sur le pied de guerre, à l'insu de la Commission de contrôle allemande ? Le but de ce rassemblement était double : donner à nos Goums le sentiment de leur force et de leur cohésion ; impressionner favorablement les tribus berbères de l'Atlas par cette éclatante manifestation de notre présence. Plus de 5.000 hommes, à l'issue des manœuvres, défilèrent devant le général Noguès. A la fin de la diffa, offerte sous d'immenses tentes noires par les chefs zaïans, le pacha Hassan se pencha vers moi et me dit à l'oreille : « Si j'ai bien compris, ce n'est pas fini ? » Je lui répondis : « Ce n'est pas même commencé. »

Les Goums n'étaient d'ailleurs pas les seules formations que nous camouflions. Ainsi, les tirailleurs démobilisés étaient transformés en travailleurs : on ne fit jamais autant de charbon de bois au Maroc que pendant cette période ! En

(1) En octobre 1940, les effectifs en A.F.N. avaient été limités à 100.000 hommes.

(2) Cette dénomination sera remplacée au début de 1943 par celle de « Groupe de tabors marocains » (G.T.M.).

1942, les effectifs plus ou moins déguisés totaliseront 50.000 hommes environ en dépit des investigations des services de renseignements ennemis dont les agents étaient détectés et neutralisés définitivement. Quant à la Commission allemande de Fédala, elle fut surveillée si étroitement que, pratiquement isolée, elle ne put recueillir aucune information précise sur notre vaste entreprise. Nous liron dans un document tombé entre nos mains en novembre 1942 : « Nous avons le sentiment que les Français nous cachent quelque chose mais, de toute façon, cela n'a pas grande importance, car ces goums n'ont aucune espèce de valeur militaire et n'en auront jamais. Il ne peut être question en effet de transformer en unités de combat valables ces bandes de paysans berbères peu évolués. » Les pages qui suivent mettront en lumière ce que vaut ce jugement !

Devenu directeur des Affaires politiques en mai 1941, j'exerçais non seulement le commandement des forces supplétives mais j'assumais simultanément, sur l'ensemble du territoire, des fonctions de contrôle qui me permettaient d'entretenir des contacts personnels avec les principales personnalités marocaines des villes et du bled. L'équipement du pays se poursuivait de façon méthodique, et nous nous ingéniions très assidûment à améliorer les conditions de vie des indigènes qui souffraient du rationnement de certains produits considérés essentiels par eux, sucre et cotonnades. Les partis nationalistes s'abstenaient de toute agitation, frappés sans doute par la déclaration pleine de noblesse faite par le sultan Sidi Mohammed aux heures sombres de juin 1940 :

« Si la France était un petit pays de cinq ou six villes, si l'histoire de France ne datait que d'une cinquantaine d'années, nous aurions des craintes justifiées pour votre avenir. Mais votre pays étant l'immense et riche France que je connais bien, et l'histoire du peuple français forçant l'admiration, ce serait un crime de douter des destinées de la France. Tous les peuples ont subi des revers au cours de leur histoire, mais c'est dans la réaction contre l'adversité qu'ils font preuve de leur vitalité et de leur valeur. »

Ces paroles confirmaient celles qu'il avait prononcées en 1939 : « Il est de notre devoir le plus absolu de manifester au gouvernement de la France notre reconnaissance pour tout ce qu'elle a fait pour nous... » En fait, de 1940 à 1942, malgré notre défaite, le calme n'a cessé de régner au Maroc. De la part de nos forces supplétives, où personne n'ignorait nos organisations secrètes, aucune trahison ne fut enregistrée.

### **Le débarquement allié en Afrique du Nord**

Je devais me rendre souvent à Vichy pour entretenir des contacts avec le 2<sup>e</sup> bureau de l'E.M.A. et demander au général Verneau des suppléments de cadres qualifiés pour mes tabors. M'y trouvant dans les premiers jours de novembre 1942, j'appris qu'un convoi naval très nombreux avait quitté les Etats-Unis et faisait route vers l'Est. On ignorait sa destination, encore qu'on la situât généralement à Dakar. Il fallut me prévaloir d'une priorité absolue pour obtenir une place à bord du premier avion pour Alger où je bondis chez le général Juin pour lui communiquer les informations recueillies à Vichy. Celui-ci, qui avait remplacé depuis un an le général Weygand dans ses fonctions de commandant en chef en Afrique du Nord, avait bien été contacté à la mi-octobre par M. Murphy (1), mais l'agent secret d'Eisenhower, loin d'abattre ses cartes, n'avait parlé que d'un soutien américain au cas d'une attaque allemande contre l'A.F.N., ajoutant que cette intervention des Etats-Unis ne se produirait que sur l'appel du gouvernement français. Ainsi, dans la journée du 5 novembre, le général commandant en chef ignorait complètement que des forces nombreuses, américaines ou anglaises, étaient sur le point de prendre pied en Afrique du Nord, et qu'à Alger même, quelques « conjurés » se préparaient à agir contre les autorités en place pour faciliter l'opération.

Pour ma part, je savais que le gouvernement français s'était engagé à défendre l'Afrique du Nord contre toute agression, d'où qu'elle vint, et j'avais

(1) Mémoires du général Juin au sujet des événements survenus en novembre 1942 en Afrique du Nord.

de sérieuses raisons de craindre qu'en cas de débarquement, à Dakar ou ailleurs, les troupes françaises résisteraient. A la question que je lui posai sans détours :

— Supposons que les Américains arrivent devant nos ports, qui prendra la décision de nous retourner, c'est-à-dire de les accueillir et de nous joindre à eux contre les Allemands ?

Le général Juin répondit sans hésiter :

— Moi, évidemment.

Rassuré par cette affirmation et accordant une totale confiance à notre chef militaire, je passai la nuit à Alger et rentrai le 6 novembre à Rabat. Sans doute aurais-je dû me présenter, dès mon arrivée, au résident général ; j'ai pensé qu'il était superflu d'aller répéter au général Noguès des informations incontrôlées et autres propos qu'Alger lui avait fait connaître certainement. J'ai eu tort. Le 8 au matin, en effet, je fus réveillé par le bruit des bombes tombant sur le terrain d'aviation de Rabat. Courant à la Résidence, j'y appris les événements qui s'étaient déroulés au cours de la nuit. Mon témoignage personnel n'a pas tant pour but de confirmer ce qui a été raconté maintes fois et en détails par différents auteurs que de tenter d'expliquer l'attitude du général Noguès au cours de ces dramatiques journées.

Le général Béthouart, commandant la division de Casablanca, avait été désigné par le général Giraud pour prendre le commandement au Maroc. Surpris lui-même par l'arrivée des troupes américaines, qu'il ne supposait pas imminente (1), il n'avait pas cru devoir en informer préventivement le Résident général. Par contre, il avait alerté le régiment de Rabat, le R.I.C.M. du colonel Magnan, qui, dans la nuit, avait cerné l'état-major et arrêté le général Lascroux, commandant supérieur. Béthouart avait délégué ensuite auprès du général Noguès son aide de camp, le capitaine de Verthamont, neveu de Mme Noguès. Mais le Résident général avait cru à un putsch plus ou moins gaulliste, l'hypothèse d'un débarquement américain ne lui venant pas à l'esprit, car, expliquera-t-il plus tard, il n'imaginait pas possible que les Etats-Unis, entrés en guerre depuis moins d'un an, aient pu mettre sur pied en si peu de temps des troupes capables d'affronter la Wehrmacht. Du moins Béthouart n'était-il pas allé jusqu'à faire arrêter le Résident général (2). Le R.I.C.M. s'était finalement retiré et le général Noguès était resté libre de ses mouvements et de ses liaisons.

Quand il fut évident qu'il ne s'agissait pas d'un putsch mais de l'arrivée des troupes américaines, sans aucun avertissement et annoncée seulement à coups de canon, la ligne de conduite du Résident général ne s'écarta pas de celle qui avait été fixée depuis longtemps par le gouvernement : résister à toute agression. M'étant présenté à lui il me donna l'ordre de mobiliser les forces supplétives « pour jeter les Américains à l'eau ». Avions-nous tant peiné — Noguès le premier — depuis deux ans pour en arriver à nous battre contre ceux dont nous espérions tant la venue ? Je ne puis m'y résoudre, et objectai que je ne voyais pas mes goudiers refoulant les chars américains. J'ajoutai :

— Le massacre qui en résulterait provoquerait la perte du Maroc et de l'Afrique du Nord.

Pendant trois jours la plus grande confusion régna à tous les échelons et eut pour tragique conséquence de prolonger un combat coûteux et stupide où trop de sang coula par la faute d'un « secret trop bien gardé ». Je n'en referai pas ici le récit (3).

J'ai vécu assez longtemps auprès du général Noguès et apprécié son patriotisme dans des circonstances difficiles et douloureuses pour tenter d'expliquer son attitude.

(1) Il a été averti de l'heure du débarquement le 6 à 19 heures (général Béthouart : *Cinq années d'espérance - Mémoires de guerre 1939-1945*, Plon, 1968, p. 136).

(2) C'est lui, au contraire, qui sera arrêté vers 8 heures du matin et incarcéré à Meknès. Le 10, avec son chef d'état-major, le colonel Molle, mon camarade de promotion, mon adjoint le contrôleur civil Boniface et d'autres, il sera traduit devant un tribunal d'exception, qui fera trainer les choses. Je dois à la vérité de dire que la première réaction du général Noguès avait été de faire transférer les « conjurés » à Vichy en avion. C'était les envoyer au poteau d'exécution : je réussis sans peine à l'en dissuader.

(3) Voir Jacques Mordal : *La bataille de Casablanca*.

Tout d'abord, il aurait sans la moindre hésitation résisté aux Allemands, si c'étaient eux qui, les premiers, avaient envahi l'A.F.N. L'ignorance dans laquelle il a été laissé des desseins alliés, a fait que ses réactions initiales ont été celles d'un homme froissé de n'avoir pas été jugé digne d'être informé de ce qui se préparait ; d'un homme humilié aussi d'avoir failli être supplanté, voire arrêté, par un subordonné ; d'un chef militaire choqué par l'aspect de révolte armée que revêtait l'opération dans ses premières heures. Je demeure convaincu que, s'il avait été mis au courant, il aurait saisi que le moment était venu pour l'Armée française de rentrer dans la guerre, avec l'appui des Alliés qui lui avait manqué en 1940. Appartenant depuis six ans à l'entourage immédiat du Résident, j'étais, sans doute, le seul à posséder suffisamment sa confiance pour tenter avec quelque chance de succès de le convaincre. Lorsque je reprocherai à Béthouart : « Comment n'avez-vous pas pensé à moi pour agir sur le général Noguès ? », il me répondra : « Vous n'étiez pas là. » Or, j'étais rentré à Rabat le 6 novembre, alors que Béthouart était informé de l'imminence du débarquement (1). Plus tard, Béthouart reconnaîtra que s'il avait personnellement pris contact avec le général Noguès, « il n'y a pas de doute que celui-ci aurait marché et que nous aurions évité ce qui est arrivé ».

Le commandement américain n'a pas fait grief au général Noguès de son attitude. Un grand chef lui dira même : « Nous n'aurions pas confiance en vous si vous ne nous aviez pas tiré dessus parce que nous ne saurions pas si vous êtes capable de remplir un devoir douloureux. » Quoi qu'il en soit, le feu ayant cessé partout le 11 novembre, Français et Américains fraternisèrent aussitôt, et le général Clark, puis Eisenhower ne virent aucun inconvénient à collaborer avec ceux qui les avaient reçus à coup de fusil. Pour sa part, le général Noguès s'employa — et réussit — à instaurer un climat de confiance entre la Résidence générale et l'état-major américain. C'est ainsi que le général Patton, qui commandait la « Western Task Force », c'est-à-dire l'ensemble des troupes américaines débarquées au Maroc, exprima le désir de me rencontrer, en ma qualité de directeur des Affaires politiques. Je me présentai donc à lui. Haut en taille et en couleur, le général Patton était sans doute, en 1942, le seul officier général américain à avoir conservé la tenue de son arme d'origine, la cavalerie : culotte Saumur, bottes miroitantes. Je savais qu'au cours de la Première Guerre mondiale, il avait combattu dans les rangs des troupes américaines envoyées sur le front français.

Notre entretien s'engagea aussitôt sous le signe d'une totale franchise dont la cordialité parfois brutale convenait sans doute le mieux à nos deux tempéraments.

GENERAL PATTON : Vous êtes colonel de l'Armée française. Comment pouvez-vous admettre que des soldats français aient tiré sur des soldats américains ?

— Cela n'a rien de surprenant. En 1917, vous avez attendu trois ans avant de venir à notre secours. Vous venez de récidiver. Une fois de plus, l'Armée française a dû se sacrifier à l'avant-garde des pays libres. Si vous aviez débarqué en 1940, vous auriez été couverts de fleurs. Cette fois, vous avez bien failli être rejetés à la mer. Comment vous en plaignez ?

GENERAL PATTON : Vous êtes directeur des Affaires politiques du Protectorat. Sans doute connaissez-vous bien le Maroc ?

— Je crois le connaître, ayant passé ici, dans diverses fonctions, presque toute ma carrière.

GÉNÉRAL PATTON : Je voudrais vous poser deux questions. Première question : nous allons créer à Casablanca une base extrêmement importante. Il est essentiel pour nous que les communications entre cette base et l'Algérie soient hors de toute atteinte. Pensez-vous que la proximité de la zone espagnole représente un danger pour la sécurité de ces communications ?

(1) Mon adjoint, M. Boniface, avait été contacté, et se garda bien de me mettre au courant. « M. Boniface se rallie, écrit le général Béthouart (op. cit., p. 148) ; il nous rejoindra dans la nuit à Rabat, après avoir prescrit à tous les contrôleurs civils du Maroc de n'obéir qu'à mes instructions. »

— Je suis convaincu qu'il n'en est rien. En 1940, lorsqu'au lendemain de nos désastres les troupes nazies atteignirent Hendaye, il pouvait être tentant pour elles de foncer à travers l'Espagne sur Gibraltar, afin d'y tirer un verrou sur la Méditerranée. Or les avant-gardes allemandes se sont arrêtées à la frontière. La majeure partie des troupes françaises d'Afrique du Nord étaient concentrées en Tunisie et nous n'avions laissé alors sur la frontière du Rif qu'un mince rideau de forces auxiliaires. L'occasion était propice pour Franco de se saisir du Nord-Marocain et de l'Oranie depuis longtemps convoités par les nationalistes espagnols. Il s'en est abstenu. Au moment où la victoire de l'Axe paraît de plus en plus aléatoire, à la suite des revers subis en Russie par les armées hitlériennes, et où l'intervention américaine fait pencher la balance du côté des Alliés, est-il imaginable qu'il lance l'Espagne dans une aventure a priori sans issue ?

GÉNÉRAL PATTON : En définitive, à votre avis, quels effectifs devrions-nous laisser sur la frontière nord du Maroc français pour assurer de façon absolue la sécurité de nos communications avec l'Algérie ?

— J'estime que ce serait de votre part une erreur d'immobiliser à cette fin une seule unité. Le danger n'est pas au Maroc. Il est en Tunisie où vous devriez pousser de toute urgence le maximum de forces. Peut-être est-il déjà trop tard ?

GÉNÉRAL PATTON : Deuxième question : quels moyens devons-nous laisser au Maroc français pour assurer la sécurité de nos troupes et de nos installations ?

— Malgré notre défaite de 1940, le Maroc est resté fidèle à la France. En ma double qualité de directeur des Affaires politiques et de commandant des forces supplétives, troupes de sécurité par excellence, je puis vous assurer de la façon la plus formelle que les troupes américaines n'ont rien à craindre des Marocains. Votre présence même doit contribuer au maintien de la paix intérieure.

« Dans ces conditions, il n'est pas plus logique d'immobiliser des unités américaines pour la sécurité de vos troupes que pour la protection de vos communications avec l'Algérie. Non seulement nous sommes en mesure de garantir une sécurité totale dans l'ensemble du pays, mais nous nous sommes préparés à vous apporter le concours de plusieurs divisions parfaitement encadrées et entraînées, dont seul l'armement reste à moderniser. De plus, à l'insu des commissions d'armistice, nous avons multiplié au Maroc les effectifs des forces supplétives et en avons fait des unités de combat légères et rustiques, remarquablement aptes à des opérations en montagne. Placées sous mon commandement, elles sont, dès maintenant, en partie disponibles. »

Le général Patton, se tournant vers l'officier interprète et ignorant que je comprends l'anglais, lui dit en me désignant : « This man is worth three divisions » (cet homme vaut trois divisions.) Puis, s'adressant à moi de nouveau :

— Quelle va être, d'après vous, l'attitude des Espagnols de la zone voisine à mon égard ?

— Ils vont vous inviter à déjeuner.

— Vraiment ?

— Je puis même vous prédire que vous serez invité au Palafito, résidence du haut commissaire proche de Larache.

L'entretien était terminé. Quelques jours plus tard, le général Patton fut invité par le général Orgaz, haut commissaire du Maroc espagnol, à lui rendre visite au Palafito. Il me demanda de l'accompagner. Ayant trop souvent constaté, depuis 1940, l'hostilité à notre égard de certaines personnalités du haut commissariat espagnol, je n'étais pas fâché d'arriver chez nos voisins aux côtés du général américain. Au cours des semaines suivantes, j'eus souvent l'occasion de lui présenter, au cours de nombreux déplacements à l'intérieur du Maroc, nos unités de supplétifs, et il fut un des premiers à comprendre le concours que de telles troupes pouvaient apporter en montagne aux grandes unités américaines totalement motorisées et mécanisées, donc liées au réseau routier. Je ne devais pas revoir le général Patton. On sait que peu de semaines après la fin de la guerre, il trouva la mort dans un accident de jeep.

Cependant, réagissant avec une rapidité surprenante, les Allemands avaient précédé nos alliés en Tunisie et contraint nos troupes à se replier vers l'ouest. Le

Maroc et l'Algérie constituait des divisions de marche, et dès les premiers jours de décembre, deux groupes de tabors marocains (G.T.M.) (1), mobilisés presque instantanément, étaient dirigés vers le nouveau théâtre d'opérations. Sur le plan politique, les événements allaient se succéder : le 24 décembre, l'amiral Darlan, qui exerçait l'autorité suprême en Afrique du Nord, était assassiné dans des circonstances troublantes ; du 14 au 24 janvier 1943 se déroulait à Anfa, faubourg résidentiel de Casablanca, une conférence interalliée au cours de laquelle le président Roosevelt et Churchill se concertaient pour établir, en vue de la poursuite des opérations dans le bassin méditerranéen, une autorité solide en A.F.N. ; le 30 mai, le général Giraud accueillait à Alger le général de Gaulle. Le 3 juin était constitué le « Comité français de libération nationale » (C.F.L.N.).

Dès lors, le sort du général Noguès était scellé. Pressentant que le général de Gaulle exigerait son départ, il donna sa démission dès le 4 juin. Je fus le seul de ses collaborateurs immédiats à le saluer à la frontière du Maroc espagnol qu'il traversait pour se rendre au Portugal. Dix ans plus tard, devenu moi-même Résident général, je suis allé le voir à Lisbonne où il menait une existence retirée, très modeste, ayant remboursé par la vente d'une propriété familiale l'avance de fonds que lui avait faite le président Salazar pour lui permettre de subsister. (2)

Pour avoir travaillé à ses côtés, pour avoir depuis 1940 exercé les fonctions « compromettantes » de directeur des Affaires politiques, pour n'avoir pas rallié la France libre, allais-je être moi-même soumis aux rigueurs des tribunaux d'exception qui, « épurant » à tour de bras, frappaient les Français ayant adhéré à la Légion française des combattants ou ne s'étant pas convertis assez tôt au gaullisme ? Je dus au témoignage de mon adjoint, M. Boniface — qui allait être mon successeur — de ne pas être inquiété. Une décision du général Noguès, datée du 2 juin, avait créé le Commandement des Goums marocains et m'y avait affecté. Cette mesure fut confirmée par le général Giraud qui me nomma général de brigade à titre temporaire et me confia le commandement des Goums marocains du corps expéditionnaire en cours de formation. Cette fois, mes fonctions « politiques » étaient bien terminées, je n'étais plus que soldat, et pourvu du plus beau commandement dont je pouvais rêver.

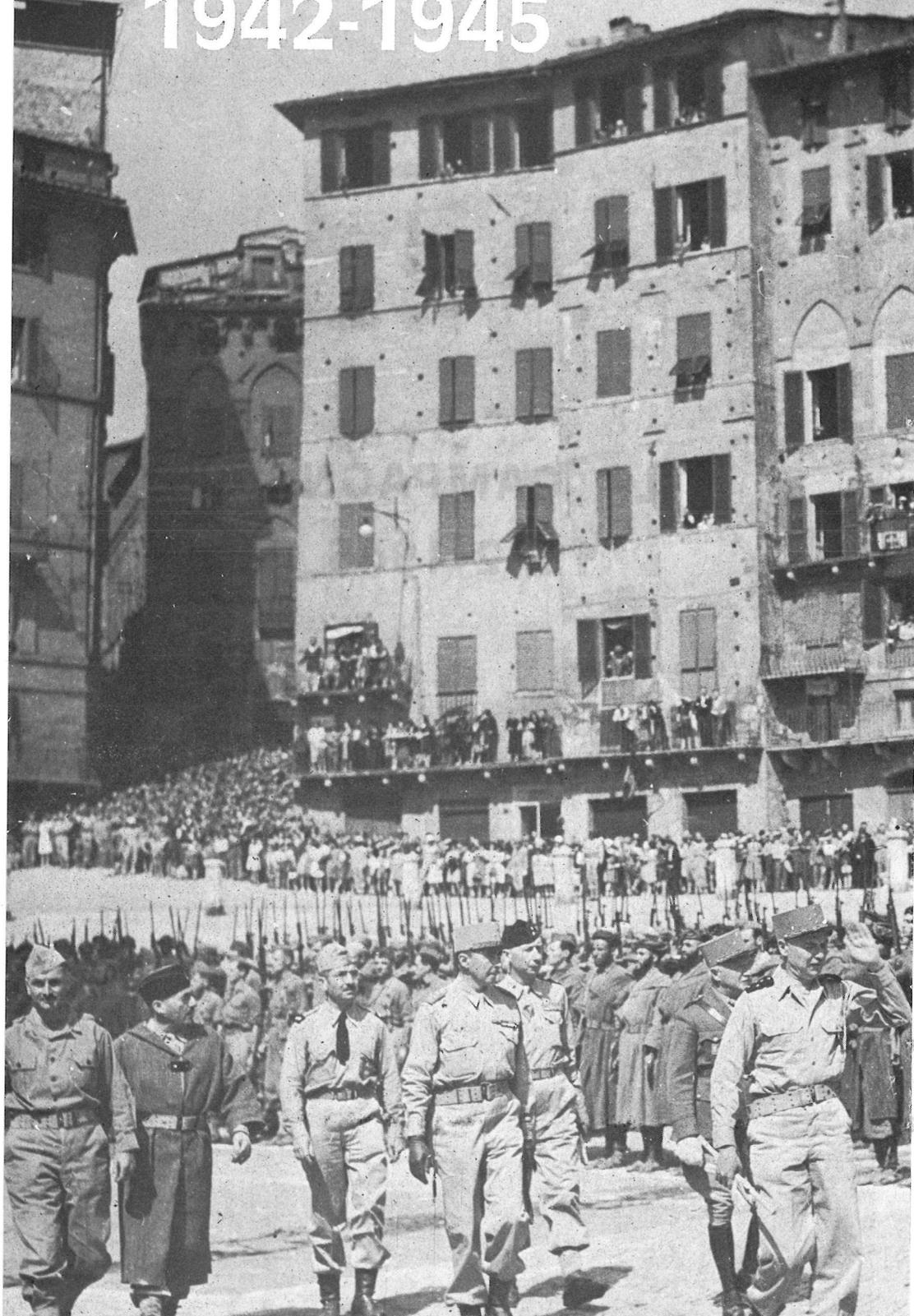
---

(1) 1<sup>er</sup> G.T.M. (colonel Leblanc), 2<sup>e</sup> G.T.M. (colonel de Latour). Plus tard, le IV<sup>e</sup> tabor (commandant Verlet) participera aux opérations de la Sicile dans l'armée du général Patton.

(2) On sait que le général Noguès, condamné en novembre 1947, par contumace, à vingt ans de travaux forcés et à la dégradation nationale à vie, fut relevé de cette condamnation lorsqu'il rentra en France et se présenta devant la Cour de justice en 1956. Il est décédé à Paris le 20 avril 1971 dans sa quatre-vingt-quinzième année.

**LA CAMPAGNE  
1942-1945**

1942-1945







## Le général Guillaume et les Goums

Le général Guillaume n'était pas qu'un « homme de guerre ». D'autres tâches importantes, militaires, politiques, diplomatiques lui ont été confiées ; mais je pense que la période qu'il a vécue avec les goums est peut-être celle qui correspondait parfaitement à son caractère et à ses goûts et qui lui aura apporté le plus de joies et de satisfactions.

Cette « aventure des tabors », il l'a préparée de longue date. Je suis toujours plein d'admiration pour la foi et l'espoir dont il a fait preuve au lendemain de notre douloureuse défaite de 1940.

Revenu au Maroc en octobre 1940, j'ai trouvé chez le colonel Guillaume une sorte de certitude de notre redressement et de notre revanche. « Corrigé » comme je l'avais été au mois de juin et par une captivité de deux mois, j'ai été stupéfait de voir avec quel courage et quelle efficacité il préparait cet outil merveilleux qu'allaient devenir les goums : accroissement de leur nombre, adaptation de leur entraînement, camouflages de toutes sortes devant les commissions d'armistice, défense admirable de ces « forces locales de police » devant la commission allemande de Wiesbaden. Il y avait une sorte d'intuition dans tout cela.

Malgré les réticences de beaucoup, des obstacles de toutes sortes, il démontre — et combien brillamment — que les goumiers étaient des guerriers remarquables, parfaitement adaptés à la guerre moderne, en montagne spécialement, mais aussi en plaine, en hiver comme en été, de la Tunisie jusqu'à l'Allemagne.

C'est en mai 1943 que je fus appelé à Rabat par le colonel Guillaume, directeur des Affaires politiques :

— Vous allez être le chef d'état-major du commandement des goums (C.G.M.) dont je serai le patron.

A la fois flatté et inquiet :

— Pourquoi moi ?

— Parce que je vous connais bien, que vous êtes breveté et que vous serez bien reçu dans les états-majors.

Le 2 juin, une décision du général Noguès créait le « Commandement des goums marocains ». Le colonel Guillaume, promu général par Giraud, était désigné pour être le chef de cette nouvelle unité. Un état-major restreint fut constitué.

Ce fut pour le général au képi bleu ciel et son embryon d'état-major une période d'intense activité. Il fallait prévoir un organigramme détaillé de ce C.G.M., établir les tableaux d'effectifs, les demandes d'armement, d'habillement, de moyens de transmissions et de transports.

Le général donnait ses directives et suivait de très près les travaux de l'état-major, en particulier du bureau du personnel (commandant Pantalacci) et du

1<sup>er</sup> bureau (commandant Aunis). Mais il faisait largement confiance à ses collaborateurs qui pouvaient travailler en toute liberté d'esprit.

L'équipement général des goudiers était laborieux parce que leur existence n'avait pas été prévue lors de l'accord d'Anfa entre les généraux Giraud et Clark. C'est bien évidemment sur ce chapitre que le général Guillaume devait se battre, insister, revenir... Dès que les goudiers démontrèrent leur valeur au combat, ces problèmes s'amenuisèrent vite...

Outre ces démarches, le général se déplaçait au Maroc où il veillait à la mise en condition des gouds et des tabors qui se créaient, en même temps que les deux premiers G.T.M. (Leblanc et Latour) étaient stationnés dans la région de Tlemcen où il perfectionnaient leur entraînement après la dure expérience de Tunisie.

Fin juillet 1943, le général Juin installait son état-major à Trouville, petite station balnéaire à l'ouest de Mers el Kébir. Le général Guillaume choisit pour son état-major la proximité de Tlemcen, au lieu-dit « Les Petits-Perdreux », à côté de ses deux G.T.M. Lui-même poursuivait ses contacts tant au Maroc qu'à Alger et à Trouville.

C'est lors d'une de ses visites à Alger qu'il rencontra pour la première fois des officiers des F.F.L. en tenue anglaise et portant la croix de Lorraine. Leurs contacts avec les Français en tenue réglementaire n'étaient pas des plus cordiaux. Tout cela devait s'effacer par la suite.

Ce qui était plus grave et choquait profondément le général, c'étaient les débâchages qui se produisaient parmi les hommes et gradés de certaines unités, leur promettant des avantages immédiats.

La personnalité du général Guillaume s'affirma une fois de plus lorsqu'il demanda à être reçu par le général de Gaulle à Alger pour lui « faire part de son amertume et de son indignation ». La demande d'audience fut acceptée, mais l'accueil fut extrêmement froid, pratiquement pas de conversation, plutôt un monologue franc et courageux. En sortant de cette entrevue, le général me dit qu'il avait « libéré sa conscience ». Il restait néanmoins un peu inquiet sur d'éventuelles conséquences. Inquiétude qui, fort heureusement, ne dura pas.

Un des soucis du général était de conserver ses G.T.M. aussi groupés que possible et d'en faire une véritable grande unité. Il tenta en vain de se voir affecter des éléments d'artillerie. Pendant cette période « pré-Italie », il ne put réaliser ce désir : un tabor fut pris avec Patton pour la Sicile, le général Giraud « emprunta » le 2<sup>e</sup> G.T.M. (Latour) pour l'opération de Corse, en septembre. Les 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> G.T.M. partirent en Italie en novembre et décembre.

Il était temps, désormais, de transférer l'état-major du C.G.M. en Italie.

Le 21 janvier, le général Guillaume et son chef d'état-major prenaient l'avion pour Naples. Le général souhaitait prendre contact le plus rapidement possible avec le commandant du C.E.F. Il fallait montrer que le C.G.M. n'était pas qu'un organe administratif, mais qu'il comportait un état-major au complet avec ses bureaux, ses services, son Q.G. Cet état-major suivit quelques jours plus tard par voie de mer.

Dès son arrivée en Italie, le général Guillaume se rend au P.C. du général Juin à Venafrò. Auprès du commandant du C.E.F., il est sûr d'être compris et de récupérer aussi rapidement que possible ses unités déjà engagées : le 4<sup>e</sup> G.T.M. avec la 2<sup>e</sup> D.I.M. et le 3<sup>e</sup> G.T.M. avec la 3<sup>e</sup> D.I.A.

Le même jour, le général Guillaume se présente au P.C. du général américain Clark, à Caserte, dont dépendait le C.E.F. La visite fut cordiale ; mais c'était le jour du débarquement d'Anzio et Clark ne manquait pas de soucis.

Le premier contact avec les tabors a lieu le lendemain au P.C. du colonel du Bist (3<sup>e</sup> G.T.M.). En revenant de nuit à Venafrò, le command-car où le général avait pris place se retourna et tomba sur lui. Immobilisé pendant une dizaine de jours, le général ne veut pas quitter son P.C. sommaire de Venafrò. Il est obligé de rester allongé. Il souffre beaucoup, mais n'en laisse rien voir. La mauvaise humeur s'estompe rapidement quand il apprend que le général Juin lui confie la responsabilité du sous-secteur nord de la 2<sup>e</sup> D.I.M. Il a sous ses ordres le 4<sup>e</sup> G.T.M., le 4<sup>e</sup> R.T.M. et., la brigade italienne du général Utili (8.000 hommes).

Cette brigade italienne, constituée par le maréchal Badoglio au moment où il se sépara de Mussolini, se regroupa sous les ordres du général Utili. Le haut commandement allié l'affecta au C.E.F. — frères latins, la compréhension était plus facile. Le C.E.F. la confia au général Guillaume, originaire de Guillestre, non loin de l'Italie, et qui, de plus, parlait italien. La compréhension fut excellente. Le chef d'état-major du C.G.M. y retrouva un camarade de l'E.S.G., le capitaine Canale. Le capitaine Tasle fut chargé de la liaison avec cette brigade. Il s'acquitta à la perfection de sa délicate mission. A plusieurs reprises, Auroch fit la tournée des popotes. Ses interventions eurent partout un profond retentissement. Il n'était pas rare de le voir arracher des larmes aux yeux des Italiens.

La présence de cette unité valut au général Guillaume la visite à son P.C. du prince de Piémont.

A ces unités, R.T.M., G.T.M., brigade Utili, vinrent s'adjoindre des unités d'artillerie françaises et américaines.

Dans ce secteur large de 30 kilomètres dit « passif », Auroch se révéla un homme de terrain remarquable et très entraîné, fatiguant largement par plusieurs heures de marche l'officier qu'il prenait avec lui.

Cette période défensive fut mise à profit pour compléter et étoffer l'état-major réduit qui avait été constitué. Le général forma une équipe homogène, tant dans les bureaux que dans les services où l'entente et l'amitié contribuaient à l'efficacité et au dynamisme. Le général de Gaulle vint nous visiter, mais son passage apporta émotion et inquiétude à tous car il fit allusion à un retour prochain au Maroc. Une fois de plus, Auroch dut prévenir le danger. Il avait dans le commandant du C.E.F. un ami et un avocat convaincu qui réussit à nous apaiser.

Fin mars, une réorganisation des zones de combat intervint et le secteur que tenait le C.G.M. fut passé à la brigade italienne et à des unités polonaises du général Anders. Le P.C. s'installa à Campo, dans la région du bas Garigliano. L'offensive de printemps se préparait.

Poursuivant son idée d'avoir en main un outil solide et spécialisé dans la guerre de montagne, le général Guillaume regroupait les deux G.T.M. déjà en Italie (3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup>) tandis que le 1<sup>er</sup> G.T.M. du colonel Leblanc arrivait d'A.F.N. et débarquait à Naples le 17 avril. A son grand regret, il ne put récupérer le 2<sup>e</sup> G.T.M. (de Latour), maintenu en Corse.

Malgré cette absence très regrettée, le général Guillaume a pu écrire : « J'avais maintenant autour de moi les trois quarts de mes tabors, soit 10.000 guerriers berbères prêts à se jeter dans les montagnes. L'une d'elles, le Petrella, dressait son énorme masse rocheuse et grise devant mon P.C. de Campo. »

Quelle belle satisfaction en effet pour celui qui avait toujours cru à la valeur de l'outil qu'il préparait ! Quel chemin parcouru depuis sa visite à Wiesbaden devant la Commission d'armistice allemande !

Les mouvements d'unités et ces regroupements correspondaient à la mise en place d'un dispositif préparant l'offensive du mois de mai. Ils étaient le résultat de l'accord donné par le haut commandement allié au plan du général Juin.

Les offensives frontales devant Cassino avaient pratiquement échoué malgré l'héroïsme et les sacrifices des troupes américaines et polonaises.

Le C.E.F., mieux équipé pour la guerre de montagne que nos alliés, allait être le magnifique artisan de cette victoire.

Une huitaine avant le déclenchement de l'offensive vers Rome, les généraux Clark et Juin s'arrêtent au P.C. d'Auroch. Il fut convenu que lors du déclenchement de l'offensive, les Américains, nos voisins de gauche, s'empareraient du village de Spigno, situé sur les premières pentes du Petrella et en constituant la véritable clef ; nous interviendrions immédiatement au-delà dans le massif, privé de tout chemin carrossable ou même « jeepable ». Auroch demanda en outre une dotation supplémentaire de postes radio portatifs (genre talkie-walkie). Ce qui fut attribué très rapidement.

L'attaque démarra dans la nuit du 11 au 12 mai. Les divisions chargées d'assurer la percée de la ligne Gustav ne progressèrent que très peu mais les renseignements donnés par les nombreux prisonniers faits par nous donnaient de l'espoir. Dès le lendemain, l'offensive fut reprise et au soir du 13 mai, après des luttes dures et coûteuses, la rupture était réalisée dans le secteur du C.E.F.

Le général Sevez, commandant le « corps de montagne » (C.G.M. + 4° D.M.M.) constitua deux groupements mixtes d'exploitation. Celui d'Auroch était à l'extrême gauche du C.E.F., non loin de l'étroite plaine littorale en direction d'Anzio, où opérait le 2° C.A.U.S.

L'idée dominante du général Guillaume est de foncer le plus rapidement possible pour permettre aux Américains de progresser dans la plaine.

A partir de cette idée et dans les conditions où se trouvait son groupement, il n'était plus possible d'attendre des ordres qui, s'ils arrivaient, étaient caducs. Nous avions un axe, une mission lointaine ; il fallait foncer le plus vite et le plus loin possible. Les ordres se donnaient soit directement, soit par radio, en arabe ou en français.

Le chef d'état-major se déplace — à pied, évidemment —, avec un appareil radio à l'épaule droite, branché sur le général Sevez, un autre sur l'épaule gauche, branché sur le G.T.M. de pointe, et pour celui-ci, le « zid el gouddam » est fréquemment suffisant.

Dès le 18 mai, le général Sevez nous renforça par une batterie d'artillerie. Le capitaine Houette commandant cette batterie partit à la recherche du P.C. Auroch. Mission difficile, de nuit, dans un terrain inconnu vers un P.C. très mobile. L'inquiétude commence à pointer quand Houette entend par deux fois s'exprimer à la radio une voix volontaire : « Dans ce cas, je demande à être relevé de mon commandement. » C'était Auroch à qui on voulait prélever un tabor ! Le tabor ne fut pas déplacé et Houette trouva son P.C.

Auroch conservait son outil renforcé et se félicitait des appareils radio supplémentaires qu'il avait obtenus.

La surprise des Allemands fut complète : un bataillon allemand s'engagea dans une vallée, sans souci pour les crêtes. Il s'était jeté dans la gueule du loup.

C'est au cours de cette avance fulgurante que se situe l'anecdote du col de la Palombara. De ce col on voyait dans la plaine de Frosinone des P.C. importants allemands (D ou CR) situés dans le secteur anglais. L'ennemi étant largement débordé, la réaction d'Auroch est immédiate : « Nous avons enfoncé la porte, Qu'on y fonce. » Il bondit dans une jeep, accompagné de Lyautey et de Simiot et file vers le P.C. du général Sevez. Le général est sur le terrain ; la décision ne peut être prise à cet échelon ; il faut sauter cet échelon et atteindre le général Juin. Celui-ci ne se laisse pas attendre : « Zone anglaise qui doit être arrosée demain par des avions anglais, vous ne pouvez y aller. »

Si je rapporte cet incident, c'est qu'il est pour moi très caractéristique du dynamisme du général, de son sens du terrain et de sa rapidité de décision.

Dans les jours qui suivirent, l'avance en direction de Rome dut se ralentir. L'Allemand trouvait un terrain plus propice à la défense et par ailleurs, le C.E.F., en pointe dans l'attaque, devait tenir compte des difficultés rencontrées par ses alliés, en particulier à sa droite, dans le secteur anglais. Mais l'ardeur des goumiers, l'aptitude au débordement et à la manœuvre s'amplifiaient, comme l'a écrit le général Guillaume : « Si jamais troupe fut soudée par une même volonté de revanche, un même appétit de victoire, une même fraternité d'armes, ce fut bien celle que j'avais l'honneur de commander. »

Le corps de montagne fut relevé le 2 juin. Les routes vers Rome étaient ouvertes. Le groupement d'Auroch avait rempli sa mission : plus de 100 kilomètres parcourus, mais aussi 1.200 hommes hors de combat — blessés ou tués — et le prix était très lourd. Le général en souffrait profondément.

Comme pour assombrir la clarté de la victoire, un drame navrant se produisit au 3° G.T.M. le 4 juin. Le 17° tabor du lieutenant-colonel d'Alès avait installé son P.C. dans une villa au sud de Rome, à Carpineto Romano. Une mine à retardement explosa dans la nuit : 38 tués dont 5 officiers, 5 sous-officiers et 20 blessés.

Le 7 juin, ce fut l'entrée à Rome. Le séjour de l'état-major fut bref, mais laissa un souvenir inoubliable à tous.

Grâce au capitaine Lyautey, le général put s'installer sur les bords du Tibre, au palais du comte Borghèse. Grâce toujours aux relations de Lyautey, le général et douze de ses officiers étaient reçus par Sa Sainteté Pie XII en audience particulière. C'était sans doute la première fois que le pape bénissait des soldats vêtus d'une djellaba.

Le palais Borghèse n'avait été pour le général qu'un lieu de parade. Le P.C. continuait de fonctionner dans le parc de Castelgandolfo, au bord du lac Albano.

Pendant les quelques jours de repos qui nous furent accordés, le général et son état-major mirent un peu d'ordre dans leurs affaires : rédaction du rapport d'opérations, demandes diverses adressées au C.E.F. : effectifs, armement, matériel. Nous reprenions un peu figure d'un état-major normal et un peu stabilisé.

C'est là aussi que le général apprit que le général de Lattre insistait pour l'avoir comme chef d'état-major de l'armée B. Auroch n'y tenait guère et répondit qu'il préférerait finir la guerre avec ses tabors. Le décision était cependant à la signature du général de Gaulle. Celui-ci refusa de signer en disant : « Guillaume, je le connais bien. C'est un chef de bande incomparable. Quant à en faire un chef d'état-major d'armée, c'est un violent, jamais. » Tous ceux qui servaient sous ses ordres et apprirent la nouvelle se félicitèrent de garder leur chef de bande.

C'est aussi au P.C. d'Albano qu'Auroch apprit que ses G.T.M. faisaient partie du « corps de poursuite » constitué avec la 3<sup>e</sup> D.I.A. et la 1<sup>re</sup> D.I.M.

En fait, ce n'était pas d'une poursuite qu'il s'agissait, mais bien de prolonger l'offensive jusqu'au-delà de Sienne.

Les combats furent différents de ceux qui nous avaient conduits à Rome. Pour les Allemands, c'était une action retardatrice qu'il fallait mener, en s'appuyant sur des rivières successives perpendiculaires à notre axe de marche. Les manœuvres d'enveloppement qui étaient notre « spécialité » durent laisser la place à des attaques de front auxquelles les goums s'adaptèrent avec succès. Mais, en fin d'action, le débordement eut bien lieu pour la bonne cause, pour sauver l'admirable ville de Sienne de tout dommage. Les premiers éléments du C.E.F. entrèrent sans combat dans Sienne le 3 juillet. Auroch reçut des dames de Sienne un fanion d'honneur.

Le 4<sup>e</sup> G.T.M. progressera au Nord jusqu'à San Gimignano, mais la campagne d'Italie était terminée. Les tabors s'embarquèrent pour la Corse.

Mais pour le général Guillaume, la victoire n'était pas complète ; il fallait que les G.T.M. puissent continuer le combat en France. Plusieurs obstacles se présentaient. D'abord, le général de Gaulle était hostile à l'emploi des goumiers en France, position confortée par une campagne calomnieuse contre les « marochini » qui se seraient mal conduits auprès de la population italienne, ensuite les demandes répétées du résident général, M. Puaux, qui redoutait des troubles au Maroc. En juin, était arrivée à l'état-major du C.E.F. une note demandant d'envisager la dissolution progressive des tabors du C.E.F. « par suite de la nécessité de maintenir au Maroc les goums de relève ».

L'attaque était sérieuse, le C.E.F. disparaissait et le général Juin devenait le chef d'état-major de la Défense nationale. La réponse du général Guillaume fut très vive et une solution de compromis fut adoptée : le 4<sup>e</sup> G.T.M., le premier à être venu en Italie, retournerait au Maroc où il se reconstituerait et se réorganiserait avant de revenir en Europe pour relever un autre G.T.M. En outre, quatre tabors seraient envoyés immédiatement pour compléter les vides causés par la campagne d'Italie.

Heureusement pour les Goums, le général de Lattre, chef de l'armée B, prit la défense du général Guillaume. Sachant ce que cette troupe d'élite avait fait en Italie, il tenait à avoir ces unités en France. Il argua du fait que le plan de transport arrêté prévoyait le transport de 6.000 goumiers et de 1.200 mulets.

Le 4<sup>e</sup> G.T.M. rentra au Maroc. Les 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> G.T.M. rejoignirent en Corse le 2<sup>e</sup> G.T.M.

C'est pour l'embarquement de ces trois unités que la diplomatie d'Auroch et de son fidèle Pierre Lyautey fut remarquable. Tous deux connaissaient le général américain Ratay, commandant la base d'Ajaccio, et chargé de l'embarquement des troupes. Ils l'avaient rencontré à plusieurs reprises à Rabat, lors du débarquement américain. Après des discussions amicales et plaisantes, Ratay admit que nous puissions nous débrouiller avec le tonnage et les places prévues pour nous sur les L.S.T. Il ne pointerait pas trop ce que nous embarquerions. En fait, c'est 12.900 hommes qui débarquèrent en Provence, à Saint-Tropez, Cavalaire et Sainte-Maxime.

Quand, le 17 août, l'embarquement commença, le général savait qu'il entamait une partie difficile. Mais il savait aussi qu'il emmenait des G.T.M. parfaitement soudés, cadres et goumiers se connaissaient bien, ayant confiance les uns dans les autres, ayant déjà largement démontré leur valeur au combat. Il avait avec lui des amis fidèles, le colonel Hogard, Jouhaud, Lyautey et une équipe d'état-major solide.

La traversée de Corse aux côtes de Provence se passa sans incident notable. Malheureusement, à l'arrivée sur la côte, le commandant du L.S.T. manqua son point d'atterrissage et nous dûmes attendre quelques heures avant de débarquer. Les 3 G.T.M. avaient pris place sur des L.S.T. différents et le général ne savait pas où ils débarqueraient.

Des unités régulières étaient déjà à terre depuis quelques heures et Auroch craignait que des tabors ne soient coiffés « par le premier général venu ». Il fit passer un message prescrivant le regroupement des 3 G.T.M. au col de Collobrières. Il souhaitait ardemment conserver sa troupe sous son autorité directe, au moins au départ de l'action.

Outre Sainte-Maxime, les G.T.M. avaient débarqué à Saint-Tropez et à Cavalaire ; ils réussirent à rejoindre rapidement le lieu prescrit avec des moyens variés ou en partie à pied quand leurs moyens propres (auto ou mulet) n'avaient pas débarqué en même temps.

Le C.G.M. était rattaché à la 3<sup>e</sup> D.I.A. et le général Guillaume réussit à rejoindre le général de Monsabert à Gemenos, presque en première ligne.

Comme l'a écrit le général Guillaume, notre action était entièrement improvisée car les plans du haut commandement, fondés sur une difficile bataille des plages et une défense de Toulon, n'avaient pas envisagé l'attaque de Marseille avant la prise de Toulon. Le général de Lattre, bousculant le planning prévu, avait autorisé la 3<sup>e</sup> D.I.A. à se tourner vers Marseille.

Les G.T.M. reçurent des axes de progression très souples. Le 2<sup>e</sup> G.T.M. (colonel de Latour) débarqué le premier fut orienté vers le sud, enleva le col de la Gineste et tomba sur le tunnel des Trois-Ponts dont il obtint la reddition des 1.200 occupants. Les 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> G.T.M. débarquèrent plus tard. Le 1<sup>er</sup> G.T.M. (colonel Leblanc) reçut la mission de déborder largement Marseille par le nord, progressa sur l'axe Cadolive et Septème et paracheva l'investissement de Marseille. Le 3<sup>e</sup> G.T.M. (colonel Massiet du Biest) au sud, occupa Cassis, puis déferla de nuit sur le Redon, gagna le littoral et le nettoya jusqu'au fort Napoléon.

La bataille de Marseille s'acheva le jour même où Toulon était libérée. Le 29 août, une revue inoubliable se déroulait dans un enthousiasme indescriptible sur le vieux port, réunissant les troupes de la 3<sup>e</sup> D.I.A., la 1<sup>re</sup> D.B., les goumiers et les F.F.I.

Après Marseille, d'accord avec le général de Lattre, Auroch pousse ses G.T.M. vers les Alpes ; il s'agit d'empêcher l'embarquement pour le Maroc envisagé par le général de Gaulle.

C'est une « fuite en avant » rapide par Aix, Gap, Guillestre où le général Guillaume a la joie d'embrasser sa mère.

Les goums participent à la libération de Briançon et c'est dans cette région, à Abriès, que le lieutenant-colonel de Colbert Turgis est mortellement blessé. La mort de cet officier « sans peur et sans reproche » fut pour le général une épreuve douloureuse.

Nommé au commandement de la 3<sup>e</sup> D.I.A. le 12 septembre, le général Guillaume quittait le C.G.M. et comme il l'a écrit : « Auroch devenait Eglantine » (code du commandant de la 3<sup>e</sup> D.I.A.). Il emmenait avec lui deux fidèles de l'état-major : Pierre Lyautey et Bernard Simiot. Le départ de ce chef aimé et admiré fut pour tous et en particulier pour son état-major une grande tristesse. Mais les goums restaient dans de très bonnes mains, celles du général Hogard qui était devenu son adjoint au début de l'offensive sur Rome.

La tâche du commandement des goums n'est pas terminée. Il remonte dans les Vosges, Uriage, Luxeuil, Zainvillers, Saint-Etienne-les-Remiremont.

Le 20 novembre, le général Hogard prend un commandement tactique dans les Vosges. Il dégage Gérardmer avec les spahis du lieutenant-colonel Lecoq. Le P.C. du C.G.M. s'installe sur le bord du lac, dans la maison des sœurs de Notre-Dame-de-Sion.

D'autres missions furent confiées au C.G.M. et les G.T.M. prirent part aux plus durs combats dans les Vosges et en Alsace.

Rejoignant Eglantine à la fin de février 1945, le C.G.M. prend part à l'entrée en Allemagne.

Le chef d'état-major, d'accord avec le général Hogard, obtient du général Guillaume le poste d'adjoint au colonel Parlange, commandant le 4<sup>e</sup> G.T.M., qui a rejoint la France. Cette unité terminera la guerre à Obersdorf, en bordure de l'Autriche.

Et voici l'étonnante aventure des Goums marocains !

Comment ne pas être rempli d'admiration pour le chef qui, grâce à son intuition, sa foi dans les destinées de la France, sa connaissance des hommes, a réussi à forger un outil exceptionnel, à l'engager, de janvier 1943 à mai 1945, malgré les réticences de certains, partout où se jouait la revanche de 1940 : en Tunisie, en Sicile, en Corse, à l'île d'Elbe, en Italie, en France, en Allemagne. Comment ne pas être rempli d'admiration en voyant ces goumiers réussir pratiquement partout, surprendre par leur valeur combative et leur efficacité les chefs alliés et les chefs ennemis !

Et comment, pour le chef d'état-major du commandement des Goums que j'ai eu l'honneur d'être, ne pas remercier Dieu, Auroch et ses goumiers !

Général PARTIOT.



## Auroch Déchainé

Ce jour-là, je crois bien que c'était le 28 mai 1944, nos goumiers avaient réussi à atteindre le col de la Palombara d'où l'on dominait la plaine romaine. Pour obtenir cette position-clé, les hommes avaient marché et combattu jour et nuit, sans guère souffler, escaladant les monts, descendant dans le creux des vallées et remontant leurs pentes pour tomber en trombe sur l'ennemi accroché sur des rochers d'où il ne paraissait pas possible de le déloger. Trois semaines d'efforts au cours desquelles les villages du vieux pays des Volsques, retournés à leur destin de citadelles, avaient été enlevés les uns après les autres.

Une fièvre joyeuse empourrait le P.C. des goums : allées et venues des officiers de liaison, crépitements des machines à écrire, ronflement des jeeps, messages téléphonés, timbres multiples d'un orchestre étrange que le général Guillaume, à la fois déchainé, bourru et ravi, dirigeait comme s'il eût conduit la « Chevauchée des Walkyries ». Courbé sur une carte qu'il zébrait à grands coups de crayons rouges et bleus, massif, taillé d'un bloc, le cou enfoncé dans des épaules de pilier de mêlée, vêtu comme nous tous d'une djellaba aux longues rayures qui le faisait ressembler encore davantage à une sorte de sanglier, Auroch rayonnait. Plus chef de bande qu'officier général, certainement plus soldat que militaire, il ne se contentait pas de dire qu'il faisait la guerre ; il la faisait avec l'appétit d'un ogre qui va dévorer un petit enfant, joyeux d'utiliser au maximum tous les nouveaux moyens de combat, de reconnaissance, de renseignements, de transmission, de déplacement et de destruction mis à sa disposition. Dans le même quart d'heure, il parvenait à jeter d'une voix enrouée et impérieuse, dans un micro, les coordonnées d'un point à neutraliser, un ordre à un tabor en pleine action, une bordée d'insultes choisies dans le meilleur vocabulaire du genre et destinées aux postes d'écoute ennemis. Parlant tour à tour français, arabe, berbère ou allemand — il aurait pu utiliser aussi bien le russe, l'italien ou le serbe —, il entraînait, ordonnait, précisait, engueulait avec un esprit clair, une intelligence rapide et un goût vorace de l'action qui masquaient pudiquement une sensibilité de saint-cyrien enfouie dans son secret d'homme.

Oui, ce 28 mai 1944, le général Guillaume était rayonnant. Il me semble l'entendre encore :

« Cette fois, le boche est foutu ! Nous tenons le col de la Palombara, à moins de 10 kilomètres de Frosinone où des P.C. allemands sont installés. Il faut y pousser immédiatement de l'artillerie et faire dévaler des blindés. Dans quarante-huit heures, nous serons à Rome ! Zidou l'gouddam ! »

Il éclate de rire, engouffre une large tartine de confiture et poursuit, la bouche pleine :

« C'est très simple, n'est-ce pas ? Nous, nous avons enfoncé la porte. Eh bien ! qu'on y passe, bon Dieu ! Qu'on y passe tout de suite, n'est-ce pas, Partiot ? »

Le commandant Partiot, chef de l'état-major des goums, c'est le sage de notre petite armée. Son patron a mis en lui une confiance intellectuelle, morale et physique sans fissure, fondée sur l'estime et l'amitié.

— Sans doute, mon Général, répond Partiot après une seconde de réflexion et un coup d'œil sur la carte, je pense qu'il y a là une occasion à saisir. Mais qui va nous donner de tels ordres ?

Le général est devenu pourpre et ses yeux ont pris la fixité étincelante de deux billes d'acier. Alors, son chef d'état-major poursuit avec une implacable douceur :

— Notre mission est remplie, mon Général. Nous ne pouvons pas dépasser le col sans instructions nouvelles. Et puis, vous savez bien que les hommes sont exténués...

Un moment déconcerté par la rigueur du raisonnement, Auroch demeure interdit, mais enchaîne aussitôt :

— Je vais à la division. Moi, je travaille sur le terrain.

Ses yeux ont rencontré les miens :

— Nous partons chez le général Sevez.

Et, comme le capitaine Lyautey vient d'arriver, il lui jette : « Pierre, venez avec nous. »

Un quart d'heure plus tard, notre chauffeur Hamidou s'arrête dans la cour d'une ferme où le général Sevez a installé l'état-major de la 4<sup>e</sup> division marocaine de montagne à laquelle les goums ont été provisoirement rattachés. Or, le général Sevez est parti pour l'avant et ne rentrera pas avant la nuit. Auroch entre donc dans la pièce où se tient son chef d'état-major, le commandant Beaufre. Il résume en quelques mots la situation.

Le commandant Beaufre est un homme jeune, au visage pâle et distingué, au front intelligent, aux yeux clairs où la couleur bleue joue avec la couleur sceptique, et qui donne l'impression d'être très sûr de sa valeur. Au moment où le général Guillaume est entré telle une bourrasque, il faisait un « amphi » à quelques officiers devant une grande carte recouverte d'un transparent où l'on avait dessiné de jolis petits cercles et triangles rouges, verts, bleus et jaunes. L'intrusion du goumier a brisé l'exposé du fort en thème. Sûr de lui et bon paysan du Danube, Guillaume s'attend à recevoir au moins les félicitations d'usage. Or, tout le monde garde un silence minéral : les uns par prudence, d'autres par désapprobation, les derniers parce qu'ils n'ont pas encore compris. Alors, maîtrisant ses nerfs, refoulant la colère qui lui ensanglante les yeux, ravalant le dédain qui lui encombre la gorge, il reprend sur un ton étonnement serein et qui présage le tonnerre :

« Depuis trois semaines, nous sommes partis en fer de lance pour atteindre ce but. L'ennemi nous a opposé de très dures résistances. Aujourd'hui, il multiplie les destructions et il jette dans la bataille de nouvelles forces. Pourquoi, sinon pour protéger à tout pris la retraite de son gros matériel dans la plaine de Rome ? Jamais les Allemands ne se seraient doutés que nous arriverions aussi vite au col de la Palombara. Tous ses plans sont bousculés. Les renseignements des prisonniers me le confirment... »

Ici, la voix d'Auroch devient plus frémissante :

« Mes tabors qui occupent les crêtes voient, de leurs yeux, l'ennemi qui rassemble ses forces et fuit vers le Nord. Ils attendent qu'on profite de la victoire qu'ils vous ont donnée... »

Mais le commandant Beaufre et ses compagnons gardent le même silence impénétrable, sauf l'un d'eux qui dit courageusement :

« C'est évident ! Je suis absolument de votre avis, mon Général ! Si nous ne profitons pas immédiatement de la situation, nous perdons l'occasion d'anéantir au moins une division et de rafler un matériel considérable ! »

Ah ! quel regard de reconnaissance éperdue le général Guillaume jette-t-il au chef de bataillon inconnu qui vient de s'exprimer ! Il s'en trouve tout ragailardi et allume un petit éclair dans son œil droit. Beaufre, qui a conservé un calme de joueur de golf, répond avec une légère nuance d'ironie :

— Je ne vois pas que cette manœuvre soit prévue dans l'ordre d'opérations, et rien ne permet de penser, mon Général, que votre conception de l'affaire soit celle du haut commandement.

— Ma conception de l'affaire, rugit Auroch, c'est la seule et c'est la bonne ! Vous êtes tous les mêmes, avec vos ordres d'opérations peaufinés ! Lorsque vous avez cogité quatre ou six pages d'ordres, vous croyez que tout va se dérouler le lendemain selon les plans établis la veille avec vos règles, vos barèmes et vos crayons de couleur. Vous travaillez dans l'abstrait et avec des théories toutes faites, d'après les leçons périmées de l'École de guerre. Moi je suis sur le terrain avec mes tabors, là où ce qui est vrai aujourd'hui est faux demain, et ce qui était valable il y a une heure ne tient plus maintenant : la guerre de mouvement exige des décisions immédiates là même où se passe l'événement.

Un peu gourmé, mais cela ne lui va pas si mal, le commandant Beaufre dit :

— Je ferai part de votre visite, mon Général, au général Sevez.

— Vous ne voulez pas prévenir immédiatement le haut commandement ? insiste Guillaume.

Cultivant à la fois la nonchalance et la raideur, Beaufre affecte un ton mondain pour répondre :

— Mon Général, je pense — et je suis sûr que vous serez de mon avis — oui, je pense que la règle autant que la courtoisie me commandent d'attendre le retour du général Sevez. Lui seul peut décider s'il convient de transmettre votre proposition. Vous comprendrez qu'à mon échelon...

— Dans ces conditions, jette Auroch déjà dehors, je vais voir moi-même le général Juin.

Hamidou bondit sur la route dans un nuage de poussière, prend des virages durs, rase les fossés, tombe dans des trous, passe en éclair au milieu des camions, frôle le fracas des blindés.

— Mon cher, me glisse doucement Lyautey, vous êtes trop jeune pour avoir connu les promenades sentimentales au bois de Boulogne avant 1914. C'était bien charmant..

Voici le carrefour de Castro dei Volsci. La veille, nous y sommes passés à peu près à la même heure et à la même vitesse, la tête dans les épaules. Aujourd'hui, les obus tombent plus loin. Déjà, quelques paysans travaillent dans les champs. La guerre se déplace aussi vite que la jeep d'Hamidou.

Le général Guillaume se retourne d'un seul bloc. Avec son casque, ses grosses lunettes de la préhistoire automobile, sa djellaba enfarinée et le chèche qui lui entoure le visage, il ressemble à un scaphandrier émergeant des grandes profondeurs.

« On est mieux qu'hier ! » hurle-t-il dans le vacarme. Et il part d'un énorme éclat de rire, un rire sain et sonore, celui d'un homme loyal qui aime les joies simples de la vie. Sa bonne humeur a refait surface. Pas pour longtemps, car un camion américain roule devant nous, au milieu de la route et se refuse à nous laisser passer, malgré le klaxon d'Hamidou.

« A droite ! A droite ! » crie le général des goums. Autant siffler dans la tempête. Le gaillard qui conduit sa machine sur un rythme constant se soucie peu de la haute stratégie ou de l'impatience d'un général français. Assourdi par le bruit du moteur, il mène son G.M.C. avec la même observance des règlements routiers que s'il conduisait un camion de lait à Kansas City (Kansas).

« A droite ! A droite ! »

Mais le camion américain garde l'impassibilité d'un coffre-fort. Alors, Auroch sort de son étui un colt sonore et puissant comme le tonnerre de Dieu et tire quatre balles. Nous voici en plein Far-West. Habitué sans doute à ce genre de signaux avertisseurs, le chauffeur se range aussitôt à droite, et Hamidou bondit sur la route libre.

— Les phaétons, mon cher, les phaétons sur l'avenue des Acacias.. murmure Lyautey en sortant de sa poche les débris d'un monocle tandis que nous arrivons dans un petit bois où s'est installé le grand cirque du quartier général du C.E.F.

Auroch a bondi vers une roulotte devant laquelle éclate dans le soleil une magnifique pancarte blanche où un artiste qui sait figurer la lettre a écrit : « Général Carpentier, chef d'E.-M. »

— J'ai à te parler immédiatement.

— Cher ami, me dit Lyautey, l'œil un peu rigolard, nous allons assister à un spectacle au poil. Nous avons des places de ring. Attention, le match « Carpentier contre Guillaume » va commencer !

Élégant, rasé de près, short et chemise blanche à manches courtes, apparaît enfin le chef d'état-major.

— Excuse-moi, dit-il, je suis en communication avec le général Clark.

— Ça tombe à pic, tu vas lui dire que je suis arrivé au col de la Palombara et que...

— Je sais, je sais... mais n'insiste pas, je n'ai pas le temps de t'entendre.

— Où est le général Juin ?

— Ne le dérange pas, il dort.

— Maintenant ?

— Oui, cela ne lui est pas arrivée depuis trente-six heures.

— Je m'en fous ! Est-ce que je dors, moi ? Regarde dans quel état nous sommes !

Le général Carpentier nous regarde avec curiosité. Evidemment, nos djellabas crasseuses et la poussière qui plâtre nos visages ne nous apparentent guère à des gravures de mode. Mais Auroch se dirige déjà vers la roulotte du commandant en chef, frappe à la porte et entre.

— Il a du culot, Auroch !

J'ai dit cela après avoir émis un petit sifflement à la fois inquiet et admiratif. Bientôt, des éclats de voix nous parviennent, puis la porte de la roulotte s'ouvre et le général Juin apparaît, calme et souriant, suivi de notre Augustin — entre nous, il nous arrive de l'appeler ainsi avec un affectueux respect —, plus furieux que jamais et s'exclamant : « Vous ne voulez donc pas de cette victoire ? L'histoire nous jugera ! »

Cette fois, c'en est trop. Juin prend Guillaume par les deux épaules, parvient à en ébranler la masse compacte et lui jette au visage :

— J'en ai assez ! Heureusement que je vous aime bien et que vous êtes un de mes meilleurs généraux. Vos tabors ont été magnifiques, c'est entendu, mais les autres aussi. Pour l'instant, votre mission est remplie. Vous attendrez mes prochains ordres.

— Mais je peux anéantir toute une division boche !

— Ecoutez-moi, Guillaume, reprend Juin, vous pensez bien que la situation présente ne m'échappe pas. Voilà deux jours que je me bats avec le Q.G. allié pour obtenir la permission de manœuvrer dans ce sens. Le général Alexander s'y refuse catégoriquement, d'autres plans ont été mis au point.

— Alors, laissez-moi partir tout seul, dans la plaine, avec mes goumiers, s'entête Auroch. La victoire moralisera tout cela. Et nos troupes seront les premières à Rome !

— Vous croyez cela ? répond le général Juin. Je vais vous révéler ce qui a été prévu. Les boches qui sont aujourd'hui dans la plaine seront écrasés demain sous des vagues d'avions. Alors, si vous y tenez absolument, eh bien ! allez-y, mon vieux, allez-y dans la plaine de Frosinone ! Seulement, vous ne viendrez pas vous plaindre si quelques centaines d'avions américains viennent foutre des bombes sur la gueule de vos goumiers !

Cette fois, Auroch a reçu un coup droit dans son cœur simple de soldat. Sa tête s'incline légèrement et ses épaules se font plus lourdes. De la science stratégique, il n'en manque pas, mais depuis qu'il est devenu meneur de loups, il n'a plus que des idées de chef de bandes, des colères de chef de bandes.

Plus doucement, le général Juin dit encore :

— Vous êtes un type magnifique, Guillaume. Il en faudra beaucoup comme vous pour mener cette guerre à son terme. Mais n'oubliez pas qu'on ne fait pas toujours ce qu'on veut dans une guerre de coalition.

Solidement, les deux hommes se sont serré la main : « En route, Hamidou ! »

Auroch garde un silence immobile. Le jeep dévore la route, la nuit tombe. Il fait froid. Nous filons vers le col de la Palombara que l'ennemi soumet à des tirs de harcèlement. De grands éclairs rouges font flamber l'horizon et des trains invisibles s'engouffrent dans le ciel avec un bruit de grand rapide brûlant une petite gare. Je crois bien que nous sommes tristes. Seul, Hamidou s'amuse en écrasant l'accélérateur avec son large pied de berger zaïan. Descendant anonyme de quelque obscur guerrier d'Annibal, il ne sait pas que, cette fois, le destin va prendre le visage d'un général britannique pour lui interdire d'entrer à Rome, le premier.



**Le général Clark décore le général Guillaume.**

3<sup>e</sup> D.I.A.







## 3° D.I.A.

*L'Association des anciens des Goums marocains et des A.I., la Koumia, et l'Amicale des anciens de la 3° D.I.A., tenaient à rendre un hommage solennel au général Guillaume qui fut successivement en 1944 et 1945 le commandant des groupes de tabors marocains en Italie et au débarquement en France, puis le commandant de la 3° division d'infanterie algérienne.*

*Il était bon que les deux associations dont le général Guillaume reste le président d'honneur se réunissent pour décrire sa personnalité, rappeler les principales étapes de sa magnifique carrière et dire en particulier la part prépondérante qu'il prit dans la victoire finale.*

*Nous remercions le général Feugas, président de la Koumia, de nous avoir invités à évoquer le général, à la tête de la 3° D.I.A., à relater succinctement les opérations qu'il dirigea et à dire le grand souvenir qu'il a laissé à tous.*

*Merci enfin au général Feugas de nous avoir autorisés à faire paraître les plaquettes destinées aux anciens de la 3° division d'infanterie algérienne sous une couverture particulière.*

*L'Amicale des anciens de la 3° D.I.A.*

-----



## ALLOCUTION PRONONCÉE PAR LE GÉNÉRAL TRICON-DUNOIS AUX OBSÈQUES DU GÉNÉRAL D'ARMÉE AUGUSTIN GUILLAUME

**le 15 mars 1983 en l'église de Guillestre**

Le 14 septembre 1944, le général Guillaume est appelé au commandement de la 3<sup>e</sup> D.I.A.

Au général de Goislard de Monsabert, porté au commandement du 2<sup>e</sup> corps d'armée, le général de Lattre de Tassigny ne pouvait choisir de successeur plus digne que celui qu'il connaissait bien, qui, en toutes circonstances, avait fait preuve des plus belles qualités de dynamisme, de caractère, dont il appréciait par-dessus tout la franchise, la loyauté, le jugement sûr et rapide. A tel point qu'avant la campagne d'Italie, il lui avait demandé d'être chef d'état-major de l'armée B dont le commandement lui était attribué par le général de Gaulle : « Je ne peux pas accepter, parce que je te connais trop bien et depuis trop longtemps », lui avait répondu amicalement le général Guillaume.

Surtout, il voulait se battre et avoir l'honneur de conduire au feu ses Goumiers qu'il avait mis tant de soin à camoufler, à former et à rassembler. En Italie, ils avaient fait merveille en passant par les hauts, hors des routes qui menaient à Rome, puis à Sienne. A Marseille, ils avaient joué un rôle de premier plan pour aider le général de Monsabert et la 3<sup>e</sup> D.I.A. à libérer la ville dans un temps record.

Après avoir longé le Rhône et la Saône en combattant sans arrêt, la 3<sup>e</sup> D.I.A. est arrivée à Maiche, dans le Doubs, où le général Guillaume la prend en main avec l'autorité et l'entrain qui lui sont propres.

Quelle énergie il leur fallait, à lui et à ses troupes, pour mener les rudes assauts des Vosges où la fatigue, l'épuisement, le froid ne les empêchaient pas de conserver une attitude offensive face à un ennemi résolu.

Chaque jour, parcourant les routes verglacées, le général Guillaume assurait un contact permanent et personnel avec ses unités largement étirées.

Le 3 janvier 1945, au milieu de la nuit, il est convoqué de toute urgence par le général de Lattre qui lui apprend que Strasbourg est à nouveau menacée et que les Américains décident d'évacuer la ville : « Il n'en est pas question, c'est toi qui va la défendre. »

« Ma division est morte, lui dit le général Guillaume, elle a été très durement éprouvée à Orbey. »

« Je n'ignore rien de l'état de tes troupes, S'il le faut, tu t'enfermeras dans Strasbourg. Tu feras Stalingrad. Tu t'en tireras, tu auras l'honneur de sauver Strasbourg. »

Ce qui fut fait, après les combats sévères et victorieux de Kilstett.

La ligne Siegfried une fois rompue, il s'agit de franchir le Rhin. La 3<sup>e</sup> D.I.A. elle, est en second échelon.

Le 30 mars, le général de Lattre surprend le général Guillaume au repos et lui dit : « Comment, en cette nuit historique où la Première armée passe le Rhin, tu dors ?... Et pourquoi ne passerais-tu pas ?... Après tout, tu peux bien essayer... Fais-le pour moi. »

Le 1<sup>er</sup> avril au matin, la 3<sup>e</sup> D.I.A. franchissait le Rhin malgré toutes les difficultés rencontrées.

Tel était le général Guillaume, audacieux et courageux, dont l'expérience militaire et l'ouverture d'esprit lui permettaient d'être en symbiose constante, amicale et totale avec son chef prestigieux.

Aussi, le maréchal de Lattre pouvait, sur son livre **La Première armée française**, lui adresser la dédicace suivante :

« A mon très cher et très fidèle ami, le général Guillaume, au plus sûr, au plus vaillant, au plus dynamique de tous mes lieutenants de l'Armée Rhin et Danube, à celui à qui j'ai demandé tant de fois l'impossible, certain qu'il le réaliserait. Avec ma totale affection. »

Mon Général,

Depuis un certain temps, nous n'avions plus avec vous la communication si vivante, si dynamique, qui était la marque de votre vitalité. Vous vous étiez déjà éloigné de nous. Maintenant vous nous avez physiquement quittés, mais nous restons toujours auprès de vous par le cœur, par l'esprit et par la pensée.

Malgré notre immense tristesse, malgré la très grande peine de votre épouse si dévouée et de votre fille Françoise, malgré celle de Mme la maréchale de Lattre qui regrette avec nous le meilleur compagnon, le meilleur ami du maréchal, malgré celle de vos anciens soldats, si attachés à votre personne, nous sommes heureux de vous savoir maintenant dans la paix du Seigneur, auprès de vos camarades, de vos pairs, de vos chefs, avec tous les héros et tous les grands Français au cœur ardent, qui ont fait la gloire de la France et de son armée.

Général TRICON-DUNOIS,  
président d'honneur  
de l'Amicale des anciens de la 3<sup>e</sup> D.I.A.

## LE GÉNÉRAL GUILLAUME, CHEF DE GUERRE

14 septembre 1944. — La 3<sup>e</sup> D.I.A., après la poursuite, qui sous le commandement intérimaire du général Duval l'a menée des rives de la Méditerranée au Jura, se trouve regroupée dans le secteur du Lomont, avec sa droite à la frontière suisse.

Les unités sont fatiguées : depuis le débarquement, elles n'ont cessé de combattre, la ligne de communication s'est allongée et tendue à l'extrême, les ravitaillements en vivres, munitions, carburant sont précaires. Il commence déjà à faire froid et les tenues d'hiver sont restées sur les plages de débarquements. Les renforts destinés à combler les pertes ne sont pas arrivés, des unités F.F.I. apportent toutefois à la division leur enthousiasme et leur volonté de se battre, mais elles ont besoin d'acquérir l'expérience du combat.

Le général de Monsabert, qui a donné une âme à la division et l'a menée à la victoire, des Abruzzes à Marseille en passant par le Belvedere, Castelforte, Rome, Sienna, Toulon, a pris le commandement du 2<sup>e</sup> corps d'armée.

A Maïche où est implanté le poste de commandement de la division, en ce 14 septembre 1944, on attend le général Guillaume, désigné par le général de Lattre pour prendre le commandement.

Pour la 3<sup>e</sup> D.I.A., le général Guillaume n'est pas un inconnu. A Castelforte, à Sienna, à Toulon, à Marseille, la division et les tabors ont combattu côte à côte. Il en est résulté à tous les échelons une estime réciproque et une réelle fraternité de combat.

Chacun sait qu'avec ce nouveau chef, la coopération entre 3<sup>e</sup> D.I.A. et tabors deviendra plus fréquente encore et plus étroite.

Le général Guillaume n'avait pas souhaité quitter ses goumiers ; le général de Lattre avait seulement obtenu sa pleine adhésion en lui disant que 3<sup>e</sup> D.I.A. et groupement de tabors seraient encore appelés à combattre ensemble sous son commandement.

Ayant eu à peine le temps de prendre contact avec ses unités, le général Guillaume reçut une mission nouvelle : déborder Belfort par le Nord en atteignant la route des crêtes et déboucher en haute Alsace en direction de Mulhouse.

C'est alors que commença cette phase de la guerre que Guillaume appela le « Calvaire des Vosges » et qui dura d'octobre à décembre.

Transportée à la gauche de la 1<sup>re</sup> armée, la division, remontant les pentes ouest des Vosges, s'efforça de gagner son objectif d'armée, qui était la route des crêtes.

Ce fut une bataille dure, âpre, contre un ennemi qui s'était ressaisi et luttait pied à pied, dans des conditions climatiques épouvantables ; malgré l'acharnement et la ténacité des tirailleurs et des F.F.I. venus en renfort, elle n'aboutit qu'à des résultats limités.

L'attaque du 14 novembre conduisit les divisions du 1<sup>er</sup> C.A. à Mulhouse et au Rhin, mais l'ennemi tenait ferme dans les Vosges et la poche de Colmar résistait à toutes les attaques.

Fin décembre, 3<sup>e</sup> D.I.A. et goums étaient réellement épuisés.

Le général, constamment sur les routes enneigées et verglacées, ressentait la nécessité de garder un contact étroit avec ses unités ; mieux que personne, il connaissait leurs efforts, leurs fatigues, leurs pertes et il était persuadé de la nécessité d'une relève.

Mais le général commandant la 1<sup>re</sup> armée ne disposait d'aucune réserve, il ne pouvait être question de retirer du combat la 3<sup>e</sup> D.I.A.

Telle était la situation quand, dans les premiers jours de janvier, le général de Gaulle apprenait que les Américains avaient décidé d'évacuer Strasbourg, à nouveau menacée, en raison des succès initiaux de l'offensive von Rundstedt. Il donne alors l'ordre au général de Lattre de défendre la ville et la basse Alsace.

C'était une mission de sacrifice pour des unités à bout de fatigue. Transportées en catastrophe dans la zone de Strasbourg à partir du 4 janvier, elles y retrouvent le général Guillaume qui les a précédées, s'est informé de la situation et a pris les dispositions en conséquence avec les maigres moyens qui lui parviennent échelonnés.

L'ennemi est à 20 kilomètres de Strasbourg, ses divisions ont passé le Rhin et foncent vers Strasbourg au nord et au sud de la ville à partir du 5 janvier.

Les combats ne cessent pas par un froid de — 10° et 60 centimètres de neige jusqu'au 22 janvier, quand la résistance du bataillon Reynies, du 3<sup>e</sup> R.T.A. à Kilstett met un point final à la bataille. Strasbourg est sauvée.

La 3<sup>e</sup> D.I.A. n'a pas pris part directement à la bataille de Colmar où Français et Américains entraient le 2 février, mais on peut dire que sa résistance à Strasbourg a été un facteur essentiel de la victoire de Colmar.

Le 11 février un Te Deum chanté en la cathédrale de Strasbourg célébrait, en présence du général de Gaulle, la libération de l'Alsace.

La guerre n'est pas finie. Le commandant du 2<sup>e</sup> C.A. avait dit le 12 février à Strasbourg : « Il faut reconstituer la division pour la campagne d'Allemagne — Retrouvons notre allure d'Italie. »

Le général Guillaume souhaitait un peu de calme et de tranquillité pour refaire sa division. Mais il sait bien que les nécessités du combat ne permettent pas un regroupement loin du feu.

La division a atteint le Rhin et doit maintenant prendre sa part de la garde au Rhin qui incombe sur un large front à la 1<sup>re</sup> Armée française.

L'invasion de l'Allemagne se prépare ; il semble que le commandement américain ne veuille pas laisser aux Français la possibilité de jouer leur partie dans la bataille. De Lattre s'emploiera avec sa passion et sa vigueur coutumières à obtenir pour son armée une place digne d'elle et de la France.

Pour ce faire, il faut que les Français conquièrent un important créneau sur le Rhin dans le Palatinat et par conséquent franchissent d'abord la Lauter, frontière entre la France et l'Allemagne, puis la ligne Siegfried.

Ce sera la mission de la 3<sup>e</sup> D.I.A., renforcée d'un groupement de tabors. En liaison étroite avec les Américains, elle franchit la Lauter le 19 mars et combat enfin en terre allemande. La ligne Siegfried est dépassée le 24 mars et dès le lendemain la division borde le Rhin jusqu'à Spire.

La bataille avait été rude, conduite de l'avant par le général Guillaume, toujours au contact de ses troupes, ayant réussi à convaincre le commandement

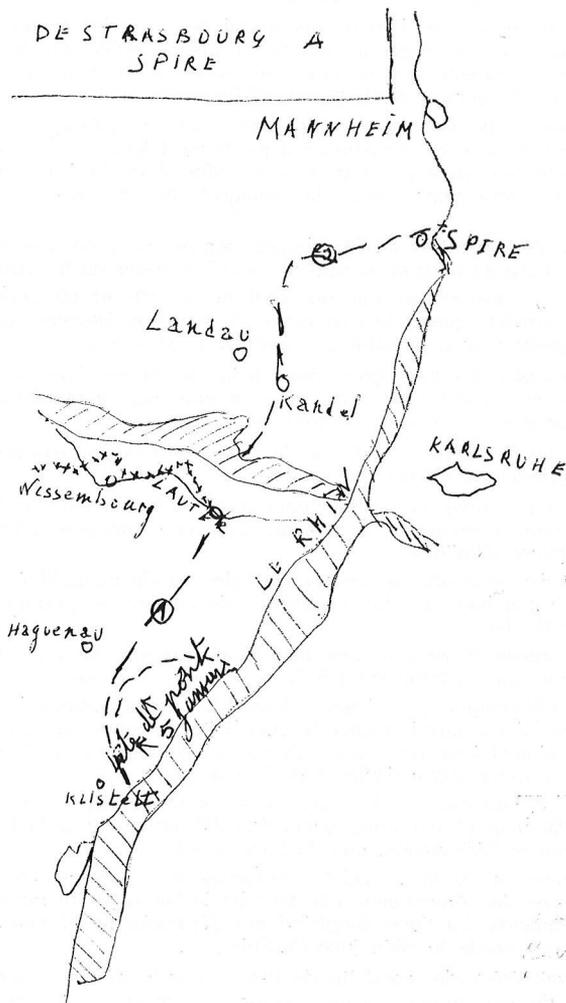
américain que, dans l'intérêt commun, ses unités devaient parfois sortir de leur zone, en transgressant les ordres pour profiter du désarroi de l'ennemi. Guillaume était entré dans la pensée de de Lattre et voulait lui aussi s'emparer d'une large base de départ qui permettrait à la 1<sup>re</sup> armée de participer à part entière à la campagne d'Allemagne. Sa diplomatie amicale et bon enfant était parvenue à ses fins. Le général Guillaume écrit dans ses souvenirs :

« Le général Brooks, commandant du 6<sup>e</sup> C.A.U.S., me dit : « J'ai longtemps soutenu que le commandement d'une division au feu est l'ultime récompense de tout soldat, mais en plus bouter hors de son propre pays le dernier envahisseur est un honneur et un privilège qui sont l'apanage de peu d'hommes de guerre. »

« C'est vrai, mais parvenu au soir de ma vie, je revois encore au bord des chemins où je circulais en jeep mes soldats aux pieds arrachés par les Schuhminen, attendant stoïquement des secours. Et j'en suis toujours bouleversé. »

Nous sommes arrivés au seuil de la dernière phase de la guerre. Cependant les moyens manquant pour franchir le Rhin et le commandant en chef décide qu'initialement la 2<sup>e</sup> D.I.M. disposerait de tous les moyens disponibles et exécuterait le franchissement le 31 mars.

Dans la nuit du 30 mars, de Lattre surgit au P.C. de Guillaume à Kandel.



Celui-ci a raconté cette scène extraordinaire : « De Lattre, impatient, en battle-dress, moi de mauvaise humeur, en pyjama.

« — Comment, en cette nuit historique où la 1<sup>re</sup> armée passe le Rhin, toi tu dors !

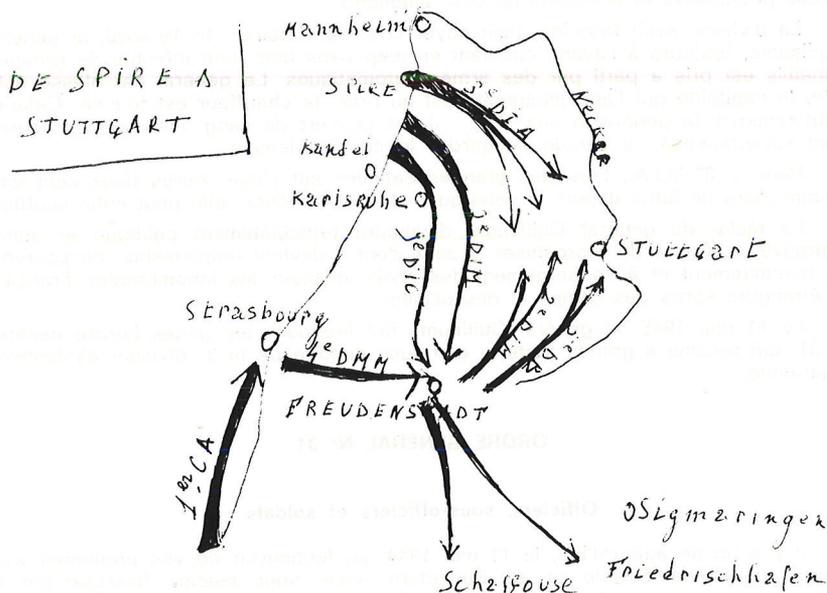
« — Pour une fois que j'en ai l'occasion. Et puis toute la 1<sup>re</sup> armée ne passe pas le Rhin cette nuit. Je suis en 2<sup>e</sup> échelon, c'est toi-même qui a donné les ordres.

« De Lattre réplique :

« — Et pourquoi ne passerais-tu pas ? Après tout tu peux bien essayer. »

« Ultima ratio, il décoche, pressant : « Fais-le pour moi. »

« Je levai les bras au ciel. Encore une histoire de fous ! »



Et c'est ainsi que sans préparation, avec de maigres moyens de fortune, radeaux, barques, canots pneumatiques, le général Guillaume lança sur la rive est du Rhin à 2 h 30 le 31 mars le groupe franc du 3<sup>e</sup> R.T.A., qui au lever du jour était installé sur une étroite tête de pont. Tirailleurs de la 3<sup>e</sup> D.I.A., ils étaient les premiers soldats de la 1<sup>re</sup> armée à franchir le fleuve. Savaient-ils que depuis cent cinquante ans aucune troupe française n'avait passé le Rhin en combattant ?

Le 1<sup>er</sup> avril le général Guillaume passe le Rhin à son tour, il a réussi à obtenir des Américains à force de diplomatie et de ténacité, l'autorisation d'utiliser le pont de Mannheim pour ses éléments lourds et une bonne partie de ses unités.

Le 3 avril, la 3<sup>e</sup> D.I.A. renforcée des blindés de la 5<sup>e</sup> D.B. et des tabors est en mesure d'attaquer.

L'objectif lointain du 2<sup>e</sup> C.A. est Stuttgart, dont la chute permettra la poursuite vers le Danube d'Ulm et Sigmaringen.

La 3<sup>e</sup> D.I.A. est à la gauche du 2<sup>e</sup> C.A. Par une manœuvre hardie Guillaume déborde et encercle les gros mouvements de terrain du Heuschelberg et du Stromberg et pousse jusqu'à l'Enz et au Neckar qu'il atteint le 9 avril. Il pourrait continuer sans désespérer vers Stuttgart, mais il est déjà en flèche et à sa droite, à Rastatt, à Freudenstadt, en pays de Bade et en Forêt Noire, l'ennemi oppose une vive résistance.

Du 9 au 18 avril, sans dépasser le Neckar, la 3<sup>e</sup> D.I.A. manœuvre pour anéantir les îlots de résistance. Elle nettoie sa zone, déborde Pforzheim, pivot de la défense.

Le 19 avril enfin, Monsabert découple ses divisions :

- 5<sup>e</sup> D.B. : investissement de Stuttgart ;
- 2<sup>e</sup> D.I.M. : couverture de l'action face au Nord ;
- 3<sup>e</sup> D.I.A. : débordement de Stuttgart par le Nord et enlèvement de la ville.

Les journées du 19 et du 20 sont encore chaudes, malgré le désarroi de l'ennemi. Ce n'est que le 21 que le C.C. 6 du colonel de Lavillelèon pénètre dans Stuttgart où toute résistance n'a pas encore cessé. A 20 heures, le 4<sup>e</sup> R.T.T. entre à son tour dans la ville. La bataille de Stuttgart est terminée.

Le succès de la manœuvre est complet. Au prix de pertes faibles — 175 tués, 570 blessés — le 2<sup>e</sup> C.A. s'est emparé de la capitale du Wurtemberg, a fait 28.000 prisonniers et a anéanti un C.A. allemand.

La division avait toutefois failli payer cher sa victoire : le 19 avril, le général Guillaume, toujours à l'avant, circulant en jeep dans une zone infestée de groupes ennemis est pris à parti par des armes automatiques. Le général est blessé à la tête, le capitaine qui l'accompagnait l'est au bras, le chauffeur est touché. Celui-ci peut ramener le général à son P.C. : il est couvert de sang, mais ses blessures sont superficielles ; il décide de garder le commandement.

Pour la 3<sup>e</sup> D.I.A., l'ère des grandes batailles est close. Après deux cent cinquante jours de lutte, depuis le débarquement de Provence, elle peut enfin souffler.

La tâche du général Guillaume deviendra principalement politique et administrative. Il s'agira de réorganiser la zone dont il devient responsable, de pourvoir au ravitaillement et à l'hébergement des civils, évacuer les innombrables Français et étrangers sortis des camps et des usines.

Le 11 mai 1945, le général Guillaume fait lire dans les unités l'ordre général n° 31, qui résume à grands traits la glorieuse histoire de la 3<sup>e</sup> division d'infanterie algérienne.

## ORDRE GÉNÉRAL N° 31

### Officiers, sous-officiers et soldats

Il y a un an aujourd'hui, le 11 mai 1944, au lendemain de vos premières victoires au Monna Casale et au Belvedere, vous vous lanciez furieusement à l'assaut des positions allemandes du Garigliano que vous enfonciez à Castelforte.

Depuis, vous n'avez cessé de combattre en tête de l'Armée française sur tous les champs de bataille de la Libération, en Italie, en France, en Allemagne.

En Italie, en mai-juin, vous vous êtes frayés un chemin vers Rome, par Espéria, Santa Oliva, Pico. En juillet vous avez pris Sienne.

En France, vous avez en août tourné Toulon, libéré Marseille. En septembre, vous avez poursuivi l'ennemi à travers le Jura. D'octobre à janvier, vous avez, pas à pas dans une lutte acharnée, chassé l'ennemi au-delà des Vosges. En janvier-février, vous avez sauvé, puis dégagé Strasbourg.

En mars, au milieu des champs de mines, vous avez enfoncé les lignes de la Moder et achevé de libérer l'Alsace.

Franchissant la Lauter de vive force, vous avez, les premiers, foulé le sol ennemi.

En Allemagne, l'obstacle de la ligne Siegfried ne vous a pas arrêtés. Dans la nuit du 30 au 31 mars, toujours les premiers vous avez franchi le Rhin à Spire.

En avril, après de durs combats, vous avez refoulé l'ennemi au-delà du Neckar et de l'Enz, vous avez encerclé Pforzheim, puis toutes forces réunies en un suprême et magnifique élan, vous avez foncé sur Stuttgart, défendu par trois divisions.

En liaison intime avec la 5<sup>e</sup> D.B. qui, depuis la Moder, combattait fraternellement à nos côtés, vous vous en êtes emparé.

Les forces que l'ennemi n'a cessé, depuis un an, de jeter devant vous, ont été partout attaquées, rejetées, détruites. 45.000 prisonniers et un matériel immense sont tombés entre vos mains.

En douze mois de luttes ininterrompues, vous n'avez connu aucun repos.

Vous n'aviez qu'une passion : la France ; qu'une volonté : vaincre.

Signé : A. Guillaume.

Le 19 mai, à Stuttgart, la remise par le général de Gaulle de la grand-croix de la Légion d'honneur au général de Monsabert, de la croix de grand officier au général Guillaume était le signe de la reconnaissance de la valeur et des sacrifices de la 3<sup>e</sup> D.I.A.

Le 1<sup>er</sup> octobre 1945, le général Guillaume quittait le commandement de la division pour aller poursuivre dans de hautes fonctions sa brillante carrière.

Général R. HURE,

président de l'Amicale des anciens de la 3<sup>e</sup> D.I.A.

## **LE GÉNÉRAL GUILLAUME ET L'ÉTAT-MAJOR DE LA 3<sup>e</sup> D.I.A., VUS PAR LE CHEF DU 4<sup>e</sup> BUREAU**

A l'état-major du général Guillaume, les officiers devaient être des hommes de terrain, de véritables combattants, et non des bureaucrates, encore moins des courtisans, dont certains chefs, hélas ! aiment s'entourer au cours de leurs déplacements ou d'interminables « briefings ». Comme son prédécesseur, le général passait plus de temps auprès des combattants qu'à son P.C. et son escorte tenait dans sa jeep. Il avait un entretien journalier avec le chef d'état-major ; quand un officier était convoqué, ce qui était rare, il recevait une véritable mission, avec la liberté du choix des moyens. Pour le 4<sup>e</sup> bureau, il s'agissait de satisfaire les besoins des troupes, en enquêtant souvent sur place pour en établir l'inventaire.

Le général se réservait la partie divine, les opérations. Succédant au général de Monsabert, et prenant le train en marche, il faisait confiance, pour la réalisation matérielle de ses conceptions, à son chef d'état-major, sorte de super-chef du 4<sup>e</sup> bureau, et à tous ceux qui avaient déjà fait leurs preuves en Italie et après le débarquement en Provence. Sans souci des détails, le général avait bien pour maxime pratique, comme d'autres chefs illustres : « L'intendance suivra ».

En fonction du but à atteindre, cet appel à l'initiative et au sens des responsabilités, était pour l'état-major un véritable aiguillon. Investis d'une mission personnelle, et libres d'agir, les officiers du 4<sup>e</sup> bureau se portaient là où leur présence s'avérait nécessaire, usaient du téléphone et du télex, sans formalisme excessif, avarés de documents écrits. Les archives « logistiques » de la 3<sup>e</sup> D.I.A. ne doivent pas peser lourd !

De ce fait, le chef d'état-major et le 4<sup>e</sup> bureau utilisaient les moyens les plus efficaces, qui s'apparentaient souvent au « système D », plus qu'au normes orthodoxes. Lorsqu'un scandale éclatait alors dans les hautes sphères du commandement, au lieu de sévir à l'égard d'un officier trop habile, mais bien intentionné, le général prenait en personne l'affaire en mains, couvrait ses subordonnés de son autorité naturelle. Les vagues soulevées s'amortissaient vite...

Les traits de caractère et le comportement ainsi mis en relief, contribuèrent à façonner une image du « Général des tabors », comme on l'appelait parfois, celle d'un seigneur de la guerre, estimé et admiré de tous. Mais il était aussi aimé de son état-major, car, sous des apparences peut-être un peu froides, voire même sévères, il était profondément humain. Il pensait aux autres. S'il exigeait beaucoup, s'il nous considérait comme des hommes de terrain, il nous récompensait comme tels. Les termes des citations qu'il décernait ou faisait décerner, sans parcimonie, dépassaient même parfois, aux yeux des bénéficiaires, l'étendue des services rendus.

Quelques souvenirs personnels peuvent illustrer, parmi d'autres, les traits de la personnalité du général Guillaume et les rapports de celui-ci avec son état-major que nous nous sommes efforcés d'esquisser.

### 1° La 3<sup>e</sup> D.I.A. en panne d'essence dans le Jura

Quand le général a pris son commandement, un mois après le débarquement en Provence, la 3<sup>e</sup> D.I.A., après sa progression rapide et triomphale à travers la France reconquise, était presque immobilisée dans le Jura, faute de carburant. Les Américains, responsables de notre soutien logistique, avaient tablé sur une avance beaucoup plus lente et établi leur planning en conséquence. Il fallait aller chercher l'essence à Marseille, faute de pipe-line au-delà, à deux ou trois longues étapes auto. Dans leur trajet aller et retour, nos vieux camions G.M.C. consumaient près du tiers du carburant transporté ! L'insuffisance de nos moyens était notoire. Réaction du général : « Il est inadmissible que la progression vers les Vosges soit ajournée. Que le 4<sup>e</sup> bureau se débrouille... » Il se débrouilla... La 3<sup>e</sup> D.I.A. repartit réservoirs pleins. Mais quelque temps après, les hauts états-majors U.S. s'enquirent des conditions et sur quels ordres, deux compagnies de transport américaine, dont la trace avait été momentanément perdue, avaient ravitaillé en carburant la 3<sup>e</sup> D.I.A. Le chef du 4<sup>e</sup> bureau ignore encore comment le général régla lui-même l'affaire par téléphone avec autorité, le dispensant ainsi d'avoir à confesser les moyens utilisés !...

### 2° La mise en route des trains de ravitaillement

On ne pouvait renouveler pareil exploit. La ligne de communication s'allongea. Les longues rotations auto entre la division et les dépôts d'armée encore très en arrière, dépassaient les possibilités de nos moyens. Sur l'initiative du chef d'état-major, une voie ferrée désaffectée fut remise en état, et au prix d'une rupture de charge, les trains de ravitaillement raccourcirent le cordon routier. Les questions de chemin de fer ne se règlent pas à l'échelon division, mais à celui armée, voire G.Q.G. Lorsque l'urgence de la mission exige une entorse aux normes, le conformisme doit céder. Le général prit à nouveau l'affaire à son compte.

Quelque temps plus tard, une première fournée de citations récompensait initiative et activité de l'état-major : elles ne mentionnaient évidemment que les résultats obtenus.

### 3° La réoccupation de Strasbourg (22 janvier 1945)

Lorsque l'offensive von Rundstedt dans les Ardennes surprit le S.H.A.P.E., les Américains, pour conjurer la menace, dégarnirent leur flanc sud et lâchèrent brusquement Strasbourg. En moins de vingt-quatre heures, la 3<sup>e</sup> D.I.A. devait les remplacer, à l'issue d'un large bond vers le nord, sous peine de voir les Allemands franchir à nouveau le Rhin et réoccuper la ville. Ce mouvement posait à l'état-major un problème ardu, mais le général le savait rodé aux tâches difficiles, à la réalisation de tours de force. Les délais ne permettaient pas d'élaborer des plans de mouvement, tels qu'on les enseigne dans les écoles militaires supérieures. Après ébauche rapide, les éléments essentiels furent passés aux unités classées par ordre d'urgence, par téléphone ou télex, tandis qu'un détachement de l'état-major et des transmissions, avec le chef du 4<sup>e</sup> bureau, partait pour Strasbourg par la route, en détachement précurseur, pour préparer l'implantation des unités. Il arrivait en pleine nuit dans une cité vide de troupes, et émettait copieusement au voisinage du Rhin, de faux messages radio, pour tromper l'ennemi sur les conditions d'occupation de la ville et des rives du fleuve. Succès du stratagème ou coïncidence, les Allemands ne bougèrent pas... Au petit matin, l'embryon d'état-major qui avait passé la nuit en première ligne accueillait les troupes. Strasbourg était sauvée.

Le 11 février 1945, le général de Gaulle en personne passait une revue place Kléber, et décorait une douzaine d'officiers, désignés par le général Guillaume, et triés parmi ceux qui s'étaient distingués au cours de cette campagne de France. Quelle ne fut pas ma stupéfaction de figurer parmi les élus, ainsi que le colonel Lardin, chef d'état-major et le commandant Andolenko, chef du 2<sup>e</sup> bureau, et de recevoir la Légion d'honneur assortie de la croix de guerre avec palme. Décidément, le général Guillaume savait récompenser les réalisateurs de ses conceptions, en somme les membres actionnés par son cerveau.

Général FRITSCH,

ancien chef du 4<sup>e</sup> bureau de l'E.-M. de la 3<sup>e</sup> D.I.A.

## SOUVENIRS

L'Armée d'Afrique est en deuil. Elle a perdu un de ses derniers grands seigneurs.

Dans la lignée des Lamoricière, Bugeaud, Bournazel, Lyautey dont il fut le disciple, le général Guillaume aura marqué comme eux, comme Gallieni, Juin, de Lattre, Monsabert, l'histoire militaire et coloniale de la France.

Il appartient à d'autres et dans un autre cadre, de retracer la prodigieuse carrière du général Guillaume qui fut tour à tour :

- **chef de guerre** : c'était sa vocation, sa raison de vivre ;
- **administrateur** : cela coulait de source, après sa brillante réussite aux Affaires indigènes du Maroc, à tous les postes de cette hiérarchie ;
- **diplomate** : parce que la France avait besoin d'un homme comme lui dans des circonstances difficiles ;
- **haut conseiller militaire du gouvernement et chef d'état-major de la Défense nationale** : sa culture, ses brillants états de service, son prestige, le plaçaient en première ligne pour assurer successivement les responsabilités de ces charges ;
- **enfin, écrivain et historien**, pour notre plus grand plaisir, et pour apporter au dossier de l'histoire un témoignage capital.

Mais pour nous, anciens de la campagne d'Italie, le général Guillaume fut le dernier des cinq grands subordonnés du général Juin, aux côtés de Dody, Monsabert, Brosset, Sevez. C'était le dernier des « maréchaux de Juin l'Africain ».

Avec lui c'est une page de notre histoire qui vient de se tourner. Mais avant que ne se referme à jamais le grand livre de cette épopée en terre italienne, écrite par tous ceux qui eurent l'honneur de porter l'insigne au Coq d'Or, il appartient au C.E.F.I. de rendre hommage à celui qui, à la tête de ses tabors, a pris une part prépondérante à la victoire du Garigliano en ouvrant la route de Rome et de Sienna au C.E.F., avant de succéder, à la tête de la 3<sup>e</sup> D.I.A., au général de Monsabert.

C'est au maréchal Juin lui-même que nous demanderons de nous parler de son camarade de combat en Italie, mais aussi de son ami du Maroc et son dauphin pour la charge de résident général au Maroc, puis pour celle de chef d'état-major de la Défense nationale.

« Après la phase de rupture, dans la tête de pont du Garigliano, c'est au corps de montagne, qui comprenait la 4<sup>e</sup> division marocaine de montagne du général Sevez et les groupements de tabors du général Guillaume, qu'allait échoir la mission capitale dans la phase d'exploitation.

« Le général Guillaume, lui, s'est donc donné pour mission, avec ses deux groupements (colonels Leblanc et Gauthier) de gagner, au plus vite, la région de Spigno où la 88<sup>e</sup> division du 2<sup>e</sup> C.A.U.S., à notre gauche, livre un violent combat pour permettre à ses tabors d'aborder, par là, le massif du Petrella et d'y appuyer, en direction du mont Revole, sa manœuvre d'enroulement.

« Dans les rangs des goumiers marocains, c'est le débordement d'enthousiasme dès l'instant qu'ils ont appris qu'ils allaient être engagés — dans cette montagne semblable à celle du Moyen-Atlas, propice aux embuscades où ils excellent. Ils sont transfigurés à l'idée du « baroud » tandis que leur chef, le général Guillaume, s'exerce à les presser en avant, ne leur intimant qu'un seul ordre, ses « zidou el gouddam ! » (encore en avant !). »

Et en avant ils le furent souvent dans ce massif du Petrella, réputé infranchissable.

« Démarrant le 13 mai de Spigno, le général Guillaume avait atteint avec ses goums le 17 le mont Revole qui était son premier objectif.

« A la tête de ses deux groupements de tabors, renforcés du 1<sup>er</sup> R.T.M. et de deux groupes d'artillerie du 69<sup>e</sup> R.A.A., son intention est de pousser assez vite sur les monts Faggeto et Campodimele, sur la route Pico-Itri, qui constitue avec son prolongement sur Arce, l'objectif de la manœuvre d'armée. Ce serait évidemment un véritable coup de maître pouvant entraîner la capture de tous les éléments ennemis attardés à la défense de la « Pontecorvo Linie ».

« Mais, ce même jour, le commandant suprême allemand prend conscience de l'erreur qu'il a commise en dégarnissant le massif du Petrella... Il découvre tout à coup le danger de la manœuvre d'enroulement amorcée par le général Guillaume. Aussi décide-t-il de diriger d'urgence des renforts pour assurer la sécurité de la route Itri-Pico. Mais rien n'échappe, maintenant, aux guetteurs goumiers des déplacements effectués sur ce vaste champ d'action qu'ils dominent. Tous les mouvements de l'ennemi sont repérés et les manœuvres d'embuscade, c'est-à-dire d'anéantissement sont rapidement montées. Manœuvres impeccables par leur précision que le général Guillaume dirige en personne. Tous les renforts envoyés par l'ennemi sont successivement détruits et les véhicules incendiés. A la nuit les tabors s'installent sur le Faggeto et la Serra Macere en maîtres incontestés du champ de bataille. »

Plus loin, dans ses mémoires, le maréchal Juin écrit encore :

« Le corps de montagne, avec le général Sevez (4<sup>e</sup> D.M.M.) et les groupements de tabors du général Guillaume, avait glorieusement achevé sa participation à la prise de Rome en exploitant remarquablement la rupture obtenue sur le Garigliano, par sa manœuvre de débordement par les hauts du terrain depuis le Petrella jusqu'au débouché des monts Lepini, que les goumiers, en particulier, avaient parcourus sur l'arête médiane. »

Après Rome, les tabors participeront avec les autres divisions à la campagne d'été qui s'achèvera après Sienne, devant Florence.

Pendant cette campagne d'Italie, le général Guillaume, guerrier de l'Atlas, pacificateur et administrateur du bled, s'était révélé comme un manœuvrier audacieux, voire intrépide, mais toujours soucieux des forces et du sang de ses hommes. Qualités qu'allaient apprécier quelques semaines plus tard nos camarades de la 3<sup>e</sup> D.I.A.

Avant de refermer les mémoires du maréchal Juin, jetons un coup d'œil sur son testament politique de résident général de France au Maroc. S'adressant au chef du gouvernement, il écrit pour régler sa succession :

« Ce doit être encore, à mon avis, un militaire pour éviter aux populations de l'intérieur une transition trop brusque, et je ne vois que le général Guillaume qui réponde à toutes ces conditions. C'est un marocain de formation ayant pris une part active à l'achèvement de la pacification et ayant à la fois la pratique des affaires militaires et indigènes. Il a été après l'armistice un directeur particulièrement averti des affaires politiques et le créateur du corps des goums dont on connaît le rôle glorieux à la Libération, et depuis en Indochine. Je sais qu'il n'est pas candidat et qu'il ne tient pas à la place, c'est une référence de plus. Il n'aura souci que de maintenir dans sa ligne, qui est la mienne, sans craindre l'impopularité. »

Je n'ai malheureusement pas eu, au cours de ma carrière militaire, l'honneur et le plaisir de servir directement sous les ordres du général Guillaume. Mais à maintes reprises j'ai eu le privilège de l'approcher dans des circonstances qui m'ont marqué.

« Mon premier contact en Italie fut un contact « radio » alors que j'essayais de servir de relais et de traducteur entre le « Soleil » d'Auroch et le « Soleil » de « Belphegor » en l'occurrence et respectivement en personne le général Guillaume et le général de Monsabert. Ils s'informaient mutuellement de leur situation dans le Famma et le Petrella en utilisant la langue arabe pour coder leur conversation.

Je le retrouvai après la guerre alors que j'étais au deuxième bureau de l'état-major de la Défense nationale et que le général Guillaume était chef de la mission militaire française en U.R.S.S. Ses rapports sur l'Armée Rouge et ses études sur la campagne de Russie étaient un régal que s'arrachaient les officiers du 2<sup>e</sup> bureau. Je l'ai revu plusieurs fois à Baden-Baden alors que j'accompagnais le maréchal dans ses visites aux forces alliées de Centre-Europe.

Mais c'est de la grandiose et émouvante manifestation du Tizi n'Treten que je garde le plus chaud souvenir.

C'est dans le cadre grandiose et majestueux de l'Atlas, entouré de tous les chefs civils et militaires, et de toutes les notabilités du Maroc, en présence de tous les goums marocains réunis sur ce plateau autour de leur drapeau que le général Guillaume, leur ancien chef, devait recevoir des mains du maréchal la grand-croix en même temps qu'était épinglée à la hampe du drapeau des Goums la Légion d'honneur.

Ce devait être là la dernière grande prise d'armes de l'Armée française en cette terre maghrébine.

Ceux qui avaient été les grands seigneurs de cet empire français glorieux et rayonnant allaient laisser la place à des générations nouvelles pour qui les mots « empire », « colonies » n'auraient plus les mêmes résonances.

Général BONHOUR.





Sur la place Rouge, le général Wassilevsky, chef de l'état-major général,  
serre la main du général Guillaume.  
Sous la caméra, le commandant Georges de Bouteiller.

## MOSCOU 1945-1947

### Attaché militaire à Moscou

par Georges de Bouteiller, ministre plénipotentiaire,  
ancien ambassadeur

En juin 1945, les opérations terminées, le général Guillaume souhaitait prendre le commandement du 2<sup>e</sup> corps d'armée en Allemagne. L'état-major lui avait proposé le poste d'attaché militaire à Moscou. Ce qui ne l'attirait pas beaucoup. Il fut convoqué par le général de Gaulle. « Alors, lui dit-il, vous refusez d'aller à Moscou ?... Il s'agit d'une question à laquelle j'attache la plus grande importance. J'estime indispensable d'envoyer là-bas un représentant militaire du grade de général. Cela compte en Russie. Ce général doit avoir fait la guerre. Enfin il doit parler russe. Vous seul remplissez ces trois conditions. » — Objections du général Guillaume... — « J'avancai un nom. » — « Inutile d'insister, reprit de Gaulle. Vous irez à Moscou. C'est votre devoir et c'est un ordre. Vous nous direz comment les Russes se sont battus et pourquoi ils ont vaincu. Ne confondez pas les deux questions : la première est d'ordre stratégique et tactique. La seconde est autrement vaste... » (Général Guillaume, **Homme de guerre**, p. 189-190.)

Le général de Gaulle avait déterminé lui-même le thème de la mission assignée au premier attaché militaire français envoyé en U.R.S.S. après la signature du pacte franco-soviétique (10 décembre 1944) et la fin de la Seconde Guerre mondiale où l'effort russe avait été si important.

C'est ainsi que j'eus le privilège d'accompagner le général Guillaume à Moscou vers la fin de l'année 1945 et d'y être son plus proche collaborateur. Officier des A.I., ayant participé aux opérations au 1<sup>er</sup> G.T.M., et fait avant la guerre quelques études de russe, le général me connaissait un peu, mais nos relations devinrent beaucoup plus étroites en Union soviétique, dans le milieu austère, méfiant, glacial une partie de l'année... et l'isolement où nous vivions. On voyait alors peu de Français, hormis les agents de l'ambassade, en nombre réduit à cette époque. Point de touristes. Parfois des délégations du Parti.

Dès son arrivée, le général se donna à fond à ses nouvelles fonctions dans son bureau du 1<sup>er</sup> étage de la ravissante « maison de boyard » mise à sa disposition au bord de la Moskva, quai Kropotkine — un prince anarchiste du XIX<sup>e</sup> siècle. Il nous menait la vie dure avec sa gentillesse coutumière mais aussi toute sa fermeté. Il fallait « remplir la valise » tous les quinze jours, donc travailler d'arrache-pied. L'équipe était rassemblée dans une pièce au rez-de-chaussée, voisine du secrétariat.

Le général m'avait chargé d'un vaste secteur : l'organisation générale de la défense nationale et des forces armées soviétiques terrestres, la mise sur pied de l'économie de guerre en 1941-1942 et sa reconversion. Le commandant Ailleret (plus tard général, chef de l'état-major) devait s'occuper de son arme d'origine, l'artillerie, qui joua un grand rôle dans les batailles sur le front germano-russe en

1944 et 1945. Mais celui-ci ne pouvant s'adapter aux conditions d'existence en U.R.S.S., spécialement à l'hôtel « Metropol » (où, les premiers temps, nous partagions... une chambre) quittera Moscou au bout de trois mois. Le lieutenant Leloup, expert en langue russe mais officier de réserve, sera démobilisé en 1946. Je restai seul pour seconder le général dans l'accomplissement d'une large part de sa mission. Deux adjoints — mer (le capitaine de vaisseau Peltier) — et air (le commandant de Saint-Marceau, brillant officier de Normandie-Niemen) y contribueront dans leur domaine respectif.

Ce dont je veux porter témoignage ici, ce n'est pas de l'« homme de guerre », mais du... « bûcheur » qu'était le général Guillaume. Non pas que son passé militaire fût ignoré des Soviétiques. Bien au contraire. Leur agrément à sa venue en U.R.S.S. avait certainement été précédé d'une enquête minutieuse. Sur ce plan le général bénéficiait de toute l'estime des maréchaux et généraux à la tête des divers bureaux et services de l'état-major de l'Armée Rouge. De surcroît, quand il les rencontrait dans les réceptions officielles, il savait bien leur tenir tête en avalant allègrement à la russe, d'un coup sec, après chaque toast, le traditionnel verre de vodka. Et Dieu sait si les toasts sont nombreux dans les repas ou cocktails soviétiques !

Néanmoins, représentant d'une puissance occidentale — et la guerre étant finie — l'attaché militaire de France ne disposait pas de plus de sources d'informations que ses collègues n'appartenant pas aux pays de l'Est. Elles se bornaient à toute la variété de la presse quotidienne, notamment le journal de l'armée, *l'Etoile rouge*, puis à quelques revues militaires et ouvrages divers.

Nous nous aperçûmes vite que l'on pouvait tirer beaucoup de choses de tout cela à condition d'éplucher soigneusement cette documentation, de savoir lire entre les lignes, de pouvoir décoder les termes militaires conventionnels camouflant les unités, les matériels, les usines, de faire de savants recoupements, en bref à condition d'avoir beaucoup de persévérance, de patience et d'ordre. Encore fallait-il ne pas perdre son temps à déchiffrer la langue russe elle-même.

Le général et moi-même en avions déjà une assez bonne connaissance. Pour nous perfectionner et arriver à maîtriser cette langue pleine de nuances et de subtilités — une vraie langue diplomatique... — nous avons adopté une méthode joignant l'utile à l'agréable. Nous fréquentions régulièrement le théâtre classique le « Malyi », le « Petit Théâtre » — l'équivalent de notre Comédie française — voisin du « Bolchoï », le fameux opéra de la capitale soviétique. Au début nous lisions la pièce représentée en choisissant des auteurs à la langue simple et claire, Tchekov ou Tourgueniev, ensuite des œuvres plus difficiles de Gogol, Ostrovski, Gorki, etc. Nous faisons prendre des places dans les premiers rangs de la salle pour ne pas perdre une syllabe de la merveilleuse diction des acteurs russes qui adorent leurs bons vieux auteurs.

Nous passâmes ainsi de fructueuses et intéressantes soirées. Des mots totalement inconnus de nous en entrant au théâtre pénétraient sans effort dans la mémoire où ils demeuraient avec leur sens que nous avions deviné, et en plus — chose capitale — la place de l'accent tonique. Pendant ce temps, Mme Guillaume et mon épouse allaient à un ballet, à un concert ou encore au « koukolnyi », l'amusant « théâtre de poupées » d'Abrazov.

Au bout de quelques mois de ce régime nous pouvions nous rendre à des représentations sans rien lire du tout auparavant. Au bureau, la presse était rapidement avalée le matin et exploitée ultérieurement dans des synthèses, de même que les autres sources dont nous disposions, notamment les innombrables petites brochures relatives à la guerre que l'on pouvait acheter librement. On en tirait parfois deux ou trois lignes valables.

Les autorités soviétiques invitaient les attachés militaires de l'Est et de l'Ouest avec leurs collaborateurs aux défilés organisés à l'occasion de l'anniversaire de la Révolution d'Octobre, le 7 novembre, et du 1<sup>er</sup>-Mai (depuis les années 1950 seule la manifestation civile a été maintenue le jour de la Fête du Travail). Nous nous rendions en uniforme sur un podium au pied du mausolée de Lénine, au milieu d'officiers soviétiques. (Je crois bien avoir été le seul à porter le képi bleu des A.I. en U.R.S.S. et sur la place Rouge !) Ces défilés si magnifiquement organisés pouvaient être une source d'informations mais il fallait avoir le regard vif, aigu, pénétrant et de la mémoire visuelle pour distinguer le « nouveau » dans tout le matériel qui passait rapidement sous les yeux.

Ainsi s'écoulèrent des mois, puis des années à Moscou. Une vie studieuse et un travail de bénédictin qu'agrémentait, cependant, la bonté du général et de Mme Guillaume qui nous emmenaient le dimanche visiter des châteaux-musées autour de Moscou, mais pas au-delà de 40 kilomètres... sous peine de se faire arrêter. On nous permit toutefois de nous rendre à Borodino sur le célèbre champ de bataille de la campagne de 1812, situé hors des limites usuelles. L'accès à Léninegrad par le train « la Flèche Rouge » était libre. Nous ne nous lassâmes jamais de circuler dans cette ville où rien, en 1946, ne témoignait, après deux ans à peine, du terrible siège de neuf cents jours de cette cité où les armées allemandes ne parvinrent jamais à pénétrer. De vieilles Françaises, venues jadis dans la Russie des Tsars comme gouvernante ou préceptrice, nous firent le récit des souffrances et privations qu'elles avaient alors endurées.

De certains travaux du poste et de ses propres études, le général fit la synthèse dans **Pourquoi l'Armée Rouge a vaincu** (Julliard, 1948). Son second ouvrage moscovite, consacré aux opérations fut le fruit de ses recherches personnelles. **La guerre germano-soviétique, 1941-1945**, (Payot, 1949) Ces deux livres ainsi que les rapports envoyés à la « Defnat » à Paris répondaient aux questions que le général de Gaulle avait prié son attaché militaire en U.R.S.S. d'éclaircir.

Le général Guillaume quitta Moscou en octobre 1947 pour prendre le commandement en chef des troupes françaises en Allemagne, après un bref passage à l'Inspection générale de l'armée comme adjoint au général de Lattre. Moi-même je partis d'U.R.S.S. un peu plus d'un an après pour poursuivre une carrière hors de l'armée, d'abord à l'inspection de la F.O.M., puis au quai d'Orsay.

J'avais mené auprès du général Guillaume une vie passionnante dans une Russie qui sortait de la guerre. Je lui en fus toujours reconnaissant. Ce n'est pas sans beaucoup d'émotion qu'une trentaine d'années plus tard, ambassadeur dans la République populaire de Mongolie, je repassai par Moscou pour aller en congé en France. A Paris ou à Guillestre je voyais régulièrement le général et sa famille. Il aimait évoquer les souvenirs de la période russe de sa carrière et nos travaux qui, à l'époque, firent mieux connaître l'Union soviétique et son armée. Le général sourit lorsque je lui racontai une visite faite à Moscou en 1976 à notre attaché des Forces armées, quai Kropotkine. Il y avait tant de monde au poste que la maison avait dû être totalement transformée. L'appartement, les pièces de réception avaient disparu, même la cuisine au sous-sol. Rien que des bureaux du haut en bas. Le général avait été refoulé dans une H.L.M. de banlieue. Le volume du travail n'avait guère changé, mais une vingtaine d'officiers se le partageaient : nous étions quatre, le général compris... A l'ambassade les effectifs étaient passés de 12 à 140 ! Entre-temps, il est vrai, l'U.R.S.S. était devenue une superpuissance.

## Préface de l'ouvrage

### « La guerre germano-soviétiques 1941-1945 »

par le maréchal de LATTRE de TASSIGNY

Chef de notre mission militaire en U.R.S.S. dès le lendemain de la Victoire, le général Guillaume a rapporté de son séjour à Moscou une œuvre d'un intérêt capital où apparaissent ses éminentes qualités de travail, sa science militaire et son talent déjà connu d'écrivain.

Si l'on en croyait sa modestie, son livre ne serait rien de plus qu'un ouvrage de documentation, la somme méthodiquement présentée des études parues dans les publications soviétiques sur les opérations de la guerre germano-russe.

Il est cela d'abord, et, à ce seul titre, il mérite de retenir toute l'attention. Car c'est la première fois que nous pouvons disposer de renseignements sérieux et contrôlés sur l'un des aspects les plus essentiels de la Seconde Guerre mondiale.

Mais les commentaires dont le général Guillaume assortit chacun de ses chapitres sont des synthèses intelligentes et personnelles qui éclairent de façon remarquable les grandes étapes de la lutte fantastique où se sont affrontées, pendant près de quatre années, sur le front de l'Est européen, la Wehrmacht et l'Armée Rouge.

Dans leur concision et leur objectivité scrupuleuse, ces commentaires donnent une explication raisonnée de la victoire soviétique. Echec du Blitzkrieg devant Moscou en 1941, fin désastreuse des grandes poussées offensives de Hitler à Stalingrad en 1942, batailles d'usure décisives de l'été 1943 — toutes ces phases successives, connues de façon trop superficielle, se précisent et se justifient par des motifs logiques, sagement analysés.

De même est mis en pleine lumière l'emploi de la stratégie de Foch, fait avec une méthode magistrale par le commandement soviétique dès l'instant où, son artillerie ayant réussi à « casser » définitivement l'armée blindée allemande, il dispose d'effectifs et de moyens matériels suffisants pour conserver sans cesse l'initiative et imposer sa supériorité à l'adversaire.

Et c'est la série ininterrompue des victoires éclatantes qui ébranlent tout le front de l'Est dans le même temps que les armées britannique, américaine et française submergent à l'Ouest « la forteresse Europe » et pénètrent elles aussi en Allemagne — le général Guillaume en tête de notre 1<sup>re</sup> armée.

C'est Joukov à Berlin et l'écroulement du nazisme..

Désormais, l'étude du général Guillaume devra nécessairement être consultée par tous ceux qui entreprendront d'écrire l'histoire de la dernière guerre. Elle sera aussi le « classique » que devront connaître les officiers et les spécialistes qui chercheront dans cette expérience glorieuse et gigantesque des enseignements applicables à l'avenir.

Car telle est l'irremplaçable vertu de l'histoire. Le général Guillaume, vieil africain, incomparable chef des Goums, magnifique commandant de la 3<sup>e</sup> division d'infanterie algérienne, est un homme d'action trop dynamique pour rechercher dans le passé des règles absolues qui seraient à jamais valables. Mais il sait la richesse que ce passé apporte à quiconque en comprend les lignes maîtresses. Il a mis sa passion à dégager celles-ci, sa passion et aussi sa rare connaissance des choses de la guerre comme son érudition de slavophile, diplômé de l'Ecole des langues orientales. C'est pourquoi son livre fait honneur à la science historique française en même temps qu'à notre littérature militaire.

Jean de LATTRE.





**Le général Eisenhower passe en revue les F.F.A. avec le général Guillaume.**

## LE COMMANDEMENT DES F.F.A.

### Le général Guillaume en Allemagne (1948-1951)

Le 22 mars 1948, le général de corps d'armée Augustin Guillaume était nommé par le conseil des ministres, commandant supérieur des Troupes françaises d'occupation en Allemagne (T.O.A.) en remplacement du général Sevez qui avait trouvé la mort accidentellement le 29 février précédent.

Le général Guillaume, depuis son retour de Moscou où il avait été attaché de la Défense nationale à l'ambassade de France, remplissait à Paris les fonctions d'adjoint auprès du général d'armée de Lattre de Tassigny, inspecteur de l'Armée de terre.

Le général devenait ainsi, comme son prédécesseur, le commandant militaire des troupes et services des armées françaises de terre, mer et air en Allemagne, sous l'autorité du général d'armée Kœnig qui, avec le titre de commandant en chef, assumait essentiellement les fonctions politiques de représentant du gouvernement dans la zone française d'occupation en Allemagne et disposait des forces françaises en Allemagne occupée.

Il est bon de rappeler l'articulation des forces françaises en Allemagne : celles-ci comprenaient, avec Baden-Baden comme siège des commandements en chef et supérieur, les deux zones d'occupation Nord et Sud correspondant, la première au Land rhéno-palatin, la seconde au Land Bade-Wurtemberg, et le secteur français de Berlin.

La zone Nord était commandée par le général de division Caillies, la zone Sud par le général de division Malagutti. La 5<sup>e</sup> division blindée, commandée par le général Mozas bientôt remplacé par le général de division Schlessler était répartie entre ces deux zones à raison de deux groupements blindés en zone Nord et du troisième en zone Sud.

Les forces aériennes étaient constituées essentiellement par la 1<sup>re</sup> division aérienne commandée par le général Murtin et la flottille navale du Rhin par le capitaine de vaisseau La Garrigue.

Le secteur militaire de Berlin était sous les ordres du général de division Ganeval qui en était co-gouverneur avec ses homologues alliés et soviétique.



Le 25 mars, le général Guillaume arrivait à Baden-Baden et prenait effectivement ses fonctions.

Son premier geste consistait à matérialiser cette prise de commandement en venant commémorer le 31 mars le troisième anniversaire du passage du Rhin par la 1<sup>re</sup> armée française et les alliés américains.

Il exprimait dans ces premières cérémonies, sa fidélité et son attachement au souvenir de ces glorieuses opérations encore toutes proches, exécutées essentiellement par les unités de l'Armée d'Afrique qui lui étaient si chères et qu'il

avait lui-même conduites au succès pour la 3<sup>e</sup> D.I.A. et les 4 groupes de tabors marocains.

Ce même jour, à Spire, après avoir passé en revue les détachements du III/7<sup>e</sup> R.T.A., du 49<sup>e</sup> R.I. (ancien groupement Pommies), du 3<sup>e</sup> R.S.A.R., du 5<sup>e</sup> R.T.M., du 3<sup>e</sup> R.S.M. de la zone Nord, il s'exprimait en ces termes sur le parvis de la cathédrale :

« Dès le 19 mars 1945, un bataillon du 4<sup>e</sup> R.T.T. traverse de vive force la Lauter, pénétrant le premier en Allemagne. Mettant à profit l'attaque sur notre gauche du 6<sup>e</sup> corps américain, les gومiers s'infiltrèrent entre deux ouvrages de la ligne Siegfried et apparaissent soudainement sur les arrières ennemis, tandis que le C.C. 6 pousse sur le pont de Maxau. Le succès est décisif : des centaines de prisonniers et un énorme matériel restent entre nos mains. »

Il rappelait ensuite que « le 31 mars 1945 à 2 h 30 du matin (par surprise) le groupe franc et le 1<sup>er</sup> bataillon du 3<sup>e</sup> R.T.A. franchissent le Rhin », puis le général poursuivait ces différentes cérémonies commémoratives, passant successivement en revue les troupes dont il assumait désormais le commandement.

Le général s'attelle aussitôt à sa mission, qu'il remplira avec un dynamisme et une activité inlassables au cours des trois ans et demi qu'il va passer en Allemagne.

Il se fixera comme objectifs :

- de préparer au mieux la couverture opérationnelle largement en avant de nos frontières et en liaison étroite avec les commandements alliés, ce que nous évoquerons par la suite ;
- de mettre en condition les unités et les cadres destinés à aller se battre soit collectivement, soit individuellement, en Indochine contre le Viet-Minh, dans un cadre opérationnel, un terrain et un climat totalement différents de ceux d'Europe occidentale et de la guerre conventionnelle que nous y avons menée trois ans plus tôt.

Cette action, il la conduira simultanément :

- par ses directives et son contact direct avec ses subordonnés ainsi que par les rapports périodiques et fréquents réunissant à l'état-major à Baden-Oos la quinzaine de généraux commandant les troupes et les services des T.O.A. ;
- par ses inspections des corps de troupe et de leurs implantations, dans les casernes, comme sur le terrain au cours des manœuvres très fréquentes, des écoles à feu, etc., exécutées notamment dans les vastes camps (hérités de l'ancienne Wehrmacht) tels que Baumholder (en zone Nord au Palatinat) et Münsingen, sur les hauteurs du Jura souabe (au Wurtemberg pour la zone Sud).

Il présidera de nombreuses cérémonies, et inspectera tous les corps de troupe et les écoles, deux fois par an, se tenant très informé par ces contacts directs des problèmes des unités et de leurs cadres, disant familièrement, surtout à propos des hommes de l'Armée d'Afrique : « Je veux voir leurs gueules, et leur montrer la mienne. »

Il apportera un soin tout particulier à ses visites aux corps de l'Armée d'Afrique de retour des T.O.E. ou partant se battre en Indochine. Lors d'une visite au 7<sup>e</sup> R.T.A., le général, après avoir réuni les officiers, leur dira que le régiment devait être dissous. Il s'était aussitôt rendu à l'état-major de l'Armée à Paris : sachant que le colonel qui avait fait signer l'ordre de dissolution avait précisément servi au 7<sup>e</sup> tirailleurs pendant la guerre, le général convoqua donc cet officier supérieur et lui dit : « X..., quand on a fait, comme vous, la campagne avec ce magnifique régiment et qu'on le désigne pour être dissous, on est un traître à sa tradition. Je vous donne huit jours pour faire rapporter par le ministre cet ordre de dissolution que vous avez fait signer, sinon je vous considérerai vous-même comme un traître. » Dans le délai prescrit, l'ordre de dissolution était rapporté et le 7<sup>e</sup> R.T.A. maintenu.

Le général, bien qu'il n'eût pas de gومs dans son commandement, était toujours heureux de se retrouver au milieu de ses anciens officiers des tabors et des gومs. Il devait recevoir à diverses reprises à Baden les visites des généraux Leblanc, de Latour et Massiet du Biest, anciens commandants des 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> G.T.M., et aussi des colonels Parlange, Pantalacci et Fly Sainte-Marie et de bien d'autres de ses fidèles des Gومs et des Affaires indigènes du Maroc.

A plusieurs reprises, des réunions amicales des anciens de la Koumia présidées par le général accompagné de Mme Guillaume eurent lieu aux T.O.A., où se retrouvèrent de nombreux anciens, notamment à Baden et aussi dans le fief particulièrement accueillant de notre vice-président André Noël, commandant le gouvernement militaire de Constance, où tous se retrouvaient dans une ambiance charmante et chaleureuse autour de méchouis traditionnels. Le lieutenant Mimoun, futur commandant de la gendarmerie du Maroc, y assistait également. De même, une réunion particulièrement réussite eut lieu au camp de Münsingen, commandé par le colonel Picardat qui y avait établi bien des habitudes chères aux A.I. du Maroc et dont il faisait bénéficier l'œuvre des « Veuves de guerre » à laquelle Mme Guillaume consacrait avec un dévouement remarquable une partie importante de son temps. Elle était secondée par Mme Turnier, veuve de l'ancien chef d'état-major de la 5<sup>e</sup> D.B.

Outre ses nombreuses activités et des déplacements constants sur les routes de Baden à Coblenze et à Lindau, le général ne manquait aucune occasion d'aller exalter sur place le souvenir des opérations au cours desquelles tant des nôtres avaient glorieusement participé, ainsi que la mémoire de ceux qui y étaient tombés.

Les anniversaires se succédaient, de la défense des abords de Strasbourg (à Kilstett en janvier 1945) à celui de la bataille de Colmar en février 1945, puis c'étaient ceux du passage du Rhin, en Palatinat (à Leimersheim, Gersmersheim et Spire).

\*  
\*\*

Il faut naturellement rappeler ici que le général se rendait aussi, régulièrement, à Berlin pour inspecter les troupes et services du secteur français commandé par le général Ganeval qui assurait la liaison avec les commandants des secteurs alliés (U.S. et britannique) et soviétique de la capitale allemande.

Peu après la prise de commandement du général, les soviétiques allaient interrompre toutes les relations ferroviaires et routières qui avaient existé jusqu'alors, depuis 1945, entre Berlin-Ouest et les zones d'occupation des trois alliés occidentaux, en empruntant les seuls cordons ombilicaux initialement définis pour traverser la zone d'occupation soviétique : c'était le blocus de Berlin dont le ravitaillement des secteurs occidentaux allait se trouver subitement paralysé, ce qui était angoissant pour la population.

Il importait donc, pour les Alliés, de créer le plus rapidement possible, en commun, un pont aérien pour ravitailler la population de Berlin-Ouest en utilisant les seuls couloirs aériens que les soviets acceptaient désormais de maintenir.

Il fut décidé entre alliés de mettre en service, en l'améliorant considérablement, le terrain d'aviation de Tegel, situé dans le secteur français, qui se prêtait le mieux à cette mission.

Un travail intense fut donc entrepris par le commandement français de Berlin et particulièrement par le 46<sup>e</sup> B.I. pour transformer cet aérodrome très rapidement.

Le 5 novembre 1948, le premier Skymaster américain pouvait se poser à Tegel avec à son bord le général Cannon, commandant les forces aériennes U.S. en Europe. Un trafic normal pouvait fonctionner dès le 15 novembre et 120 à 140 avions Dakotas pouvaient se poser par jour, ainsi que des Skymasters.

Le 1<sup>er</sup> décembre 1949, le général Ganeval, gouverneur français de Berlin, représentant le général Guillaume, inaugurerait officiellement l'aéroport de Tegel, en présence des troupes françaises, anglaises et américaines.

Dès ce 1<sup>er</sup> décembre, 2.500 tonnes/jour arrivaient à Tegel au rythme de 250 Dakotas par jour, avec un radioguidage permettant les atterrissages et décollages de jour, de nuit, par tous les temps, dans cette zone berlinoise particulièrement sujette à un brouillard très dense.

Le général Guillaume se rendit lui-même à diverses reprises à Berlin avec sa forteresse volante pendant toute la période du blocus de Berlin, dont les populations réconfortées par l'effort des Alliés furent ravitaillées correctement et sauvées tant physiquement que moralement.

Le 9 juin, en particulier, le général venait assister à une imposante revue des troupes britanniques en l'honneur de l'anniversaire du roi George VI.

Ce n'est qu'au début de juillet 1949 que les soviétiques se décidèrent à lever le blocus de Berlin. Quelques jours après, le 14 juillet, avait lieu une importante revue militaire française à l'occasion de notre fête nationale.

\*\*

La mission du général commandant français des T.O.A. était donc largement conditionnée, à Berlin notamment, par ses relations avec ses homologues alliés.

L'importance de celles-ci était naturellement considérable, en vue de la coordination des activités opérationnelles éventuelles de l'ensemble des forces alliées, déployées depuis la mer du Nord jusqu'à la Suisse.

Le général Guillaume eut à cœur, dès sa prise de commandement, de réaliser une liaison aussi personnelle qu'officielle avec les commandants en chef américain et anglais, afin d'être en mesure de remplir efficacement, avec eux, la mission de couverture et de défense de l'Allemagne occidentale en cas d'agression possible soviétique dont les divisions n'étaient distantes des nôtres (françaises) que de quelques centaines de kilomètres à peine.

Cette liaison avec les alliés, il l'obtiendra très rapidement par son caractère droit et direct, souvent entier, mais qu'il saura accompagner d'une dose très réelle de diplomatie, de gentillesse et de bonne humeur. Il saura ainsi créer un véritable lien d'amitié entre lui et ses homologues.

Bien des témoignages confirmeront cet ascendant du général Guillaume sur ses pairs alliés. C'est ainsi que Mme Handy, épouse du commandant en chef américain en Europe, fit, peu après son arrivée en Allemagne, cette réflexion amusante, disant qu'elle désirait beaucoup le connaître « because general Guillaume is the most attractive man in Europe ».

Le général Guillaume retrouva aussi parmi les généraux américains commandant les grandes unités stationnées en Allemagne d'anciennes connaissances des armées d'Italie ou des divisions qui s'étaient battues aux côtés de la 3<sup>e</sup> D.I.A. et des « famous maroccan goums ».

Ces excellentes relations entre alliés, prolongées à l'échelon des états-majors se témoignaient au cours des nombreuses liaisons opérationnelles comme au cours des manœuvres, alliées ou interalliées, réalisées dans les différentes zones d'occupation et notamment au camp américain de Graffenwohr, à quelques kilomètres seulement du rideau de fer de la frontière tchèque, où l'on se rendait et où l'on « habitait » pendant les manœuvres dans le train spécial du maréchal Gøering, dont disposait notre commandant en chef.

Cette coopération au plus haut échelon, le général Guillaume s'évertua à la réaliser aux différents niveaux du commandement comme à celui de la troupe. Elle s'appliquait aussi bien dans les manœuvres d'ensemble françaises qu'aux manœuvres interalliées. D'ailleurs, dès que ces manœuvres prenaient une certaine ampleur, elles intégraient des détachements ou des unités alliées : non seulement américaines ou anglaises, mais aussi belges, luxembourgeoises et néerlandaises. De même, des unités françaises participaient, le plus souvent, aux grandes manœuvres alliées, américaines notamment, qui étaient les plus proches des nôtres sur le terrain.

Le général Guillaume attachait la plus grande importance à tout ce qui pouvait, dans ces occasions du temps de paix, accroître la cohésion des troupes alliées, leur permettre de se connaître et de s'apprécier aux différents échelons. Il savait par expérience combien cette coopération, déjà acquise en cette période préparatoire, serait utile si un avenir plus ou moins proche faisait place à une situation opérationnelle effective dans laquelle la camaraderie de combat entre alliés aurait à jouer un rôle déterminant.

Aussi, en octobre 1949, lors de la « critique » des manœuvres de la Moselle, en présence de nombreux officiers et généraux alliés que nous allons évoquer plus loin, le général allait-il conclure ses observations par les phrases suivantes :

« J'ai la sensation et même la certitude que nous avons réalisé, non seulement la liaison des armées alliées, mais plus encore, celle des cœurs. C'est là, peut-être, le résultat le plus net et le plus précieux de ces manœuvres. »



Il faut souligner, en effet, l'importance de ces grandes manœuvres du Rhin en 1948, de la Moselle en septembre-octobre 1949 ou de Champagne en 1950, qui, pour les premières, impliquaient non seulement les troupes et services des F.F.A. et d'importantes formations alliées, mais aussi des éléments nombreux de la 6<sup>e</sup> région militaire (commandée par le général Zeller, gouverneur de Metz) placée aussi sous les ordres du général Guillaume, commandant la 1<sup>re</sup> armée française, en cas de conflit.

De toutes ces manœuvres déployées sur plusieurs centaines de kilomètres, les plus importantes réalisées par leurs effectifs et les moyens mis en œuvre depuis les opérations de 1945, le général Guillaume assumait personnellement la direction générale avec un dynamisme et une ubiquité de tous les instants. Il remplissait ses fonctions avec un mépris absolu de toute recherche de « plaisir » aux plus hautes autorités, qu'elles soient gouvernementales (ministres) ou militaires (chefs d'états-majors des différentes armées) venues en inspecter le déroulement.

C'est ainsi qu'aux manœuvres de la Moselle, en 1950, alors que M. Max Lejeune, jeune secrétaire d'Etat à la Guerre, venait y assister de bout en bout, le général, au lieu de se précipiter pour recevoir, accueillir et entourer son ministre, chargea de cette mission le général Jousse, son général adjoint au commandement des F.F.A. (au demeurant ami personnel du président Vincent Auriol).

N'ayant pas ralenti une seconde son activité, il ne vint recevoir le ministre qu'au dernier jour, lors de la critique finale et du dîner qui suivit ; il tint, dans son exposé, à souligner sa mission, à peu de choses près en ces termes :

« Monsieur le Ministre, vous êtes venu pour inspecter le fonctionnement des manœuvres des F.F.A. Vous aurez certainement compris que ma mission était essentiellement de veiller entièrement au déroulement le plus complet de ces manœuvres dont les moyens, toujours trop réduits, nous imposaient une exécution elle-même trop restreinte dans le temps. Ayant détaché auprès de vous mon général adjoint pour vous accueillir et vous informer, vous aurez pu constater que je me consacrai personnellement à tous les problèmes complexes de ces manœuvres pour en assurer la meilleure réalisation à tous les échelons. Vous voudrez bien, je pense, m'excuser de ne vous accueillir personnellement qu'aujourd'hui, en constatant vous-même que le commandant en chef remplissait avant tout la mission qui lui était impartie dans l'intérêt même du service et de la préparation opérationnelle des F.F.A. »

Cette indépendance d'esprit et cette marque de caractère, tout en respectant parfaitement les formes — est-il besoin de le souligner — est plus que rare, nous le savons tous, dans les rapports d'un commandant en chef vis-à-vis de son ministre de tutelle. Tant d'autres, à sa place, eussent certes sacrifié beaucoup de temps et d'attentions pour chercher à recueillir les bonnes grâces de leur ministre et, sans doute aussi, une cinquième étoile supplémentaire que le général Guillaume, par son indépendance d'esprit, mais dans la plus stricte discipline, ne reçut que beaucoup plus tard lors de sa nomination comme résident général au Maroc (fin 1951), les ministres ayant d'ailleurs changé depuis lors.

Dans cet ordre d'idées aussi, un fait important mérite d'être relaté, témoignant du sens très élevé du devoir qui imprégnait le général, ainsi que du mépris le plus total des répercussions qui pouvaient en découler pour sa carrière. Il s'agissait des propositions d'avancement des officiers et là, plus spécialement, des officiers généraux. Le général y apportait le plus grand soin, avec une volonté intransigeante de respecter une parfaite équité. Il tenait en particulier, tout en faisant ressortir l'ensemble des qualités humaines et militaires de ses subordonnés, à souligner la valeur de ceux-ci, éprouvée notamment dans les commandements opérationnels effectifs qu'ils avaient exercés dans les dernières campagnes de guerre encore très proches (1944-1945).

Or, à l'échelon ministériel et gouvernemental, les affinités politiques avaient malheureusement bien vite repris le dessus. On avait vu apparaître dans les

cabinets et états-majors ministériels, à Paris, un ensemble de personnages très étoilés de fraîche date, dont le moins qu'on puisse dire était que leur bagage en « états de services opérationnels » était réduit à la plus simple expression. Pour certains, leur expérience de combattant pendant la dernière guerre n'avait guère dépassé la section ou la compagnie, leur prudence sous l'Occupation ne leur ayant fait découvrir l'existence de la guerre qu'en 1945, lorsque notre armée victorieuse eut largement traversé le Rhin.

C'est ainsi que lorsque M. Ramadier exerçait les fonctions de ministre de la Défense nationale, le général fut extrêmement mécontent de voir promulguer un tableau d'avancement d'officiers et d'officiers généraux, en particulier, dans lequel un certain nombre de cadres élevés et d'une très grande qualité, ayant notamment acquis des titres de guerre éminents, proposés dans les meilleures conditions, avaient été évincés et remplacés par des officiers qui brillaient beaucoup plus par leurs qualités de courtisans et leur appartenance politique que par leurs qualités de chefs, fort peu éprouvés au combat.

Le général adressa aussitôt une lettre au ministre des Armées dans les termes les plus corrects, certes, mais dans laquelle il s'élevait hautement contre les injustices commises au détriment de ces officiers de valeur.

Il rappelait, en même temps, que dans une période où le ministre lui-même reconnaissait le caractère déprimant pour l'armée de la limitation extrême des moyens (matériels, munitions, carburant, etc.), la seule chose ou presque qui pouvait et devait être sauvegardée à tout prix, était le moral de cette armée et, tout particulièrement, celui de ses cadres qui avaient payé de leur personne sur les champs de bataille.

Or, ce manque flagrant d'équité envers ces derniers était une atteinte très grave à leur moral.

Le général proposait alors que deux types de tableaux d'avancement fussent dorénavant instaurés :

L'un tiendrait compte essentiellement de la valeur de ces cadres et de leurs états de service. Ils seraient seuls habilités à assurer des commandements éventuellement opérationnels.

L'autre, tenant compte des affinités essentiellement politiques des cadres qui n'auraient pas donné, ni cherché à donner la preuve de leur valeur militaire au combat, ne leur permettrait d'accéder qu'à des fonctions honorifiques flatteuses, étant entendu qu'il ne leur serait, en aucun cas, confié une mission comportant des responsabilités éventuellement opérationnelles.

Le général terminait avec une rare noblesse, précisant qu'il savait que sa lettre serait désagréable au ministre, mais qu'il serait « indigne des étoiles qu'il portait » s'il n'avait pas le courage de dire la vérité, quoi qu'il puisse en coûter à sa propre carrière, ce qui n'avait d'ailleurs aucune espèce d'importance, compte tenu de l'intérêt général du moral de l'armée.

M. Ramadier, très irrité, téléphona aussitôt au général Kœnig : « Dites au général Guillaume que je n'admets pas sa lettre et que je l'ai transmise au président de la République (M. Vincent Auriol). Le général ne fut pas surpris de cette réaction et il s'attendait à se voir « limogé » et nommé, par exemple, au commandement d'une région de France à Toulouse ou ailleurs, me disant que dans ce cas il donnerait immédiatement sa démission.

Quelques jours plus tard, il était convoqué à Paris par le président Ramadier.

Après une virulente explication suivie d'un déjeuner en tête à tête, la force de caractère et la droiture du général devaient l'emporter et M. Ramadier reconnut la qualité de son argumentation, sans naturellement y donner suite : l'incident était clos.

\*

\*\*

De par ses hautes fonctions de commandant supérieur, devenu ensuite commandant en chef des troupes d'occupation (T.O.A.), à la suite du départ du général Kœnig le 10 août 1949, le général Guillaume était en contact, soit permanent avec un certain nombre de hautes personnalités, soit sporadique avec d'autres autorités françaises ou étrangères.

Ses relations avec le général Kœnig ont toujours été excellentes, ce dernier s'étant constamment reposé sur le général Guillaume à qui il faisait une confiance totale pour le commandement et l'administration des forces qui lui étaient subordonnées comme pour les relations avec les commandants en chefs alliés. Leur voisinage immédiat, à Baden-Baden, facilitait encore ces rapports qui se concrétisaient par un contact habituel personnel très cordial, chaque quinzaine. En outre, des réunions officielles s'y ajoutaient à l'occasion de certaines cérémonies, venues de personnalités, ministres français, maréchaux ou grands chefs alliés tels que le maréchal Montgomery ou, plus tard, le général Eisenhower.

Puis M. l'ambassadeur de France François-Poncet vint prendre les fonctions de haut commissaire de France le 19 août 1949, arrivant officiellement à Mayence où il était accueilli du côté allemand par le président Altmeir du land rhéno-palatin. Une nouvelle ère s'ouvrait entre la France, puissance occupante, et les jeunes Etats allemands (les Länder) avec lesquels on voulait entretenir progressivement des relations moins rigides que sous l'occupation strictement militaire. Cette mesure politique était synchronisée simultanément entre les trois alliés occidentaux. Le haut commissaire devait aussitôt s'installer à Schlön-Ernich, à la périphérie de Bonn, pour être en contact direct avec le nouveau gouvernement fédéral qu'allait présider le chancelier Adenauer.

Le général Guillaume assumerait désormais les fonctions de commandant en chef militaire des forces françaises en Allemagne (F.F.A.) aux côtés de M. François-Poncet, représentant le gouvernement.

Les deux hommes, qui s'estimaient profondément l'un l'autre devaient entretenir, également, les meilleures relations, très confiantes et très directes, sans aucune ombre au tableau. Leurs contacts étaient réalisés chaque mois alternativement par une visite de trente-six heures que le général Guillaume effectuait à Ernich ou par une venue de M. François-Poncet à Baden dans la belle résidence de Maria-Halden dont disposait le général. Ces visites étaient, en outre, toujours des occasions de rencontres et de conversations très intéressantes de personnalités diverses, politiques ou culturelles, de qualité : M. François-Poncet, homme de grande culture germanique et internationale, faisait souvent partager à ses hôtes de nombreux souvenirs de ses ambassades, à Berlin et à Rome, auxquels le général Guillaume apportait ses connaissances internationales et notamment celles du bolchevisme, après avoir passé plusieurs années à Moscou du temps de Staline et avoir passablement circulé en U.R.S.S.

Il faut naturellement parler des excellentes et très amicales relations qui existaient entre le général Guillaume et le général de Lattre de Tassigny qui avait pris en mai 1948 les fonctions d'inspecteur général des Forces armées françaises.

Dans ces précédentes fonctions, le général de Lattre venait fréquemment assister à des manœuvres alliées en Allemagne. Il était toujours l'hôte du général Guillaume, étant tous deux liés d'amitié depuis de très nombreuses années, datant de l'Ecole de guerre. De plus, le général Guillaume était le parrain de Bernard de Lattre que son père voyait lors de ses inspections à l'Ecole des cadres de Langenargen.

Les 17-18 janvier 1949, le général de Lattre, accompagné du général Guillaume, conviait les principaux généraux alliés à venir visiter cette école de Langenargen, où ils se rendirent sur le bateau « Rhin et Danube » après avoir été remarquablement reçus et hébergés par notre futur vice-président de la Koumia, André Noël, gouverneur de Constance.

Le général Guillaume devait aussi par la suite accompagner le général de Lattre chez M. François-Poncet à Ernich, où il souhaitait rencontrer le chancelier Adenauer.

Plus tard, le général Guillaume organisait à Baden, pour le général de Lattre, une rencontre qui se prolongea fort tard dans la nuit avec le fils de feu le maréchal Rommel qui, depuis lors, est devenu le maire de Stuttgart. Les deux généraux étaient frappés par l'intelligence et la connaissance des problèmes de ce jeune homme d'une vingtaine d'années, qui répondait avec une remarquable présence d'esprit aux très nombreuses questions qu'ils lui posaient, concernant notamment l'orientation de la jeunesse allemande et ses possibilités de rapprochements avec la jeunesse française.

Ce sujet intéressait profondément ces deux généraux, très orientés vers le rapprochement futur de la France et de l'Allemagne dans le cadre de l'Europe occidentale de demain.

Les relations étaient également très bonnes entre le général et Mme Guillaume et le général Béthouart, commandant en chef français en Autriche et son épouse, ce qui occasionna différentes réunions, notamment l'une à Saint-Anton, au Tyrol, où le général Béthouart devait recevoir en même temps la reine Juliana des Pays-Bas, le prince Bernard, son frère le prince de Lippe et le chef d'orchestre Karajan.

Outre de nombreux ministres et hauts fonctionnaires de la IV<sup>e</sup> République, le général Guillaume devait recevoir la visite de généraux étrangers, le général néerlandais Van der Kroon, le général Piron, commandant les troupes belges d'occupation, le général Gurler, chef de l'Etat-Major de l'armée turque, le général Guisan ayant commandé l'armée suisse pendant la guerre de 1939-1945. Il rencontrait le général Hedjazi, gouverneur de Téhéran et aide de camp du Shah, etc.

Le général entretenait de très bonnes relations avec les différents chefs des missions militaires étrangères détachés auprès de lui à Baden-Baden. C'étaient des missions américaine, britannique, soviétique, belge, hollandaise, polonaise, tchèque, etc. Le général français du Crest de Villeneuve assurait avec une charmante courtoisie la liaison entre ces missions et le général commandant en chef.

La mission soviétique était particulièrement nombreuse et, naturellement, ne se privait pas de faire de l'espionnage sur nos activités. Ses officiers avaient la plus grande considération pour le général, qui parlait couramment le russe et leur en imposait beaucoup. Il se produisit même, en décembre 1949, une chose assez amusante : alors que Baden disparaissait sous la neige, la mission soviétique avait invité le général et Mme Guillaume et certains officiers de son cabinet et état-major à une réception en son honneur. L'accueil fut comme toujours très chaleureux, surtout après une dégustation confortable de caviar-vodka et zakouskis. Assez vite, les membres de la mission se mirent à chanter des airs populaires russes et le général, qui les connaissait, les chantait parfaitement. Or, à un moment, les chanteurs, manifestement, ne sachant plus les paroles, continuèrent en fredonnant mollement les airs. Quelle ne fut pas alors leur stupéfaction quand, tout seul au milieu d'eux, le général Guillaume, de sa forte voix, continua à chanter les paroles de ce chant populaire russe qu'eux-mêmes, les Russes, avaient oubliées. Ce fut un tonnerre d'applaudissements dans une ambiance inouïe d'enthousiasme.

Il faut noter aussi que le colonel d'aviation chef de cette mission soviétique à Baden avait une grande admiration pour le général avec qui il s'entretenait fréquemment, semblant prendre goût à notre modus vivendi. Il lui arriva même, à la suite d'un ou de deux déjeuners, à la résidence du général, de rester seul à parler avec celui-ci après le départ des autres convives. Le général, que ce comportement inquiétait, dans l'intérêt même de cet officier, lui conseilla d'être plus prudent, redoutant que son chauffeur qui l'attendait dehors ne rendit compte à la mission de ces « tête à tête » sans témoin soviétique, si peu conformes à la surveillance réciproque de règle dans leur régime. Et, bien entendu, les Soviets, selon leur bonne habitude, avaient détaché le colonel en zone française, en prenant bien soin de maintenir sa femme et ses enfants quelque part en U.R.S.S.

Or, quelque temps après ce colonel était muté et rappelé subitement dans son pays, sans avoir même eu le temps de prendre congé du général, ce qui ne manqua pas de préoccuper le général Guillaume sur le sort de ce chef de mission. Ce dernier fut alors remplacé par un autre colonel d'aspect particulièrement rébarbatif. Or, il se trouva que très peu de temps après son arrivée en poste à Baden, des membres de la mission soviétique furent pris en flagrant délit par nos services de sécurité, alors qu'ils photographiaient des ouvrages d'art d'accès interdit, en zone occupée, et les films furent confisqués.

Le général convoqua, immédiatement, ce nouveau chef de mission soviétique et le semonça très vigoureusement en russe. Il lui notifia, de plus, l'interdiction, pour tous les membres de sa mission, de se déplacer hors du siège de leur mission autrement qu'accompagnés de deux motards de la gendarmerie. Il ajouta enfin (toujours en russe) : « Si pareil incident devait se reproduire, je me plaindrais aussitôt auprès de votre commandant en chef à Postdam, en signifiant que vous êtes un mauvais chef de mission, incapable de faire correctement votre travail

d'espionnage sans vous faire prendre. Je demanderais votre relève immédiate et vous savez, mieux que moi, quel sort vous attendrait dans votre pays. »

Le colonel soviétique sortit du bureau du général furieux comme une bête fauve. La menace de sanction était comprise.

\*\*

Enfin, le général Guillaume, historien militaire à ses heures, était très intéressé par les contacts, même par personnes interposées, lui permettant de s'informer sur la pensée des généraux allemands qui avaient été nos ennemis trois ou quatre ans plus tôt, lors du dernier conflit. Bien qu'il considérât comme prématuré de pouvoir prendre un contact direct avec eux, il cherchait à se renseigner. Il reçut en particulier longuement l'écrivain anglo-saxon Lidell Hart, auteur de **Les généraux allemands parlent**. Le général Guderian, notamment, l'intéressait beaucoup pour sa doctrine concernant l'emploi des blindés par la Wehrmacht d'Hitler. L'ancien général allemand commandant du Gross-Paris, von Choltitz, qui n'exécuta pas l'ordre du Führer de détruire Paris en 1944, résidait à Baden, et le contact était plus facile. Enfin, il aurait aimé rencontrer le Kronprinz (habitant Echingen près de son château des Hohenzollern) et le vieux Prinz Ruprecht de Bavière, tous deux anciens commandants d'armées du Kaiser en 1914. Il eut l'occasion de rencontrer le grand-duc de Bade, beau-frère du duc d'Edimbourg dont il avait épousé la sœur et qui, de ce fait, gardait des relations sur le plan mondain avec les alliés (et les Français). Il était d'ailleurs fort aimable et habitait dans le voisinage de Baden.

\*\*

C'est donc dans cette activité incessante que les jours se succédaient à un rythme accéléré auquel le général menait de front, avec un dynamisme extraordinaire et sur tous les plans, la mission qui lui avait été confiée.

Il trouvait, en outre, encore le temps de se perfectionner en anglais, une des rares langues qu'il ne possédait pas en arrivant à Baden ; mais ses progrès très rapides lui avaient même permis de s'adresser en anglais aux officiers américains de la Costabulary, lors d'une critique de manœuvre récente en Bavière.

Il suivait, en même temps, l'ensemble des événements qui se déroulaient dans le vaste monde et notamment dans ce Maroc qu'il aimait et auquel il avait donné tant de lui-même. C'est alors que, précisément, à la suite de l'agitation importante qui y régnait entre les tribus berbères et le Palais, le gouvernement décidait, le 29 août 1951, de rappeler le général Juin, actuellement commissaire résident général au Maroc et inspecteur général des Forces françaises de l'Afrique du Nord, et de le remplacer dans ces doubles fonctions, sur la proposition du général Juin lui-même, par le général Guillaume, son ancien compagnon d'armes tant au Maroc que dans la campagne d'Italie en 1944.

Le général Guillaume, promu général d'armée, était ainsi appelé à rejoindre le Maroc le 3 octobre 1951 où il arrivait sur un croiseur de la marine nationale. Il était remplacé au commandement des F.F.A. par le général Noiret.

Peu avant son départ, il avait exprimé aux jeunes soldats du contingent 1951-1 sa conception tellement humaine du commandement, comme en témoigne cette phrase : « Les exigences de la discipline militaire n'excluent pas, entre chefs et subordonnés, les liens réciproques de confiance, d'estime et d'affection. »

Dans son ordre général d'adieux du 1<sup>er</sup> octobre 1951, il soulignait : « J'ai conscience de vous avoir toujours demandé l'effort maximum. Vous n'avez cessé de le fournir avec le même enthousiasme... »

Enfin, s'il est permis de donner au général un satisfecit de la plus haute valeur, il faut rappeler la phrase que Sa Sainteté le pape Pie XII formula personnellement au général Malagutti (commandant de la zone sud) lors d'une audience générale à laquelle ce dernier assistait à Rome, à la tête d'une délégation volontaire de pèlerins militaires des F.F.A.

Le Saint-Père déclara : « Je vous félicite pour la bonne tenue de vos soldats en Allemagne. Je sais qu'ils font honneur à la France. » (*Revue des F.F.A.*, p. 177.)







## LA RÉSIDENCE GÉNÉRALE

### Le général Guillaume Résident général de France au Maroc

Le maréchal Juin avait laissé le Maroc dans une situation de calme relatif mais de réelle tension. A son départ, notre protectorat était encore sous l'effet du voyage effectué par le sultan à Paris en octobre 1950, et au cours duquel l'abrogation du traité de 1912 avait été officiellement revendiquée. Cette démarche avait été suivie d'un long silence de la part du gouvernement français, puis d'une réponse évasive et courtoise. Mais elle avait eu au Maroc même un retentissement plus profond. Encouragés et soutenus, les porte-paroles de l'Istiqlal au Conseil de gouvernement avaient provoqué, au cours de la session du mois de décembre, divers incidents qui avaient été jugés assez inadmissibles par la résidence générale pour entraîner l'expulsion de leurs auteurs.

Mais cette expulsion sans précédent devait avoir à très court terme des conséquences d'une exceptionnelle ampleur. Jugeant sans doute le moment propice au règlement d'un vieux contentieux de rivalités et d'ambitions, le pacha de Marrakech avait spectaculairement rompu avec le Palais et n'avait pas tardé à rassembler autour de lui de nombreux chefs traditionnels, temporels et religieux. Le 22 janvier 1951, la remise des insignes de la Légion d'honneur aux trois caïds zaïans avait été l'occasion à Khénifra d'une impressionnante manifestation au cours de laquelle chefs de tribus et chefs de confrérie avaient pris la mesure de leur unanimité et de leur résolution. Ce mouvement, fortement teinté de berbérisme, était bientôt parvenu à ébranler le trône de Mohammed V au point que ce dernier s'était finalement résolu, dans la nuit du 25 au 26 février, à signer avec la résidence un protocole d'accord aux termes duquel un certain nombre de dahirs depuis longtemps en souffrance s'étaient trouvés débloqués :

- plusieurs pachas et caïds, mis en place par l'autorité française, étaient confirmés dans leurs fonctions ;
- un certain nombre de vizirs et de délégués du Grand Vizir étaient soit mutés, soit révoqués ;
- d'autres dahirs, objets d'une véritable grève du sceau impérial, étaient, en toute hâte, scellés.

Ce retour, sous la contrainte, à un fonctionnement normal des institutions du protectorat ne devait être néanmoins que de courte durée. Lorsque le général Guillaume débarqua à Casablanca le 3 octobre suivant, il trouve une situation à nouveau très détériorée :

- le sultan n'a pas tardé à rompre le protocole d'accord un mois et quelques jours après sa signature ;
- sous l'impulsion du Palais, un « Front national marocain » s'est créé à Tanger, regroupant Istiqlal, Parti démocratique de l'Indépendance, Parti de l'unité marocaine et Parti réformiste ;
- les chefs traditionnels, d'un côté, la colonie française de l'autre, sont déçus et inquiets.

La cassure est plus profonde que jamais entre les deux Maroc :

- le Maroc des nationalistes et des réformistes, pour une fois unifié derrière un souverain qui s'engage ouvertement dans la revendication de l'indépendance ;
- le Maroc des confréries berbères et des tribus de la montagne, désormais conscient de l'influence qu'il peut exercer sur l'événement et bien décidé à ne pas se contenter à l'avenir d'un rôle de contrepoids dans les différends entre Palais et Résidence.

Ainsi, le 3 octobre 1951, le décor était-il bien planté et toutes les conditions paraissaient rassemblées pour placer, dans un climat de crise, le proconsulat du général Guillaume devant un véritable rendez-vous de l'histoire...

\*\*

Le général Guillaume a été investi par le gouvernement français de pouvoirs très étendus : il est à la fois commissaire-résident général, inspecteur général des Forces armées en Afrique du Nord et commandant désigné de la zone stratégique d'A.F.N.

Il conserve dans ses hommes et dans ses structures l'essentiel de l'Administration que lui laisse son prédécesseur, mais il innove sur deux points :

- il appelle auprès de lui, en qualité d'adjoint civil et militaire (le terme de conseiller » serait plus adéquat), le général Olié, dont la carrière militaire et l'expérience marocaine forcent unanimement le respect. Chargé de mûrir les réflexions, de préparer les décisions et d'assurer certains contacts tant officiels qu'officieux, le général Olié s'entoure d'une équipe extra-légère : un collaborateur pour les affaires militaires — ce fut le colonel Mariaux —, un collaborateur pour les affaires politiques — et j'eus l'honneur d'être celui-là ;
- mais le général Guillaume innove également dans un autre domaine : parfaitement conscient de l'importance déjà prise à l'époque par ce qu'on appellera bientôt les « médias », il crée un grand service de l'information dont il confie la responsabilité à deux préfets de ses amis, dont l'un, notre camarade Noël, est aujourd'hui le vice-président de la « Koumia ». Il s'agit ni plus ni moins que de pouvoir intervenir, au Maroc bien sûr, mais aussi en France et davantage encore à l'étranger pour donner aux journalistes de la presse et de la radio les éléments nécessaires à une information aussi objective et éclairée que possible.

A peine arrivé, le général Guillaume multiplie ses contacts et ses déclarations. Il rend d'abord une visite protocolaire à Sa Majesté, qu'il connaît de longue date et qui lui réserve un accueil courtois et ostensiblement sympathique. Il réunit ensuite à la résidence ses principaux collaborateurs et leur explique que s'imposant lui-même quatorze heures de travail par jour, il ne voit pas pourquoi les hauts fonctionnaires du protectorat n'en feraient pas autant. Il est vrai que les problèmes non résolus favorisent toujours la montée des mécontentements et qu'un bon fonctionnement de l'Administration est au contraire propice au maintien de l'ordre. Il parcourt enfin le Maroc, à travers ses villes et ses campagnes, et au fil de nombreuses déclarations — souvent imagées, parfois musclées —, s'esquisse peu à peu les contours de la politique résidentielle.

Il s'agit en fait :

- de revenir avec le Palais à des « égards » tout lyautéens et à des relations suivies à base de contacts directs fréquents ;
- de ne rien concéder aux agitateurs et de maintenir sur l'ensemble du pays l'ordre et la sécurité ;
- de pratiquer des ouvertures sincères et loyales en direction des nationalistes modérés ;
- d'assurer les chefs traditionnels de la protection de la France tout en dénonçant vigoureusement toute forme de concussion ;
- de remettre en confiance la colonie française et la minorité israélite, moralement ébranlées par les événements de l'année précédente.

Le général Guillaume ne se fait pourtant aucune illusion sur les difficultés de sa tâche. Entre un Maroc profondément divisé à l'intérieur duquel aucune politique

quelle qu'elle soit ne pourra jamais bénéficier d'un large consensus, et une métropole livrée à l'instabilité de son régime et aux jeux stériles des divisions partisans, il dispose de bien peu d'atouts face à un interlocuteur habile à tirer parti de tous les courants susceptibles de servir sa cause. Mohamed V, en effet, ne se contente pas d'être l'inspirateur et le fédérateur des mouvements nationalistes à l'intérieur de ses frontières. Il dispose en outre de relais efficaces en France même où l'on s'apercevra bientôt du nombre et de la qualité des appuis qu'il s'y est ménagés aussi bien dans les milieux influents de la politique que dans ceux des affaires, de la presse, de la culture et, d'une manière générale, de ce que l'on pourrait appeler l'« intelligentsia parisienne ». Mais il est aussi habile à se laisser porter par des vents d'apparences contraires. De l'Orient souffle le cheggi du renouveau de l'Islam, cyniquement attisé par le communisme international, toujours prompt à tirer parti des désordres qu'il suscite et qu'il inspire. De l'Occident, c'est la brise de la candide Amérique, toujours séduite par les appels à l'indépendance, même lorsqu'ils servent les desseins de ses pires adversaires. Enfin, il y a ce que le général de Gaulle devait traiter quelques années plus tard de « machin ». L'O.N.U. constitue pour le Palais et pour l'Istiqlal une formidable tribune. Les nationalistes marocains y ont fait un travail persévérant. Ils y ont investi des fonds considérables et leur suprême espoir est de faire inscrire la question marocaine à l'ordre du jour de la prochaine session.

L'action du général Guillaume connaît néanmoins très vite quelques succès encourageants. La colonie française se montre à la fois plus consciente de l'ampleur des problèmes et plus confiante dans la possibilité d'une solution durable. La session marocaine du Conseil du gouvernement se déroule dans une excellente ambiance et c'est sur une motion unanime de fidélité et de loyalisme qu'elle est close. Le rassemblement des chefs traditionnels, vigoureusement maintenu par le Glaoui et par le cheikh Abdelhaï el Kittani, n'enregistre qu'une seule défection : celle du caïd Layadi qui vient à Rabat implorer le pardon de son maître. Enfin, c'est peut-être du côté des mouvements nationalistes modérés que la politique de la résidence porte ses fruits les plus prometteurs : le Parti démocratique de l'indépendance, avec lequel des contacts discrets sont noués à différents échelons, ne dissimule plus son hostilité à l'Istiqlal. Des groupements et des journaux se révèlent au grand jour, se faisant tantôt les interprètes d'un nationalisme sage, tantôt les supporters du pacha de Marrakech et des caïds dissidents.

Mais une hirondelle ne fait pas le printemps et les quelques succès enregistrés ne peuvent faire oublier les échecs subis. Dès le 1<sup>er</sup> novembre, à l'occasion du renouvellement des chambres consultatives, l'Istiqlal parvient à boycotter les élections dans les villes et déclenche des troubles aux alentours de l'un des bureaux de vote de Casablanca. Le bilan est de 5 morts parmi les manifestants, plusieurs dizaines de blessés et 600 arrestations. Ainsi prend fin la trêve accordée au général Guillaume : elle n'aura duré qu'un mois. Le sultan se dérobe alors progressivement à toute manifestation concrète de coopération. Des dahirs importants sont l'objet d'un refus systématique et des protestations de plus en plus fréquentes sont adressées à la résidence et au gouvernement français. Enfin, le 14 mars, Sidi Mohammed remet au résident général un nouveau memorandum.

\*\*

Ce memorandum du 14 mars marque un tournant décisif dans l'histoire de notre protectorat. Désormais aucun doute n'est plus possible : le sultan prend formellement parti et abat toutes ses cartes. Ce faisant, il confère certes une sorte de légitimité au parti de l'Istiqlal qui devient à la fois le parti de l'indépendance et le parti du roi, mais il s'expose aussi personnellement à la vindicte des conjurés que le Glaoui n'aura pas de mal à convaincre qu'il n'y a pour eux plus d'autre choix que de vaincre ou disparaître.

Ayant officiellement demandé au gouvernement français la levée de l'état de siège, la constitution d'un gouvernement provisoire et l'ouverture de négociations en vue de trouver au problème marocain une solution garantissant la souveraineté marocaine, le sultan s'est mis le dos au mur et ne peut plus rebrousser chemin. L'incertitude dans laquelle se trouve ainsi plongé le Maroc va durer six mois, mais ne débouchera jamais sur des troubles graves malgré tous les efforts d'agita-

tion entrepris par les dirigeants les plus extrémistes. Ce n'est en effet que le 17 septembre suivant que le gouvernement français fait parvenir sa réponse. Il s'agit d'un long document conforme à ce que l'on pouvait en attendre. Il contient un rappel de l'œuvre française au Maroc, définit un plan de réformes à tous les niveaux : rural, municipal, judiciaire et administratif, évoque la nécessaire participation des Français à la gestion des affaires publiques et propose enfin quelques concessions : l'institution d'un cabinet impérial et une déclaration solennelle du gouvernement français engageant l'avenir, notamment.

Le sultan étudie le document français dans le silence de son palais. Il remet le 3 octobre suivant (c'est le premier anniversaire de la prise de fonctions du général Guillaume à Rabat) une contre-réponse dans laquelle il formule sans ambiguïté déceptions et regrets. Il met ainsi un terme au dialogue : il s'agit en effet à cette date de ne gêner en rien la tâche des délégations arabes à l'O.N.U. Déjà les débats de l'Assemblée internationale dominent la conjoncture politique et c'est à ce niveau qu'il y a lieu désormais pour les adversaires du protectorat de porter ce qu'il est convenu d'appeler « l'affaire marocaine ».

La 7<sup>e</sup> session de l'assemblée générale des Nations Unies s'ouvre le 14 octobre 1952 à New York. L'affaire marocaine y est évoquée à la demande du gouvernement irakien puis à celle du groupe des puissances arabes et asiatiques.

Elle est l'objet, après bien des tribulations, d'une « résolution », véritable chef-d'œuvre d'ambiguïtés diplomatiques. Le texte présente l'avantage de gêner la France aussi peu que possible mais c'est l'internationalisation du problème marocain. La France s'en serait finalement tirée à bon compte, si l'évolution de l'affaire à l'O.N.U. n'avait été l'occasion pour nos adversaires les plus extrémistes de créer le désordre et de verser le sang. Nationalistes et communistes, étroitement associés sous le couvert des organisations syndicales, parviennent en effet les 7 et 8 décembre à déclencher de véritables émeutes à Casablanca. Certes, le terrain y est propice. Dans certains quartiers périphériques, mal encadrés et sous-administrés, s'entassent des dizaines de milliers de sans-travail, condamnés sans espoir à la misère et à la promiscuité des bidonvilles. C'est le cas du quartier dit des « Carrières centrales » d'où surgiront brutalement des foules fanatisées qui assiègeront d'abord les postes de police puis se répandront dans tout le quartier pour finalement menacer d'invasion la ville européenne elle-même.

Les forces de l'ordre, d'abord surprises, se ressaisissent très vite. Les goumiers envoyés en renfort se comportent avec discipline et résolution. Le calme se rétablit progressivement après quarante-huit heures d'un fanatisme meurtrier poussé à son paroxysme. On recense à l'heure du bilan trente-quatre tués parmi les manifestants, deux mokhazenis horriblement massacrés et mutilés, quatre européens assassinés et soixante-dix blessés environ.

L'émotion est considérable dans la population française de Casablanca qui prend soudain conscience de son insécurité. Mais la vigueur avec laquelle réagit le général Guillaume dissipe quelque peu les angoisses : le soir même de l'émeute, la presse extrémiste est suspendue, vingt-six dirigeants de l'Istiqlal sont arrêtés et éloignés dans le sud, des chefs marocains sont suspendus, parmi lesquels le pacha Hassan de Port-Lyautey et le caïd Lahcen du Guigou. Ces décisions, certes sévères, se trouvent néanmoins justifiées par la disparition immédiate de toute velléité de troubles.

Dans la métropole, les événements de Casablanca donnent naissance à une polémique de presse d'une ampleur jamais atteinte. C'est François Mauriac qui ouvre le débat dans un retentissant article dans lequel il évoque Oradour. La démarche de l'écrivain est reprise par le Centre des intellectuels catholiques français qui l'orchestre bruyamment. La plupart des journaux de France et de province prennent position. Dans ce brouhaha général, le maréchal Lyautey lui-même n'est pas épargné. Certaines thèses hostiles à ses conceptions circulent dans les milieux proches de la résidence et sont reprises sans nuances par **Paris-Match** sous la signature de Raymond Cartier.

A la lumière de ces réactions, aussi diverses soient-elles, il apparaît très clairement que le sultan dispose encore à Paris d'incalculables appuis : communistes jouant la politique du pire, socialistes fidèles à leurs principes, démocrates chrétiens idéologues et bien intentionnés se montrent favorables à la reprise des négociations. Mohammed V forme alors le projet d'effectuer un « séjour privé »

en France après le Ramadan. Mais l'annonce de ce voyage va faire rebondir l'opposition des caïds et des chefs religieux, comme l'avait déclenchée le séjour à Paris d'octobre 1951.

Fin mai 1953, la « crise marocaine » entre dans une nouvelle phase.

Le projet de voyage du sultan en France, bien qu'annoncé dans la plus grande imprécision, inspire aux chefs marocains de l'opposition une réaction immédiate. Ils remettent au résident général le 21 mai une pétition hostile à Mohammed ben Youssef déclaré par les 287 signataires (dont 250 pachas et caïds sur les 346 en fonction) « coupable d'avoir failli à ses obligations religieuses d'Imam et sur le plan politique de s'être inféodé aux partis extrémistes. » Les chefs traditionnels le considèrent en conséquence comme « indigne de régner » et demandent à la France de prononcer sa destitution.

Mais la métropole est en pleine crise gouvernementale. Lorsque, le 26 mai, le général Guillaume porte la pétition des caïds au quai d'Orsay, il a pour interlocuteur un ministre démissionnaire chargé d'expédier les affaires courantes ! Cette crise sera l'une des plus longues que la France ait jamais connues et lorsqu'un contact pourra enfin être pris le 4 juillet, avec le nouveau gouvernement présidé par M. Laniel, la situation au Maroc se sera entre-temps considérablement envenimée.

Dès la nouvelle de la remise de la pétition des caïds le Palais a cherché à réagir. Il a fait publier un communiqué sous la signature du Grand Vizir, attestant l'orthodoxie et la neutralité politique du sultan, qui s'adresse, le 29 juin, au président de la République auprès duquel il proteste de ses bonnes dispositions en se référant au traité du Protectorat. Le 3 juillet il donne une preuve nouvelle de sa volonté de conciliation en scellant le dahir portant réforme du statut de Tanger. Le 14 juillet, renouant avec une tradition abandonnée depuis longtemps, il fait tenir au résident général un message d'amitié pour la France.

Ces bonnes dispositions sont néanmoins trop tardivement affichées pour enrayer le développement de l'opposition des caïds et des chefs religieux qui vient de se structurer sous le nom de « Mouvement d'opposition et de réformes ». C'est Brahim, le fils du Glaoui revenu de France le 19 juin, qui s'emploie avec habileté et succès à renforcer la cohésion interne pendant que son père, qui a quitté le Maroc dès le 27 mai, multiplie les contacts dans la métropole. Les plus hésitants volent maintenant au secours de la victoire et les ralliements s'accroissent. Parmi les plus spectaculaires, intervient celui de douze caïds de la région d'Oujda qui s'étaient abstenus et viennent signer le manifeste. Les caïds du territoire de Taza, tout en se déclarant indépendants du Glaoui, expriment à leur tour leur adhésion aux objectifs du mouvement. Bref, à la fin du mois de juillet, Glaoui et Kittani groupent derrière eux la quasi totalité des caïds, tous les chefs de confréries et la plupart des représentants élus des chambres consultatives. Créé depuis plus de deux ans, le mouvement a fait la preuve de sa vitalité. On ne peut espérer qu'il se dissoudra de lui-même car ceux qui y participent ont la conviction de jouer leurs postes, leurs biens et même leurs vies...

Si Thami el Glaoui rentre au Maroc le 30 juillet. Il est accueilli à Casablanca par quelque deux mille notables. Dès lors les événements prennent un rythme déconcertant. Profitant du terrain minutieusement préparé par Brahim et mu, semble-t-il, par une énergie et une confiance nouvelles, le pacha entreprend aussitôt de donner à son mouvement les assises populaires qui lui manquent encore. En compagnie du chérif Kittani, il parcourt tout le Maroc. Il est, le 4 août, à Agadir où toutes les notabilités de la région sont réunies pour le saluer ; le 5 août à Marrakech, le 6 à Khouribga où les ouvriers des phosphates lui font une ovation, le 7 à Marchand, le 8 à Khenifra où les Zaïans lui réservent une réception somptueuse comme eux seuls en ont le secret, le 9 à Sefrou, le 10 à Oujda où il est accompagné de deux cents caïds, le 11 à Moulay Idriss où il fait prendre à ses partisans l'engagement solennel de poursuivre leur action jusqu'au succès final. Enfin, cette marche spectaculaire se termine à Marrakech où se tient, le 13 juillet, une réunion plénière au cours de laquelle va être proposée la déchéance du chef de la communauté.

Le Palais, pendant ce temps, charge le député Clostermann d'une mission d'urgence auprès du président de la République. Puis il publie une « fetoua » des muftis du Maroc énumérant les peines encourues par les « chefs rebelles ».

La résidence générale, elle-même, suit les événements avec difficulté tant leur succession se précipite.

Quant au gouvernement français, il prend tardivement conscience de la gravité de la situation. Le 13 août il charge le général Guillaume de présenter au sultan des propositions transactionnelles sous forme d'un « protocole d'accord ». Le souverain accepte de signer en marquant toutefois qu'il cède à la contrainte.

Fort de ces engagements, aussi précaires soient-ils, le gouvernement demande au résident général d'obtenir des caïds qu'ils renoncent à leur action. Le général Guillaume exécute cette mission dans la matinée du 15, mais il se heurte à la fermeté des conjurés dont la détermination se nourrit du désarroi de leurs adversaires. Conscients de leur force, peu enclins à lâcher la proie pour l'ombre, ils expriment à l'autorité française leur décision irrévocable de ne plus reconnaître Sidi Mohammed ben Youssef. Le général Guillaume obtient néanmoins qu'ils renoncent à proclamer un nouveau chef temporel et dans l'après-midi Sidi Mohammed ben Moulay Arafa est solennellement intronisé dans les fonctions exclusivement religieuses d'imam.

Malgré les réactions de l'Istiqlal, qui tente à Marrakech, à Meknès et à Casablanca de provoquer des désordres, et du sultan qui fait tenir à l'agence France-Presse un communiqué dans lequel il dénonce l'« hérésie » dont le Maroc est le théâtre, pour la grande majorité des Marocains l'issue de la crise ne fait plus de doute. Le vent tourne d'ailleurs brutalement : le makhzen convoqué par le sultan pour signer un communiqué condamnant le nouvel imam se récite. Des oulémas de Fès renoncent à prendre position en faveur de Sidi Mohammed ben Youssef. Des télégrammes d'allégeance parviennent au contraire en grand nombre à Sidi Mohammed ben Arafa. Le 18, enfin, le Grand Vizir prend lui-même l'initiative d'un entretien avec le délégué du résident général : « Personnellement il se ralliera à la décision du gouvernement français. »

Mais si proches du but, les conjurés s'impatientent. Dans une interview accordée dans la même journée du 18 août au **Petit marocain**, le Glaoui traduit l'exaspération de ses fidèles et somme le gouvernement français d'en finir : « Si sa fermeté, contrairement à notre attente, ne répondait pas immédiatement au désir du peuple marocain, la France n'aurait plus sa place au Maroc. » Malgré les menaces contenues dans cette déclaration, et qui doivent être prises au sérieux tant la France est en train de décevoir par ses atermoiements, le général Guillaume reçoit mission dans la nuit du 19 au 20, de rechercher un ultime terrain d'entente entre le sultan et l'opposition. L'insuccès de cette tentative convainc enfin le gouvernement de l'impossibilité totale d'une solution transactionnelle. Il donnera le 20, en fin de matinée, l'ordre au résident général d'obtenir l'abdication du sultan et de l'éloigner en Corse. L'opération est exécutée à 14 heures sans incident. Pressé d'abdiquer, Sidi Mohammed refuse. Il est conduit à l'aérodrome de Rabat avec les princes Moulay Hassan et Moulay Abdallah. Un avion militaire les attend. Il atterrit à Ajaccio quelques heures plus tard.

\*  
\*\*

Le nouveau souverain est reconnu sans difficultés par les différents pays représentés au Maroc, y compris les Etats-Unis. Seule l'Espagne, inspirée par sa susceptibilité traditionnelle à notre égard et par les exigences de sa politique arabe, réserve sa décision.

Il est vrai que la légitimité de Sidi Mohammed ben Moulay Arafa peut être difficilement contestée et à cet égard les conjurés ont bien fait les choses : il a été proclamé dans le plus strict respect des formes traditionnelles ; les serments d'allégeance ont été unanimes, parfois inattendus ; les actes de suzeraineté (Beïas) ont été signés par la totalité des membres de la famille impériale sauf un, par l'unanimité des oulémas et un nombre considérable de chefs, de notables et de représentants des populations : Tanger, pourtant délogée de toute pression, s'est ralliée sans hésitation ; les entrées solennelles à Rabat, à Fès, à Marrakech et à Moulay Idriss se sont déroulées pacifiquement en présence de foules, en majorité rurales, mais nombreuses et chaleureuses.

Il faut toutefois ramener ces premiers signes à leurs justes significations et le général Guillaume en est parfaitement conscient. La destitution de Mohammed ben Youssef était une condition peut-être inévitable mais certainement pas suffi-

sante à l'harmonisation des rapports franco-marocains. Elle ne supprime pas les problèmes, elle en modifie seulement les données. Elle ne constitue pas une assurance sur l'avenir, elle dégage des perspectives nouvelles.

Le temps n'est donc pas son allié, et le résident général doit agir très vite et très profondément s'il veut tirer le meilleur parti d'un changement de règne que le gouvernement français a d'ailleurs davantage subi qu'inspiré, et s'il veut prendre de court les réactions qui s'organisent tant au Maroc qu'en France et à l'étranger.

Après une remise en ordre vigoureuse, mais qui à aucun moment ne connut les excès d'une chasse aux sorcières, le résident général aborde très rapidement la phase constructive des réformes.

Ces réformes, préparées de longue date, sont scellées dans les semaines qui suivent la proclamation du nouveau souverain. Elles répondent à la double préoccupation de moderniser les institutions et d'associer étroitement Marocains et Français. Elles s'inspirent des principes directeurs suivants :

- indépendance du spirituel et du temporel ;
- séparation des pouvoirs ;
- participation accrue des autochtones à la gestion de leur pays ;
- décentralisation et respect des particularismes provinciaux ;
- démocratisation des institutions.

Ainsi le sultan demeure-t-il le chef spirituel de la communauté musulmane et le chef temporel de l'Etat marocain, mais en cette seconde qualité il délègue la plupart de ses pouvoirs réglementaires à un « conseil restreint » et de ses pouvoirs législatifs à un « conseil des vizirs et des directeurs ».

Quant à la population, elle est appelée à participer à la gestion des affaires publiques au sein d'assemblées mixtes franco-marocaines élues au suffrage direct pour les Français et conformément à un système à plusieurs degrés pour les Marocains. Il en est ainsi des assemblées municipales, paritaires dans les chefs-lieux des régions et présidées par les pachas, et des assemblées régionales, paritaires également, et présidées par les chefs de régions. Enfin, le conseil de gouvernement devient un organe officiel de l'Etat chérifien. Délégués marocains et délégués français y siègent en commun et en nombres égaux.

La réforme de la justice complète cet ensemble, et vient partiellement combler le vœu unanime de la population des villes et des campagnes : le code pénal et le code de procédure criminelle sont promulgués, un statut des magistrats est défini et les tribunaux régionaux d'appel sont créés. Enfin, le haut tribunal chérifien, suprême instance, acquiert une entière liberté de décision.

Rapidement mises en place, les institutions nouvelles ne tardent pas à révéler leurs mérites et leurs lacunes. Certes, elles constituent un bond en avant remarquable dans la démocratisation de l'Empire chérifien et elles ouvrent la voie à de possibles aménagements ultérieurs. Mais en renforçant considérablement les pouvoirs du secrétaire général du protectorat, elles risquent d'accentuer le despotisme administratif. Elles sont aussi, il faut en convenir, en avance sur l'évolution du peuple marocain et risquent de faire apparaître une rupture entre un pays légal modernisé au rythme accéléré des dahirs et des arrêtés, et un pays réel lent dans son éveil et dénué pour longtemps encore de maturité politique.

Il manque pourtant à cet ensemble de réformes, pour être crédible aux yeux des plus réticents, de s'inspirer davantage de la lettre et de l'esprit du traité de protectorat, et de se présenter sous la forme d'un plan évolutif aux étapes successives et aux échéances précises. On peut regretter que dans des circonstances aussi exceptionnelles la France n'ait pas indiqué plus clairement la voie dans laquelle elle entendait s'engager à long terme et qu'elle n'ait pas proclamé solennellement la vocation du Maroc à passer progressivement d'un statut d'Etat protégé à un statut d'Etat associé. Des études et des esquisses existaient à cet égard dans les dossiers du général Guillaume. Mais il aurait fallu pour les préciser et pour les mettre en œuvre une impulsion très vigoureuse que ne pouvait donner à l'époque le gouvernement français, avant tout préoccupé de se survivre. Ainsi, faute d'une exploitation suffisamment audacieuse et profonde, la rupture du front Palais-Istiqlal ne répondra-t-elle pas finalement aux espoirs qu'elle avait fait naître. Bientôt, le terrorisme se développant, un certain désappointement va se faire jour et les moins résolus commenceront à chercher dans les doubles jeux des garanties pour l'avenir...

Lorsque le général Guillaume quitte ses fonctions au mois de juin 1954, l'ordre règne au Maroc et les institutions nouvelles fonctionnent. Certes, les manifestations terroristes font impression. On ne comptera pourtant jusqu'à son départ qu'environ 200 attentats et 150 sabotages, la plupart à Casablanca. C'est beaucoup, mais c'est trop peu pour faire peser sur l'ensemble du pays un quelconque sentiment d'insécurité. Il est vrai que les troupes françaises sont à l'époque sous les ordres d'un commandant supérieur, le général Duval, dont le seul nom inspire la crainte et invite à la sagesse. Toutes les chances ouvertes par le premier train de réformes subsistent donc pour peu que le gouvernement français inscrive sa politique dans la continuité de l'action entreprise. Mais on sait ce qu'il en adviendra dans les deux années qui suivront...

Dernier des authentiques résidents généraux de France au Maroc (les successeurs ne seront, chacun dans son style, que des liquidateurs), le général Guillaume a su faire face aux situations les plus imprévisibles et aux crises les plus exceptionnelles avec les qualités de lucidité, de courage et de sang-froid que sa longue carrière de « chef de guerre » avait développées en lui. Il a su ouvrir à la communauté franco-marocaine du protectorat les perspectives d'avenir politiquement les plus audacieuses et humainement les plus fraternelles. Il restera dans la mémoire de ceux qui l'ont servi, ou qui ont été les simples témoins de son action, le digne héritier de Lyautey, de Noguès et de Juin. Si l'honneur consiste à rester fidèle à ses alliés et à défendre ses amis contre leurs adversaires, le général Guillaume a fait honneur à la France dans l'accomplissement de la mission qu'elle lui avait confiée. Il est de toute évidence de ceux auxquels nous devons la pérennité de cette amitié franco-marocaine à laquelle nous tous, les anciens des Goums et des Affaires indigènes, sommes si profondément attachés.

Michel LÉONET.





## LE CHEF D'ÉTAT-MAJOR DES FORCES ARMÉES

### Une année avec le général Guillaume

Peu avant ma sortie de l'École de guerre, en 1954, j'avais demandé à aller faire en Indochine mon temps de commandement de chef de bataillon. C'est à l'état-major des forces armées (E.M.F.A.) que je fus affecté auprès du général Ely qui avait été mon « patron » à Londres, entre 1948 et 1952, à l'époque où il présidait la délégation française au Comité militaire du pacte de Bruxelles, bientôt devenu Comité militaire de l'Atlantique. Avant même que je rejoigne le général Ely, celui-ci était envoyé en Indochine comme commandant en chef et remplacé à la tête de l'E.M.F.A. par le général Guillaume, récemment rentré du Maroc où il occupait les fonctions de résident général. Devant prendre prochainement la présidence du Comité militaire de l'Atlantique (c'était le tour de France par ordre alphabétique), le général Guillaume avait demandé et obtenu que je reste auprès de lui en raison de la petite expérience que j'avais acquise des organismes liés à l'Alliance atlantique.

Je connaissais déjà le général Guillaume. Je l'avais tout d'abord rencontré en Italie, au cours de la préparation de l'offensive du Garigliano, puis pendant les opérations de mai et juin 1944 ; j'étais alors capitaine au 3<sup>e</sup> bureau de la 4<sup>e</sup> D.M.M. Le groupement des tabors que commandait le général Guillaume avait été rattaché à la 4<sup>e</sup> D.M.M. et constituait avec elle le corps de montagne qui devait se couvrir de gloire à travers les « djebels » italiens. La personnalité du général m'avait tout de suite frappé : sa silhouette massive, ses larges épaules, sa djellaba brune, son masque énergique et plutôt sévère ne pouvaient passer inaperçus ; tout en lui dénotait la vigueur, l'énergie, la résolution, l'autorité. Toutes ces qualités, jointes à son courage, à son sens tactique et à sa connaissance des hommes devaient faire merveille, on le sait, jusqu'à la fin des hostilités.

J'avais retrouvé le général Guillaume à l'Inspection générale de l'armée (I.G.A.) en 1947, à l'état-major du général de Lattre de Tassigny dont il était devenu l'adjoint à son retour de Russie où il avait exercé les fonctions d'attaché militaire.

Au moment où des grèves sérieuses avaient nécessité, en octobre et novembre 1947, l'engagement d'unités militaires pour mettre fin par la force aux occupations d'usines, mines et chantiers, le général Guillaume avait été chargé par le général de Lattre d'entreprendre une vaste tournée d'inspection afin d'examiner le comportement de ces unités et la façon dont elles étaient utilisées. J'avais accompagné le général dans ce périple qui devait le conduire successivement de Nîmes à Nice (où il devait apprendre chez le général Agostini l'accident aérien dont le général Leclerc et ses compagnons venaient d'être victimes), puis dans la région parisienne, dans le nord et enfin dans l'est. Malgré l'atmosphère de crise qui régnait partout et surtout autour de Lens et de Valenciennes, on sentait le général heureux de se retrouver au milieu de troupes d'active, généralement bien

tenues et encadrées (surtout celles venues d'Allemagne), accomplissant avec discipline et courage une mission inhabituelle, particulièrement difficile et délicate ; les cadres, dont beaucoup avaient connu le général en Italie (au C.E.F.) puis à la 1<sup>re</sup> armée, venaient en toute confiance vers lui pour le saluer, répondre à ses nombreuses questions et lui exposer leurs problèmes.

Cette longue tournée m'avait permis de bien connaître le général puisque je le suivais partout et que nous nous trouvions souvent en tête à tête, notamment au cours de nos déplacements en voiture. J'avais constaté que le général aimait souvent à méditer, parfois longuement, et j'évitais soigneusement de rompre son silence ; quelquefois, brusquement, il évoquait un souvenir du Maroc, de ses tabors, de la Russie, et alors il s'animait et parlait, parfois longtemps. Je l'écoutais toujours avec beaucoup d'intérêt et n'hésitais pas, alors, à lui poser des questions auxquelles il répondait très volontiers.

C'est donc un chef que je connaissais bien que je retrouvai le 12 juin 1954 à l'E.M.F.A. Pour dire vrai, le poste de chef de cabinet qui venait de m'échoir ne m'enthousiasmait guère et il ne correspondait pas du tout à ce que j'avais espéré. Mais je n'allais pas tarder à constater que c'était un excellent poste d'information et que j'allais y apprendre bien des choses, notamment à l'occasion de la préparation des multiples réunions auxquelles le général devait assister et dont il étudiait les dossiers avec un soin minutieux : sa puissance de travail était extraordinaire. Il attachait beaucoup d'importance à la gestion du personnel des officiers généraux, au déroulement de leur carrière et à leurs affectations : ils représentaient pour lui un facteur essentiel de « l'Armée de demain ».

Les réunions du Pacte Atlantique et le désir qu'avait le général de prendre personnellement contact avec ses homologues — américains et britanniques surtout —, le conduisirent à effectuer trois voyages au cours desquels je l'accompagnai.

Du 3 au 18 octobre, ce fut un voyage aux Etats-Unis et tout d'abord à Washington. Plusieurs réunions de travail eurent lieu au « Pentagone » où se trouvait le « Groupe permanent » (Standing Group) de l'Organisation militaire de l'Atlantique Nord. Au cours de son séjour dans la capitale américaine, le général rencontra le ministre de la Défense (M. Wilson), le secrétaire d'Etat à la Guerre (M. Stevens), les principaux chefs américains (général Ridgway, général Collins, etc.), les représentants français au Groupe permanent (général Valluy, général Stehlin...), et les représentants des autres pays de l'Alliance Atlantique. Il put visiter également les établissements d'enseignement militaire supérieur (Industrial College et National War College).

Le général Guillaume se rendit ensuite successivement à Quantico (Q.G. des Marines), à Fort-Monroe (Q.G. d'Army Field Forces où il retrouva le général Dahlquist dont la 36<sup>e</sup> division, mise à la disposition de la 1<sup>re</sup> armée française, avait participé en 1945 à la réduction de la « poche » de Colmar), à Norfolk (Q.G. du commandement naval des forces de l'Atlantique) et, finalement, à la célèbre école militaire de West Point.

D'excellents exposés, préparés avec le soin habituel des Américains, furent faits partout au général.

C'est au centre des Etats-Unis, près d'Omaha, qu'eut lieu, à titre exceptionnel, la visite du quartier général du Strategic Air Command (S.A.C.), la force de frappe nucléaire américaine. Le commandant du S.A.C., le général Lemay, expliqua lui-même au général l'organisation de son commandement et comment pourrait être utilisé le S.A.C. en cas de conflit : exposé passionnant, fait par un chef sûr de sa force et de l'efficacité exceptionnelle de son extraordinaire instrument de combat.

Partout le général fut reçu, non seulement avec les honneurs et la considération dus à son rang et à sa fonction, mais aussi avec la déférence et la chaleur que l'on doit à un chef de guerre de valeur incontestée et à un compagnon de combat ; partout aussi, et tout particulièrement à Omaha, on voulut lui montrer, de toute évidence, qu'on lui faisait entièrement confiance et qu'aux Etats-Unis, il n'y avait pas de secret militaire pour lui.

L'aspect touristique ne fut pas absent du voyage et le général apprécia beaucoup la visite des principaux monuments et musées de Washington et de New York, du champ de bataille de Yorktown et de la pittoresque petite ville de Williamsburg.

Le voyage se termina par un déjeuner à bord du navire-école « Jeanne d'Arc » qui faisait escale à New York en compagnie de l'avisio « La Grandière ». De passage à New York, M. Jules Moch, ancien ministre, participa au repas.

Un deuxième voyage eut lieu en Grande-Bretagne, du 8 au 11 novembre 1954.

Reçu par M. Massigli, ambassadeur de France, le général put rencontrer le ministre de la Défense et les chefs d'état-major généraux britanniques. Il visita à Portsmouth le Q.G. du commandement en chef des forces navales du « Channel-Command » et de la « Home Fleet » (amiral Creary) et, à Northwood, près de Londres, le Q.G. du commandant en chef des forces aériennes du « Channel and Coastal Command » (Air-chief Marshall Bootman).

Le 10, le général visita le château de Windsor avant de se rendre à Oxford où, après la tournée classique des principaux collègues, il fut reçu dans les laboratoires de recherches où l'on étudiait le comportement de la matière aux très basses températures ; il y rencontra Lord Cherwell, président de la commission atomique britannique.

La dernière journée du voyage permit au général de visiter à Preston, le 11 novembre, les immenses et très modernes usines de la firme Leyland où se construisaient les chars « Centurion ». Il fut surpris de constater que beaucoup de machines-outils étaient importées de France.

Le troisième voyage, du 25 au 28 février 1955, eut lieu également en Grande-Bretagne, où le général avait été invité à faire une conférence à Oxford.

A son passage à Londres, le premier jour, il put, à l'occasion d'un déjeuner offert par le ministre de la Défense, M. Harold Mac-Millan, rencontrer à nouveau les chefs d'état-major généraux britanniques, ainsi que les attachés militaires naval et de l'air français.

C'est le lendemain que le général fit en anglais, à All Soul's College à Oxford, sa conférence sur la menace soviétique et la contribution de la France à la défense de l'Europe. Le général s'exprima en anglais, avec un accent dont la qualité étonna la nombreuse assistance, même ceux qui connaissaient ses dons de polyglotte. Il ne manqua pas de rappeler avec force qu'un des premiers compagnons de Lénine avait déclaré à l'occasion d'un congrès du P.C. soviétique que le plus court chemin de Moscou à Paris passait par l'Afrique (programme dont on peut constater la réalisation bien avancée en 1984).

D'Oxford, le général se rendit à Cambridge mais, à mi-chemin, il s'arrêta chez le célèbre écrivain militaire Liddel-Hart où il fut accueilli avec beaucoup de chaleur. La stratégie occupa une place importante dans les conversations.

Le dernier jour fut consacré à une réunion de travail au ministère de la Défense, à Londres, avec les chefs d'état-major généraux britanniques qui dînèrent ensuite avec le général à la résidence de l'ambassadeur de France, M. Chauvel.

A l'issue de ce dernier voyage, je repris mon travail habituel au cabinet du général, puis je partis en stage du 19 avril au 27 mai, d'abord à Montargis, puis au camp de Sissonne, pour me préparer à l'exécution prochaine de mon temps de commandement.

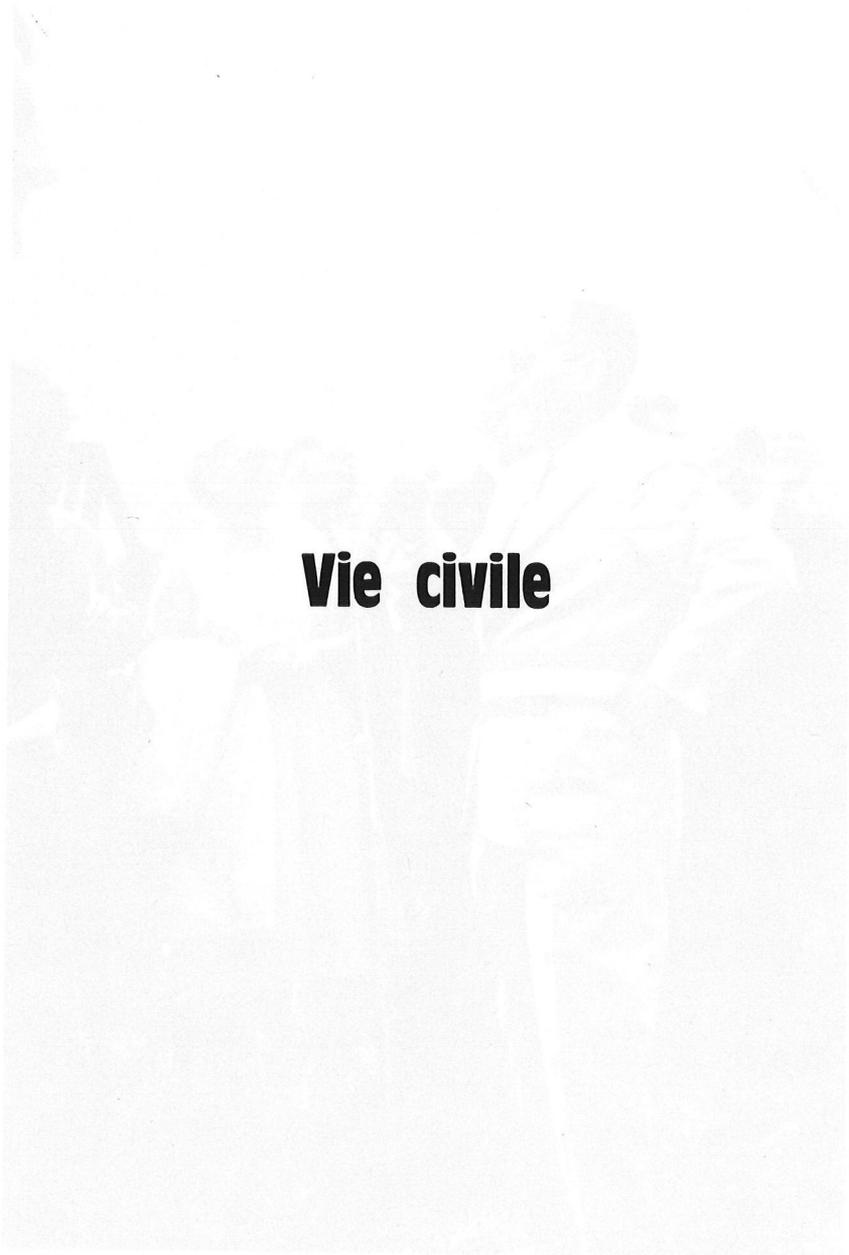
Quant au général, il partit le 16 juin pour un voyage d'information autour du monde, voyage qu'il ne devait d'ailleurs pas terminer, le ministre l'ayant rappelé au début du mois d'août en raison de l'évolution de la situation en A.F.N.

Le 16 octobre, j'assistai avec le général à un spectacle de ballets russes au Palais de Chaillot ; ce fut, je crois, notre dernière rencontre.

Le 20 octobre 1955, je quittai Paris pour prendre à Coblenz le commandement du 1<sup>er</sup> bataillon du 13<sup>e</sup> R.T.A.

Ce n'est pas sans une certaine émotion et quelque nostalgie que j'ai évoqué cette période, courte mais bien remplie, qui me permit de servir à l'E.M.F.A. auprès d'un « grand patron » de l'Armée française qui fut avant tout un chef ; grâce à lui, il me fut permis de voir et d'apprendre bien des choses et c'est avec beaucoup de fierté que j'ai eu le sentiment d'obtenir sa totale confiance.





**Vie civile**



## LE MAIRE DE GUILLESTRE

Le général Augustin Guillaume fut maire de Guillestre de 1959 à 1971.

Le bourg haut-alpin vieillissait doucement à l'ombre de son clocher ; la population, épuisée par l'exode rural et les guerres, conservait ses vertus traditionnelles et ses souvenirs et vivait chichement d'une agriculture ancestrale et de miettes touristiques. Quelques esprits clairvoyants souhaitaient un « aggiornamento » de l'activité économique et de la vie collective, afin que le village garde ses enfants et leur offre un présent et un avenir.

Revenu prématurément à la vie civile et au pays natal peu avant les élections de 1959, le général apparut à tous comme le meilleur maire possible.

Les candidats s'inscrivaient alors sur une liste unique, le candidat maire s'inscrivant en tête. Le général, peu familier avec les affaires électorales répugnait à donner son nom ; on finit par lui faire accepter une élection éventuelle. La liste habituelle fut donc rédigée avec une première ligne blanche, que chacun remplit lui-même.

On comprend aisément les réticences d'un général d'armée projeté dans l'élection municipale de son village peu après une rupture orageuse avec la vie publique et après la crise politique de 1958 qui lui inspiraient la plus grande réserve.

Très largement élu, il s'habitua rapidement à sa nouvelle situation. Le montagnard expatrié rêve de retrouver sa vieille maison, ses bonnes chaussures et le vêtement rustique qui permet d'arpenter neige et sentier, pré et forêt, de s'identifier aux anciens amis de l'école du village. Le général vécut ainsi sa période municipale parmi les chefs de famille de Guillestre.

Les familles montagnardes des Alpes ou de l'Atlas portent avec noblesse une culture vivante qui permet de survivre et de résister. La clé pour s'imposer à de telles communautés est d'en partager le cœur, d'être admis dans la cité.

J'ai souvent pensé que le capitaine Guillaume avait retrouvé, au Maroc, son village, puis abordé Guillestre avec la sagesse de Lyautey et les souvenirs du Sud.

Comme au Maroc, il arrive au moment de l'aménagement.

Il sait compter avec les hommes. Parmi ceux qu'a désignés l'élection, il distingue ceux qui sauront concevoir et ordonner la mutation du village. Il sait les écouter, les solliciter, les orienter. Son équipe fonctionne comme un état-major. Un plan réunit rapidement les réalisations qui paraissent opportunes pour le développement du tourisme, pour rénover l'équipement social et administratif. Au jour le jour les problèmes quotidiens susciteront d'autres projets. Le plan conçu pendant les premiers mois sera réalisé en douze ans.

Ce programme reprend une partie des réalisations du père du général, le docteur Julien Guillaume, maire et conseiller général à la fin du siècle précédent : rénovation de l'hospice, construction d'un abattoir, distribution de l'eau par les fontaines. Victime de son dévouement, le docteur Guillaume fut emporté par l'épidémie de typhoïde qu'il combattait. Cette perspective familiale influence profondément la magistrature du général.

Son élection rassura peut-être quelques-uns de ses électeurs avides de la protection et des appuis d'un grand notable. Ils déchantèrent rapidement, car il ne fut pas un vice-roi à la retraite mais un montagnard baroudeur, décidé à faciliter les constructions, les créations, les maturations. Les amis, les condisciples, les anciens des « campagnes » furent mis à contribution pour hâter et faciliter les procédures, jamais pour obtenir des « faveurs ».

Au terme des deux mandats, le programme est réalisé : complexe touristique (camping, piscine), centre administratif (mairie, poste, Ponts-et-Chaussées, E.D.F.), collège, abattoir, route touristique des quatre communes, maison de retraite. Celle-ci sera l'objet de sa préférence. Il souhaitait que son souvenir y soit inscrit.

Les problèmes de fond d'une communauté alpine actuelle seront tous abordés, étudiés : déviation routière, approvisionnement en eau, logements sociaux, services de secours...

Le maire de Guillestre est alors l'homme que décrivent les historiens, un petit homme brun, grisonnant, râblé, celui des photographies militaires, sans la djellaba. Son visage traduit la fermeté, son regard l'intelligence. On le rencontre souvent en tenue de chasse pour traquer le gibier ou surveiller ses cultures, ses pommiers, pour visiter terres et gens. Il va voir où et comment se développent les projets. M. Guillaume marche beaucoup et rencontre beaucoup de gens. Il va volontiers chez l'un ou chez l'autre, heureux d'être reçu chaudement, de goûter le jambon ou le vin clairet ; il interroge, se fait accompagner et expliquer... Il va également voir les employés de la mairie, discute des projets et des tâches quotidiennes. Il avoue que la petite équipe municipale pose des problèmes de commandement inconnus aux tabors.

M. Guillaume n'impose ni passé ni titres ; il s'impose parce qu'il est un excellent maire, présent et travailleur. Il a réussi à n'être que le maire de son village et chacun est libre avec lui. S'il doit parfois subir l'insolence d'un propriétaire foncier fâché de voir prévaloir l'intérêt public, s'il doit subir la démission de conseillers opposés à ses projets, s'il doit affronter quelques colères ou bouderies, cette modestie en est la cause. Son franc-parler, sa fermeté un peu rude n'exprimaient que les exigences de justice ou de bon sens.

Ce maire voit haut et loin. Il accueille les habitants du Val Pellice à la recherche d'une communauté fraternelle : Guillestre et Torre Pellice sont jumelés. Le projet de liaison par le col Lacroix au fond du Queyras est lancé. Il s'agit pour les uns d'abrèger le trajet Fos-Turin, pour les autres de désenclaver le Queyras devenu relais international. Le général, lui, a découvert une communauté franco-phone, dont les relations haut-alpines disparaissent avec les circulations modernes, une communauté originale par sa culture, très proche des nôtres, une communauté inquiète qui cherche des amis. Cette vallée héberge de nombreux vaudois dont il a décrit les persécutions dans son histoire du Queyras.

Le général s'est découvert une ascendance piémontaise. Jumelage et col Lacroix sont pour lui affaires d'homme et d'amitié. Il tient beaucoup à cela et les gens de Guillestre l'approuveront.

Ce maire voit haut et loin. Pendant sa période d'activité municipale, il écrit **Guillestre, mon pays**, l'histoire du village, puis **Le Queyras**, consacrant ainsi à cette activité ses dons d'écrivain.

Il serait injuste d'omettre de signaler qu'il achète de ses deniers une tour du XIV<sup>e</sup> siècle de l'enceinte de Guillestre pour la sauver de la ruine et l'offre à la commune.

Le chapitre municipal de la carrière du général Guillaume traduit la clarté et l'ouverture de son intelligence, l'équilibre de sa personnalité et sa vitalité exceptionnelle. Il était peu bavard quant aux motifs spirituels et moraux : on découvre en suivant ses traces une approche du monde et de l'homme surprenante.

Pierre CHOUVET.

Mairie de Guillestre.

## RHIN ET DANUBE

### Un grand président national

C'est chez le général de Lattre que j'ai rencontré le général Guillaume. Bien que je l'eusse aperçu en Alsace et en Allemagne, ayant servi pendant la guerre à la 3<sup>e</sup> D.I.A., c'était la première fois que je l'approchais dans l'intimité de la place Rio-de-Janeiro ; c'était quelque temps avant sa nomination au poste de résident général au Maroc.

J'avais alors assisté à une discussion passionnée sur les sujets brûlants du moment.

J'écoutais, subjugué de voir avec quelle franchise ces deux chefs pouvaient débattre de sujets aussi importants devant le jeune homme que j'étais alors, et modeste membre du comité national de Rhin et Danube.

Puis, lorsque notre président Ludovic Tron quitta la présidence et que nous sentîmes que de graves événements pouvaient s'abattre sur notre pays, nous nous sommes tout naturellement tournés vers le chef prestigieux des Tabors puis de la 3<sup>e</sup> D.I.A., celui dont le général de Lattre disait en parlant de sa division et de lui-même : « La défense de Strasbourg est confiée à la 3<sup>e</sup> D.I.A. ; je suis sûr d'elle et de l'ami qui la commande, le général Guillaume. »

Il accepta cette lourde tâche mais il n'avait pas attendu d'être à notre tête pour rendre à l'association d'incalculables services.

Nous sommes fiers de Wildenstein mais que serait Wildenstein sans l'action du général Guillaume alors qu'il était commandant en chef des Forces françaises en Allemagne ; il avait fait construire une route, refait les chemins et aidé à toutes les constructions.

Il fut un grand président de Rhin et Danube. Je me suis très vite aperçu que sous des aspects qu'il voulait parfois rudes, il cachait un « amour », le mot n'est pas trop fort, pour ses hommes qui composaient la 1<sup>re</sup> armée.

Je l'avais accompagné dans la tournée qu'il faisait en Algérie et qui devait se terminer à Constantine par un congrès de Rhin et Danube.

Depuis quelque temps, un travail important avait été fait pour les anciens combattants musulmans mais combien restait-il à faire ! Nous nous étions aperçu que beaucoup de ces glorieux soldats, parfois gravement blessés dans leur chair, étaient inconnus des organismes officiels. Il avait pris cette question tellement à cœur que je le revois encore le soir du 29 novembre 1960 alors que nous étions les hôtes du général Jean Olié qui commandait alors le corps d'armée de Constantine, se faire l'avocat, je dirai mieux : l'apôtre, de tous ces anciens qui n'avaient pas, hélas ! que des blessures physiques. Je me suis pris à songer, il y a quelques jours, lorsque le président de la République algérienne était en France, que le sujet de ces glorieux soldats, à qui nous devons tant, ne semble pas avoir été évoqué. Je suis certain que s'il avait été encore parmi nous, il aurait tout fait pour que ce sujet ne soit pas escamoté.

Puis l'orage sur la France devint de plus en plus menaçant. Une grave crise couvait en France et en Algérie. L'unité nationale semblait menacée. La nôtre aussi. Il fallait tout faire pour éviter cela et à tous les échelons, même les plus modestes, je crois que Rhin et Danube, grâce à l'action du général Guillaume, a réussi ce miracle.

Je le vois encore, un soir de mai 1958, dans son appartement du quai d'Orsay, avec notre camarade Guy de Kergommeau dont j'étais l'adjoint à l'époque, où Mme Guillaume nous avait accueillis avec sa gentillesse et sa simplicité coutumières. Nous sommes restés, ce soir-là, très tard dans son bureau afin de voir comment Rhin et Danube pouvait apporter sa pierre à l'édifice ; il avait consulté quelques amis au téléphone puis il avait décidé de convoquer le conseil national extraordinaire pour le 17 mai. Nous étions repartis, de Kergommeau et moi, reconfortés par la solidité de ses idées, sa détermination et son courage unique. Par cette nuit de mai, si belle mais si trouble, il semblait que la France était au bord du précipice et que tout pouvait arriver.

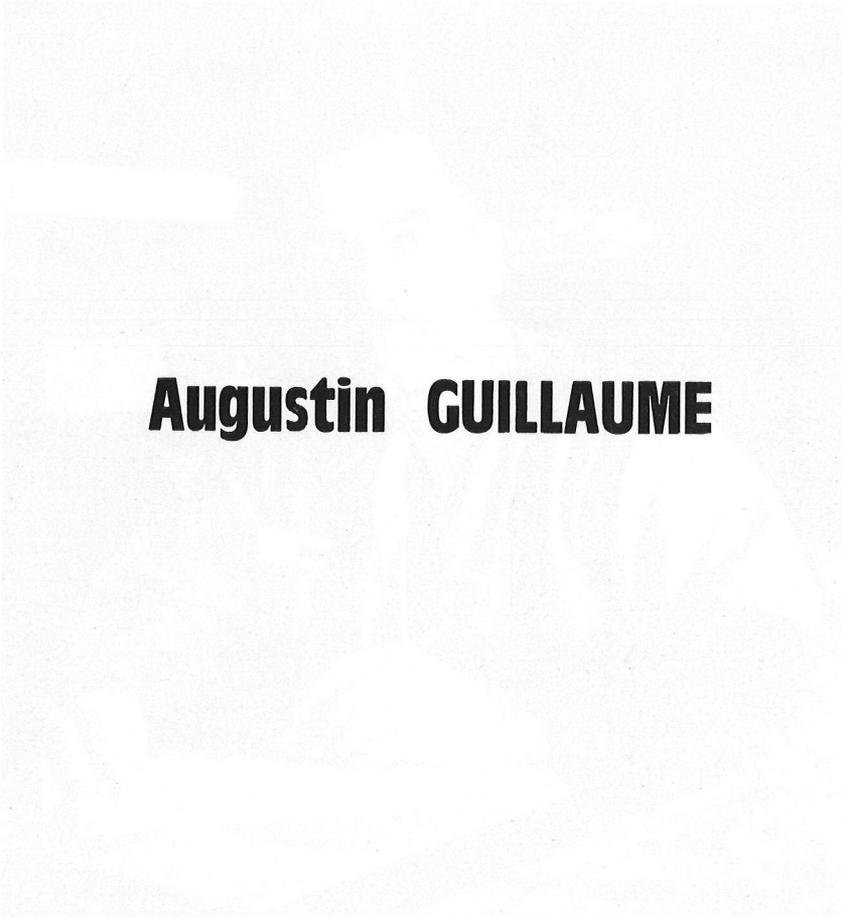
Dans les terribles années qui suivirent, il s'attacha avec acharnement à défendre et à maintenir cette unité héritière de l'amalgame et maintenant nous pouvons dire que c'est grâce à son action, à son travail et à son prestige que nous sommes unis.

Cette leçon, mon Général, nous ne l'oublierons pas !

Pierre CHANCOGNE.



1<sup>re</sup> réunion de Rhin et Danube en Allemagne.



**Augustin GUILLAUME**



## LE GÉNÉRAL GUILLAUME ÉCRIVAIN

Le général Guillaume n'était pas un littérateur : c'était un soldat : « homme de guerre », comme il s'est défini lui-même dans son volume de souvenirs, mais certains traits de son esprit devaient faire de cet homme de guerre et d'action un écrivain de grande valeur. Il nous a laissé, en dehors de beaucoup d'articles, sept livres importants — importants parce que riches d'une expérience diverse et pourtant d'une unité profonde à travers les sujets différents. De son Queyras natal à l'Atlas marocain, des Numides d'Annibal à ses Goums escaladant le Petrella et gelant dans les Vosges, il a vécu dans le même paysage de montagne et avec des hommes simples, fidèles et dévoués jusqu'à la mort. Du moins tel eût été son cadre de vie idéal : il dut aussi vivre à Moscou et à Paris.

Il était avide de comprendre. Le premier mouvement qu'il ressentait en présence d'une mission qui lui était confiée, était la volonté d'en prendre à fond connaissance, de ne rien laisser au hasard, de ne rien ignorer des données géographiques, du milieu humain, de l'histoire des lieux. Mais sa curiosité se révèle encore dans le goût qu'il avait des langues étrangères. Nous y reviendrons.

Essayons d'évoquer la richesse de ces sept ouvrages.



Le général Guillaume, en débarquant à Casablanca en 1919, « a su tout de suite qu'il allait aimer le Maroc et les Marocains ». Son premier livre, un volume de 521 pages, avec 80 photographies et 39 croquis, fut consacré au Maroc : **Les Berbères marocains et la pacification de l'Atlas central (1912-1933)**. Il en avait recueilli les premiers éléments dans les archives de Meknès en 1920, mais le rédigea, de 1936 à 1938, dans les loisirs que lui laissait, après quatre ans de lutte incessante contre la dissidence comme chef d'état-major du général de Loustal, le commandement du cercle d'Azilal ; il ne parut qu'en 1946 chez Julliard, avec une préface du maréchal Juin.

C'est un livre admirable, qui retrace non seulement cet épisode à vrai dire capital de la pacification du Maroc, mais qui, avec une méthode scrupuleuse qu'on retrouvera dans d'autres de ses ouvrages, commence par poser les données essentielles des événements. Etude du **milieu physique** : la barrière de l'Atlas, décrit dans ses deux chaînes parallèles — Moyen et Haut Atlas — avec des sous-chapitres sur le climat, la végétation, les communications. Puis le **milieu humain** — les Berbères — et, dès le début, malgré l'anarchie tribale, le goût de la rapine, et un farouche esprit d'indépendance, s'affirme chez le général Guillaume une admiration et une affection sans cesse répétées pour « ce guerrier incomparable, le meilleur de l'Afrique du Nord ». Dans la plus pure tradition du maréchal Lyautey, « l'adversaire du moment est toujours considéré comme l'ami du lendemain. » Mais de là il débouche dans l'**histoire**, celle du passé lointain de l'époque romaine jusqu'à l'arrivée de l'Islam dont la religion fut acceptée sans peine mais qui n'entama jamais la résistance des Senhadja aux invasions arabes. Les grands sultans du Maroc, Moulay Ismaïl, le Louis XIV de Meknès, Moulay Sliman, surtout Moulay Hassan (1873-1894) se heurtent sans succès aux Berbères de l'Atlas. Mais, avant d'entrer dans le vif du sujet — l'intervention française — l'auteur énumère, caractérise et situe les innombrables tribus, les Zaïans qui, ralliés, contribueront à la reddition des insoumis, et d'autres, particulièrement les Aït Hadiddou, de l'Assif Melloul qui l'ont frappé par « leur cohésion, leurs coutumes et leur particularisme » et qui, défendus par une situation inexpugnable, seront les derniers à demander l'aman.

Après les données, vient le **problème** : le but à atteindre était de soumettre à l'autorité du sultan les tribus de l'Atlas central, et, à cette fin, la conquête qui ne pouvait se réaliser que par la force, la pacification qui devait être totale : la limitation au « Maroc utile » était une utopie, car tout arrêté dans la pacification

signifierait un recul. D'ailleurs, la défense éventuelle de nos frontières en Europe interdisait de maintenir, le cas échéant, des effectifs importants sur le front de l'Atlas, ce qui imprimerait aux opérations un rythme accéléré en fonction des menaces hitlériennes. Parmi les **difficultés** à prévoir, se révélait, entre autres, la nécessité d'une « organisation en marche » (pistes carrossables à aménager); **le climat**, qui ne réservait que cinq mois, de mai à octobre, aux opérations; **l'adversaire** (et quelle était la provenance de ses armes et munitions?); et, parmi les **facteurs externes**, l'intervention déterminante mais confuse et souvent dilatoire du gouvernement français.

Un nouveau chapitre étudie **nos moyens d'action**. Le général Guillaume analyse avec une foule de remarques intéressantes ce qui concerne le commandement, les forces régulières, le service des Affaires indigènes, et les forces supplétives (avec la première photo des goumiers berbères). Mais surtout nos **méthodes de combat** lui inspirent des pages enthousiasmantes dans leur précision et leur justesse, sur l'urgence où l'on se trouvait d'inventer une action militaire nouvelle, telle que l'avait définie dès 1926 le colonel de Loustal. Ce n'était pas minimiser l'héroïsme et les résultats des vingt-cinq années précédentes que de rompre avec la routine de l'attaque sans surprise et du combat de jour. Face à la montagne, il fallait y substituer « un front qui avance par surprise, de nuit, en un seul bond ».

Quand le capitaine Guillaume fut, en 1928, choisi comme chef d'état-major par le général de Loustal dans son groupe mobile du Tadla, l'atmosphère était lourde. Un résident général politiciard (M. Steeg), les conséquences de la guerre du Rif, terminée mais qui avait frappé l'opinion publique, la défensive imposée qui permettait à la dissidence de pratiquer impunément des enlèvements d'Européens, telle était la situation. Heureusement elle allait changer, et l'action décisive, longtemps différée, reprendre. En 1929, un résident général de plus grande envergure, Lucien Saint, allait remplacer M. Steeg. En 1930, le général Huré — père du président de l'Amicale de la 3<sup>e</sup> D.I.A. — prenait le commandement supérieur des troupes du Maroc, et en quatre ou cinq années non seulement la « Courtine » de l'Oued-el-Abid, qui dressait entre les deux bastions d'Aghbala et Ouauizert une muraille infranchissable, mais toute la masse du Grand Atlas, attaqué par les quatre groupes mobiles créés par le général Huré, succombèrent à nos forces. « Pour la première fois dans son histoire, écrivait le général Huré à l'issue des opérations de 1934, le Maroc était unifié et pacifié du Rif au Sahara, de l'Océan à l'Atlas. Le voyageur pouvait enfin sans arme ni escorte circuler partout, dans la plaine, la montagne, le désert... L'idée qui a dominé en permanence l'action de pacification, c'est que le but à atteindre dans ce genre d'opérations n'est pas de détruire l'adversaire, mais de le soumettre pour en faire un collaborateur. » (R. Huré, *L'Armée d'Afrique*, 1977, p. 254.)

Tout le détail de cette pacification est retracé en 325 pages sèches comme des journaux de marche, où le général Guillaume, malgré la précision de ses ordres de bataille, ne mentionne jamais son nom, mais on le devine toujours sous le général de Loustal dans le groupe mobile du Tadla, acharné à la recherche du renseignement, à l'aménagement des pistes à flanc de rocher, à la préparation des attaques de nuit, à l'éducation de ses goumiers. On suit par le menu le jeu qui consiste à investir les tribus l'une après l'autre en les dépassant sur leurs ailes et en les faisant tomber comme dans une nasse. « Action puissante et sage », dont le général Guillaume ne manquerait pas de se souvenir plus tard. N'est-il pas émouvant qu'il ait rencontré alors trois lieutenants, de Latour du Moulin, Massiet du Biest, Leblanc, qui seront, en 1944-1945, colonels, « ses fidèles compagnons d'armes et ses amis ».

**Pourquoi l'Armée Rouge a vaincu** est le deuxième ouvrage rédigé par le général Guillaume. En 1945, au moment où il se préparait à prendre le commandement du II<sup>e</sup> C.A., « à la tête de troupes magnifiques qu'il connaissait bien », il fut envoyé non sans regret par le général de Gaulle à Moscou comme attaché militaire. Cette nomination est racontée dans **Homme de guerre** (p. 189 et sq.). Parmi les arguments du général de Gaulle, il y avait au premier chef sa connaissance du russe. Mais cela nous invite à ouvrir une parenthèse sur le goût des langues étrangères de ce général vraiment polyglotte.

Pendant sa captivité de la Première Guerre mondiale, il avait commencé à apprendre le russe et l'arabe, alors qu'il donnait des leçons d'italien et d'allemand. Il savait déjà assez de russe en 1919 pour demander à servir dans les corps expéditionnaires alliés en Russie. En 1924 il fut adjoint à l'attaché militaire en Yougo-

slavie. De 1926 à 1928, préparant l'oral de l'Ecole de la guerre, il suivit les cours de l'Ecole des langues orientales, qui lui conféra un diplôme de russe avec la mention « Très Bien ». Mais sa notice individuelle, que mon ami Philippe Marçais m'a procurée, indique comme langues étrangères usuelles pratiquées couramment : allemand, italien, arabe, berbère, et comme celles dont il possédait des éléments : anglais, serbe.

Donc le général de Gaulle lui avait donné mission de « dire comment les Russes se sont battus, et pourquoi ils ont vaincu ». D'où le livre qui parut en 1948 chez Julliard, sous le titre : **Pourquoi l'Armée Rouge a vaincu** (258 pages avec 5 cartes), dédié aux pilotes du régiment Normandie-Niemen, et qui fut traduit en anglais et en allemand. La deuxième partie, histoire des opérations, fut reprise en détail en 1949 sous le titre **La guerre germano-soviétique (1941-1945)**, chez Payot, avec une préface du maréchal de Lattre, et ce deuxième ouvrage fut traduit en anglais et en espagnol.

**Pourquoi l'Armée Rouge a vaincu** commence par étudier l'attitude adoptée de 1939 à 1941 par les dirigeants soviétiques en présence de la menace hitlérienne. Elle est due, nul n'en doute plus aujourd'hui, à « une absolue absence de confiance dans les puissances occidentales », dont les capitulations successives devant les agressions de Hitler ne permettaient à l'U.R.S.S. d'espérer une quelconque intervention efficace et sincère au cas où elle serait attaquée. D'ailleurs, Staline avait conscience de l'insuffisance de ses forces, surtout dans l'ordre des blindés et de l'aviation : il lui faudrait un an et demi pour rattraper son retard.

Or, outre ce qui pouvait passer dans **Mein Kampf** pour des vaticinations sans consistance, le **plan Barbarossa**, qui prescrivait l'anéantissement de l'U.R.S.S., était tracé et connu du commandement allemand dès 1939 et 1940, et l'étude de ce plan, quand le général Guillaume en prit connaissance après le procès de Nuremberg, était presque inédite. Tout ce chapitre où l'on voit Hitler et Staline, en dépit des pactes conclus entre eux, « se préparer activement l'un et l'autre à une lutte inéluctable, mais que tous deux croient devoir différer afin de s'assurer une situation de départ plus avantageuse », est d'un intérêt prodigieux.

Après l'invasion et le dépècement de la Pologne, qui, suivis de la soumission de la Finlande à son ultimatum, assurent à l'U.R.S.S. des frontières stratégiques plus éloignées — et pendant ce temps toutes ses usines travaillent jour et nuit pour la production du matériel de guerre — une extraordinaire attente pèse sur les deux peuples. Le 28 juin 1941, Hitler déclenche de la Mer Noire à l'Océan Glacial son **plan Barbarossa**. En 34 pages la deuxième partie retrace « les grandes étapes de la guerre » — exposé sommaire qui n'est qu'un résumé de l'ouvrage plus haut cité, **La guerre germano-soviétique**. Mais on y suit avec une lumineuse clarté les événements qui se déroulent sur les trois fronts : Nord (vers Léninegrad), Centre (vers Moscou), Sud (vers Kiev). Quoiqu'il semble que d'abord l'Armée Rouge soit encore, par ses forces moins vite mobilisées et concentrées, un peu inférieure aux 170 divisions allemandes, les résultats d'ensemble, en 1941 et 1942, marquent l'échec du Blitzkrieg hitlérien : si les Allemands et leurs alliés remportent au sud des succès spectaculaires (conquête de l'Ukraine, progression le long du Dniepr jusqu'en Crimée, prise d'Odessa et de Kharkov), ils sont bloqués devant Léninegrad. Une série de batailles s'engage, révélant de graves dangers pour les pincés qui tentent de se refermer autour de Moscou et qui s'amenuisent sous le coup des contre-attaques russes. C'est l'arrêt des coups de théâtre hitlériens. L'auteur, qui décrit l'action des généraux opposés, les pertes en hommes et en matériel, note que la bataille de Léninegrad comme celle de Moscou témoigne de la fatigue des armées allemandes, « tandis que du côté soviétique, l'armée et la population, soulevées par un ardent patriotisme, se dressent en un suprême effort contre l'envahisseur ».

En 1942, c'est Stalingrad qui fut dans la France à l'écoute de la radio le réveil de l'espoir. On en trouve ici, raconté par le général Guillaume de façon très vivante, un bref récit, mais ce qui lui paraît plus important encore, c'est en 1943 la rupture de l'équilibre et la contre-offensive de l'Armée Rouge, qui sans désespérer succède à l'attaque allemande : l'échec des Allemands dans leur effort pour réduire le saillant soviétique de Koursk — qui apparaît dans d'excellents croquis —, la prise d'Orl' le 3 août, de Kharkov le 23, contraignent l'envahisseur à battre en retraite. L'artillerie russe a dompté les chars allemands. En 1944 ce sera la rupture : dix offensives font s'effondrer le front ennemi « par panneaux entiers ». L'avance de l'Armée Rouge vers l'Ouest, en 1944, atteint

1.100 kilomètres. A la fin de l'année, aucun Allemand ne demeure en U.R.S.S. On suit le cœur battant cette reconquête qui va jusqu'à la capitulation de l'Allemagne à Berlin le 8 mai 1945.

C'était l'une des deux questions que le général de Gaulle avait posées en « commandant » ce livre : d'ordre stratégique et tactique ; « la seconde était autrement vaste » : Pourquoi les Russes ont-ils vaincu ? C'est à elle que le général Guillaume consacre sa troisième partie, beaucoup plus longue (132 pages avec six annexes). Et ici l'on retrouve la méthode d'analyse exhaustive des données que nous avons admirée dans **Les Berbères...** Il commence par reconnaître que c'est l'Etat soviétique, par sa puissance, qui a réussi à briser les offensives allemandes, l'aide alliée ne s'étant produite que tard et, même en 1944, laissant sur le front allemand de l'Est les deux tiers environ de ses forces terrestres. Il distingue ensuite parmi ceux qui ont contribué à lui assurer la victoire plusieurs facteurs **anciens**, et d'autres **nouveaux « plus importants peut-être »**. Parmi les premiers, l'étendue du pays, l'hiver russe, la supériorité du nombre, la valeur du soldat, et les richesses naturelles. Mais ces facteurs-là n'avaient pas empêché le Japon d'infliger en 1904-1905 une humiliante défaite à la Russie tzariste, et l'Allemagne de provoquer en 1917 l'effondrement du front russe. Les Soviets avaient ajouté des facteurs de puissance que Hitler n'avait pas soupçonnés : dans la dictature, l'industrialisation de l'U.R.S.S., la préparation des cadres et des spécialistes indispensables à une armée de plus de 10 millions d'hommes. Nous ne pouvons que résumer ici des développements, illustrés par des tableaux, relatifs aux principaux produits industriels. Rien n'est omis, alors que la mobilisation de la main-d'œuvre, dès le début des hostilités, en accélère au maximum la création. L'aide alliée est justement mentionnée, avec la fourniture, à partir de 1942, d'un armement important, de machines-outils, de matières premières et de denrées alimentaires provenant des Etats-Unis, d'Angleterre, du Canada.

Un autre chapitre étudie les forces armées soviétiques : **Le commandement**, et le premier paragraphe est consacré à **Staline stratège**. On ne s'étonnera pas qu'au lendemain d'une victoire qui semblait tenir du miracle, le général Guillaume, à qui ne s'était sans doute pas encore révélée la réalité des goulags, ait été plein d'éloges pour les dons de **stratège** de Staline. Ils ont frappé tous les témoins, Churchill, Harriman. Or il se trouve que le général Guillaume avait déjà pu les apprécier lorsqu'en 1919 il s'était laissé engager dans la mission militaire détachée en Russie méridionale auprès du général Denikine, dont il parle dans **Homme de guerre** (p. 29), sans beaucoup d'admiration. Mais on n'apprend pas sans intérêt que, dès ces opérations des Russes blancs, c'est Staline qui avait été envoyé pour rétablir la situation de l'Armée Rouge par un plan (ici p. 127) dont le général Guillaume souligne les qualités. Outre ces mérites de stratège, il montre le rôle de Staline dans la formation des cadres de l'Armée Rouge, dans l'orientation du front et des arrières, dans son action sur le moral de la nation pour galvaniser le patriotisme soviétique. Sur ce point d'ailleurs, il indique que ce patriotisme, dans certaines régions comme l'Ukraine et les provinces musulmanes, a connu, dans sa collaboration avec l'Allemagne, des défaillances certaines.

Il était inévitable que cet enthousiasme pour l'Armée Rouge et son chef dût provoquer dans certains esprits bornés un soupçon de prosoviétisme. En fait, les rapports du général Guillaume avec l'état-major russe, exposés dans **Homme de guerre** (p. 198 sq.), et dans lesquels il usa de ce franc parler qu'il n'abandonnait jamais, même en face du général de Gaulle, prouvent qu'il ne fut jamais aveugle aux vices du régime. Lorsqu'à son départ de Moscou, en août 1947, il fit sa visite d'adieu au général Salaïev, chef de la section des Liaisons étrangères, « celui-ci s'enquit fort courtoisement du souvenir qu'il emporterait de Moscou ». « Ma réponse, dit le général, fut nette : « J'ai admiré l'Armée Rouge pour ses magnifiques victoires, et je lui conserve mon admiration. Mais je quitte l'U.R.S.S. avec le sentiment que j'y ait été prisonnier. » Aux égards qui lui furent prodigués pour réparer cette mauvaise impression, il demeura inébranlable. On lui avait accordé puis retiré l'autorisation d'aller à Stalingrad, interdit de se rendre à Kiev. Il en tirait la conclusion que le mot « liberté » n'avait pas le même sens en France qu'en U.R.S.S. Et en France, à l'ambassadeur Vinogradov, il répéta : « J'ai été prisonnier en U.R.S.S. »

Mais cette parenthèse destinée à prévenir une équivoque ne doit pas nous empêcher de rendre compte de la richesse des derniers chapitres. Il y a là, sur l'emploi des forces terrestres, aériennes et navales soviétiques, et sur la stratégie

soviétique en face de certaines erreurs stratégiques de Hitler, des pages d'une grande densité. Et les annexes, avec la biographie des principaux maréchaux soviétiques, les décorations soviétiques, la composition des grandes unités, etc., offrent une mine de renseignements qu'on chercherait vainement ailleurs.

\*

\*\*

Les quatre derniers livres du général Guillaume sont le fruit de ses années de retraite qui commencent, à la suite d'un désaccord avec le gouvernement, et, « la coupe étant pleine », le 1<sup>er</sup> juillet 1956 il se retira dans son Guillestre natal, dans cette vallée du Queyras dans les Hautes-Alpes, à laquelle il n'avait jamais cessé de penser. Quand, dans ses **Berbères...**, il décrit l'Atlas central, il avait plaisir à le « comparer aux Alpes françaises, par son étendue et son importance, avec cette différence, toutefois, que ses sommets, par leur allure massive et compacte, sont sans analogie aucune avec les cimes déchiquetées des Alpes » (p. 16). Et de même, il n'hésitera pas à reconnaître quelque lointaine parenté entre ses goumiers et les Numides (Berbères !) à qui Annibal fera franchir les Alpes par un itinéraire qu'il reconstitue le long — mais non pas  **dans les gorges**  — du Guil jusqu'au col de la Traversette.

Nous ne pouvons, faute de place, nous étendre aussi longuement sur trois de ces derniers livres, qui sont ceux de son retour au pays natal. Mais ils sont aussi remarquables par le soin et l'ampleur avec lesquels ils sont conçus. Le général Guillaume s'excuse, dans l'avant-propos de l'un, d'avoir, « par déformation professionnelle », eu tendance à s'étendre sur les opérations militaires dont le Queyras fut le théâtre. Mais il a aussi une conscience professionnelle d'écrivain qui l'invite à ne rien improviser, à ne rien omettre des données fondamentales, à se documenter à fond, à embrasser sans défaillance tous les problèmes.

Le premier (1962) est une monographie de **Guillestre, mon pays**, sa ville natale aux gorges du Guil, l'entrée sud-ouest du Queyras. Elle est préfacée par André François-Poncet, ambassadeur de France, qui avait dû apprécier son **Armée Rouge**. Maire de Guillestre de 1959 à 1971, le général Guillaume y déploya un appétit inassouvi d'action administrative. Un plan comprenant dix réalisations pour le bien-être et l'essor urbanistique de Guillestre fut effectué. D'ailleurs il construisit des routes comme au Maroc ; il lutta pendant dix ans pour le percement d'un tunnel sous le col Lacroix ; en cela il voulait donner corps à l'idée dont il était imbu, du rôle dans l'histoire passée et dans l'avenir prévisible de cette vallée alpine, le Queyras, point de passage obligé, stratégique et économique de la route de Marseille à Turin.

Il le démontre d'abord dans un petit livre, **Annibal franchit les Alpes**, 126 pages, achevé dès 1963 et aussitôt préfacé par le général Weygand, mais qui ne parut qu'en 1967. Fidèle à sa méthode exigeante, le général Guillaume replaçait cette performance sensationnelle dans la deuxième guerre punique, étudie le plan d'Annibal d'aller, d'Espagne, attaquer Rome par les terres, le regarda franchir le Rhône avec ses 46.000 hommes et ses 37 éléphants, et parce que ce bon historien est un excellent stratège, discute les décisions du chef carthaginois d'après ses réactions personnelles : n'a-t-il pas eu tort de refuser la bataille que lui offrait l'armée de P. Cornelius Scipion près de l'embouchure du Rhône ? Tout cela est de l'histoire revécue par quelqu'un qui sait de quoi il parle. Il décrit l'armée d'Annibal, composée pour les deux tiers des Numides d'Afrique et pour un tiers d'Ibères recrutés en Espagne : or quand nous lisons que cette armée, formée en majorité de Berbères, « était une armée légère, extrêmement mobile et rustique », en dehors des éléphants qui jouaient le rôle des chars modernes, on ne peut s'empêcher de faire un certain rapprochement ! Mais il nous faut, après l'examen minutieux des textes de Polybe et de Tite-Live, passer à l'exposé des systèmes et hypothèses sur la localisation du passage des Alpes. Le général Guillaume adopte, très justement à mon sens, le système de la Durance plutôt que celui de l'Isère. Il analyse sans préjugé toutes les solutions proposées jusqu'en 1963-1967, fait grand cas de celle du Dr de Lavis-Trafford (ancien col du Petit-Mont-Cenis), mais se rallie à la thèse récente de Sir Gavin de Beer, directeur du British Museum, qui avait défendu les chances du Queyras pour conduire au col de la Traversette ; de plus, en faveur de cette thèse il apporte une réponse à l'objection, qui semblait péremptoire, qu'on ne pouvait atteindre ce col que par les gorges du Guil, impraticables. Mais sa

connaissance des archives locales lui permet d'assurer qu'au Moyen Age le chemin du Queyras n'empruntait pas les gorges du Guil, mais des sentiers muletiers au milieu de l'un desquels on a trouvé une inscription romaine. Il souligne aussi que de tout temps le col de la Traversette a été celui du franchissement des Alpes entre le Rhône et le Piémont. Il n'affirme rien, mais conclut qu'en levant l'hypothèque qui pesait sur ce col à cause de l'impraticabilité des gorges du Guil, peut-être a-t-il déblayé le terrain de ceux qui, après lui, tenteront de reprendre le problème. Il est dommage que le grand historien André Piganiol, dont la **Conquête romaine** a paru, dans sa cinquième édition, en 1967 (l'auteur lui-même est mort en 1968) n'ait pas pu citer comme le fait l'ouvrage de Lavis-Trafford (p. 255), celui du général Guillaume. Disons encore que d'excellents croquis et photographies illustrent ce volume.

Mais **Le Queyras : splendeurs et calvaire d'une haute vallée alpine**, 338 pages, 1968, permet enfin de prendre dans l'ensemble les problèmes que lui pose cette chère province, pour laquelle il avoue une véritable « tendresse ». Cette fois la préface est d'André Chamson qui, commandant avec André Malraux dans la brigade Alsace-Lorraine rattachée en 1944-1945 au II<sup>e</sup> C.A., trouvait en outre, étant lui-même « camisard », une raison personnelle de s'intéresser à un livre qui retrace les persécutions des réformés. Et là encore, avec de très beaux paysages de montagne et de villages alpestres, souvent en couleur, le général Guillaume manifeste le même souci d'être complet. Il décrit **le pays**, avec le nom ancien de son peuple, les **Quariates** qu'il retrouve dans une inscription latine des Escoyères, laquelle fait définitivement justice du **Quadiates** lu par erreur sur l'arc de Suse ; les traits généraux de sa nature **géologique** ; et **l'histoire**. Destin tragique de cette province qui, s'avançant en saillant vers le Piémont entre le briançonnais et la haute vallée de l'Ubaye, a subi les déchirements de son appartenance au Dauphiné et au duché de Savoie, mais surtout les guerres religieuses qui, par sa conversion aux Vaudois du Piémont puis aux protestants, déchaînèrent sur elle, dès le XVI<sup>e</sup> siècle et surtout après la révocation de l'édit de Nantes, les horreurs des persécutions. Les guerres d'Italie, de 1494 à 1743, lui infligèrent, parfois dans le même temps, des épreuves et des dévastations sans précédent. Terminons cette série douloureuse par le rappel de la libération du Queyras en 1944 par la 2<sup>e</sup> D.I.M., renforcée par un groupement de tabors marocains. Le 3<sup>e</sup> tabor releva les F.F.I. de la région d'Abriès. Mais le lieutenant-colonel de Colbert, commandant le 3<sup>e</sup> tabor, héros légendaire des Goums, y fut mortellement blessé le 15 septembre. Le général Guillaume trace ensuite un tableau de la **vie locale**, des **institutions** anciennes et de toutes les caractéristiques du Queyras, jusqu'aux détails de son patois. Passant à **l'économie**, il conclut par un chapitre angoissé sur l'émigration croissante ; il propose un plan d'équipement touristique et développe son projet de percement d'un tunnel routier sous le col Lacroix, projet qui, en 1968, n'avait pas encore abouti, et qui fut finalement abandonné, ainsi que nous l'apprennent les dernières pages, amères, d'**Homme de guerre**.

\*\*

**Homme de guerre**, c'est là le dernier ouvrage du général Guillaume. Dès avant 1971 une première attaque d'hémiplégie, dont il avait pu surmonter les effets, le contraignit à abandonner son mandat municipal et l'invita à rassembler ses souvenirs. Il eut le grand courage de rédiger ce livre qui parut en 1977, au moment où son mal allait commencer à empirer. C'est encore un très beau livre, que nous avons déjà utilisé en commentant les autres : d'une simplicité de ton admirable, qui fait revivre avec des notes très personnelles tous les événements de sa vie, sous une heureuse couverture où le général de division Guillaume apparaît souriant, entouré de quatre goumiers, tel que nous l'avons vu et aimé en Italie. La fin est pleine d'amertume : le général Guillaume, lui aussi, avait « une certaine idée de la France » — la nôtre — qui semble compromise.

Jacques HEURGON,

de l'Institut,

ancien officier du 2<sup>e</sup> bureau de l'E.-M. de la 3<sup>e</sup> D.I.A.





# HISTOIRE D'UNE AMITIÉ :

## AUGUSTIN GUILLAUME ET JEAN DE LATTRE

par Mme la maréchale de LATTRE de TASSIGNY

La **Koumia** veut rendre un hommage particulier à celui qui portait fièrement le petit poignard berbère, insigne des Tabors marocains et qui nous a quittés il y a un an.

Tandis que son cercueil était arrêté pendant quelques minutes sur la place de Guillestre, blanchie sous les flocons de neige, avant de reposer auprès de ses parents dans le cimetière de son village, je revivais l'amitié qui fut celle de Jean de Lattre, mon mari et d'Augustin Guillaume, son frère.

Ils s'étaient connus au Maroc et j'eus maintes fois le récit de leur première rencontre en novembre 1921 : Guillaume, déjà blédard, recevant un capitaine venu du régiment de Bayonne, botté et portant des gants « beurre frais » !... La glace fut vite rompue entre les membres de l'état-major du général Poeymirau à Meknès et ils décidèrent vite de se tutoyer.

Je ne sais pas s'il s'agissait des Marmouchas, des Branès ou des Tsoul-Branès, tout ce que je sais c'est que le capitaine Guillaume, lorsque je le connus en décembre 1926, dès le début de mes fiançailles avec le commandant Jean de Lattre, me subjuga par ses récits pleins de couleurs. L'auteur d'une grammaire berbère qui entrecoupait ses récits de chants sauvages, m'intéressait par les exploits de son groupe mobile, me charmait toujours, me terrorisait parfois. Il était célibataire, entré à l'Ecole de guerre depuis quelques mois.

La 48<sup>e</sup> promotion, dont il faisait partie, était présidée par le capitaine Ricard, un autre camarade de mon fiancé. Celui-ci, surnommé J.L.T., ayant eu quelques loisirs pour potasser la **Revue verte** durant la convalescence d'une grave blessure à la jambe survenue au Maroc, avait lui aussi décidé de préparer l'E.S.G. Nous devions nous marier dès que les résultats seraient connus avant le début des stages.

Guillaume faisait partie du groupe d'amis qui enterra la « vie de garçon » de mon futur mari. Ils eurent la gentillesse de m'envoyer un charmant message à l'issue d'un repas bien arrosé.

Notre mariage eut lieu le 22 mars 1927 à Saint-Pierre de Chaillot. Les amis et en majorité les camarades du Maroc, nous entouraient : Juin était garçon d'honneur, Clédat et Gavardie faisaient partie du cortège avec le général et Mme de Chambrun. Guillaume était dans l'assistance avec Durosoy, Sauzy — tous deux alors auprès du maréchal Lyautey — Seroux, Pourtalès, Tournemire, Gaussot, Joppé, Jahan et bien d'autres qui défilèrent à la sacristie. Mon esprit était évidemment ailleurs... mais je n'oubliais pas que le prince Aage avait, quelques jours auparavant, projeté de nous recevoir avec Juin, Guillaume... et ses cousins le roi et la reine de Danemark. Au milieu de nos préparatifs, nous avions oublié l'invitation et les hôtes illustres avaient attendu longtemps avant de passer à table !

Mon époux venait donc d'être reçu à l'Ecole de guerre en même temps qu'un autre de ses amis, le capitaine Charles Bousquet. Celui-ci avait projeté de me faire visiter le château de Fontainebleau où devait se passer le premier stage : conduite auto et artillerie.

Dès la fin de notre voyage de noces, nous avons rejoint l'hôtel de l'Aigle Noir et nous fûmes reçus le lendemain par le général Noguès qui commandait l'Ecole d'artillerie. C'était encore le Maroc !

Lors de notre première installation à Paris, chez une de mes tantes, puis dans l'appartement que nous devions occuper pendant deux ans, avenue de Versailles, les réunions amicales, les dîners improvisés reprirent.

L'ami Guillaume était toujours des nôtres. Pour le travail concernant la tactique ou la stratégie, il faisait figure d'ancien de la 48<sup>e</sup> promo auprès de mon mari, de la 49<sup>e</sup>.

Mes fonctions consistaient à illustrer des cartes d'état-major et à faire réchauffer le café pour tenir éveillés mes « étudiants » qui travaillaient généralement à quatre pattes sur le tapis du salon. Ils initiaient à leurs travaux quelques étrangers, en particulier des camarades américains dont le major Charly Barret, qui découpait des régiments dans des papiers de couleur pour aligner les unités des partis A et B. Il nous apprenait entre-temps à apprécier les « cocktails ».

Au cours d'une de ces séances de travail, mon mari vint annoncer à ses camarades qu'il était l'heureux père d'un petit garçon. Guillaume fut ainsi le premier à venir me féliciter dans la chambre voisine et à faire la connaissance de notre Bernard.

A la fin de l'année scolaire 1927-1928, la 48<sup>e</sup> promotion termina ses travaux et Guillaume fut affecté aussitôt au Maroc. De là datent un certain nombre de lettres : d'Aghbala, d'Azilal, de Rabat... Celles-ci, plus ou moins espacées, nous racontent la soumission successive des tribus de l'Atlas. Il s'agit souvent de cris de victoire : « les Chleuhs se souviendront de la plus grande défaite qu'ils aient jamais enregistrée »... « 3.500 tentes soumises le même jour »... etc.

A chaque permission nous avions la visite de notre ami, officier des Affaires indigènes, que j'écoutais toujours avec autant de passion nous raconter les épisodes de sa vie du bled.

Le 30 septembre 1932, il nous annonça sa 4<sup>e</sup> ficelle.

Je voudrais surtout citer quelques extraits de la lettre qui nous apprit que notre ami Guillaume était amoureux !

Elle est datée du 15 janvier 1933, à bord d'un paquebot de la Compagnie Paquet :

« Elle est belle, elle est douce, elle est gentille, elle a toutes les qualités. Je suis parfaitement indigne d'elle, mais je l'aime comme si j'avais vingt ans.

Comment cela s'est-il passé?... Le 24 décembre nous nous rencontrons pour la première fois. Première étincelle... Partie de ski au col de Porte. Le 3 janvier, promenade à travers bois sous les sapins couverts de neige. Nouvelle excursion le 5 janvier. Le 6, ma fiancée devait rejoindre Paris pour y suivre des cours à la Sorbonne et à l'Arsenal. Je n'y tenais plus, ayant perdu tout sommeil pendant trois jours (je ne ris pas). Son train partait à 20 heures. A 18 heures déclaration — pleurs de joie... Et après ces quelques jours de bonheur, après ce beau rêve, je suis le plus malheureux des hommes. J'aurais voulu me marier tout de suite. Ce n'est pas permis. Si je me marie avant le mois d'août, je dois aussitôt abandonner ma femme, ne pouvant décentement renoncer à achever en 1933 les opérations du Tadla !... »

Le guerrier fait surface ! Et le terrien savoyard continue :

« Elle n'est pas riche — moi non plus — mais nous serons heureux, heureux de vivre l'un pour l'autre. Nous sommes du même pays — nous adorons tous deux nos Alpes, nos chères montagnes. Nous vivrons simplement, honnêtement comme vivaient nos ancêtres, sans autre ambition que de créer un foyer à l'image de ceux qui nous virent naître l'un et l'autre. »

La carrière de Jean de Lattre, mon mari, se poursuivait en métropole : à Coulommiers — où il se trouve sous les ordres du général Heusch dont l'officier d'ordonnance était Bournazel, le guerrier à la tunique rouge — puis à Paris et à Metz.

Les années passèrent. Pendant la Drôle de Guerre et le début de l'Occupation, il y eut peu de contacts entre les deux amis. A partir de novembre 1942, c'est la prison, l'évasion, la clandestinité, Londres, Alger pour Jean de Lattre — et pour Guillaume, le recrutement de ses supplétifs, l'organisation de ses Goums, la campagne d'Italie avec Juin.

Lorsque je rejoins mon mari à Alger, en mai 1944, on me montre la carte d'Italie avec des flèches. Après Rome, la 3<sup>e</sup> D.I.A. de Monsabert et les tabors de Guillaume poussent jusqu'à Sienne ! Tandis que quelques éléments des Marocains qui se sont déjà glorieusement battus en Corse sont remis aux ordres du général de Lattre pour l'opération de l'île d'Elbe.

A Naples, lorsque les divisions du C.E.F.I. reviennent dans les rangs de l'Armée B sous les ordres de J.L.T. les deux camarades se retrouvent. Guillaume est tout auréolé des succès de ses tabors dans les Abruzzes. Le général de Gaulle songe alors à renvoyer au Maroc les goumiers — qui se seraient livrés à quelques

« excès » en Italie. — Ils ne débarqueront pas en France ! — De Lattre réagit, il a besoin de ces troupes aguerries et de leurs « brêles » dans les régions montagneuses de Provence... Il pense peut-être déjà aux Vosges !... et obtient gain de cause.

Guillaume vient attendre l'heure H en Corse où les Américains exigent le cantonnement dans les « aréas » très strictement surveillées. Il s'échappe un jour pour venir me voir à Olmeta di Tuda où j'attends de pouvoir revenir en France. Il y reviendra avant moi.

Je ne parlerai pas ici des rapports entre « Hironde » et « Eglantine » durant les campagnes de France et d'Allemagne, sauf pour les étapes auxquelles je fus directement mêlée.

Au début de septembre 1944, après le débarquement, la libération de Toulon et de Marseille, il y eut des changements importants dans les hautes sphères de l'Armée B.

Monsabert remplaça Larminat à la tête du 2<sup>e</sup> corps et Guillaume prit le commandement de la 3<sup>e</sup> D.I.A., tout en gardant celui de ses chers tabors.

Il se trouvait à l'hôtel de la Cloche à Dijon, où « Hironde » avait fixé son P.C. depuis quelques heures, alors que celui-ci apprenait que Bernard, blessé depuis deux jours, avait été ramené de l'ambulance du maquis d'Anost à l'évêché d'Autun : « Tu as quarante-huit heures pour prendre le commandement de ta division et tu as une liaison à faire à Lyon. Tu prévoiendras Simonne, elle est à Caluire sous la protection de Montel et tu l'amèneras à Autun. »

Dans un cinéma où j'avais conduit Pouf et Paulo, les enfants de mes hôtes, je m'entendis appeler par haut-parleur et retrouvai Guillaume dans le hall d'entrée. Pendant quelques minutes j'ai eu très peur, mais il ne fallait pas traîner, ramener les garçons chez eux, reprendre ma valise à peine défaite depuis mon arrivée de Corse et filer à travers les routes du Beaujolais et du Morvan, pas encore très sûres et bien défoncées.

Une fois rassurée et encouragée, nous avons bavardé durant les deux heures de trajet dans la voiture U.S. du général. Grâce à lui, je retrouvai Bernard, installé chez Mgr Lebrun et dortoté par les deux religieuses de l'évêché.

Je devais ensuite, selon les instructions de mon général-mari, m'occuper à Paris de la base du service social de la Première armée française. Il fallait le monter, ce service, recruter des assistantes, visiter les blessés et les familles éprouvées, organiser l'acheminement des colis de Noël, etc.

Là aussi, je sentis très vite l'influence de Guillaume. Le directeur n'était-il pas son ami de toujours, le commandant André Jouhaud ? Celui-ci fit immédiatement venir auprès de lui la « toubiba », Mlle Langlais, et c'était Mme Jouhaud qui « afataisait » les auxiliaires sociales à la direction du personnel féminin de Mme la commandante Terret.

De Paris, nous suivions les événements, la marche en avant de l'Armée d'Afrique, l'intégration des F.F.I. Des liaisons à Besançon puis à Montbéliard me permirent deux fois d'apercevoir notre ami Guillaume.

Quelques phrases demeurent dans ma mémoire ou sont glanées dans les papiers d'« Hironde ».

C'est en Bourgogne : « et surtout n'écrase pas les ceps ! ». Puis les Vosges et le sauvetage de Strasbourg menacée, évoqué plus tard par le général de Lattre : « Je donne l'ordre dans cette nuit dramatique du 2 au 3 janvier (1945) de porter sur-le-champ une division entière sur Strasbourg. C'est à la 3<sup>e</sup> division d'infanterie algérienne que je confie l'honneur de défendre la cité. Elle a été de tous les coups durs en Tunisie, en Italie, à Toulon, à Marseille, dans les Vosges. Elle sera encore à Strasbourg. Il nous faut maintenant tenir 248 kilomètres de front avec cinq divisions d'infanterie. Je n'ai personne pour remplacer la 3<sup>e</sup> D.I.A. au centre des Vosges. Tant pis. Mon centre restera pratiquement vide, tandis qu'en quarante-huit heures, par des routes couvertes de neige et de verglas, je la pousse vers un nouveau front. Je suis sûr d'elle, sûr du chef qui la commande, mon ami le général Guillaume. » (1)

(1) Discours prononcé à la mairie de Strasbourg le 6 janvier 1946 lorsque de Lattre fut nommé citoyen d'honneur de la ville.

Ils sont parvenus dans le nord de l'Alsace : « tu dois finir en sifflet, tu termineras en trombone ».

C'est alors la traversée de la Lauter, l'entrée sur le territoire ennemi, le créneau élargi, le Rhin franchi de nuit par le 151<sup>e</sup> régiment de Paris et par le 4<sup>e</sup> tirailleurs marocains de la 3<sup>e</sup> D.I.A., la campagne d'Allemagne et la Victoire le 8 mai 1945.

Il est difficile d'oublier les réceptions, revues et cérémonies religieuses organisées par le gouverneur de Stuttgart, cette métropole allemande occupée par les Français qui l'avaient conquise de haute lutte, sans tenir compte du planning américain pour les zones. Le grand théâtre — à ciel ouvert après les bombardements de l'aviation alliée — était presque seul debout au milieu des ruines. C'est là qu'eurent lieu, sous la présidence du commandant de la 3<sup>e</sup> D.I.A., les représentations (de prestige) de la Comédie française, celle des Ballets de l'Opéra, sans compter les spectacles de fantaisie. Il me fut donné d'assister à l'un d'entre eux : la « vedette » de la chanson « Il m'a tout dit... tout dit », la charmante A.F.A.T. Babette Naud, devait quelques semaines plus tard épouser le capitaine Alby, ancien aide de camp d'« Eglantine » qu'« Hirondelle » lui avait chhipé depuis peu !

Le départ de Guillaume comme attaché militaire à Moscou suivit de près la dissolution de la 1<sup>re</sup> armée française.

A chaque passage à Paris, Guillaume redevint alors l'extraordinaire narrateur qu'il avait été, sur le Maroc, vingt ans plus tôt. Quel conteur ! Parfois, et surtout après un grave accident d'auto qui me clouait chez moi sur une planche, il venait me voir et me passionnait par ses récits hauts en couleur qu'il entrecoupait de temps en temps de chants ukrainiens ou allemands.

Ce soldat polyglotte parlait et chantait sept ou huit langues, en plus des dialectes berbères.

Après avoir été, durant quelques mois, le chef d'état-major de l'inspecteur, chef d'état-major général de l'armée, Guillaume fut nommé commandant en chef de la zone d'occupation française en Allemagne. Durant son commandement, nous fûmes reçus à plusieurs reprises à « Marie-Halden », la résidence des hôtes à Baden. Chaque fois, Guillaume conviait le jeune Manfred Rommel qui avait de longs entretiens avec mon mari et lui sur l'évolution de la mentalité des jeunes Allemands intoxiqués par le nazisme. Puis vint le temps de l'état-major européen avec Monty. Jean demandait à son ami le 27 décembre 1948 de « revoir le problème des possibilités soviétiques terrestres sur notre front » et en 1950 insistait pour qu'il fasse une conférence sur l'Armée russe qu'il connaissait si bien, aux officiers d'« Uniter » à Fontainebleau.

L'Indochine pour « Hirondelle »... Plus tard le Maroc pour « Eglantine »...

Le 30 mai 1951, Bernard était tué sur le rocher de Ninh-Binh. Les Guillaume étaient auprès de nous lorsque son cercueil et ceux de ses deux compagnons furent descendus de l'avion...

La colonie de vacances de Wildenstein, construite grâce à son initiative — et à quelques manœuvres du génie des F.F.A. ! — auprès du centre de repos offert par le département du Haut-Rhin, prit alors, à sa demande, le nom de Bernard-de-Lattre après le don insigne des chalets de Forêt Noire, amenés là pour les enfants de la 1<sup>re</sup> armée française.

Ils étaient là aussi, les Guillaume, lorsque Jean de Lattre fut nommé maréchal de France, quatre jours après sa mort, le 15 janvier 1952.

En 1954, ils me reçurent au Maroc, à Rabat, à Fez, à Marrakech, là où l'amitié des deux capitaines était née en 1921.

Enfin, le général accepta la charge de président de « Rhin et Danube » et s'y donna avec ferveur en particulier au début de l'affaire algérienne et cela tant que sa santé le lui permit.

Et notre amitié se maintint jusqu'au bout, jusqu'au cimetière de Guillestre en ce matin de janvier où la neige tombait.

Un jour Guillaume avait écrit à mon mari :

« Notre amitié est de celles que la séparation, si longue soit-elle, ne peut en rien diminuer. Souhaitons qu'elle demeure toujours aussi vivante, jusqu'à notre dernier jour. Tes fiançailles, ton mariage, la naissance de Bernard, tout cela est gravé dans ma mémoire et revit lorsque je pense à toi. »

Son souhait fut réalisé... et au-delà !

## DEUX CAMARADES DE SAINT-CYR :

### AUGUSTIN GUILLAUME ET ÉMILE HOGARD

Evidemment, nous avions à peu près le même âge. Je suis né en 1894, lui en 1895. Et il y avait la vocation, car cela existe, la vocation, en dépit de bien des sceptiques qui n'y croient pas. Guillaume était originaire d'une famille de médecins (père et frères), montagnarde des Alpes. Moi-même sortais d'une famille lorraine de minotiers depuis des générations. Ni l'un ni l'autre n'avions de tradition militaire. Cependant tous deux, à l'âge où, après le baccalauréat, on s'oriente pour la vie, nous décidâmes ferme d'être officiers.

Peut-être encore étions-nous tous deux de cette génération qui n'avait pas oublié la défaite de 1870, ni le soufflet de Fachoda, et qui rêvait, un peu vaguement d'ailleurs, non pas de vengeance, mais de relèvement du pays, face au monde.

Quoi qu'il en soit, nous arrivâmes tous deux en octobre 1913 à l'Ecole spéciale militaire, entrant dans la composition de la promotion dite de « La Croix-du-Drapeau ». Encore un nom qui chantait l'honneur, la gloire peut-être, le dévouement au pays sûrement.

Tout ce qui précède décrit une ambiance, des états d'esprit, favorable au développement d'amitié entre jeunes gens. Cela ne suffit pas. Et d'ailleurs, à la Spéciale, noyés dans une promotion de 530 élèves, répartis dans des groupes sans grande relation entre eux, nous ne nous connaissions pas. Août arriva, apportant la guerre. Je fus affecté à un régiment de Nancy, lui à un bataillon de chasseurs. Sous-lieutenants tous deux, nous restions étrangers l'un à l'autre.

Après la Grande Guerre, je fus admis à l'Ecole de guerre en 1924 ; ayant obtenu un classement me permettant de choisir, je demandai à être affecté au Maroc et obtins satisfaction. En novembre 1926, je débarquai à Casablanca et étais affecté à l'état-major des troupes du Maroc, stationné à Rabat. Je me mis avec ardeur à traiter des affaires du 4<sup>e</sup> bureau ; j'eus l'occasion dans le service de visiter une grande partie du pays, de nombreuses garnisons, des postes, de m'imprégner rapidement de tout ce qui était nouveau pour moi : terrains, habitants, organisation.

Quelques mois passèrent. Et un jour de 1928, j'appris l'arrivée de mon camarade de promotion Guillaume qui, après être passé aussi par l'Ecole de guerre, revenait volontairement dans ce pays qu'il aimait, et était affecté à Rabat. Très normalement, je l'invitai à déjeuner. Mais il ne venait pas pour « gratter du papier ». Réclamé par son ancien patron du Tadla qui commandait alors le cercle de Beni Mellal et appuyé par le général de Loustal, il ne resta à Rabat que quelques jours.

Cependant le contact était pris, la sympathie avait été immédiate et réciproque. Au cours des années 1928-1932, je fus désigné pour renforcer les états-majors de groupements au cours des opérations de pacification qui avaient lieu l'été. Nous vécûmes assez près l'un de l'autre pour que la sympathie devienne de l'amitié. Un lien solide était créé qui ne devait pas se détendre.

Fin 1932, je rentrai en France à la suite d'une typhoïde assez mauvaise et fus affecté à l'E.M.A. à Paris. C'est là que j'attendis le déclenchement de la guerre de 1939-1945 que je fis au G.Q.G. pendant que Guillaume devait demeurer au Maroc. Les contacts se relâchèrent quelque peu durant les hostilités, sans toutefois se rompre complètement. En 1940, je me portai volontaire pour le Maroc, dès la fin des opérations de guerre. Ma demande ayant été accueillie, je débarquai fin novembre à Oran et rejoignis à Fez le poste de colonel adjoint au commandant du 11<sup>e</sup> R.T.A. Trois mois plus tard, je recevais le commandement du 9<sup>e</sup> R.T.A. alors en garnison à Miliana. En mai 1944 je le conduisis rejoindre le C.E.F. en Italie avec des effectifs : officiers, sous-officiers et tirailleurs enchantés et déjà aguerris par les combats de Tunisie.

Je passerai très vite sur la suite, qui, d'abord pénible pour moi et pour la 9<sup>e</sup> R.T.A., se rétablit en ce qui me concerne. Le régiment n'était pas endivisionné. Les divisions marocaines ayant eu des pertes assez lourdes, le commandement du C.E.F. décida de casser le régiment en morceaux et de les affecter à diverses unités de ces divisions, malgré mes protestations et propositions. On pouvait faire mieux.

Assez désolé, je commençais à me demander ce que j'allais devenir (retour au Maroc ? en Algérie ?) lorsque le général Guillaume ayant besoin d'un adjoint obtint du commandement que je sois désigné. Je ne protestai pas ! En 1944, je le rejoignais donc, devenant contre toute logique gommier sans avoir jamais été « affaires indigènes ».

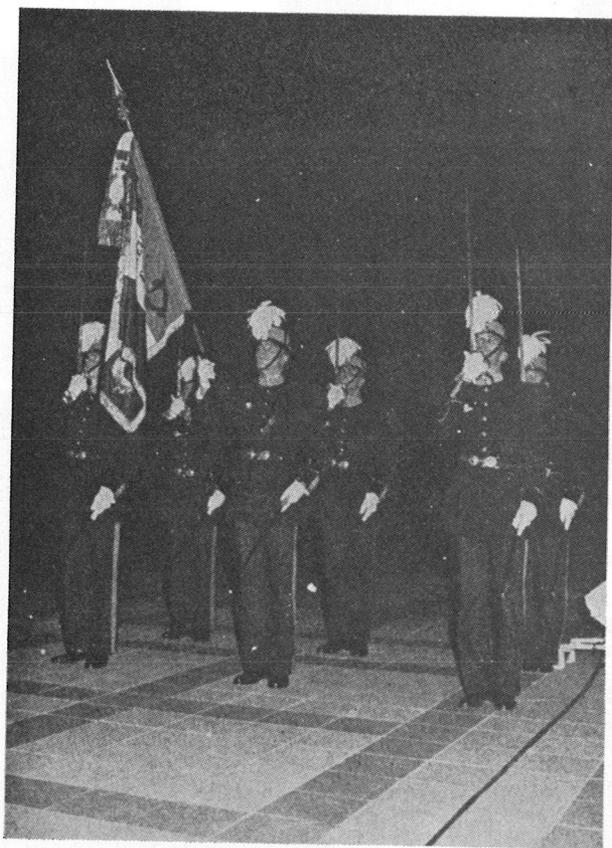
Vous connaissez la suite : la nomination de Guillaume à la tête de la 3<sup>e</sup> D.I.A., ma nomination au commandement des Goums en France ; j'endossai la djellaba définitivement et je devins gommier de cœur. Je devais la garder ultérieurement en Allemagne jusqu'au rapatriement des Goums au Maroc.

Enfin, nommé commandant de la subdivision de Constance, je retrouvai Guillaume qui prenait le commandement des F.F.A. au retour d'une mission prolongée auprès de l'ambassade de France à Moscou. Nos relations amicales n'avaient pas souffert de cet éloignement. Elles devaient durer jusqu'à sa mort, après que nous ayons quitté le service actif.

De tous ces mois passés près de lui, je garde le souvenir d'un homme de grande classe. Quelqu'un (ne serait-ce pas le général de Gaulle ?) l'a qualifié de « chef de bandes ». Oui, peut-être, dans un certain sens, quand il menait ses gommiers dans le djebel italien à grand renfort d'exhortations verbales, par radio. « Allez Leblanc ! Allez La Tour ! Zidou l'gouddem ! En avant ! En avant ! » Quand aussi il menaçait, toujours à la radio, les Allemands (en réponse à une propagande représentant les Français comme des sauvages) de leur envoyer ses « sauvages » à lui. Mais il était plus que cela. Ses décisions n'étaient jamais irréfléchies : les voisins étaient consultés, mis au courant de ses projets. Il recherchait leur appui. Les Américains ne me contrediraient pas. Si le cher Pierre Lyautey vivait encore, il pourrait parler de toutes les nombreuses liaisons qu'il dut effectuer, le jour, la nuit, en jeep, à cheval, sur l'ordre de Guillaume, avec les divisions voisines : U.S. à gauche, italienne à droite. Lui-même prenait des contacts personnels que lui facilitait son don des langues anglaise et italienne. Non, il n'était pas uniquement un « chef de bandes » ! Et il l'a prouvé plus tard encore, quand il commanda la 3<sup>e</sup> D.I.A. en France et en Allemagne, avec les mêmes méthodes. Ceux de cette unité peuvent en porter témoignage.

Concluons : soldat de qualité exceptionnelle, chef de guerre et aussi administrateur de valeur, homme de cœur soucieux du sang de ses subordonnés, ami fidèle, homme de grande culture, parlant cinq langues, peut-être même six. Tel j'ai connu Guillaume. Pour tout cela, je lui ai donné mon estime d'abord, puis mon amitié.

Général HOGARD.





# PORTRAIT D'UN PÈRE

par Françoise GUILLAUME

## I. — HOMME DE PAIX

### La famille

Mon père s'est marié tard, à trente-huit ans. Son idéal de jeune officier, il devait le répéter souvent par la suite, était de pouvoir placer tout ce qu'il possédait dans une cantine. Il n'enviait pas ceux, parmi ses camarades, qui s'étaient mariés très tôt, perdant ainsi leur liberté de mouvement. Mon père avait, il est vrai, beaucoup souffert de ses quatre années de captivité pendant la Première Guerre mondiale. En 1919, il avait saisi la première occasion pour partir au loin, à Odessa (ma grand-mère lui écrivit : « tu as la bougeotte »). Puis ce fut le Maroc, Belgrade, le Maroc encore où la pacification était loin d'être achevée. Les officiers étaient en opérations pendant plusieurs mois par an. En 1930, le général de Loustal écrivit à mon père qui terminait un congé en France : « Et surtout, ne nous revenez pas fiancé... »

Mon père rencontra ma mère à la fin de l'année 1932 et se fiança peu après. Mais il retarda la date du mariage jusqu'en octobre 1933, car il devait, cet été-là, participer aux dernières opérations dans le Moyen-Atlas. Il ne voulait pas que ma mère puisse se trouver seule dans une ville inconnue. Il obtint à l'automne le commandement du cercle d'Azilal, poste qu'il jugeait compatible avec une vie de famille.

Le foyer que mon père a fondé si tardivement a été heureux. L'entente qui existait entre mes parents a été sans nuage pendant cinquante ans et leur vie commune, une réussite. Leurs tempéraments étaient pourtant différents : mon père était méthodique, ponctuel, ma mère fantaisiste et imaginative. Chacun était doué d'une très forte personnalité. Mais il n'y eut jamais entre eux la moindre dispute. Durant les longues années où mon père fut malade, ma mère l'entoura d'une affection vigilante. Était-ce cette tendresse constamment témoignée, était-ce le courage de mon père ? Tous ceux qui l'ont approché à la fin de sa vie disent qu'on ne sentait en lui aucune amertume, qu'il n'était pas un malade triste.

Certes, mon père souhaitait avoir une postérité. Le destin, qui est parfois cruel, en a décidé autrement. Ce sont des neveux, des petits-neveux, leurs enfants déjà, qui assurent la continuité.

### Guillestre

Toute sa vie, mon père est resté profondément attaché à Guillestre, le pays de son enfance. Il gardait le souvenir du temps où, pensionnaire malheureux à Embrun, il retrouvait « le paradis » chaque fois qu'il retournait à Guillestre. Plus tard, il a toujours passé ses congés dans la maison familiale où il retrouvait sa mère et ses deux frères aînés, l'un médecin militaire à Grenoble, l'autre ingénieur à Casablanca. Ces vacances me laissent un souvenir heureux : il y avait entre

les trois frères une entente, une connivence exceptionnelles. Ils avaient le même tempérament affable. Leurs activités s'ordonnaient suivant un rythme immuable : un jour, le jardinage (mon père, traditionnellement, entretenait les rosiers), un jour, la chasse. Ils n'interrompaient leurs vacances que pour de brèves visites à leur sœur, l'aînée de tous, qui, après avoir vécu près d'Embrun, se retira avec son mari à Menton.

Lorsque mon père prit sa retraite, il songea un moment à acheter une propriété dans le centre de la France, puis fixa son choix sur Guillestre. Ma mère, très peu campagnarde, accepta sans protester. Tous deux prirent l'habitude de passer deux mois à Paris chaque hiver, pour échapper à la neige et au verglas et pour ne pas rompre les liens d'amitié qu'ils avaient conservés. Mais, dès le mois de mars, mon père était impatient de repartir pour Guillestre. Il y était heureux. Quand j'arrivais, il me disait : « Tu ne trouves pas que l'air est meilleur ici ? »

## La chasse

Mon père avait la passion de la chasse, à la fois sport et loisir exclusifs. Il avait commencé, vers l'âge de douze ans, à suivre ses frères dans les alentours de Guillestre. Au début, sachant qu'on ne voulait pas de lui, il se cachait, n'apparaissant que lorsqu'il était trop loin pour qu'on le renvoie à la maison. Beaucoup plus tard, les trois frères, auxquels se joignait un neveu, se retrouvaient chaque année, au mois de septembre. Ils avaient leurs habitudes. Ils commençaient par aller, non loin de Guillestre, à la caille ou au perdreau ; puis au coq de bruyère. Ils partaient alors vers 3 heures ou 4 heures du matin et toute la maison était réveillée par les hurlements des chiens — de joie si on les emmenait, de désespoir si on les laissait. Une ou deux fois par saison, il y avait chasse au chamois, sur invitation d'amis. Mon père racontait volontiers l'une de ces chasses : il avait tué un chamois mais celui-ci était tombé dans un ravin. Mon père s'était demandé s'il parviendrait à remonter la pente en portant, outre le chamois, son fusil, ses cartouches et son sac à dos. Mais il n'aurait pas abandonné le chamois pour un empire.

Après avoir surmonté l'hémiplégie qui l'avait frappé en 1965, mon père retourna à la chasse encore quelque temps mais il éprouvait de plus en plus de peine à marcher. Il prit une dernière fois son permis, sachant qu'il ne l'utiliserait pas. Ce fut sans doute l'un des renoncements qui lui coûtèrent le plus.

Ces dernières années, on a construit à Risoul, sur les pentes qui dominent Guillestre vers le sud, une nouvelle station de ski. Les travaux de terrassement ont détruit un bois où nichaient les coqs de bruyère. De la terrasse de la maison, mon père, immobilisé, regardait mélancoliquement la pente, disant qu'après la disparition de l'un de ses coins de chasse favoris, il ne regrettait plus de ne pouvoir s'y rendre.

Dans tous les postes qu'il occupa pendant sa carrière, mon père trouva toujours l'occasion de chasser. Il chercha vainement à acquérir un beau chien de race, pointer, braque ou setter irlandais. A Moscou, une magnifique chienne, Flora, s'enfuit un jour de feu d'artifice. Une série de chiots, en Allemagne et au Maroc, moururent d'accident ou de maladie. Il resta Pataud, dont nos amis de Baden-Baden se souviennent peut-être. Ce chien avait du tempérament. Il parvenait à sortir du parc de la villa en faisant des trous sous le grillage, quitte à en avoir le dos lacéré, mais il revenait invariablement par la grille d'entrée où le soldat de faction devait, pour faire ouvrir la porte, annoncer le visiteur à un garde, à l'intérieur de la villa. Le soldat annonçait donc dans l'interphone : « Le chien du général veut rentrer », et Pataud entrait dignement. Protégé par ce titre « chien du général », il fit toutes sortes de bêtises impunément. Mais mon père reçut un jour du directeur allemand des Postes une lettre courroucée : Pataud, habitué le soir à aller à la rencontre de mon père et à rapporter sa serviette, s'était jeté sur un postier et lui avait dérobé un paquet. En 1951, je retrouvai le pauvre Pataud à la résidence de Rabat, attaché dans un des boxes de l'écurie. Donné ensuite à un garde-chasse, il dut être abattu car il égorgait les moutons. Triste fin. Par la suite il y eut encore d'autres chiens à la maison, jusqu'à ce que mon père cesse de chasser.

Mon père avait été tenté par la pêche au lancer. Méthodique comme il l'était, il avait acquis un équipement complet : cannes avec moulinets, cuillères de toutes tailles, mouches, cuissardes pour aller en eau profonde. Mais quelques essais infructueux le lassèrent vite.

### Les racines anciennes

Mon père attachait beaucoup d'importance à ses racines. Au début des années cinquante, lorsque nous faisons en voiture le trajet entre Baden-Baden et Guillestre, nous devons toujours nous arrêter, alors que nous étions à trente kilomètres de l'arrivée, pour saluer deux vieilles cousines au village du Casset, au pied du col du Lautaret. Le Casset était en effet le lieu d'origine d'une arrière-grand-mère. Mon père eut un moment l'idée d'y acheter une maison.

Remontant plus loin dans le passé, nous sommes allés découvrir le village de Rochemolles, à trois kilomètres de Bardonnèche, en Italie. Mon père savait, grâce à un ouvrage retraçant l'origine de la famille que, peu avant le traité d'Utrecht (la région appartenait encore à la France), une veuve et son fils, portant le nom de Guillaume, avaient quitté Rochemolles pour s'installer à Vars. Nous trouvâmes, mon père et moi, un très ancien village qu'une avalanche avait partiellement détruit. Nous rencontrâmes un couple de paysans âgés qui étaient des Guillaume, mais ne parurent pas s'émouvoir quand nous leur annonçâmes que nous étions apparentés. Depuis lors, le village, en partie reconstruit, reprend vie l'été. Nous en faisons, mes cousins et moi, un lieu de pèlerinage.

## II. — HOMME DE CARACTÈRE

Mon père a expliqué, au début de ses **Mémoires**, pourquoi il avait choisi la carrière d'officier. Il avait dix-huit ans en 1913, on parlait de la ligne bleue des Vosges, de la revanche sur l'Allemagne... Par la suite, il ne regretta jamais ce choix. S'il réussit sa carrière, c'est sans doute parce qu'il possédait un ensemble de qualités, à la fois d'intelligence et de caractère.

Il avait une intelligence vive, un jugement rapide et sûr pour évaluer tant les hommes que les événements. Il allait toujours à l'essentiel. Il n'a jamais cessé de se tenir au courant de l'actualité politique et il m'est souvent arrivé de solliciter ses avis.

A cela s'ajoutaient une grande capacité de travail et une exceptionnelle faculté de concentration. A Guillestre, après avoir pris sa retraite, il a écrit tous ses livres sur une petite table du salon (il n'y avait pas de bureau). Le va-et-vient de la maison n'a jamais paru le gêner lorsqu'il travaillait.

Il parlait sept langues étrangères qui furent autant d'outils de travail à diverses étapes de sa carrière. Il avait appris l'allemand et l'italien au lycée, le russe et l'arabe en captivité, pour occuper ces années de loisir forcé, le serbo-croate durant son séjour à Belgrade, le berbère au Maroc, l'anglais enfin pendant la Seconde Guerre mondiale et lorsqu'il était attaché militaire à Moscou (l'anglais venait de détrôner le français comme langue diplomatique). Mon père possédait dans toutes ces langues très différentes de solides bases grammaticales. Mais il me disait toujours : « Il faut apprendre par l'oreille. »

Cette importance attachée à la musicalité des langues était liée à un goût pour la musique. Mon père regretta toute sa vie de n'avoir pu faire d'études musicales dans sa jeunesse. Sa famille n'avait pas les moyens de lui offrir de leçons.

A côté de ces dons, il y avait le caractère. Mon père était un homme de volonté. Une fois sa décision prise, il allait de l'avant. Les obstacles et les difficultés ne le faisaient pas reculer. Combien de fois s'est-il agacé de mes tergiversations pour conclure par un ferme : « Coup parti ! ».

Cette assurance, il la manifestait sans ambage devant ses supérieurs hiérarchiques, n'hésitant pas à faire valoir son point de vue. On lui a reproché — il

le savait fort bien — sa « brutale franchise ». J'ai presque l'impression que, dans les dernières années de sa carrière, face à ses ministres de tutelle, il s'est servi de cette réputation pour exprimer son point de vue avec le maximum de liberté. Il estimait qu'il était de son devoir de dire la vérité. Il méprisait les « vils flatteurs ».

Je suis mal placée pour parler de son autorité, de son sens du commandement. Mais, en lisant pour la première fois cet été, parmi ses archives, les appréciations portées sur le jeune officier qu'il était au Maroc, j'ai été frappée par l'insistance mise sur sa force de caractère, son sang-froid. Je sais aussi qu'il n'a jamais reculé devant les responsabilités, même les plus ingrates et les moins souhaitées.

Cette disponibilité, cette conscience du devoir à accomplir n'excluaient pas l'angoisse devant une décision difficile à prendre, la souffrance devant l'échec. Lorsque je me plaignais, ces dernières années, de mes difficultés, mon père me disait : « Tu sais, moi aussi j'ai eu des coups durs dans ma vie. » Je crois qu'il pensait aux épisodes si douloureux de la guerre, où il avait perdu certains de ses meilleurs officiers, à la bataille des Vosges, au calvaire que furent pour lui les dernières années de la résidence au Maroc.

Peut-être était-ce pour toutes ces raisons que ses subordonnés lui vouaient une telle admiration, sans servilité aucune. Et d'ailleurs, combien parmi eux devinrent et restèrent, jusqu'au bout, des amis dont la fidélité fut, au temps de la maladie, un bien précieux.

Homme de caractère, certes, mais homme de contact. Mon père avait cette faculté de n'être impressionné par personne. Il évaluait chacun à sa juste valeur, sans complaisance. Son comportement était à l'égard de tous très direct. Il était à l'aise aussi bien avec les grands de ce monde qu'avec les habitants de Guillestre. C'est pourquoi sans doute les photos le montrent toujours si détendu, si naturel.

Parmi les personnalités dont mon père gagna à la fois la confiance et l'amitié, je voudrais citer particulièrement le général de Lattre et l'ambassadeur François-Poncet. Notre trio familial fut souvent convié à la table de l'un et de l'autre et je conserve un souvenir intact de ces rencontres. A la réflexion, l'amitié qui liait mon père et le général de Lattre me paraît naturelle : deux officiers, de formation similaire, ayant su très tôt s'apprécier mutuellement. Autant l'amitié qui s'était plus tardivement nouée avec l'ambassadeur François-Poncet me paraît peu commune : d'un côté, un « militaire », avec ce que le terme suppose de rigidité, de l'autre, un universitaire de formation classique, un diplomate avec ce que le terme implique de sens des nuances. Deux tempéraments, riches et forts, qui avaient également su s'apprécier.

### III. — HOMME D'ACTION

Mon père entreprenait tout avec passion, avec enthousiasme, et en même temps avec méthode. Il avait le goût de créer et la rigueur qui permet de mener un projet à son terme.

Je ne l'ai bien sûr pas vu dans l'exercice de son métier d'officier. Je me souviens seulement de la lourde serviette qu'il rapportait chaque soir de son bureau pour de longues lectures après le dîner. Jamais il ne parlait de ses activités en famille. Ce n'est qu'après sa retraite qu'il commença à raconter ce qu'il faisait.

Ayant décidé de s'installer à Guillestre, il entreprit de cultiver des pommiers. Il acheta deux champs et y planta des rangées d'arbres de façon à former des « haies fruitières ». Il fut, au début, tellement passionné par la méthode choisie que tout nouvel auditoire, familial ou amical, eut droit à une conférence sur le sujet. Pendant une dizaine d'années, il passa de longues heures, chaque jour, seul dans l'un ou l'autre des vergers, occupé à attacher les branches entre elles.

En 1959, mon père fut élu maire de Guillestre et cette nouvelle occupation devint vite très absorbante. Tout, dans Guillestre, était suranné et mon père entreprit de réaliser un plan de dix ans De nouveaux bâtiments administratifs, un C.E.G., une maison de retraite, une piscine et un camping municipaux, une nouvelle adduction d'eau, des routes, etc.

Mon père racontait ses difficultés. Sur place, il fallait faire preuve de patience, écouter longuement les uns et les autres, ne jamais paraître hâter une décision. Au sein du conseil municipal, divisé en deux tendances de poids à peu près égal, mon père laissait chacun exprimer son point de vue et, pour clore la discussion sans qu'il puisse y avoir ensuite contestation, demandait systématiquement un vote.

A l'autre bout de la chaîne, les obstacles que la bureaucratie française dressait devant la réalisation de tout projet prenaient parfois des allures kafkaïennes. Lorsqu'il fut question de dresser les plans de la nouvelle maison de retraite, on s'aperçut que chaque administration intéressée avait ses propres normes, établies en outre pour toute la France, sans considération du mode de vie particulier à chaque région. Pour faire avancer les dossiers, mon père allait très souvent à la préfecture de Gap, mais aussi dans les ministères à Paris. Il mettait à la réalisation de ses projets l'acharnement et l'obstination dont il avait fait preuve tout au long de sa carrière. Il découvrait en effet qu'il était tout aussi intéressant de résoudre des problèmes à l'échelle d'un village qu'à l'échelle nationale. De plus, son expérience d'officier des Affaires indigènes lui était utile, lorsqu'il s'agissait d'ouvrir de nouvelles routes, de bâtir des ponts.

Aux pommiers, à la mairie, s'ajoutèrent d'autres centres d'intérêt.

Un jeune Anglais, venu par hasard à Guillestre, envoya à mon père un petit livre de Sir Gavin de Beer, suggérant qu'Annibal était passé par la vallée du Queyras. Mon père se mit à la tâche : étant à la fois montagnard et ancien commandant de soldats berbères, il s'estima apte à juger sur le terrain les différents itinéraires possibles. Il les refit tous à pied. S'étant cassé la cheville en descendant de l'un des cols, il dut passer quelques après-midi allongé sur la terrasse. Mais il était ravi de répondre à ses visiteurs qui l'interrogeaient sur la raison de son plâtre : « C'est à cause d'Annibal. »

Puis, mon père reprit un projet très ancien, celui du désenclavement de la vallée du Queyras. L'affaire prit de l'ampleur car l'idée se dessina d'une liaison routière à grand trafic Marseille-Turin, empruntant la vallée du Queyras du côté français et la vallée du Pellice du côté italien, nécessitant le percement d'un tunnel sous le col Lacroix. Deux sociétés d'études, l'une française, l'autre italienne, furent constituées. Mon père participa à de nombreuses réunions tant à Marseille qu'à Turin. Il nous entraîna, ma mère et moi, dans de longs périples pour aller voir les routes et les tunnels (Mont-Blanc, Grand-Saint-Bernard) qui pouvaient lui fournir des éléments de comparaison. En définitive, le projet du col Lacroix fut abandonné au profit de celui du Fréjus. Mais mon père eut l'immense satisfaction d'obtenir que soit construite une nouvelle route qui, par le col Agnel, rejoint la vallée de la Varaita en Italie. Cette route n'a qu'un intérêt touristique, mais le désenclavement du Queyras est réalisé.

Ma mère, dès son installation à Guillestre, avait trouvé de nombreuses occupations. Elle fut, pendant vingt ans, présidente du comité local de la Croix-Rouge. Elle organisa une kermesse annuelle, afin de financer diverses actions : colis de Noël distribués aux plus démunis, secours d'urgence, club du troisième âge...

L'atmosphère de la maison n'était pas au farniente et j'avais mauvaise conscience quand, venant en vacances, je m'installais dans une chaise-longue, sur la terrasse ensoleillée.

#### IV. — UNE CERTAINE AUSTÉRITÉ

Mon père acceptait les honneurs et les privilèges comme liés à ses fonctions, non à sa personne. Comme j'étais très jeune à l'époque où il parvint au faite de sa carrière, il fit en sorte que je ne puisse prendre ce qu'il appelait des « goûts de luxe ». Bien des années après notre séjour à Baden-Baden, j'ai appris que l'on s'étonnait de me voir arriver au lycée à pied, aucun chauffeur n'ayant été mis à ma disposition. Lorsque mon père fut nommé résident général au Maroc, je fus mise en pension à Paris (j'avais dix-sept ans). A mesure que les années passaient, mon père me disait : « Tu verras quand on sera à la retraite. » Effectivement, le jour où la retraite est arrivée, en juillet 1956 à Paris, nous avons dit

au revoir au chauffeur, au cuisinier et au serveur et nous sommes retrouvés seuls, tous trois, pour la première fois.

Mon père quitta très rapidement la capitale. Ayant décidé de s'installer dans la vieille maison familiale de Guillestre, il fit faire quelques aménagements. Mais il modifia très peu le décor intérieur. De même, le jardin conserva son aspect de toujourns, avec sa treille le long de l'allée et ses parterres de rosiers.

La vie à Guillestre était simple, sans grandes distractions. Ma mère rêvait de séjours sur la Côte d'Azur : mon père trouvait suffisants les brefs aller et retour, effectués chaque année pour rendre visite à sa sœur aînée, à Menton. Ma mère rêvait de voyages, mon père promettait d'aller en Corse ou en Sicile... Le seul projet qui se réalisa fut un pèlerinage dans le centre de l'Italie, pour retrouver entre Naples et Rome les sites des combats de 1944. Il y eut aussi quelques brèves excursions sur les lacs italiens. Mais mon père n'aimait que les paysages de montagne et, en réalité, n'était heureux que chez lui.

De tant d'années de discipline militaire, il conservait le souci d'une tenue très stricte. Il était toujours vêtu sobrement (ses chemises étaient celles qu'il touchait de l'Intendance). Sa seule fantaisie était la cravate ou le foulard de soie que je lui offrais rituellement à l'occasion des fêtes. Jusqu'à la fin, il a gardé une tenue impeccable, sans le moindre laisser-aller. Pourtant, à quel prix d'efforts quotidiens, à mesure que la paralysie gagnait.

Mon père pouvait être gai et joyeux, mais il n'avait pas le sens de l'humour : il y avait en lui un fond de sérieux. Ses lectures n'étaient jamais divertissantes.

Je le fournissais en livres sur l'histoire contemporaine mais j'avais quelque peine à le satisfaire : il parcourait l'introduction, la conclusion, feuilletait les chapitres et je devais souvent rapporter au libraire l'ouvrage jugé superficiel. Il se tenait au courant de l'actualité en lisant journaux et revues. A la télévision, il ne regardait que les informations, ne supportant pas les émissions de variétés.

En dépit de ce style de vie austère, presque spartiate, mon père n'avait rien de sévère. En famille, il était de caractère facile, d'humeur égale.

Comme je l'ai écrit plus haut, il avait le sens du contact. Revenu à Guillestre, il fut d'emblée à son aise. Il connaissait les habitants, au moins ceux de sa génération, et l'histoire des familles. Elu maire, il s'aperçut que notre vieux curé, lors des mariages, avait cessé de faire le petit discours d'usage aux jeunes époux. Il se fit un devoir de combler cette lacune et vit souvent devant lui parents et grands-parents fondre en larmes à l'évocation du passé.

C'était un homme chaleureux. Tous les visiteurs de ces dernières années conserveront le souvenir de la cordialité de son accueil.



Mon père, comme il en avait un jour exprimé le vœu, est mort dans la maison où il est né, en 1895.

Il a été enterré à Guillestre, dans le cimetière qui domine le pays. La grande pierre dressée au-dessus de la tombe cite les noms de ceux qui l'ont précédé : ses parents, ses frères, une sœur morte jeune, plusieurs membres de la famille de ma grand-mère.

L'enterrement, après une messe et une cérémonie militaire sur la place devant l'église, a été sobre et dépouillé. Mon père n'avait pas laissé de « dernières volontés ». Mais tout a été fait en conformité avec le style qui avait été le sien tout au long de sa vie.

Décembre 1983.



